This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

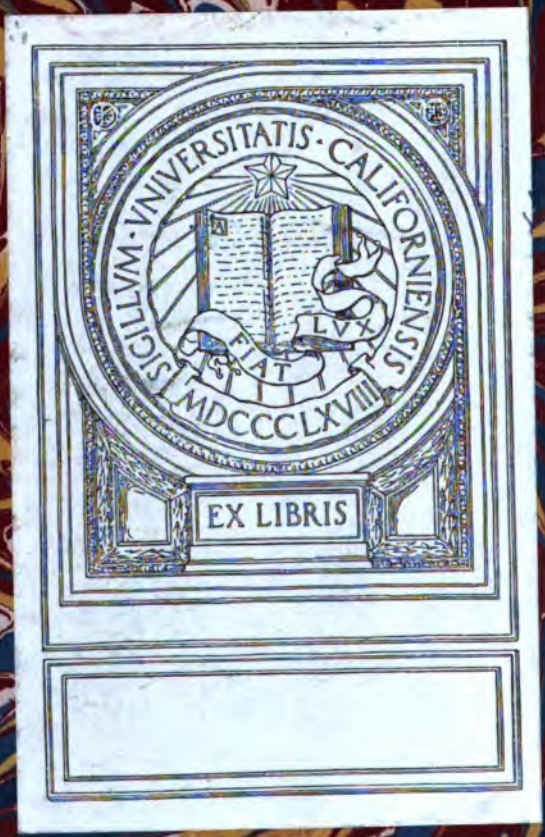
+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

UC-NRLF
B 4 529 955

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

gg.2.

4155

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

ÉTUDE DIPLOMATIQUE

SUR

LA GUERRE DE CRIMÉE

Digitized by Google

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE A. HÉRISSEY

Digitized by Google

ÉTUDE DIPLOMATIQUE

SUR LA

GUERRE DE CRIMÉE

(1852 A 1856)

PAR UN ANCIEN DIPLOMATE

UNIV. OF CALIFORNIA

TOME SECOND

PARIS

CH. TANERA, ÉDITEUR

LIBRAIRIE POUR L'ART MILITAIRE, LES SCIENCES ET LES ARTS

Rue de Savoie, 6

1874

Digitized by Google

PRESERVATION
COPY ADDED
ORIGINAL TO BE
RETAINED

SEP 25 1995

UNIV. OF
CALIFORNIA

DK 215
E 8
v. 2

Digitized by Google

ÉTUDE DIPLOMATIQUE

SUR

LA GUERRE DE CRIMÉE

UNIV. OF CALIF.

CHAPITRE PREMIER

—

DEPUIS LA DÉCLARATION DE GUERRE JUSQU'A L'ACCEPTATION DES QUATRE POINTS (1854)

Les puissances occidentales n'attendaient que de connaître l'issue de la mission du comte Orlow et des pourparlers de Vienne pour répondre à nos interpellations quant à l'attitude qu'elles avaient l'intention de prendre dans la mer Noire.

Les déterminations du cabinet de Vienne devaient donc influer sur cette réponse.

Si l'Autriche et avec elle la Prusse et l'Allemagne se décidaient à une neutralité armée imposante, nul doute que l'attitude des puissances occidentales ne se fût modifiée. L'Angleterre surtout était, nous l'avons dit,

917361

Digitized by Google

peu disposée à se jeter dans une alliance avec la France qui l'eût mise en collision avec l'Allemagne.

L'échec de la mission du comte Orlow décida ces deux cours. Leur réponse entraîna la rupture de nos rapports diplomatiques avec elles.

Ce n'était pas encore la guerre. Le cabinet de Vienne contribua à faire franchir à la situation ce dernier pas.

Les termes dans lesquels il rendit compte aux cours occidentales des ouvertures du comte Orlow et des motifs de son refus étaient tellement accentués contre nous que les cabinets de Londres et de Paris ne pouvaient plus douter du concours de l'Autriche.

Le cabinet de Vienne fit plus encore. Le 23 février, lord Cowley écrivait à son gouvernement : « Le comte « de Buol assure à M. de Bourqueney que si l'Angle- « terre et la France fixent un délai pour l'évacuation « des Principautés, délai dont l'expiration serait le « signal des hostilités, le cabinet de Vienne est prêt à « soutenir cette sommation. »

Ainsi, l'initiative de cette sommation vint de l'Autriche.

Conséquent avec lui-même, le cabinet de Vienne invita son représentant à Saint-Pétersbourg à l'appuyer.

La même démarche fut demandée à la Prusse. M. de Manteuffel répondit d'abord au ministre d'Angleterre que le roi n'y objecterait pas, mais que Sa Majesté ne

Digitized by Google

prendrait pas une part active aux hostilités en cas de refus par la Russie.

Une instruction donnée au ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg pressait, en effet, le cabinet impérial de considérer les dangers auxquels la paix du monde serait exposée par un refus, et ajoutait que la responsabilité de la guerre retomberait sur nous.

On voit la nuance qui séparait les deux cours allemandes.

Elle se dessina plus nettement par la démarche que firent à Vienne les cours occidentales pour amener un traité à quatre qui, engageant l'action des grandes puissances, eût offert à la Russie un obstacle infranchissable et rendu probablement la guerre impossible.

C'était une conséquence naturelle du point de départ de cette conférence de Vienne qui s'était constituée par le protocole du 5 décembre 1853. Elle venait de faire acte de solidarité par un nouveau protocole daté du 2 février par lequel les trois plénipotentiaires déclaraient qu'ils avaient examiné nos contre-propositions en réponse aux ouvertures de la Porte, et les avaient trouvées tellement différentes des principes posés par la conférence qu'ils ne croyaient pas pouvoir les transmettre à la Porte.

Il ne restait donc plus qu'un dernier pas à franchir pour que la conférence devînt une coalition, et les cours occidentales étaient logiques en y invitant les puissances germaniques. La Prusse refusa sa signature. Quant à l'Autriche, elle venait déjà de nous témoigner

Digitized by Google

son mauvais vouloir. En transmettant nos contre-propositions à la conférence, elle les avait accompagnées de la déclaration qu'elle les jugeait *inadmissibles*. Quand on lui proposa un traité formel, elle trouva que les stipulations n'en étaient pas assez explicites, et demanda qu'on y introduisît une clause qui rendrait impossible pour la Russie *le retour au* statu quo *d'avant la guerre*.

Ainsi, l'initiative des exigences toujours croissantes qui allaient aggraver pour nous les conditions de la paix partait encore de l'Autriche.

Quoi qu'il en soit, la sommation nous avait été adressée par les deux cours maritimes dans des termes péremptoires excluant toute réciprocité. Nous y avions répondu par un silence qui avait été considéré comme un refus.

En nous déclarant la guerre, les cabinets de Londres et de Paris s'efforcèrent d'en rejeter sur nous la responsabilité, et d'établir la solidarité des quatre grandes puissances.

La Prusse et l'Autriche crurent devoir expliquer leur position par des articles officiels. Le cabinet de Vienne reconnaissait la sommation fondée en droit, quoique dure par la forme. Il avait adhéré et adhérait encore aux principes posés par l'Angleterre et la France. Il avait jusqu'ici cherché à concilier les intérêts généraux avec les devoirs de son amitié pour la Russie. Mais en présence de la déclaration de guerre, il consulterait ses propres intérêts et prendrait les mesures

Digitized by Google

nécessaires contre les dangers résultant de la guerre et de l'*insurrection*.

Le langage de la Prusse était moins précis. Elle ne parlait que des intérêts allemands et de ses devoirs envers l'Allemagne. C'était comme une excuse envers nous pour son attitude ambiguë.

Lord J. Russell en fit le reproche à la Prusse en plein Parlement et l'accusa d'avoir perdu sa qualité de grande puissance européenne, puisqu'elle en méconnaissait les devoirs pour ne se souvenir que des intérêts allemands!

Malgré cela l'empereur Napoléon, dans son discours d'ouverture du Corps législatif, s'attacha à démontrer l'accord des quatre puissances.

« Nous allons à Constantinople », dit-il, « avec l'Angleterre pour défendre la cause du sultan et néanmoins protéger les droits des chrétiens. *Nous y allons avec l'Allemagne* pour l'aider à conserver le rang dont on semblait vouloir la faire descendre et assurer ses frontières contre la prépondérance d'un voisin trop puissant. »

En même temps ce souverain s'efforçait de dégager nettement la situation des éléments révolutionnaires dont s'alarmait l'Autriche.

En cela, il agit avec une incontestable habileté[1]. L'union des trois cours monarchiques s'était faite et maintenue sur le terrain des principes de conservation.

[1] Le bon billet qu'a la Châtre!

Digitized by Google

Pour la dissoudre, il fallait une question purement politique.

Preuve évidente que cette alliance n'a jamais pu être pour nous une alliance d'intérêts.

L'empereur Napoléon savait bien qu'une fois dissoute, la carrière serait ouverte à ses instincts révolutionnaires, et l'événement a prouvé la justesse de ses calculs. Il fit donc résolûment le sacrifice momentané de ses arrière-pensées de bouleversement européen.

Dans un article inséré au *Moniteur,* il fit déclarer : « Que le seul danger de la lutte actuelle contre la « Russie provenait des complications de l'esprit révo- « lutionnaire qui essayerait peut-être de se montrer sur « quelques points. Le devoir impérieux du gouverne- « ment français était donc de déclarer loyalement à « ceux qui voudraient profiter des circonstances pour « exciter des troubles soit en Grèce, soit en Italie, « qu'ils se mettraient en opposition directe avec les « intérêts de la France. Car jamais le gouvernement de « l'empereur Napoléon n'aurait une politique à *double* « *face,* et de même que, en défendant l'intégrité de « l'empire ottoman à Constantinople, il ne pourrait « pas souffrir que cette intégrité fût violée par des « agressions parties de la Grèce, de même il ne pour- « rait pas permettre, si les drapeaux de la France et de « l'Autriche s'unissaient en Orient, qu'on cherchât à « les diviser sur les Alpes [1]. »

[1] On peut également trouver là l'explication de l'immobilité de la Pologne pendant cette crise. Le mot d'ordre venait de Paris!

Digitized by Google

Ce langage, mis en rapport avec la conduite ultérieure de l'empereur des Français, révèle clairement le secret de sa politique. Elle n'était pas à double face en ce sens qu'elle n'en avait qu'une à la fois, seulement elle se réservait d'en changer.

Du reste, la coalition qui se réunissait contre nous avait tous les caractères d'une véritable croisade. Rien n'égale la violence dont la presse et les chambres anglaises et françaises faisaient preuve à notre égard.

Il est curieux de lire les articles des journaux et les discours de l'époque. La Russie était littéralement mise au ban de l'Europe. Tandis que des brochures françaises anonymes remaniaient à nos dépens la carte de l'Europe et nous enlevaient la Finlande, la Pologne, la Crimée et le Caucase, des membres de la chambre des lords parlaient hautement de nous reléguer au-delà de la Dwina et de l'Oural, au fond de l'Asie.

Lord Aberdeen lui-même, cet homme d'État que l'empereur Nicolas avait honoré de sa confiance, qui, seul, nous avait défendus contre les entraînements haineux des ministres et de la nation britannique, lord Aberdeen ne put résister à ce torrent. Accusé, au Parlement, de partialité pour nous, il s'en défendit avec plus de zèle que de dignité : « Il y a peu d'hommes », s'écria-t-il, « qui aient autant que moi et avec *autant* « *d'antipathie* que moi écrit sur le gouvernement russe. »

Le cœur saigne quand on voit de quelle récompense l'Europe payait la probité constante, la générosité et la loyauté politique de ce grand souverain !

Digitized by Google

Ces violences, parties non-seulement des rangs de la démagogie cosmopolite, mais des classes supérieures de la société, sont plus que ridicules et odieuses; elles prouvent ce que la Russie doit attendre de l'Europe toutes les fois qu'elle se trouvera exposée à de grandes crises. C'est une de ces leçons qui ne s'oublient pas!

Dans cette pénible situation, l'activité politique du cabinet impérial, débordée par les événements de la guerre, ne pouvait plus avoir qu'un seul but : resserrer les limites de la lutte qui s'engageait; faire en sorte que nous n'eussions pas à combattre d'autres adversaires que la Turquie, la France et l'Angleterre; prévenir la coalition générale que l'on cherchait à ameuter contre nous; retenir dans l'immobilité, s'il était possible, d'abord l'Autriche, puis la Prusse et l'Allemagne, et comme conséquence naturelle, les puissances scandinaves. Tel a été l'unique mobile et, pour ainsi dire, la clef de notre politique.

Ce but ne pouvait être atteint que de deux manières : ou par des succès militaires rapides et décisifs qui pussent impressionner l'opinion des gouvernements et des masses, encourager les amitiés timides et imposer aux inimitiés; ou bien par un système de concessions qui prouvât notre désir de hâter le terme de la guerre et mît la responsabilité de sa durée à la charge de nos ennemis.

Notre position militaire, désormais réduite à la défensive, ne nous permettait guère le premier de ces moyens. Le cabinet impérial dut recourir au second.

Digitized by Google

Il impliquait de pénibles sacrifices; nous les avons faits avec la conviction qu'ils seraient inutiles, et cependant nous avons cru devoir les faire, parce que le refus de toutes concessions aurait eu plus d'inconvénients que leur inutilité même en fournissant à nos adversaires un prétexte pour entraîner les faibles et les indécis.

On nous a fait le reproche d'avoir contribué à rendre ces sacrifices inutiles en nous y décidant toujours lorsqu'il était trop tard.

Cette accusation doit être mûrement pesée, car elle est grave.

Le devoir du cabinet impérial dans la situation difficile où il se trouvait placé était naturellement de défendre pied à pied les intérêts de la Russie.

En politique et surtout dans l'état de guerre les concessions à faire ou les avantages à poursuivre dépendent exclusivement de l'équilibre des forces et des positions respectives.

Il est certain que dans l'appréciation de cet équilibre nos calculs ont péché par un sentiment exagéré de nos forces. La Russie se souvenait de 1812. Blessée dans sa fierté nationale, elle était prête à renouveler cet exemple de patriotisme. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes; les conditions de la guerre surtout avaient complétement changé; c'étaient d'autres adversaires et un autre théâtre, puisque la mer y jouait le principal rôle. Les chemins de fer, la vapeur, le perfectionnement des armes avaient apporté aux chances

Digitized by Google

de guerre des modifications profondes et non encore expérimentées.

Ce sont ces considérations de premier ordre que nous n'avons pas assez appréciées. De là une double erreur : d'abord dans les difficultés qui attendaient nos adversaires, et ensuite dans les éléments de résistance que nous pourrions leur opposer.

Ce sentiment perce à chaque instant dans l'attitude du cabinet impérial, dans son langage et dans celui de nos ministres.

On n'admettait pas la solidité d'une alliance entre l'Angleterre et la France, on comptait sur leur antagonisme, on croyait peu à l'efficacité de leur assistance maritime qui pouvait couvrir Constantinople et les ports de la Turquie, mais la laissait sur terre exposée à nos coups ; on croyait moins encore à la possibilité d'expéditions militaires considérables à d'aussi grandes distances, dont la difficulté était malheureusement de notre côté; on ne voulait pas croire à l'aveuglement hostile de l'Autriche et de l'Allemagne, et l'on fondait de grandes espérances sur le concours des populations chrétiennes de la Turquie.

Voilà pourquoi le cabinet impérial, bien que pénétré de la nécessité des concessions, mais désirant les limiter aux strictes exigences d'une situation qui n'était pas exactement jugée, n'a pas toujours su faire en temps opportun les sacrifices nécessaires.

Il est facile aujourd'hui de faire de la sagesse rétrospective. Mais on doit comprendre que l'empereur

Digitized by Google

Nicolas, dans la conscience de son bon droit, dans le sentiment de sa force, n'ait pas voulu abaisser gratuitement le drapeau de l'honneur et des intérêts de la Russie.

D'ailleurs il faut aussi reconnaître que tous les sacrifices que nous aurions pu faire même en temps opportun n'en auraient probablement pas moins été stériles. Nous en avons eu plus d'une preuve, et nommément à l'époque de la note de Vienne, où certes notre consentement ne s'était pas fait attendre et cependant n'a rien produit. Nous en verrons encore bien d'autres preuves dans le cours de la crise.

Il n'y avait de bonne foi ni chez nos adversaires ni chez nos amis. Les premiers avaient un parti pris, celui de ne déposer les armes qu'après avoir épuisé les chances de la lutte; leur modération apparente n'était qu'un leurre à l'adresse de l'opinion publique. Quant aux seconds, leur duplicité ou leur faiblesse leur faisaient accomplir à chaque instant de nouveaux pas au-delà de la ligne tracée par leurs promesses et leurs assurances. C'est pourquoi les conditions qu'on voulait nous imposer s'aggravaient à mesure que nous cédions. Chaque concession devenait un échelon de plus vers de nouvelles exigences, et ces exigences trahissaient un but tel que la Russie pouvait le subir après une guerre malheureuse, mais non l'accepter avant d'avoir tiré l'épée, à moins d'abdiquer toute dignité.

Voilà la situation pénible dont nous allons exposer les phases successives.

Digitized by Google

Pour la clarté du récit, nous le diviserons en deux périodes :

La première, aboutissant à l'évacuation des Principautés; la seconde, à l'adoption des quatre bases de paix mises en avant par les puissances occidentales.

Digitized by Google

CHAPITRE II

—

ÉVACUATION DES PRINCIPAUTÉS

(1854)

Au moment de la déclaration de guerre, l'attitude de plus en plus malveillante que l'Autriche avait prise ne nous permettait pas de diriger vers elle nos tentatives de conciliation.

Ce fut donc à la Prusse que le cabinet impérial s'adressa plus particulièrement. Les scrupules que cette puissance manifestait à suivre l'Autriche dans ses entraînements vers l'Occident, les défiances et les rivalités qui séparaient les deux cours germaniques, et enfin le désir qu'on voyait percer à Berlin de soustraire à l'Autriche le rôle d'une médiation que le roi qualifiait de *souveraine,* nous offraient un point d'appui, d'abord pour arrêter la Prusse elle-même, puis avec

Digitized by Google

elle l'Allemagne, et enfin pour peser à l'aide de ces auxiliaires sur les déterminations du cabinet de Vienne.

Les démarches que nous fîmes à Berlin nous furent dictées par le caractère que dès le début de la guerre les deux cours maritimes s'étaient attachées à imprimer à leur alliance.

Nous avons déjà vu combien elles étaient embarrassées de leur rôle d'alliées des Turcs, elles, puissances chrétiennes, dans une cause où en définitive le christianisme était en jeu.

Sir Stratford Canning lui-même l'avait senti. C'était d'après ses conseils que le sultan avait rassuré ses sujets chrétiens par un firman qui confirmait leurs priviléges. L'effet de cette concession avait été tel sur le fanatisme musulman que les escadres avaient dû se présenter à Constantinople plutôt comme une menace que comme un secours pour les Turcs.

Dans les dernières propositions émises par la Porte, l'ambassadeur anglais avait insisté avec une extrême ténacité pour faire introduire une clause relative à l'émancipation administrative des chrétiens.

Les discours prononcés dans les Chambres à Londres comme à Paris indiquaient que, tout en rejetant nos demandes comme inadmissibles, les deux cours étaient néanmoins décidées à réclamer des priviléges très-étendus en faveur des chrétiens. En d'autres termes, elles voulaient bien leur émancipation, mais elles ne voulaient pas qu'ils en fussent redevables à la Russie.

Digitized by Google

C'est ainsi que l'empereur Napoléon avait pu, dans son discours d'ouverture, réunir ces deux idées contradictoires : « Nous allons à Constantinople pour « *défendre le sultan et protéger les chrétiens.* »

Les deux puissances avaient donc songé dès leurs premiers pas dans la guerre à en assurer le but de deux manières, d'abord en écartant toute cause de rivalités entre elles, ensuite en formulant des demandes à la Porte en faveur des chrétiens, de manière à enlever au concours qu'elles prêtaient à la Turquie tout caractère oppressif qui eût été contraire à leur qualité de puissances chrétiennes se disant à la tête de la civilisation.

Elles avaient atteint le premier but en donnant à leurs commandants en chef militaires et maritimes, ainsi qu'à leurs représentants, consuls et agents en Orient, des instructions identiques, leur prescrivant de prêter aux flottes et aux sujets réciproques le même concours qu'ils auraient prêté à ceux de leur nation.

Elles avaient conclu une convention entre elles et un traité d'alliance avec la Porte par lesquels elles avaient stipulé :

Que toutes deux s'interdisaient tout avantage personnel exclusif dans la poursuite de la guerre;

Que ni l'une ni l'autre, pas plus que le gouvernement turc, ne traiterait isolément de la paix avec la Russie.

On avait en outre affirmé que la convention conclue entre les deux cours stipulait en faveur des chrétiens

Digitized by Google

une complète égalité de droits civils et politiques avec les sujets turcs du sultan.

Ce fut sur cette base que se fondèrent nos ouvertures au cabinet de Berlin.

Si cette convention existait, sa portée dépassait de beaucoup celle de nos réclamations primitives. Dès lors la guerre n'avait plus de raison d'être.

Si l'on voulait nous communiquer cet acte par l'entremise du roi de Prusse, en nous disant quelles garanties les Turcs donneraient de sa fidèle exécution, et en nous assurant qu'il n'invaliderait en rien les immunités acquises au culte orthodoxe, alors l'empereur Nicolas consentirait à reprendre les négociations par des conférences *à Berlin,* à suspendre les hostilités et à évacuer les Principautés simultanément avec la retraite des escadres hors des détroits.

Ce fut le duc Georges de Mecklembourg qui reçut de l'empereur la mission de porter ces propositions à Berlin.

Le duc trouva le roi personnellement très-amical pour nous, mais partagé entre deux sentiments contraires.

D'un côté, Sa Majesté était indignée de la partialité évidente du comte de Buol pour la France; le désir permanent de la Prusse de s'emparer de l'ascendant politique en Allemagne perçait également dans ses dispositions. Le moment était favorable. Le cabinet de Vienne s'écartait visiblement de la neutralité désirée par les Etats de la Confédération. Il était facile à la

Digitized by Google

Prusse de lui enlever le rôle de médiation qu'il avait joué jusqu'à la déclaration de guerre.

D'autre part, le roi, dans sa loyauté de prince allemand, s'arrêtait avec terreur devant l'idée d'une scission entre les deux grandes puissances germaniques. Sa conscience y voyait une trahison des intérêts allemands si chers à son patriotisme.

C'est dans la lutte de ces sentiments contradictoires qu'il faut chercher le secret des indécisions de la Prusse dans les négociations qui suivirent.

Celle qui avait été confiée au duc Georges ne put pas avoir de suite. La clause de la convention anglo-française sur laquelle était basée cette combinaison n'existait pas.

Le cabinet de Londres, auquel le roi s'était empressé de communiquer nos propositions, répondit que les deux cours maritimes, en s'unissant par un traité d'alliance avec la Porte, n'avaient jamais songé à rien *exiger* en faveur des chrétiens. Elles ne s'en reconnaissaient pas le droit. La France et l'Angleterre pouvaient bien engager amicalement le sultan à améliorer le sort des populations chrétiennes, mais uniquement par la voie de conseils que ce souverain restait *libre* de suivre ou de ne pas écouter.

Malgré cela, le roi de Prusse persista à nous demander d'arrêter les mouvements de notre armée du Danube et d'évacuer les Principautés. En échange de ces concessions, il nous promettait son appui auprès des cours de Paris et de Londres pour obtenir la retraite gra-

Digitized by Google

duelle des escadres alliées. La proposition ne nous parut pas assez équitable pour être acceptée. La lenteur avec laquelle s'opérait l'arrivage des troupes anglo-françaises à Gallipoli, et l'incertitude des dispositions de l'Autriche, ne nous mettaient pas dans une situation telle que nous dussions consentir à des sacrifices sans aucune réciprocité.

Néanmoins cette insistance de la part d'une cour amie attestait combien le fait que le théâtre de la guerre se trouvait dans les Principautés et sur le Danube, préoccupait l'Allemagne.

Il est probable que cette idée fut mise en avant par le cabinet de Vienne.

En effet, le Danube, que l'Allemagne aime à appeler un *fleuve allemand,* était le véritable lien qui seul pouvait unir les intérêts si divergents d'ailleurs que l'Autriche et le reste de la Confédération pouvaient avoir en Orient.

Les fleuves ont toujours joué un rôle considérable dans l'histoire; le Danube était destiné à occuper dans cette crise une place importante.

Jusqu'alors on avait parlé du maintien de la paix générale, et de la nécessité de l'intégrité de la Turquie pour l'équilibre de l'Europe.

A dater de ce moment, les *intérêts allemands* commencèrent à figurer en première ligne parmi les mobiles que les cabinets de Vienne et de Berlin mirent en avant pour expliquer leur attitude.

Ces intérêts étaient liés à deux considérations : les

Digitized by Google

Principautés et le Danube. De là résulte la double demande qui forme l'objet constant des démarches des deux puissances germaniques envers nous, c'est-à-dire évacuation des Principautés, immobilité de nos troupes sur le Danube.

Ces exigences se formulèrent plus clairement à Vienne par le protocole du 9 avril, auquel la Prusse se laissa entraîner à apposer sa signature.

Ce protocole constatait que la conférence des quatre cours s'était réunie, à la requête des représentants de France et d'Angleterre, pour entendre la lecture des documents qui constituaient l'état de guerre entre nous et les puissances occidentales; que ce changement survenu à la suite d'une décision reconnue comme fondée en droit était considéré par l'Autriche et par la Prusse comme nécessitant une nouvelle déclaration de l'union des quatre cours sur la base des principes précédemment arrêtés en commun. Ces principes étaient spécifiés; c'étaient : 1° l'intégrité de l'empire ottoman dont l'évacuation des Principautés restait la condition essentielle; 2° la consolidation des droits civils et religieux des chrétiens par tous les moyens compatibles avec l'indépendance et la souveraineté du sultan; 3° la recherche des garanties propres à rattacher l'existence de la Turquie à l'équilibre européen.

Les quatre cours s'engageaient en outre à n'entrer dans aucune négociation de paix avec la Russie sans avoir préalablement délibéré en commun.

A travers le vague de sa rédaction, ce protocole

Digitized by Google

constituait évidemment un pas de plus, et un pas très-important, des deux cours germaniques vers les puissances occidentales, et cela au moment même où celles-ci nous déclaraient la guerre!

Le cabinet de Berlin en comprit-il la gravité?

Les explications qu'il nous donna pour justifier cet acte si peu d'accord avec ses protestations amicales s'appuyaient principalement sur la nécessité de ne pas se séparer de l'Autriche afin de peser sur elle et de l'arrêter.

L'intention était peut-être excellente, mais il restait à savoir si la Prusse serait assez forte pour arrêter l'Autriche, ou si ce ne serait pas plutôt l'Autriche qui entraînerait la Prusse.

Le cabinet de Vienne ne devait pas tarder à résoudre ce problème.

Pour entretenir le gouvernement prussien dans l'espoir d'une forte neutralité commune, il avait envoyé le général Hess à Berlin. Le but ostensible de sa mission était de régler les bases de cette neutralité en renouvelant le traité conclu en 1851 pour trois années entre les deux cours, et par lequel elles se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs territoires extra-fédéraux.

La différence des situations suffit pour indiquer la portée de cette démarche du cabinet de Vienne.

En 1851, il s'agissait des éventualités provoquées par le rétablissement de l'Empire français. C'était donc

Digitized by Google

contre Louis Napoléon et en vue de l'Italie que cette garantie mutuelle avait été donnée.

En 1854, l'Orient était en jeu, et l'Autriche y avait pris une direction hostile à la Russie.

Sans doute, elle n'était pas sans inquiétude du côté de la France, malgré son engouement pour l'empereur Napoléon et sa confiance envers M. de Bourqueney. L'agitation de l'Italie, les intrigues du Piémont qui allait bientôt entrer sous les auspices de la France dans le conflit oriental, enfin les brochures anonymes qui remaniaient la carte de l'Europe, tout cela dénotait des arrière-pensées dont la conscience timorée du comte de Buol osait à peine comprendre la portée.

Mais il n'en était pas moins vrai que dans les circonstances du moment, c'était principalement du côté de la Russie que les intérêts extra-fédéraux de l'Autriche se trouvaient engagés.

Le général Hess avait donc pour mission d'amener la Prusse à la conclusion d'un traité destiné surtout à prémunir le cabinet de Vienne contre les conséquences de l'attitude qu'il prenait envers nous, et que déjà il méditait d'aggraver.

Les négociations qui se poursuivirent à Berlin pendant le mois d'avril sont un des curieux épisodes de l'époque.

Le duc Georges de Mecklembourg en avait de suite compris l'importance, et il avait obtenu de l'empereur Nicolas l'autorisation de rester à Berlin après l'issue

Digitized by Google

de sa mission, pour surveiller les démarches du négociateur autrichien et éclairer la conscience du roi.

Ce souverain, partagé entre les sentiments contradictoires que nous avons rapportés plus haut, se laissait arracher des décisions dont la portée semblait lui échapper. A l'exception de M. de Gerlach qui nous était dévoué, son entourage ne comptait pas d'hommes d'État à la hauteur des événements. Le baron de Manteuffel nous était peu favorable. Il ne cachait pas que dans sa conviction le devoir de la Prusse était de s'attacher à l'Autriche, même dans une lutte contre nous, tout en s'efforçant de la détourner d'une résolution aussi extrême.

Il traitait les scrupules du roi de politique romantique.

Le général Hess avait compris ces scrupules, et ses efforts tendaient à les dissiper. Il protestait hautement que *dans aucun cas l'Autriche ne nous ferait la guerre.*

C'était au nom des *intérêts allemands*, ce thème favori du roi, qu'il attirait Sa Majesté sur le terrain d'une alliance dont il avait soin de lui dissimuler les conséquences dangereuses. Il s'agissait d'éloigner des frontières de l'Allemagne et du Danube une lutte qui compromettait les intérêts de la Confédération.

Le moyen était d'obtenir de nous l'évacuation des Principautés et la promesse de circonscrire les opérations de la guerre sur le bas Danube, *jusqu'aux Balkans.*

Ces points obtenus, l'Allemagne et l'Autriche se-

Digitized by Google

raient complétement désintéressées, et toutes les chances de collision avec nous, dont la pensée alarmait le roi de Prusse, se trouvaient écartées.

Mais au milieu de ces assurances, et tout en engageant le cabinet de Berlin dans une alliance dont l'objet était aussi vaguement indiqué, l'Autriche avait soin *de se réserver une pleine liberté d'action,* pour nous empêcher par des démonstrations militaires de pousser nos opérations contre les Turcs et leurs alliés.

Par là se révélaient des arrière-pensées qui pouvaient amener une lutte avec nous, et la Prusse pouvait ainsi se voir forcée d'y participer dans les rangs de nos adversaires.

Les efforts du duc Georges et ceux de notre ministre avaient pour but de rendre le roi attentif à cette considération en démontrant que si la Prusse s'engageait dans de pareilles conditions, ce ne serait plus elle qui arrêterait l'Autriche, mais bien l'Autriche qui l'entraînerait dans une voie dont on n'apercevait pas l'issue.

Le roi ne voulait pas voir ces conséquences. De même qu'il s'était flatté par les précédents protocoles de Vienne de modérer l'action et les prétentions des puissances occidentales, de même il se flatta qu'un traité de neutralité avec l'Autriche au nom de la fraternité allemande empêcherait cette puissance de s'engager plus avant dans l'alliance avec l'Occident.

C'est ainsi qu'en se laissant éblouir par ces subtilités diplomatiques, le roi perdait peu à peu l'indépendance d'allures qui seule pouvait le mettre en état

Digitized by Google

de jouer le rôle de médiation suprême dont il avait caressé le rêve. En concourant à paralyser nos mouvements, il affaiblissait notre position et la sienne.

Le traité fut signé le 20 avril à notre insu. Le cabinet impérial n'en eut connaissance que par une confidence personnelle du roi au duc Georges.

Ce document portait : la garantie réciproque des territoires allemands et non allemands des deux puissances; l'obligation d'une défense commune de leur territoire, *même dans le cas où l'une d'elles, par suite d'un accord avec l'autre, se verrait forcée de passer à l'action pour protéger les intérêts allemands;*

L'entretien d'une partie de leurs forces sur pied de guerre ;

L'invitation aux États allemands d'accéder à l'alliance;

L'obligation de ne conclure avec aucune puissance aucune alliance qui ne serait pas d'accord avec ces bases.

On voit de suite l'élasticité de cette rédaction.

Le roi de Prusse croyait y trouver le moyen d'interdire à l'Autriche tout arrangement ultérieur au profit des puissances occidentales. La suite a démenti cet espoir.

Mais le plus important était l'article secret qui contenait la pensée du cabinet de Vienne, et développait l'article deuxième du traité.

Cet article secret portait qu'une occupation prolongée des Principautés par nos troupes mettait en dan-

Digitized by Google

ger les intérêts allemands d'autant plus que nous pousserions plus loin nos opérations contre la Turquie. En conséquence, l'Autriche nous demanderait de suspendre tout mouvement en avant de notre armée et de donner des garanties complètes d'une prompte évacuation des Principautés; en cas de refus, l'Autriche adopterait les mesures propres à amener ce résultat.

Toutefois, une action offensive des deux puissances contractantes ne serait déterminée que par l'incorporation des Principautés ou le passage de la ligne des Balkans.

Tous les efforts du duc Georges pour empêcher la signature de cet article secret demeurèrent inutiles; ils n'aboutirent qu'à en faire modifier la rédaction.

Cependant il s'écoula un temps assez considérable avant que la sommation prévue ne nous fût adressée.

En voici la raison :

Le traité d'alliance du 20 avril avait été communiqué aux Etats de la Confédération avec l'invitation d'y accéder.

Ces Etats s'étaient réunis dans une conférence à Bamberg pour délibérer sur la position qu'il convenait de prendre.

Comme dans toute crise importante, les germes de dissensions existant au sein de la Confédération devaient se faire jour dans ces circonstances. Les Etats secondaires devaient y apporter leurs vues particulières toujours si compliquées. Nous comptions des amis au milieu d'eux, entre autres le roi de Wurtemberg,

Digitized by Google

dont l'autorité morale était considérable. Moins rapprochés d'ailleurs du théâtre des événements, ils pouvaient envisager avec plus de calme une situation dont les dangers présents ne devaient pas faire méconnaître les conséquences éloignées.

Sous ce rapport, les suites d'une rupture des liens qui avaient si longtemps uni les deux cours allemandes à la Russie étaient envisagées par eux avec un sentiment de terreur, comme une brèche irréparable dans le système politique qui pendant quarante ans avait servi de barrière à la révolution.

Il est étrange que l'on doive chercher la prévoyance politique dans les petits Etats en présence d'une crise aussi grave.

Quoi qu'il en soit, leurs dispositions s'étaient montrées non-seulement plus amicales, mais plus équitables même que celles de la Prusse.

Dans leur réponse à la communication de l'alliance du 20 avril, tout en se réjouissant de l'union des deux grandes puissances germaniques, gage de sécurité pour l'Allemagne, ils firent observer que les déterminations prises par les deux cours ne répondaient pas entièrement aux intérêts de la Confédération, parce que la démarche à faire auprès de l'une des puissances en guerre *n'était pas accompagnée d'une suspension des hostilités et d'une démarche équivalente auprès des autres pour obtenir la retraite de leurs escadres.*

Si la mesure était complétée, il n'était pas douteux que l'Allemagne eût pu peser de tout son poids en

Digitized by Google

faveur de celle des parties qui se montrerait pacifique, et user de son intervention contre celle qui opposerait un refus.

On exigeait en outre que tous les Etats allemands fussent représentés dans la négociation pour défendre les deux seuls intérêts que la Confédération eût en Orient : la liberté du Danube et la protection effective des chrétiens.

Ces deux clauses étaient même interprétées dans un sens défavorable à l'Occident. Ainsi la première portait la liberté du Danube et en général des eaux qui conduisent à la mer Noire. C'était une allusion au Bosphore et aux Dardanelles dont l'occupation par les escadres alliées n'était certes pas moins dangereuse pour l'Allemagne que l'ensablement des bouches du Danube ! Quant à la seconde clause, la cour de Munich y avait fait comprendre l'indépendance de la Grèce menacée par les puissances occidentales.

Cette résolution de la conférence de Bamberg avait vivement mécontenté l'Autriche.

Cette puissance s'était embourbée dans une situation sans issue ; l'état de ses finances, ses difficultés intérieures, ses engagements envers l'Occident, ses intérêts multiples et contradictoires, ses craintes de tous les côtés et ses ambitions dans toutes les directions, l'esprit de l'armée et des hautes classes sociales qui protestaient hautement contre toute alliance avec nos ennemis et toute guerre avec nous, les hésitations de la Prusse et la scission de l'Allemagne, multipliaient ses embarras.

Digitized by Google

Elle suivait attentivement les faits de guerre en Turquie, dans la mer Noire et dans la Baltique, pour se diriger d'après la tournure des événements.

Ses mesures militaires avaient jusqu'alors été dirigées plutôt vers les frontières du Midi. Du côté de la Gallicie et de la Transylvanie ses frontières étaient peu garnies.

Son parti d'agir contre nous n'était pas encore pris.

Le cabinet impérial s'était aperçu que l'idée dominante chez le comte de Buol et qu'il avait réussi à faire partager jusqu'à un certain point à Berlin, était qu'une pression comminatoire de l'Allemagne nous obligerait à hâter la conclusion de la paix.

Il était essentiel de combattre cette illusion qui encourageait les faiblesses de nos timides alliés, et pourrait les entraîner jusqu'à l'hostilité.

C'est pourquoi nous avions commencé, par la réunion de quelques troupes du côté de la Gallicie et de la Transylvanie, une démonstration militaire tendant à prouver qu'une action plus prononcée de l'Autriche contre nous amènerait, non pas la paix désirée, mais la guerre qu'on redoutait.

Cette attitude avait donné à réfléchir à Vienne et à Berlin.

Le moment eût donc été favorable à une initiative résolue de la Prusse pour s'appuyer sur les dispositions des Etats confédérés, forcer l'Autriche à prendre la position médiatrice dont la conférence de Bamberg avait posé les bases en exigeant une impartiale réci-

Digitized by Google

procité de concessions, ou bien isoler le cabinet de Vienne dans sa politique hostile à notre égard.

Une pareille résolution eût assuré à la Prusse, en Europe aussi bien qu'en Allemagne, la position prépondérante qu'elle a toujours désiré enlever à l'Autriche.

Elle eût été d'autant plus naturelle, qu'en signant le traité du 20 avril le cabinet de Berlin avait toujours maintenu le principe de la réciprocité entre les parties belligérantes.

Malheureusement il n'en fut pas ainsi. La prétention des Etats secondaires réunis à Bamberg d'imposer leur opinion et de prendre part aux négociations blessa au vif l'amour-propre prussien.

Le cabinet de Vienne en profita pour l'entraîner plus loin dans la voie que lui-même avait choisie. Il commença par lui faire signer le 1er mai un nouveau protocole destiné à établir la concordance du traité du 20 avril avec le traité d'alliance anglo-française.

Le but de ce protocole était clair. L'Autriche méditait déjà un traité d'alliance avec les puissances occidentales; elle en négociait un autre avec la Porte pour l'occupation de la petite Valachie.

Or, par l'article V du traité du 29 avril, elle s'était interdit toute transaction avec d'autres Etats *qui ne serait pas d'accord avec les bases posées par les deux cours allemandes*. Elle voulait donc établir d'avance la conformité de ces bases avec les actes qu'elle projetait.

C'est là un des traits caractéristiques de l'époque,

Digitized by Google

en ce qu'il prouve de la part du cabinet de Vienne une préméditation qui ne permet guère d'attribuer sa conduite aux seuls entraînements de sa situation.

Le roi de Prusse ne se borna pas à cette concession aux instances de l'Autriche.

Dans une entrevue qu'il eut à Teschen avec l'empereur François-Joseph, il se laissa persuader que le cabinet de Vienne ne pouvait adhérer au principe de la *réciprocité* parce qu'il n'avait aucun moyen de peser sur les déterminations des puissances occidentales pour obtenir d'elles la retraite de leurs escadres en même temps que nous quitterions les Principautés.

Subordonner la première de ces conditions à la seconde, c'était risquer un échec à peu près certain.

Mais il était à croire que si les instances de l'Allemagne réussissaient à nous faire évacuer les Principautés, ce serait un pas considérable vers la paix; les intérêts de l'Autriche seraient du moins dégagés, et elle assurait que *dans aucun cas elle ne nous ferait la guerre.*

Ces considérations déterminèrent le roi de Prusse à abandonner la position logique, équitable et digne, adoptée à Bamberg.

Le cabinet de Vienne, voyant la tournure qu'avait prise la conférence, désespérant d'associer de bon gré la Confédération à sa politique, comptant d'ailleurs sur l'indécision de la Prusse, résolut de brusquer les choses.

Sans consulter ses confédérés, sans même s'entendre définitivement avec la Prusse, comme le traité du

Digitized by Google

20 avril l'y obligeait, il nous fit parvenir la *sommation* annoncée.

Une circonstance particulière jette une triste lumière sur cette résolution du gouvernement autrichien.

Notre agent militaire à Vienne, comte Stackelberg, nous rendait successivement compte des mouvements militaires de l'armée autrichienne. La dislocation de ses troupes devait être pour nous un indice précieux de ses dispositions.

Jusqu'au milieu du mois de mai, toute l'attention de l'Autriche s'était concentrée sur la Serbie et le Monténégro, et c'est de ce côté qu'elle avait pris des mesures de précaution militaire.

Mais lorsque l'empereur Nicolas jugea nécessaire de prendre quelques dispositions pour détromper le cabinet de Vienne sur les suites de son attitude politique hostile, l'ordre avait été donné de renforcer les troupes autrichiennes en Transylvanie et en Gallicie.

Mais il fallait au moins six semaines pour exécuter ces mouvements militaires.

D'autre part, l'arrivée des Anglo-Français en Turquie s'effectuait lentement. A la fin de mars, il n'y avait encore que 13,000 Français à Gallipoli et 7,000 Anglais à Malte.

Il importait à l'Autriche de gagner le temps nécessaire pour compléter sa position militaire et l'appuyer sur la présence de forces alliées suffisantes en Turquie.

C'est pourquoi le comte de Buol avait hésité à

Digitized by Google

donner suite immédiatement à la sommation qu'il était convenu de nous adresser, et il poursuivait les négociations pour la forme sur la question de la réciprocité. De là aussi cette limite des Balkans, que, pour rassurer la Prusse, il avait tracée à l'entrée en action de l'Autriche sur la base de l'article secret du 20 avril.

Mais le plan du comte de Buol de nous *heraus manövriren* des Principautés, d'y substituer son occupation à la nôtre, d'éloigner la guerre de son voisinage, et de la concentrer sur notre territoire en Crimée et en Asie, en nous réduisant à une défensive désavantageuse, ce plan était déjà arrêté.

Aussitôt après l'entrevue de Teschen, le 4e corps avait été mis sur pied de guerre. La seconde division marchait sur la Gallicie menacée par la concentration de nos troupes et de nos dépôts sur la ligne du Sereth, au lieu d'être dirigée sur le Danube. On fortifiait en hâte Cracovie, Tarnopol et Léopol.

Au commencement du mois de juin, le comte Stackelberg nous annonçait que dans un mois, c'est-à-dire vers le 1er juillet, l'Autriche aurait 67,000 hommes en Transylvanie sous l'archiduc Albert, 79,000 hommes et 16,000 chevaux en Gallicie. Entre ces deux corps d'armée, le 10e corps serait placé comme réserve. Les Autrichiens auraient donc contre nous 182,000 hommes, 36,000 chevaux et 376 canons. Ce serait aussi l'époque où les Anglo-Français seraient en mesure de rejoindre Omer Pacha sur le Danube.

C'est encore là une preuve de préméditation à la

Digitized by Google

charge du cabinet de Vienne, et qui jette un triste jour sur son rôle dans toutes les négociations de cette époque. Son mauvais vouloir envers nous n'avait de limites que son plus ou moins de puissance à nous nuire sans trop s'exposer. Dès qu'il se croyait en mesure, il rejetait le masque de modération dont se couvraient ses actes.

Le 4-16 juillet était donc le jour fixé pour la rupture avec nous, selon notre réponse à la sommation autrichienne.

Cette sommation était conçue en termes modérés; elle n'avait rien d'impératif.

On nous demandait, au nom des intérêts politiques et commerciaux de l'Allemagne, de ne pas pousser plus avant nos opérations en Turquie, d'indiquer l'époque précise, *pas trop éloignée,* où nous *évacuerions les Principautés.* On exprimait le désir que *cette évacuation ne fût pas rattachée à des conditions dont l'accomplissement ne dépendait pas de l'Autriche,* c'est-à-dire que nous ne la subordonnions pas à la sortie simultanée des escadres alliées de la mer Noire et des détroits. Pour nous mettre à même d'apprécier les engagements de l'Autriche avec l'Occident, on nous communiquait officiellement pour la première fois le protocole du 9 avril.

Il serait superflu de relever le caractère d'injustice flagrante de cette sommation, malgré sa forme adoucie.

Quels qu'eussent été nos droits et nos motifs en occupant les Principautés dès l'origine du conflit orien-

Digitized by Google

tal, actuellement ces deux provinces n'étaient plus qu'une position militaire. Attaqués partout à la fois, réduits à la défensive, nous ne pouvions pas l'abandonner sans perdre toute chance de rétablir un certain équilibre et d'écarter du moins la guerre de nos frontières de terre.

En échange de ce sacrifice qu'on nous demandait, on ne nous offrait absolument rien, aucune réciprocité, ni la paix, ni même une suspension des hostilités. Au contraire, on nous privait des moyens de rendre cette paix moins onéreuse, on ouvrait notre territoire à nos ennemis en les rassurant contre tout danger d'attaque en Turquie.

Les intérêts allemands qu'on invoquait n'étaient qu'un prétexte.

Ces intérêts n'étaient certes pas moins compromis par les opérations maritimes des alliés dans la mer Noire et la Baltique, et cependant on ne les invoquait qu'auprès de nous sans rien exiger de nos adversaires.

Cependant le roi de Prusse se laissa encore entraîner à s'associer à cette iniquité, contre laquelle il avait lui-même protesté.

Au sortir de l'entrevue de Teschen, il envoya à Pétersbourg son aide de camp, le colonel de Manteuffel, pour appuyer la sommation autrichienne et nous indiquer en même temps le sens dans lequel nous aurions à y répondre.

Le roi de Prusse désirait que cette réponse fût con-

Digitized by Google

çue de manière à ne pas fermer les voies à une négociation ultérieure. Il se déclarait satisfait si nous nous bornions à dire que, prenant acte des résolutions du protocole du 9 avril, qui stipulaient des garanties en faveur des chrétiens et rendaient ainsi la guerre inutile, le cabinet impérial était disposé à entrer en négociation de paix, et à promettre l'évacuation des Principautés, *dès que nous saurions les puissances maritimes animées d'intentions équivalentes.*

Les États secondaires de l'Allemagne, se voyant abandonnés par la Prusse, ne pouvaient plus refuser de s'associer à cette démarche. On nous répétait de tous côtés qu'en nous décidant à évacuer les Principautés *sans conditions*, nous ôterions tout prétexte à la guerre; que l'Allemagne serait désintéressée dans la question, l'Autriche déliée de ses engagements avec les puissances occidentales, que celles-ci ne craignaient rien autant que de nous voir déférer à la sommation autrichienne, et qu'en politique il est bon de faire précisément ce que l'ennemi craint le plus.

Le cabinet de Vienne lui-même, dans une dépêche confidentielle jointe à son invitation, et qu'il a désavouée depuis, nous faisait entendre que *si, en retirant nos troupes des Principautés, nous acceptions la ligne du Pruth, il nous considérerait comme en droit de demander que la Porte et ses alliés se maintinssent derrière le Danube.*

Ce point était très-essentiel. Indépendamment de la réciprocité du départ des escadres alliées, qu'on nous

Digitized by Google

refusait parce que l'on ne se croyait pas en mesure de l'obtenir des puissances occidentales, il y avait une autre réciprocité non moins essentielle : c'était de savoir si, notre retraite des Principautés nous privant des moyens d'agir contre nos adversaires sur le Danube, il serait également interdit à ceux-ci de nous poursuivre à travers les Principautés sur notre territoire.

Or, la dépêche confidentielle du cabinet de Vienne et le langage du comte de Buol indiquent qu'à cette époque, ni à Vienne, ni en Allemagne, il n'entrait dans l'idée de personne que l'Autriche pût, comme les alliés l'ont exigé plus tard, occuper les Principautés en commun avec les forces ottomanes ou anglo-françaises, encore moins naturellement qu'elle pût laisser à celles-ci un passage libre pour venir nous attaquer.

Le comte de Buol assurait enfin à notre ministre que ses engagements avec l'Occident ne dépassaient pas ceux du protocole du 9 avril; qu'une fois l'Autriche satisfaite par l'évacuation, nous retrouverions en elle dans les négociations notre ancienne amie et alliée.

Certes l'expérience du passé ne nous permettait pas de placer une confiance sans réserve dans ces assurances.

Mais ce qu'il y avait de certain pour le moment, c'était qu'un refus nous aurait mis immédiatement sur les bras non-seulement l'Autriche, mais encore toute l'Allemagne, tandis qu'en déférant à leur vœu, si nous

Digitized by Google

n'arrêtions pas l'Autriche, nous avions du moins la chance d'empêcher la Prusse et le reste de la Confédération de suivre cette puissance jusqu'au bout dans ses vues hostiles.

Ces motifs déterminèrent l'empereur Nicolas à se rendre aux avis de son auguste beau-frère, et à répondre à la sommation autrichienne, de manière à laisser la porte ouverte à un accommodement.

Le cabinet impérial fit en conséquence savoir à celui de Vienne que nous étions prêts à concéder volontairement aux intérêts allemands ce que nous avions dû refuser à la sommation blessante des puissances occidentales. Il se borna à énumérer les désastreuses conséquences qui devaient résulter pour nous du sacrifice de notre position militaire dans les Principautés, si ce sacrifice avait lieu sans compensation. Il demandait seulement à l'Autriche de faire connaître d'avance, non pas quelles conditions équivalentes au retrait de nos troupes elle nous procurerait de la part de nos adversaires, mais quelle garantie de sécurité elle-même était disposée à nous offrir.

Si en effet il ne dépendait pas d'elle d'obliger les alliés à se retirer de leurs positions maritimes et militaires, il était du moins en son pouvoir de nous donner la mesure des obligations qu'elle avait contractées envers eux, et de nous assurer qu'une fois ses propres intérêts mis à couvert, elle ne suivrait pas plus loin nos adversaires dans leurs exigences.

En même temps, d'après les conseils du roi de

Digitized by Google

Prusse, le cabinet impérial alla au-devant des vœux que le comte de Buol avait exprimés dans sa dépêche confidentielle accompagnant la sommation, c'est-à-dire que nous témoignions le désir d'entamer les négociations de paix, soit directement, soit par l'entremise des deux cours allemandes.

A cet effet le cabinet impérial se déclara prêt à souscrire aux deux bases générales contenues dans le protocole du 9 avril, c'est-à-dire l'intégrité de la Turquie et la consolidation des droits des chrétiens.

Ainsi nous venions de donner à l'Autriche et à l'Allemagne toutes les satisfactions qui dépendaient de nous, et cela au prix d'un sacrifice très-pénible.

Voici par quels procédés il y fut répondu.

Nos ouvertures s'adressaient directement au cabinet de Vienne.

Au lieu de nous faire connaître ses déterminations, le comte de Buol communiqua nos réponses à Paris et à Londres, comme si sa décision dépendait des deux cours occidentales. Il fit plus encore. Il leur suggéra lui-même les objections qu'elles auraient à y faire. Outre les deux principes auxquels nous adhérions, le protocole du 9 avril en contenait un troisième : *la recherche des moyens de rattacher l'empire ottoman à l'équilibre de l'Europe.* Ce principe était gros de conséquences dangereuses pour nous. Le cabinet impérial avait donc omis d'en parler dans sa réponse. Le comte de Buol signala cette omission à Londres et à Paris.

En nous annonçant ces démarches, il nous déclara

Digitized by Google

que tout en reconnaissant la justice de nos demandes, si elles étaient rejetées par la France et l'Angleterre, il se verrait obligé d'insister dans toute leur étendue sur les réquisitions qu'il nous avait adressées, *la position qu'il avait prise* ne lui permettant tout au plus que de *recommander* nos ouvertures à l'examen de nos adversaires.

Cette déclaration préalable ne pouvait nous laisser aucun doute sur la réponse définitive du cabinet de Vienne. Il était évident qu'il avait perdu toute indépendance, et qu'il se trouvait *assez fort* vis-à-vis de nous et *trop faible* vis-à-vis de l'Occident pour ne pas persévérer dans la position malveillante qu'il avait prise à notre égard.

Nous n'avions donc plus à compter désormais que sur une sommation péremptoire et à bref délai d'évacuer les Principautés. Si nous l'avions attendue, elle nous eût placés dans la fâcheuse alternative, soit d'évacuer sous le coup de la contrainte, soit d'accepter la guerre avec l'Autriche dans des conditions très-défavorables, engagés comme nous l'étions des deux côtés du Danube avec une masse considérable de troupes autrichiennes concentrées sur les derrières et sur le flanc de notre armée d'opération.

L'empereur Nicolas n'hésita plus. Le siége de Silistrie fut levé, et le mouvement rétrogade de nos troupes hors des Principautés fut ordonné.

Ces décisions furent notifiées au cabinet de Vienne, sans attendre sa réponse définitive, mais elles furent

Digitized by Google

annoncées comme un mouvement stratégique accompli de notre propre volonté, et non comme une concession aux vœux de l'Allemagne.

L'irritation que devait nous faire éprouver cette conduite inqualifiable de l'Autriche, aussi bien que la faiblesse de la Prusse et de ses confédérés, justifie certainement notre répugnance à répondre par un acte de déférence à de pareils procédés.

Mais cette circonstance servit de prétexte aux mauvaises intentions du comte de Buol. Le lendemain du jour où nous lui avions annoncé notre mouvement de retraite, il signait à l'insu de la Prusse avec les puissances occidentales un nouvel engagement plus étendu que les précédents, et se faisait auprès de nous l'organe de nouvelles exigences.

Digitized by Google

CHAPITRE III

—

ADOPTION DES BASES DE PAIX

(1854)

Le gouvernement autrichien se fondant sur l'adhésion que nous avions émise dans notre réponse aux deux principes posés par le protocole du 9 avril, c'est-à-dire *intégrité de la Turquie* et *consolidation des droits des chrétiens*, résolut d'*utiliser* auprès des cours de Londres et de Paris ces éléments de négociations pacifiques.

Les puissances occidentales se trouvèrent fort embarrassées de nos ouvertures. Elles craignaient de voir l'Allemagne leur échapper au moment même où leur plan de campagne allait s'exécuter.

En effet, elles avaient décidé d'attaquer Sévastopol comme but final de la guerre ; jusqu'alors notre passage du Danube les avait obligées d'ajourner ce

Digitized by Google

projet pour venir au secours d'Omer Pacha. L'évacuation des Principautés et la position prise par l'Autriche sur nos frontières les laissaient libres de disposer de toutes leurs forces concentrées à Varna et à Gallipoli pour une descente en Crimée. Elles se souciaient peu d'entamer des négociations de paix, ni surtout de se lier les mains en en fixant les bases d'avance.

Elles accueillirent donc froidement nos ouvertures. Mais le cabinet de Vienne leur démontra que refuser de les discuter, ce serait avouer devant toute l'Europe qu'elles voulaient la guerre à tout prix.

Elles se décidèrent en conséquence à faire connaître leurs conditions en les rendant inadmissibles. La responsabilité du rejet retomberait alors sur nous.

Le quatrième point des bases du protocole du 9 avril dont le cabinet de Vienne avait eu soin de leur signaler l'omission dans notre réponse fut celui auquel elles s'attachèrent.

Nous en avions bien prévu toutes les conséquences. Voici comment elles le développèrent :

1° Le protectorat que nous exercions sur les Principautés et la Serbie devait cesser, pour être remplacé par une garantie *collective* résultant d'un arrangement avec la Porte.

2° La navigation du Danube à ses embouchures devait être délivrée de toute entrave et soumise

Digitized by Google

aux principes consacrés par le congrès de Vienne en 1815 [1].

3° Le traité de 1841 devait être revisé de concert, *dans un intérêt d'équilibre européen.*

[1] Ce point était destiné à jouer un rôle considérable dans les négociations, comme impliquant les intérêts de l'Allemagne.

En voici l'origine :

Tant que les bouches du Danube étaient entre les mains des Turcs, le commerce encore peu développé ne souffrait pas beaucoup du peu de profondeur de la passe. La population de la Dobrutcha (environ 12,000 hommes) n'avait pas d'autre tribut à payer que le curage de la passe de Sulina. Elle s'opérait par des moyens tout à fait primitifs.

En 1829, le traité d'Andrinople nous ayant mis en possession des bouches du fleuve, la Porte stipula par une clause l'engagement pour nous d'entretenir la profondeur du fleuve dans l'intérêt du commerce européen. En exécution de cet engagement, des machines à draguer avaient été établies à Sulina. Mais peu à peu des abus s'introduisirent dans leur emploi. Les autorités russes préposées à cet effet étaient entrées dans une association destinée à fournir des *alléges*, c'est-à-dire des bâtiments légers dont la mission était de transborder les cargaisons des navires étrangers trop lourds ou de trop grande dimension pour traverser la passe. Or, cette association, se trouvant intéressée à multiplier le service de ces alléges, négligeait naturellement le curage du fleuve. De là des plaintes qui devinrent plus vives et plus fréquentes à mesure que se développait l'activité commerciale dans ces contrées. L'Autriche surtout, depuis la création du Lloyd, avait accaparé tout le commerce du Danube. L'état de la passe de Sulina devint de sa part l'objet de réclamations continuelles. En 1840, le cabinet impérial, désirant y mettre fin, avait conclu un traité avec cette puissance qui réglait ce point d'une manière satisfaisante.

Mais malgré tous nos efforts et toutes nos injonctions, les abus consacrés par l'intérêt personnel avaient continué de subsister, à tel point que dix ans plus tard, à l'expiration du traité, l'Autriche avait jugé inutile de le renouveler.

Cette question avait donc été depuis des années un sujet d'irritation dans nos rapports avec l'Autriche et l'Allemagne. On nous accusait d'entraver intentionnellement la navigation du Danube, afin d'empêcher les progrès du commerce de l'Allemagne qui faisait concurrence à celui d'Odessa. Ce thème, développé pendant vingt ans par la presse avec l'animosité habituelle de ses sentiments à notre égard, était un des principaux griefs de l'opinion publique qui aimait à considérer le Danube comme un fleuve allemand.

Ces circonstances expliquent l'intérêt qui s'attacha dans les négociations

Digitized by Google

4° La Russie devait renoncer à tout protectorat officiel sur les sujets du sultan à quelque rite qu'ils appartiennent, et se contenter du concours mutuel que se prêteraient les puissances pour obtenir la consécration des priviléges religieux des diverses communautés chrétiennes, sans qu'il en résultât aucune atteinte à l'indépendance du sultan.

Telles furent les conditions que les cabinets de Londres et de Paris firent connaître à celui de Vienne. Tout en se réservant *de les modifier* dans leur ensemble ou dans les détails, selon les éventualités de la guerre, ils déclarèrent qu'ils ne discuteraient aucune proposition de la Russie qui n'impliquerait pas une adhésion pleine et entière à ces principes.

De son côté, le gouvernement autrichien avait signé le 8 août avec ces deux puissances un engagement portant qu'il adhérait à ces principes, et n'entrerait avec nous dans aucune négociation sur d'autres bases.

Devions-nous, pouvions-nous accepter ces conditions ?

Dans cette circonstance comme dans les précédentes, on peut regretter que nous les ayons rejetées, puisque en définitive nous avons dû en accepter de pires.

Mais en se plaçant dans la situation du moment, on comprend qu'elles aient été jugées inadmissibles.

à ce point essentiel. Elles motivent également l'insistance que l'Autriche mit plus tard à nous éloigner des bouches du Danube, en exigeant la cession d'une partie de la Bessarabie.

Digitized by Google

Sans doute notre position militaire s'était aggravée par l'évacuation des Principautés.

Libres de leurs mouvements, nos adversaires concentrés à Varna, maîtres de la mer Noire, pouvaient choisir le point où ils nous porteraient les coups les plus sensibles. Réduits à la défensive, nous devions partout les attendre, partout être prêts à les repousser.

Akerman, Sévastopol, Anapa, étaient également menacés. Cette nécessité de diviser nos forces nous exposait à être partout inférieurs.

Cependant nous étions chez nous, et la Russie avait prouvé combien elle est forte sur son propre sol. L'empereur pouvait compter sur sa brave armée; nos ennemis avaient à entreprendre des expéditions lointaines, toujours difficiles malgré les ressources immenses que leur offrait la mer. Nous pouvions espérer que l'Allemagne, désormais hors de cause, ne nous inquiéterait plus et laisserait s'user les forces de nos ennemis dans des tentatives que notre résistance pouvait rendre impuissantes. Enfin il y avait des considérations d'honneur qui, une fois l'épée tirée, nous interdisaient de la remettre au fourreau avant d'avoir essayé les chances de la guerre.

D'autre part, les conditions qu'on nous posait étaient iniques. Tandis qu'on nous défendait même de les discuter, nos ennemis *se réservaient* de les modifier à leur gré.

Ainsi, non-seulement notre acceptation n'amenait pas une suspension des hostilités, mais nos adver-

Digitized by Google

saires n'étaient pas liés par les conditions qu'eux-mêmes avaient posées, et nous devions nous attendre à les voir aggravées à chaque instant, soit par de nouvelles exigences, soit par le développement des bases indiquées.

Ces bases en effet étaient conçues en termes vagues qui laissaient la porte ouverte aux interprétations. Mais nous ne pouvions nous faire aucune illusion sur la pensée qui y avait présidé. *Le Moniteur* s'était chargé de les commenter en publiant la dépêche du gouvernement français où elles avaient été formulées.

A propos de la clause qui concernait la révision du traité de 1841, ce journal disait expressément : *que cette révision devait avoir lieu dans le sens d'une limitation de la puissance navale de la Russie dans la mer Noire,* parce qu'aucune paix ne serait solide tant que la Russie conserverait des établissements maritimes sans contre-poids qui constituaient une menace perpétuelle pour l'empire ottoman.

C'était le comte de Buol qui, pour ne pas nous effaroucher en dévoilant prématurément ces arrière-pensées, avait obtenu des deux cours occidentales que cette phrase fût éloignée de leur réponse à nos ouvertures ; et lorsque le cabinet impérial s'appuya sur le commentaire du *Moniteur* pour refuser les conditions qu'on lui posait, le comte de Buol prétendit nous interdire le droit de faire allusion à des termes qui ne se trouvaient pas dans les propositions officielles que nous avions à examiner. Mais l'interprétation donnée cinq

Digitized by Google

mois plus tard à ces quatre bases dans la conférence de Vienne atteste que c'était bien là le sens que nos adversaires, y compris l'Autriche, donnaient à la révision du traité de 1841, *dans un intérêt d'équilibre européen!*

Quoi qu'il en soit, ces motifs, joints à l'indignation que nous causait cette communication de l'Autriche au moment où nous venions de faire à ses intérêts le sacrifice de notre position dans les Principautés, déterminèrent le cabinet impérial à y répondre par un refus.

Il déclara que les puissances occidentales s'en étant remises aux chances de la guerre, la Russie suivrait leur exemple, en se maintenant sur la défensive chez elle, prête à repousser les attaques, de quelque côté qu'elles vinssent.

Nous n'avions plus désormais qu'une chance, celle d'agir sur la Prusse et les États secondaires de l'Allemagne pour nous assurer de leur neutralité. C'était assez pour nous dans cette lutte entamée dans des conditions si désavantageuses d'avoir l'Angleterre et la France sur les bras, l'Autriche prête à passer de la malveillance à l'hostilité. Il importait de retenir la Confédération germanique, et avec elle les États du nord de l'Europe, en dehors de la coalition que tous les efforts des puissances occidentales tendaient à généraliser contre nous.

Dans ce but, nous devions attacher du prix à obtenir que la Prusse se déclarât satisfaite de notre

Digitized by Google

réponse à l'interpellation autrichienne, et des dispositions pacifiques que nous avions témoignées.

Nous sommes parvenus à ce résultat. Ce qui avait paru insuffisant au cabinet de Vienne, le cabinet de Berlin s'en déclara content, surtout lorsque nous procédâmes spontanément à réaliser les vœux qu'on nous exprimait en quittant le territoire des Principautés.

L'Autriche s'était efforcée d'amener une réponse collective de la conférence de Vienne à nos ouvertures pacifiques.

La Prusse refusa nettement de s'y associer.

Elle se borna à nous recommander l'adoption de ces bases de paix, mais sans s'engager à nous les rendre obligatoires.

Cette résolution empêcha que les quatre points posés par les puissances occidentales ne devinssent l'objet d'un nouveau protocole. Le cabinet de Vienne fut obligé de se borner à notifier son adhésion par un échange de notes avec les cours de Londres et de Paris qui eut lieu le 8 août. La Prusse y demeura étrangère, et se trouva ainsi placée désormais sur une ligne isolée, en dehors de l'ancienne conférence.

Le cabinet impérial chercha à obtenir davantage. Il demanda à la Prusse de déclarer par un acte écrit et formel que, du moment où nous avions déféré aux vœux et aux intérêts particuliers de l'Allemagne, elle se croirait libérée des liens du *casus fœderis* prévu par le traité du 20 avril, si l'Autriche nous attaquait.

Digitized by Google

Ici nous avons échoué devant la répugnance invincible du roi à amener une scission en Allemagne. Ce sentiment lui était inspiré par les convictions les plus respectables, bien que la conséquence définitive fût de compromettre les intérêts allemands au profit des vues particulières de l'Autriche.

En outre, le roi avait été confirmé dans ces résolutions par une entrevue avec les rois de Bavière et de Wurtemberg, qui, tout en réprouvant au plus haut degré la politique du cabinet de Vienne, pensèrent aussi que si même une agression de sa part nous amenait en Gallicie ou en Hongrie, le devoir de l'Allemagne serait de secourir l'Autriche.

La question qui se débattait alors entre les États confédérés était celle de savoir jusqu'où s'étendait la garantie réciproque de leurs territoires respectifs, stipulée par le traité du 20 avril, que le cabinet de Berlin avait eu l'imprudence de signer sans en mesurer toute la portée.

Si l'Autriche voulait nous imposer l'acceptation des quatre points, et prenait des mesures qui amenassent un conflit avec nous, la Prusse et l'Allemagne étaient-elles *obligées* de l'assister?

Bien plus, le cabinet de Vienne venait de conclure avec la Porte et les puissances un traité par lequel elle s'engageait à occuper les Principautés à notre place, et ses troupes s'étaient avancées à mesure que les nôtres se retiraient de ce territoire. Cette position plaçait l'armée autrichienne *hors du territoire fédéral,*

Digitized by Google

dans une province de l'empire ottoman qui pouvait redevenir le théâtre des hostilités, et nous mettre en collision directe avec les forces autrichiennes. La garantie fédérale devait-elle s'appliquer à cette prévision?

Le cabinet de Vienne soutenait cette thèse en disant que ses forces militaires n'étaient là *que pour protéger les intérêts allemands*. Son drapeau y représentait le drapeau de l'Allemagne, qui par conséquent lui devait son concours en cas de besoin.

La Prusse rejetait ces prétentions qui l'eussent asservie à la politique autrichienne; elle repoussait cette interprétation du traité du 20 avril, et sur ce terrain la correspondance entre les deux cours avait pris un caractère d'aigreur qui s'était même transporté au sein de la Diète où toutes les deux cherchaient à faire prévaloir leur opinion.

La Prusse tint bon assez longtemps. Mais l'Autriche insistait avec une extrême opiniâtreté.

Cette puissance se trouvait elle-même dans une situation embarrassante.

L'idée d'occuper à notre place les Principautés danubiennes lui avait été suggérée par divers motifs. L'espoir de jouer un rôle considérable à nos dépens, d'éloigner en tout cas la guerre de son voisinage, de substituer sa prépondérance à la nôtre, et de consolider son ascendant sur toutes les provinces de la Turquie contiguës à son territoire, à mesure que la nôtre s'y trouvait annulée; peut-être même la secrète

Digitized by Google

pensée de s'assurer sa part des dépouilles de l'empire ottoman, si, comme on pouvait le craindre, cette guerre entreprise sous prétexte de le sauver amenait sa chute définitive, tels avaient été les mobiles de cette résolution.

Les cours occidentales s'y étaient prêtées avec complaisance, afin de river l'Autriche à leur alliance par cet acte de complicité.

Mais le cabinet de Vienne, qui avait espéré neutraliser par là ces provinces et en éloigner la guerre, n'avait pas tardé au contraire à s'y trouver compromis dans une situation dangereuse. Les cours occidentales avaient bien consenti à y voir entrer les Autrichiens comme un auxiliaire, mais non comme un obstacle, et puisqu'elles nous faisaient la guerre à cause de notre occupation, ce n'était pas pour tolérer celle de l'Autriche, si elle ne s'accomplissait que dans un intérêt autrichien. Elles avaient en conséquence exigé d'abord que leurs troupes et celles de la Turquie occupassent les Principautés en commun avec les troupes de l'Autriche, et en outre que leurs opérations n'y seraient pas gênées, mais qu'au besoin l'armée autrichienne leur ouvrît un passage pour porter la guerre sur notre territoire.

La présence des forces de l'Autriche n'avait donc plus d'autre but que de couvrir nos adversaires contre un retour offensif de notre part, sans nous mettre à l'abri de leurs attaques. C'était en réalité un acte d'hostilité ouverte, une participation active à la lutte

Digitized by Google

contre nous; elle nous mettait, par conséquent, en droit de déclarer la guerre à l'Autriche.

Cette puissance avait dû subir ces conditions. Mais elle n'en attachait que plus de prix à s'assurer la garantie de ses confédérés dans une situation où elle prétendait défendre leurs intérêts.

Pour les entraîner, elle eut recours à un système de provocations directes à notre égard. Encouragé par le débarquement de l'expédition anglo-française en Crimée, le comte de Buol pensait n'avoir plus besoin de nous ménager. Ce n'était pas la première fois qu'il mesurait la hardiesse de ses procédés aux embarras qu'il nous supposait. Chaque jour le langage de ses journaux devenait plus hostile et plus insultant pour nous. Il eut le triste courage d'adresser des félicitations officielles à l'empereur Napoléon pour la bataille de l'Alma et plus tard pour la prise de Sévastopol dont la nouvelle s'était faussement répandue.

Son but évident était de pousser à bout la patience de l'empereur Nicolas et d'amener un conflit qui ferait sortir enfin la Prusse et l'Allemagne de leur neutralité.

Notre intérêt était non moins évidemment de ne pas nous prêter à ce jeu en relevant ces provocations.

Dans les premiers moments d'irritation que nous causait l'attitude de l'Autriche, nous avions fait une démonstration militaire sur les frontières de la Gallicie et la Bukowine. Cette mesure nous avait été dictée par le désir de combattre l'idée dominante alors chez le

Digitized by Google

comte de Buol, que, plus son attitude serait menaçante, plus elle nous forcerait à des concessions qui amèneraient la paix. Comme il s'efforçait de faire partager cette illusion à l'Allemagne, il était essentiel de la discréditer en faisant comprendre qu'au contraire une semblable attitude pourrait amener une guerre entre l'Autriche et nous, et que, sans la provoquer, nous ne reculerions pas devant cette éventualité.

Les démonstrations si directement hostiles adoptées par le cabinet de Vienne avaient dû nous la faire admettre comme possible.

En conséquence, la formation d'une troisième armée avait été décidée entre celle de Pologne et celle du Midi. Cette mesure avait reçu un commencement d'exécution.

On nous a reproché, en agissant ainsi, de nous être prêtés aux calculs du comte de Buol. Il ne voulait nullement nous faire la guerre; son seul but, en nous inspirant cette crainte par des manœuvres politico-stratégiques, était précisément de paralyser nos opérations et de nous amener peu à peu à une défensive onéreuse.

Il eût par conséquent été plus habile de contrecarrer ces combinaisons en nous montrant parfaitement rassurés du côté de l'Autriche et de l'Allemagne, quelle que fût leur attitude apparente, et lors même que des troupes autrichiennes auraient franchi nos frontières.

Une fois décidés à satisfaire les vœux de l'Alle-

Digitized by Google

magne par notre retraite des Principautés et à accepter une guerre défensive chez nous, il eût fallu envoyer immédiatement toute notre armée du Danube renforcer celle de Crimée. Celle-ci eût été alors en mesure de faire subir aux alliés à peine débarqués un échec décisif qui eût influé plus efficacement sur les dispositions du cabinet de Vienne que la présence inutile sur ses frontières d'un corps d'armée qui ne pouvait pas menacer sérieusement l'Autriche et qu'elle ne songeait pas à attaquer [1].

Quoi qu'il en soit, le cabinet impérial comprit la nécessité de lutter en Allemagne contre les intrigues du comte de Buol.

Il adressa au cabinet de Berlin un mémorandum dont voici la substance :

Le but des cours allemandes était de sauvegarder les intérêts de la Confédération.

Or, des quatre points que l'Autriche s'efforçait de leur faire adopter, deux seulement touchaient à leurs intérêts : la liberté de la navigation du Danube et la consolidation du sort des chrétiens. C'était ainsi que la Diète elle-même en avait jugé.

La Russie était non-seulement prête à consentir à ce que l'Allemagne prît ces deux points pour base de sa participation aux affaires d'Orient, mais encore à y donner elle-même une entière satisfaction.

En outre, la Prusse et l'Allemagne refusaient d'en-

[1] C'était l'opinion du général Jomini. (Voir à la fin du volume.)

Digitized by Google

trer dans l'alliance *offensive* et *défensive* désirée par l'Autriche, quels que fussent les moyens que cette puissance employât pour nous forcer à l'acceptation des quatre bases de paix. Elles ne voulaient pas s'engager au-delà d'une alliance *défensive* sous la réserve que l'Autriche *n'aurait pas provoqué une attaque de la Russie*.

Le cabinet impérial était prêt à déclarer qu'il n'avait jamais eu l'intention d'attaquer l'Autriche, qu'il ne l'attaquerait pas, et que les mouvements de nos troupes sur les frontières n'avaient qu'un but défensif justifié par l'attitude hostile que cette puissance avait prise envers nous.

Le gouvernement prussien accueillit ces ouvertures et s'empressa d'en faire part à ses confédérés.

Mais sa position n'en fut pas améliorée. D'une part, la France et l'Angleterre le menaçaient de considérer toute tentative pour détacher l'Autriche de leur alliance comme un acte d'hostilité envers elles, et lui faisaient entrevoir un blocus maritime de ses côtes. D'autre part, les petits Etats de l'Allemagne l'abandonnaient successivement pour passer dans le camp autrichien. Le Hanovre avait donné le signal de la défection. La Bavière, pressée entre la France et l'Autriche, ne croyait pas pouvoir résister en cas de guerre à cette double étreinte. La Saxe et le Wurtemberg, si fermes jusqu'alors, se voyaient forcés de céder au courant.

Le cabinet de Berlin prévit donc que si la question

Digitized by Google

d'une adhésion de l'Allemagne aux quatre bases était portée à la Diète, il resterait en minorité et se verrait obligé, ou de se soumettre malgré lui aux décisions de la majorité, ou de rompre violemment les liens de la Confédération.

Il nous communiqua ses perplexités, en nous faisant pressentir une prochaine invitation, peut-être même une sommation de toute l'Allemagne pour nous demander, au nom de la paix, d'accepter les quatre points. Le roi nous conjura de prendre l'initiative afin de conserver à nos résolutions une complète spontanéité et d'offrir d'entrer en négociations pour la paix en acceptant pour point de départ les conditions posées par les puissances occidentales.

Il appuyait en outre sur les dispositions témoignées par l'empereur d'Autriche et son ministre. Celui-ci avait dit en propres termes : « Si le cabinet russe « accepte franchement les quatre points, non-seulement « l'Autriche les appuiera de la manière la plus éner- « gique, mais encore elle prendrait fait et cause pour la « Russie si les puissances occidentales les repoussaient. »

L'occasion d'ailleurs semblait plus favorable qu'à l'époque où ces quatre bases avaient été formulées. La campagne des alliés dans la Baltique était restée sans résultat. Le bombardement de Sévastopol avait été repoussé. Il n'y avait encore ni vainqueurs ni vaincus. Nous pouvions donc *offrir* et nos adversaires *accepter* des négociations de paix.

Ces motifs décidèrent l'empereur Nicolas à déférer

Digitized by Google

aux vœux du roi de Prusse. Sans attacher à cette tentative une confiance trop souvent démentie, il résolut d'en essayer, afin de suspendre au moins jusqu'au printemps l'explosion d'une guerre avec l'Autriche, et surtout d'empêcher l'accession de l'Allemagne et comme conséquence infaillible celle des Etats du Nord à la coalition.

Le prince Gortchakow avait été appelé au mois de juin à remplacer à Vienne le baron de Meyendorf dont l'action et la santé s'étaient usées dans les luttes diplomatiques soutenues depuis plus d'une année.

Il fut autorisé à déclarer par une note adressée au comte de Buol que le cabinet impérial était prêt à entamer avec les puissances occidentales des négociations pour la paix sur la base des quatre points.

Il s'en acquitta le 28 novembre. Quatre jours plus tard, l'Autriche signait avec nos adversaires le traité d'alliance du 2 décembre!

Telle fut la réponse faite à notre pacifique démarche.

La Prusse elle-même venait de signer le 26 novembre, c'est-à-dire six jours auparavant, un article additionnel au traité du 20 avril par lequel elle consentait à étendre au territoire des Principautés la garantie promise à l'Autriche en cas d'une attaque de notre part contre son propre territoire.

C'était toujours le même jeu. Le comte de Buol berçait la Prusse de l'espoir que nos concessions et celles du cabinet de Berlin à ses exigences le détacheraient enfin de ses engagements envers l'Occident,

Digitized by Google

et, aussitôt qu'il avait obtenu ce qu'il demandait, il s'empressait de contracter de nouveaux liens avec nos adversaires !

Il serait difficile d'affirmer si dans cette occasion ce procédé fut un acte prémédité de mauvaise foi ou l'effet des menaces de la France.

On a affirmé que cette puissance, irritée de voir nos concessions et celles de la Prusse menacer de faire échouer les négociations qui se poursuivaient depuis longtemps pour l'accession définitive de l'Autriche à l'alliance occidentale, fit placer le cabinet de Vienne entre une signature immédiate ou une demande de passe-ports de la part de son ambassadeur.

Quoi qu'il en soit, l'empereur Nicolas ne crut pas devoir revenir sur sa détermination pacifique.

Signalé dans toute l'Europe comme l'auteur de la guerre et le seul obstacle à la paix, l'empereur voulut prouver qu'il ne tenait pas à lui de mettre un terme aux calamités de cette lutte.

Notre ministre à Vienne fut muni des pleins pouvoirs nécessaires pour entrer en négociations, et le gouvernement autrichien s'entremit avec activité pour obtenir le consentement des cours occidentales.

Celles-ci furent très-désappointées d'un dénoûment qui tendait encore une fois à soustraire l'Autriche à leur étreinte au moment où elles se flattaient de l'avoir irrévocablement liée.

Toutefois, par respect pour le vœu général de

Digitized by Google

l'Europe, elles ne purent se refuser à cette tentative de pacification.

Une entrevue sans caractère officiel eut donc lieu le 16 décembre entre les représentants, afin de constater si la manière d'envisager les quatre points permettait d'arriver plus tard à la paix par des conférences formelles.

A cet effet, il fut donné lecture au prince Gortchakow d'un mémoire où les trois cabinets liés par l'alliance du 2 décembre avaient précisé le sens et la portée des quatre points.

Cette pièce était rédigée intentionnellement dans des termes blessants pour nous.

Pour la première fois on y vit paraître l'idée d'une expropriation territoriale de la Russie sur le bas Danube sous prétexte d'assurer la libre navigation de ce fleuve. C'est à l'Autriche qu'en revient l'initiative.

En outre, on exigeait la reconnaissance du principe, *que la révision du traité de 1841 devait mettre fin à notre prépondérance dans la mer Noire;* interprétation que le comte de Buol avait désavouée deux mois auparavant comme contraire à ses intentions et à laquelle il s'associait !

Le but de ces exigences était manifeste. On espérait provoquer de notre part une explosion d'indignation, rejeter sur nous l'odieux de la guerre et y entraîner l'Autriche et l'Allemagne.

Le prince Gortchakow sut habilement éviter ce piége. Tout en présentant quelques objections de

Digitized by Google

détail, il se garda d'un refus absolu et se borna à opposer à la pièce dont lecture lui avait été faite un autre précis des quatre points où les passages blessants pour nous se trouvaient éloignés, toute mention d'une expropriation sur le bas Danube supprimée et son consentement au principe d'une réduction de notre prépondérance dans la mer Noire subordonné à la condition que *parmi les moyens employés à cet effet il n'y en aurait aucun qui portât atteinte aux droits souverains de l'empereur de Russie.*

Cette réponse prudente déjoua les calculs des représentants de France et d'Angleterre qui voulaient la faire envisager comme un refus. Le cabinet de Vienne parvint à faire accepter la pièce produite par le prince Gortchakow.

Dans une seconde réunion tenue le 26 décembre, on tomba à peu près d'accord en principe sur le sens des quatre points tels que nous les avions précisés et acceptés.

Les représentants de France et d'Angleterre sollicitèrent des pleins pouvoirs, et celui de Turquie fut invité à en faire autant.

Quant à la Prusse, comme elle avait refusé de participer à l'échange des notes du 8 août et d'accéder après coup à l'alliance du 2 décembre, elle fut laissée en dehors de ces pourparlers. Les trois cours alliées voulaient l'exclure complétement des conférences.

Le cabinet de Berlin en fut profondément blessé, et il en résulta dans son attitude une recrudescence de

Digitized by Google

vigueur. C'est ainsi qu'il fit rejeter par la Diète une proposition du gouvernement autrichien qui réclamait la mobilisation immédiate de tous les contingents fédéraux et en demandait le commandement.

Du reste, quoique les plénipotentiaires chargés de la négociation de paix eussent été désignés et munis de pleins pouvoirs, la conférence ne se réunit pas immédiatement.

Les alliés espéraient pouvoir l'inaugurer par quelque succès éclatant obtenu en Crimée.

En outre, les échecs subis par l'armée anglaise avaient provoqué une crise ministérielle à la suite du mécontentement des chambres et du pays.

L'ouverture des délibérations appartient à l'année 1855.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE IV

—

ATTITUDE DES ÉTATS DE SECOND ORDRE

(1854)

Avant d'aller plus loin, nous devons compléter l'exposé des négociations de l'année 1854, en indiquant la part qu'y ont prise les autres Etats de l'Europe.

ALLEMAGNE

Dès l'origine de notre différend avec la Porte, les cabinets de Vienne et de Berlin étaient demeurés assez unis sur le terrain de Constantinople parce que tous deux y poursuivaient un seul et même but, le maintien de la paix.

Mais à mesure que la crise s'aggravait et lorsqu'il devint urgent de préciser l'attitude de l'Allemagne en cas d'une guerre générale, les vues de la Prusse et de

Digitized by Google

l'Autriche se séparèrent de plus en plus. Chacune, tout en protestant de son désir de rester unie à l'autre, cherchait à attirer dans sa sphère quelques-uns des Etats du second ordre.

La Diète, tiraillée par ces conflits d'influence, placée d'ailleurs sous le poids des menaces de la France et de l'Angleterre, n'a pas su prendre le rôle important que lui assignait le pacte de 1815, celui d'une puissance modératrice et conservatrice de l'équilibre européen.

Notre tâche était d'imprimer une certaine fixité à ses déterminations, de lui faire comprendre les avantages d'une forte neutralité, et de ranimer la confiance que la plupart des souverains allemands plaçaient dans la loyauté de l'empereur Nicolas.

Lorsque la Porte nous déclara la guerre, l'Autriche annonça l'intention de rester neutre. La Prusse en fit autant. En s'associant à ce système, la Diète aurait pris une attitude que son unanimité aurait rendue imposante.

Mais la France ne dissimulait pas ses vues d'agrandissement aux dépens de l'Allemagne. Sa diplomatie travaillait activement à y semer des dissensions; les deux grandes puissances germaniques, d'accord en principe, ne pouvaient s'entendre sur les termes d'une déclaration commune. L'Autriche voulait y introduire une allusion significative à son entente avec les cours occidentales. La Prusse s'y refusait par égard pour notre position qu'elle ne voulait pas affaiblir, et pour

Digitized by Google

l'ancienne alliance conservatrice qu'elle répugnait à briser.

Consulté par le gouvernement prussien, le cabinet impérial pensa qu'une déclaration en Diète était nécessaire pour rassurer les esprits en Allemagne et rattacher tous les Etats de la Confédération à l'attitude des deux principales puissances.

Il suffisait pour cela que cette déclaration posât simplement la *neutralité,* dans *un but commun de pacification.*

Cette opinion n'ayant pas prévalu à Vienne, les deux cabinets émirent leur déclaration chacun séparément.

L'Autriche, tout en protestant de ne pas vouloir intervenir dans notre guerre avec la Porte, annonçait l'intention de rechercher de concert avec la France et l'Angleterre les moyens d'amener une solution pacifique, et se déclara prête à agir avec énergie pour défendre au besoin les graves intérêts qu'elle avait à sauvegarder comme puissance européenne et puissance allemande.

La Prusse se bornait à déclarer qu'elle unirait ses efforts à ceux des puissances alliées pour le maintien de la paix générale.

Ainsi l'une se plaçait aux yeux de ses confédérés sur une même ligne d'action avec les cours maritimes.

L'autre évitait de se compromettre dans cette voie, mais, pour ne point constater trop nettement une divergence d'opinion, elle hésitait à avouer de quel côté penchaient ses convictions et ses sympathies.

Digitized by Google

Sous ce point de vue, les indécisions de la Prusse ne nous ont pas été moins nuisibles que la malveillance de l'Autriche.

C'est précisément à l'origine de la crise qu'une attitude ferme de l'Allemagne aurait pu en arrêter le développement, car le cabinet de Londres ne se serait probablement pas décidé à se jeter dans l'alliance française avec la certitude que cette alliance le conduirait à un conflit avec l'Allemagne.

Mais les dissensions qui minaient continuellement la Confédération et qui éclataient dans toutes les grandes crises ne permettaient guère une semblable attitude.

Ce manque d'accord empêcha le succès de nos démarches d'abord pour obtenir le concours de l'Allemagne, ensuite pour préciser la neutralité.

Le traité du 20 avril avait été un piége tendu par l'Autriche. La Prusse y était tombée par deux motifs : d'abord la répugnance honorable qui avait toujours arrêté le roi toutes les fois qu'il s'était trouvé placé en face d'une scission en Allemagne, ensuite son espoir d'arrêter l'Autriche sur la pente de ses sympathies vers l'Occident.

Ce fut là le principal mobile que le comte de Buol sut mettre en œuvre pour entraîner peu à peu le cabinet de Berlin dans une voie dont il dissimulait habilement l'issue.

Mais ce traité, bien que conclu en apparence au nom des intérêts allemands et pour leur défense, dénaturait l'esprit de l'acte fédéral. Il imposait aux Etats confé-

Digitized by Google

dérés des obligations onéreuses sans compensation et tendait à les entraîner à la suite de l'Autriche dans une guerre dont le motif et l'objet étaient étrangers, sinon opposés aux intérêts de l'Allemagne.

Ces vérités furent reconnues par les cours royales.

Le roi de Wurtemberg était le premier à apprécier la politique loyale et conservatrice de l'empereur Nicolas. Il ne se dissimulait pas les dangers que ferait courir à l'Allemagne une guerre générale, mais il les prévoyait du côté de la France et non de la Russie, il les redoutait dans l'intérieur même du pays où l'esprit révolutionnaire de 1848 n'était pas encore éteint.

Ces appréhensions étaient partagées par le cabinet de Munich, que ses intérêts dynastiques en Grèce alarmaient en outre sur la prépondérance des cours maritimes en Orient.

Les dispositions du roi de Saxe n'étaient pas moins satisfaisantes. Dès l'origine de la crise, le cabinet de Dresde avait annoncé l'intention de présenter, de concert avec les autres gouvernements principaux de l'Allemagne, une déclaration en Diète tendant à inviter l'Autriche et la Prusse à se mettre à la tête d'un système de neutralité.

Le Hanovre enfin s'était hâté de se déclarer neutre.

C'est ainsi que se forma à la fin de mai la conférence de Bamberg à laquelle se joignirent les deux Hesse et le grand-duché de Bade.

Nous avons vu les résultats de cette assemblée.

L'empereur Nicolas en exprima sa satisfaction en

Digitized by Google

particulier au roi de Bavière qui avait eu le mérite de signaler les dangers auxquels la Confédération s'exposerait dans l'avenir en accédant au traité austro-prussien.

Sa Majesté réitéra aux quatre cours l'assurance que ce n'était pas du côté de la Russie que l'Allemagne avait à craindre les conséquences d'une guerre que nous n'avions pas cherchée et que tous nos efforts tendaient à restreindre.

Les mêmes assurances furent données à la Prusse que nous exhortions à saisir cette occasion pour se mettre résolûment à la tête de l'Allemagne.

Mais le cabinet de Berlin ne sut pas trouver en lui l'énergie nécessaire. Entraîné par l'Autriche, jaloux du rôle important que réclamaient les petits Etats, il se joignit au cabinet de Vienne pour les intimider. Les deux cours déclarèrent qu'à défaut d'une entente en Diète, elles se borneraient à attendre l'accession de ceux des Etats dont le vote leur était déjà acquis.

Abandonnés à eux-mêmes, les Etats réunis à Bamberg durent céder. L'accession au traité du 20 avril fut décidée à l'unanimité moins deux voix, celles des deux cours grand'ducales de Mecklembourg.

Après notre retraite des Principautés, notre adhésion aux deux conditions de paix que la Confédération s'était appropriées et l'assurance formelle que nous n'attaquerions pas l'Autriche, l'Allemagne avait eté complétement dégagée des liens contractés par son accession au traité du 20 avril.

Digitized by Google

Le cabinet de Vienne travaillait néanmoins à étendre les stipulations de ce traité.

Voici son argumentation. Il disait que le traité du 20 avril avait pour but de défendre les intérêts allemands, que ces intérêts étaient liés aux quatre bases de paix, qu'en conséquence le traité du 20 avril devait y trouver son application.

La Prusse combattait cette théorie sur laquelle nous nous efforcions d'éclairer l'opinion.

En effet, sur ces quatre points, il n'y en avait que deux qui intéressaient l'Allemagne, c'est-à-dire le protectorat collectif des Principautés et la libre navigation du Danube, l'un et l'autre parce que, depuis que l'Autriche s'était montrée disposée à mettre son système douanier d'accord avec le Zollverein, le commerce de l'Allemagne pouvait prendre un grand développement dans ces parages.

Le cabinet impérial avait consenti à donner une pleine satisfaction aux intérêts fédéraux sur ces deux points, par conséquent ils ne pouvaient plus être un motif de guerre entre l'Allemagne et la Russie. Une pareille guerre ne pouvait avoir lieu que provoquée par l'Autriche, pour des intérêts autrichiens, en contradiction avec les intérêts allemands.

Les cours royales ne méconnaissaient pas la vérité de ces assertions. Mais leur action dépendait de celle de la Prusse. Seules elles étaient impuissantes.

Le cabinet de Berlin, tout en protestant contre l'extension donnée par l'Autriche aux engagements du

Digitized by Google

20 avril, ne croyait pas pouvoir compter sur le concours des Etats confédérés au point de risquer une scission avec l'Autriche.

De part et d'autre la méfiance et la désunion paralysaient toute impulsion énergique.

Le traité conclu le 2 décembre par le cabinet de Vienne avec les puissances occidentales quelques jours à peine après que la Prusse avait consenti à signer l'article additionnel du 26 novembre pour garantir l'armée autrichienne des Principautés, et au moment où le cabinet impérial venait d'accéder de son côté aux quatre garanties, fit enfin sortir l'Allemagne de ce cercle vicieux.

Elle ouvrit les yeux sur les dangers auxquels l'entraînait la politique autrichienne.

Aussi, lorsque le comte de Buol porta en Diète la demande de mobiliser les contingents fédéraux et d'en confier le commandement à l'Autriche, la Prusse s'y opposa formellement.

Le cabinet de Vienne se fondait sur l'accession de la Diète à l'article additionnel du 26 novembre. Elle avait admis par là que les quatre points offraient les bases d'une pacification assurée, elle s'était approprié deux de ces bases, celles concernant le Danube et les Principautés; elle avait enfin reconnu la nécessité d'employer les forces militaires de toute l'Allemagne afin de poursuivre les négociations.

Mais la Prusse rappelait les intentions conciliantes témoignées par le cabinet impérial; elle soutenait que

Digitized by Google

la mobilisation immédiate serait une démonstration hostile que rien ne justifiait, et qui compromettrait le succès des négociations.

Ce langage fut approuvé par les États secondaires qui n'attendaient qu'une attitude plus ferme du cabinet de Berlin pour se joindre à lui.

D'après un plan combiné entre la Bavière et la Prusse, il fut décidé que la mobilisation des troupes fédérales n'était pas justifiée par les circonstances, mais que la situation critique de l'Europe commandant à l'Allemagne de se tenir prête à tout événement, les contingents fédéraux seraient mis sur pied de guerre (*Kriegsbereitschaft*) non en vertu du traité du 20 avril, ni de l'article additionnel du 26 novembre, mais conformément à l'article deuxième du pacte fédéral.

Cette résolution empreinte du caractère nébuleux de l'esprit germanique avait cependant un sens. Elle ne se prononçait pas sur la question de savoir de quel côté était le danger qui pourrait menacer l'Allemagne, ce n'était qu'une mesure de sûreté générale fondée sur la nécessité de garantir la sûreté intérieure et extérieure de la Confédération, son indépendance et son inviolabilité; elle pouvait s'appliquer à l'Occident aussi bien qu'à la Russie, et laissait le champ libre aux déterminations ultérieures.

Cette velléité d'énergie, contraire aux desseins de l'Autriche, indique la voie dans laquelle l'Allemagne aurait dû se placer et se maintenir dès l'origine de cette crise.

Digitized by Google

Si, en rapprochant les prétentions en conflit dans le but de les concilier, elle avait formulé des bases équitables de pacification, et déclaré hautement qu'elle jetterait toutes ses forces dans la balance contre la puissance qui tirerait le premier coup de canon, elle aurait probablement rendu la guerre impossible et en tout cas rempli sa mission naturelle, celle de gardienne de l'équilibre et de la paix au centre de l'Europe.

Mais il eût fallu pour cela un accord et une fermeté qui faisaient également défaut.

Ces considérations sont de nature à nous faire réfléchir sur la politique qu'il nous convient de suivre à l'égard de la Confédération germanique. L'état de faiblesse et de division qui la paralyse a toujours été un intérêt de la politique française; il ne semble pas être un intérêt russe.

Quelle que soit la prépondérance qu'assurerait à l'Allemagne une plus grande unité, ce ne serait pas à nous à en appréhender les effets. Notre politique conservatrice ne nous exposerait pas à des conflits avec elle. Dans tous les cas, elle ne saurait nous être plus nuisible que les dissensions de ce corps fédéral, qui dans toutes les grandes crises européennes ont toujours été favorables aux entreprises de nos ennemis [1].

[1] Ceci a été écrit en 1863. Espérons que l'unité allemande, accomplie depuis lors, justifiera ces prévisions !

Digitized by Google

SUÈDE ET DANEMARK

Nos relations avec la Suède et le Danemark avaient pris un caractère plus particulier d'intimité et de confiance depuis l'année 1848, où nous avions poursuivi avec les deux cours scandinaves un but commun, celui du rétablissement de la paix dans le nord de l'Europe.

Le conflit oriental nous imposait le devoir de veiller avec d'autant plus de soins sur le maintien de ces bons rapports afin d'empêcher les deux puissances maritimes de les troubler.

Dès l'origine de notre différend avec la Porte, nous avons eu soin d'éclairer les cabinets de Stockholm et de Copenhague sur la marche des négociations et sur les vues que nous y apportions.

Nos explications amicales y furent appréciées avec équité.

Lorsque la Porte nous déclara la guerre, le cabinet impérial fit connaître aux deux cours scandinaves que son intention était de circonscrire en Orient la lutte qui venait d'éclater malgré nous.

Mais bientôt la part que devaient y prendre les puissances maritimes étant devenue évidente, nous avons cru nécessaire de nous ouvrir franchement à Copenhague et à Stockholm sur cette situation.

Sans vouloir engager dès lors ces deux cabinets à

Digitized by Google

se prononcer sur l'attitude qu'ils prendraient, nous nous sommes bornés à exprimer l'espoir que nous ne les rencontrerions pas dans les rangs de nos adversaires. Les assurances les plus amicales nous furent données en réponse à ces communications.

Les deux cours scandinaves, s'étant concertées vers la fin de 1853, annoncèrent officiellement leur intention d'adopter en cas d'une guerre maritime un système de stricte neutralité fondé sur un respect impartial pour les droits de toutes les puissances.

Le cabinet impérial ne put qu'y donner son entière approbation quant au Danemark.

Mais, à l'égard de la Suède, une difficulté sérieuse se présentait. Le cabinet de Stockholm avait déclaré son intention de laisser ses ports ouverts aux navires de guerre des puissances belligérantes, à l'exception de quelques ports militaires.

Cette décision était fondée sur les intérêts commerciaux de la Suède, qui ne pouvaient que gagner à cette liberté de communication. Mais malgré son apparente impartialité puisqu'elle s'appliquait indistinctement à tous les belligérants, cette mesure était en réalité entièrement à notre désavantage. Notre infériorité maritime nous réduisant à la défensive, il était évident que nos adversaires devaient seuls en profiter, et qu'ils y trouveraient de grandes facilités pour l'approvisionnement et le ravitaillement de leurs escadres.

Le cabinet impérial en fit amicalement, mais sérieusement, l'observation à la cour de Stockholm.

Digitized by Google

Le roi de Suède s'adressa directement à l'empereur Nicolas pour lui exposer les motifs qui ne lui permettaient pas d'en agir autrement. Il donna en même temps l'assurance formelle que toute pensée d'ambition ou d'agrandissement était étrangère à sa politique, et qu'il pratiquerait loyalement la neutralité.

Ces assurances solennelles levèrent les difficultés. Le cabinet impérial en prit acte et reconnut immédiatement la neutralité suédoise comme celle du Danemark.

Durant l'année 1854, tous nos efforts ont tendu à maintenir ces deux cours dans cette attitude. Une alliance avec elles nous aurait été plus incommode qu'utile, tandis qu'en se joignant à nos ennemis, elles pouvaient leur offrir des points d'appui et des bases d'opération que nous avions intérêt à ne pas voir tomber entre leurs mains. Nous avons donc eu soin d'écarter tout prétexte à un changement de système.

Les deux cours scandinaves eurent quelque peine à se renfermer dans la neutralité qu'elles avaient annoncée.

La France et l'Angleterre, dont les flottes occupaient la Baltique, pesaient sur elles par des insinuations et même par des menaces pour les entraîner dans la coalition.

Dans les deux pays, des partis nombreux et bruyants s'agitaient en faveur des puissances occidentales. A Copenhague, c'était le parti ultra-danois qui voulait profiter des circonstances pour réaliser son idée favo-

Digitized by Google

rite, la séparation des duchés allemands de la monarchie danoise; en Suède, c'était l'idée populaire de la conquête de la Finlande.

Néanmoins les deux gouvernements ont suivi loyalement la ligne qu'ils s'étaient tracée. Tandis que la Prusse ne croyait pas pouvoir fermer le port de Memel aux croiseurs anglais qui y amenaient leurs prises, et qu'elle permettait chez elle la vente publique des bâtiments condamnés, la Suède et le Danemark refusèrent cette faculté aux belligérants.

Défense fut faite aux sujets des deux nations d'entrer au service des puissances en guerre, et cette mesure était essentielle parce qu'elle privait nos adversaires de pilotes expérimentés dans la navigation de la Baltique.

Lorsqu'il fut question de l'éventualité possible d'un établissement permanent des forces militaires anglo-françaises soit en Danemark, soit en Suède durant l'hiver, les deux cours s'y opposèrent avec fermeté.

Enfin, quand la Diète germanique accéda à l'alliance austro-prussienne du 20 avril, le Danemark, tout en remplissant ses devoirs fédéraux pour le Holstein, réserva sa neutralité comme puissance européenne.

Quelque rassurantes que fussent pour nous ces dispositions, le cabinet impérial ne pouvait se dissimuler que leur durée dépendait de l'attitude définitive de l'Allemagne.

Les deux cours scandinaves ne nous laissaient pas ignorer que si la Confédération germanique se laissait

Digitized by Google

entraîner dans la coalition, il leur serait impossible de ne pas suivre cet exemple.

De notre côté, nous les tenions au courant de toutes les démarches pacifiques par lesquelles nous écartions autant qu'il dépendait de nous tout prétexte de rupture avec la Prusse et l'Autriche.

Le principal obstacle au maintien de la neutralité qui nous était si nécessaire provenait de l'attitude vacillante du cabinet de Berlin. Bien que désireux de rester en dehors de la lutte, il ne trouvait d'appui ni en Autriche, ni parmi ses confédérés.

Le cabinet impérial pensa qu'il serait utile de lui offrir un point d'appui, en réunissant ses intérêts à ceux des puissances scandinaves également liés au maintien de la paix dans le nord de l'Europe.

Guidées par ces considérations, les trois cours pouvaient placer leur neutralité sous la garantie d'une transaction commune. La Prusse avait certes plus d'intérêts directement engagés dans la Baltique que sur le Danube.

Une pareille combinaison n'aurait rien eu d'offensif; aucune des puissances belligérantes n'aurait pu y objecter. Enfin, elle n'aurait certainement pas engagé la Prusse en dehors de ses intérêts fédéraux, plus que l'Autriche ne l'avait fait par son alliance avec les puissances occidentales.

Le cabinet impérial s'en ouvrit aux trois cours, au moment même où le gouvernement autrichien portait

Digitized by Google

en Diète la demande de mobilisation des contingents fédéraux.

Mais la Prusse, au lieu de saisir cette occasion d'assurer enfin sa position incertaine, hésita devant la crainte de dissoudre le lien fédéral.

Les deux gouvernements scandinaves craignirent également de modifier le système de neutralité déjà reconnu par toutes les puissances. Ils gardaient rancune à la Prusse qui avait refusé de s'associer à eux lorsqu'il s'était agi de déclarer leur neutralité et ne voyait guère d'avantage à compromettre une position acquise en contractant de nouveaux arrangements avec une puissance qui, depuis un an, donnait tant de preuves de faiblesse.

Cette combinaison n'eut donc pas de suites. On doit le regretter non-seulement parce qu'elle aurait sans doute retenu la Suède, qui bientôt allait nous échapper, mais encore parce qu'elle aurait fondé un précédent des plus importants pour le maintien de la paix dans le nord de l'Europe.

HOLLANDE ET BELGIQUE

Les Pays-Bas et la Belgique ont proclamé dès le début de la guerre une neutralité absolue dont la pression des puissances occidentales n'a pas réussi à les faire dévier. Le roi des Belges nous a témoigné des sympathies que sa position personnelle nous rendait utiles.

Digitized by Google

Ce souverain, considéré par sa haute intelligence et son expérience en Angleterre aussi bien qu'en Allemagne, ne s'était pas fait illusion sur les conséquences de cette funeste guerre. Il avait rendu pleine justice aux intentions du cabinet impérial. Sa correspondance particulière avec l'empereur Nicolas témoigne de ses dispositions amicales.

Notre ministre à Bruxelles se trouvait en outre, par sa proximité de Londres et de Paris, à même de servir de centre d'informations secrètes qui plus d'une fois nous ont été utiles.

Les appréhensions qu'inspiraient en Belgique les vues attribuées à l'empereur Napoléon devaient naturellement porter sur nous les sympathies de ce pays que ses allures révolutionnaires nous avaient longtemps aliéné.

La guerre d'Orient a donc eu pour effet de resserrer nos rapports avec lui.

Quant à ceux que nous avons entretenus avec les Pays-Bas, ils n'ont jamais cessé de porter le caractère le plus amical.

ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord se montrent depuis longtemps animés envers la Russie de dispositions bienveillantes que n'ont pu altérer les principes diamétralement opposés représentés par les deux gou-

Digitized by Google

vernements. Ces sentiments sont fondés sur la conviction d'intérêts politiques communs, et, aux yeux d'une nation aussi positive, une pareille base devait être la plus solide garantie de bons rapports.

Au début de la crise orientale, l'opinion publique, influencée par les journaux anglais, se montra peu favorable à la cause que nous défendions. Mais peu à peu, lorsque nos publications officielles parvinrent en Amérique et que le bon sens de ce pays comprit l'avantage qu'il pourrait tirer d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre pour accaparer le commerce que cette puissance entretenait avec nous, l'opinion publique se rangea complétement de notre côté.

La mort de notre ministre à Washington [1], survenue sur ces entrefaites, donna lieu à une manifestation éclatante de ces sympathies.

Nous n'avons pas négligé de cultiver ces dispositions amicales.

Le message du président fut conçu dans des termes qui, tout en proclamant la neutralité, réservaient néanmoins au gouvernement fédéral une pleine liberté d'action afin de pouvoir donner à cette neutralité un caractère plus prononcé.

Dans la notification officielle qu'il adressa aux puissances, il protesta d'avance contre toute entrave illégale qui serait apportée au commerce des neutres.

Son premier soin fut ensuite de réduire les droits

[1] M. Bodisco.

Digitized by Google

d'importation sur les produits russes exportés d'un port neutre. De notre côté, nous fîmes savoir au gouvernement fédéral que rien ne serait négligé chez nous pour favoriser les transactions des navires américains qui, malgré le blocus, se rendraient dans nos ports de la Baltique.

Toutefois, il était nécessaire de placer tous ces arrangements sous les auspices d'un droit formel.

La France et l'Angleterre avaient officiellement reconnu la neutralité des Etats-Unis. Mais il importait d'en bien définir le sens.

Le gouvernement anglais fut averti que les Etats-Unis ne se soumettraient pas aux restrictions pratiquées jadis par l'Angleterre, et que le moment était venu d'abroger par un traité les dispositions vexatoires de l'ancien code maritime.

Après bien des hésitations et des pourparlers avec la France, le cabinet de Londres consentit à modifier par quelques concessions ses principes d'autrefois, mais sans se lier par un traité. Ainsi, il reconnut le principe de la liberté du pavillon et des cargaisons neutres, mais seulement *pour la guerre actuelle* et comme une dérogation accidentelle à ses doctrines.

Le cabinet impérial donna au contraire une adhésion complète aux efforts du gouvernement fédéral. Une convention fut signée entre eux le 10 juillet 1854. Elle consacrait le double principe que la propriété neutre n'est pas saisissable à bord d'un navire ennemi,

Digitized by Google

ni la propriété ennemie à bord d'un navire neutre, à moins d'être contrebande de guerre.

Ces droits seraient étendus à toutes les nations qui accéderaient à ces principes.

Ils furent communiqués aux cours de Stockholm, Copenhague, la Haye, Bruxelles, Hanovre, Lisbonne, Naples et Athènes, qui se réservèrent d'y accéder lorsque les Etats-Unis en prendraient l'initiative.

Ainsi se trouva reconstituée l'ancienne alliance des neutres formée par l'impératrice Catherine.

Le gouvernement fédéral annonça de plus qu'il ne reconnaîtrait pas le blocus du Sund, ni celui du Bosphore, et qu'il n'admettrait dans les ports que le blocus *effectif*.

Quant au droit de visite auquel il n'avait jamais adhéré, il déclara ne l'admettre que dans certains cas, qu'il se réservait d'apprécier, et ajouta que sa ferme intention était de faire respecter les droits des neutres même par la force.

Une autre question très-importante restait à régler, celle de la course.

Les corsaires avaient toujours été un des dangers les plus redoutés des Anglais dans toutes leurs guerres à cause de l'énorme extension de leur commerce sur toutes les mers du globe.

Ils engagèrent donc le gouvernement des États-Unis à interdire l'armement des corsaires et à leur appliquer les peines infligées aux pirates. Le gouvernement fédéral leur répondit qu'il veillerait au maintien de la

Digitized by Google

loi de 1818, défendant à tout citoyen d'armer *dans les ports de l'Union* contre une puissance amie.

Il ajouta qu'il ne pouvait pas faire plus, n'ayant pas les moyens d'empêcher les armements dans des ports étrangers.

En effet, notre légation à Washington était assaillie de demandes tendant à équiper des corsaires sous pavillon russe, avec des lettres de marque délivrées par les autorités impériales.

Le génie aventureux de la nation américaine se complaisait dans ces entreprises qui offraient d'ailleurs la perspective de grands bénéfices dans les mers de l'Australie et de la Chine, où le commerce anglais était très-actif et ne pouvait pas être efficacement protégé.

Cette question fut mûrement pesée chez nous. Un projet avait été préparé au ministère de la marine. Il consistait à acheter des navires à San Francisco, et à les faire monter par les équipages disponibles que nous avions au Kamtchatka et au Japon.

Notre ministre à Washington nous signalait plusieurs bâtiments semblables tout armés pour la course.

Il suffisait, d'après les règles du droit des gens, que les deux tiers de l'équipage fussent russes. Le reste aurait été facilement complété en Amérique. S'il était jugé nécessaire d'augmenter plus tard le nombre de ces corsaires, il était possible de transporter au Kamtchatka pendant l'hiver une partie des 40,000 matelots que nous avions à Cronstadt et qui pouvaient facilement

Digitized by Google

y être remplacés par des artilleurs, puisque leur service se bornait à la défense des forts.

En outre, une fois que nous aurions donné l'exemple, il était probable qu'un certain nombre de corsaires américains se seraient armés à leurs risques et périls, attirés par la chance de bénéfices considérables.

Cette arme pouvait devenir terrible pour le commerce anglais, qui n'avait pour le protéger dans l'océan Pacifique que la faible escadre commandée par un vieil amiral sans caractère et sans énergie, très-peu confiant dans la sincérité de son auxiliaire français.

Au fond, c'était la seule arme dont nous pouvions disposer contre la supériorité maritime dont l'Angleterre faisait contre nous un si rigoureux usage. Il eût été difficile de prévoir les conséquences qui en seraient résultées.

Le cabinet impérial jugea en conséquence nécessaire d'autoriser le gouverneur militaire de Petropawlowsk à délivrer des lettres de marque, d'après un règlement spécial qui lui fut envoyé, à tous ceux qui les demanderaient.

Cette mesure était une réponse à celle par laquelle le gouvernement anglais avait enrôlé des corps étrangers destinés à agir contre nous.

Toutefois, diverses considérations empêchèrent d'y procéder avec l'initiative énergique qui seule eût pu donner à cette combinaison toute la portée qu'elle aurait pu acquérir.

D'abord se présentait la difficulté du transport et de

Digitized by Google

la vente des prises. La neutralité proclamée par le gouvernement des Etats-Unis lui interdisait d'y ouvrir ses ports. Sur ces immenses distances, nos corsaires n'auraient pas eu un seul point où aborder, à moins de revenir à Petropawlowsk ou aux bouches de l'Amour, bloquées par les escadres alliées.

En outre, dès le début de la guerre, nous avions entamé une négociation avec le gouvernement anglais pour établir la neutralité réciproque de la compagnie russe-américaine et de la compagnie anglaise de la baie d'Hudson. Cette négociation était toute à notre profit, car notre colonie était hors d'état de défendre ses établissements contre les éventualités de la guerre, et nous ne pouvions pas la protéger. L'expédition de corsaires aurait donc compromis gravement ces avantages.

Pour que cette combinaison, c'est-à-dire celle des corsaires pût acquérir une importance réelle, il aurait fallu supposer une guerre de plusieurs années. Or, tous les soins du cabinet impérial étaient au contraire dirigés vers une issue pacifique la plus prompte possible. Pour y arriver, il fallait circonscrire la guerre, et non l'étendre. Déjà nous étions rendus responsables de toutes ses calamités; nous ne pouvions désarmer l'opinion publique qu'en témoignant en toute occasion des dispositions pacifiques. Autrement, nous avions devant nous la certitude d'une coalition imminente de toute l'Europe devant laquelle nous aurions dû céder, mais avec des conditions de plus en plus onéreuses.

Digitized by Google

C'est en envisageant la situation sous cet aspect général que le cabinet impérial renonça peu à peu à toutes les mesures énergiques, qui, en donnant à la guerre des proportions de plus en plus gigantesques, n'auraient amélioré momentanément les chances de la lutte que pour en reculer l'issue et la rendre plus désavantageuse pour nous.

C'est ainsi qu'il avait successivement abandonné les plans de campagne dans l'intérieur de la Turquie appuyés sur les insurrections en Serbie, au Monténégro, en Epire et en Thessalie, évacué les Principautés et accepté une défensive onéreuse. Le tout pour désarmer l'Autriche qui n'en était pas moins restée malveillante et hostile.

C'est ainsi, comme nous le verrons, qu'il renonça à l'importante diversion que la Perse pouvait faire en notre faveur, et abandonna l'idée d'organiser des corsaires dans l'océan Pacifique, le tout pour ne pas exaspérer l'Angleterre qui ne nous en a guère su gré.

La question de savoir si avec moins de prudence et plus d'énergie nous aurions amélioré ou détérioré notre position et nos chances est une des plus importantes que l'on puisse soumettre aux réflexions d'un cabinet.

Mais, nous l'avons déjà dit, il y a des efforts désespérés qu'on ne peut attendre que des nations profondément bouleversées par de grandes crises nationales, parce que ces efforts ne sauvent le présent qu'en livrant l'avenir à des chances qui échappent au calcul.

Digitized by Google

Dans les conditions ordinaires, un gouvernement régulier obéit aux conseils de la raison, et dans les circonstances où nous étions elle nous disait d'apaiser et de restreindre un conflit déjà trop inégal, et non de l'étendre en l'aggravant.

Toutes ces considérations firent définitivement échouer les projets d'armements de corsaires.

Toutefois, elles ont eu pour effet de fixer notre attention sur l'extrême importance de ces contrées pour l'avenir, et sous ce rapport elles n'ont pas été sans influence sur les progrès que nous y avons réalisés depuis la paix.

Nous ne saurions terminer cette notice sur les Etats-Unis sans parler d'un autre témoignage d'amitié que nous avons reçu du gouvernement fédéral, c'est-à-dire l'offre de sa médiation dans notre conflit avec les puissances occidentales.

Placés en dehors de ce conflit, les Etats-Unis étaient mieux à même que toute autre nation de le juger sans prévention. Mais il était très-douteux que nos adversaires acceptassent cette médiation. Leur langage attestait que le moment d'écouter des paroles de paix n'était pas encore venu.

Le cabinet impérial déclina donc cette proposition, tout en appréciant les sentiments qui l'avaient dictée.

En résumé, la crise d'Orient a eu pour résultat de resserrer plus étroitement nos rapports avec les Etats-Unis.

La rivalité qui les sépare de l'Angleterre leur

Digitized by Google

faisait envisager avec satisfaction les difficultés suscitées à cette puissance par sa lutte avec nous; le gouvernement fédéral espérait en profiter pour réaliser les vues particulièrés qu'il nourrit sur le continent américain et qui ont toujours rencontré l'opposition de l'Angleterre.

Il nous sonda entre autres sur l'acquisition projetée par lui des îles Sandwich, et, sans toucher aux questions de droit qui s'y rattachent, nous nous sommes empressés de déclarer que nous n'y ferions aucune opposition.

Tous les griefs que les Etats-Unis ont contre la politique anglaise au Canada, à Cuba, au Mexique et ailleurs, se réveillèrent dans ces circonstances. Le cabinet de Londres, dans l'ivresse de son intimité avec la France, s'exprimait en termes hautains à l'égard du gouvernement fédéral.

« L'alliance des deux puissances occidentales, disait « lord Clarendon, n'est pas limitée à la question « d'Orient; elle s'étend également à l'autre hémis- « phère. »

Ces paroles firent comprendre au gouvernement de l'Union les dangers auxquels l'exposerait cette alliance qui pouvait un jour s'appliquer au Mexique et à l'Amérique centrale, et dans cette prévision il dut naturellement s'attacher d'autant plus aux bonnes relations qui l'unissaient à la Russie.

C'est pourquoi ses sympathies pour notre cause ne firent que se développer chaque jour; la presse américaine s'en fit l'organe avec une extrême vivacité.

Digitized by Google

Le cabinet de Londres ne put méconnaître l'importance de ces dispositions qui pouvaient lui créer de sérieux embarras. Aussi ne négligea-t-il aucun moyen de prévenir toute collision avec l'Amérique.

Il adhéra, malgré ses répugnances, aux principes de la neutralité maritime proclamée par les Etats-Unis, se prêta à régler la question depuis longtemps pendante des pêcheries de Terre-Neuve, conclut un traité de commerce pour le Canada tout à fait à l'avantage de l'Union, et se montra très-conciliant sur toutes les questions du moment. Son attitude pouvait faire croire que l'Angleterre abandonnait décidément au gouvernement fédéral le contrôle du continent américain dont jusqu'alors elle avait revendiqué le partage.

Ces avantages qui promettaient de porter au plus haut degré la puissance des Etats-Unis étaient une conséquence de la crise orientale. Ils ont confirmé le gouvernement fédéral dans la conviction que la Russie était pour l'Union une alliée naturelle, et jusqu'ici ce sentiment ne s'est pas démenti.

ITALIE (1854)

Rome. — Le cabinet impérial a eu en général à se louer de la conduite du Saint-Siége dans le cours de la crise orientale.

En présence d'une question qui touchait de si près aux intérêts de la religion catholique, on ne pouvait

Digitized by Google

s'attendre à ce que le gouvernement pontifical y restât complétement étranger.

Toutefois, au début du conflit des Lieux Saints, ce gouvernement parut peu disposé à céder au cabinet français le protectorat exclusif qu'il s'arrogeait sur les Latins.

La cour de Rome n'avait pas oublié d'ailleurs la célèbre lettre de l'empereur Napoléon à M. Edgard Ney, en 1849, qui contenait le programme de la politique française en Italie.

Elle se défiait profondément de cette politique, et, fidèle à ses traditions conservatrices, elle voyait dans l'alliance de la Russie avec les deux cours monarchiques de l'Allemagne le seul gage de stabilité en Europe.

Lorsque la crise s'aggrava, le Saint-Siége, mettant de côté ses préventions contre l'Eglise orthodoxe, s'abstint de l'envenimer en y jetant le poids de son autorité spirituelle comme chef de la catholicité.

Le pape fit parvenir à l'empereur Nicolas des vœux pour sa prospérité et ses succès. Il blâma hautement les violences du clergé français qui, dans son zèle exagéré envers l'empereur Napoléon, alors très-favorable à ses intérêts, prêchait ouvertement la croisade en faveur de l'islamisme contre une puissance chrétienne. Il déclina enfin formellement les insinuations qui l'engageaient à s'associer à l'alliance anglo-française. Il en prévoyait tous les dangers. Nous ne

Digitized by Google

pouvions pas espérer davantage du gouvernement pontifical dans la situation où il était placé.

De notre côté, nous n'avons rien négligé pour maintenir avec lui de bonnes relations.

Naples. — La cour de Naples, unie à la Russie par des liens de reconnaissance et d'affection, s'est trouvée très-embarrassée durant la crise d'Orient.

Puissance méditerranéenne, placée sous l'action immédiate des cours maritimes dont l'alliance était dictatoriale, brouillée depuis 1848 avec les deux cabinets de Londres et de Paris, elle se vit assaillie de prétentions arrogantes, tendant à l'entraîner dans la coalition.

Les alliés n'avaient sans doute guère besoin de son concours matériel. Ils recherchaient néanmoins l'effet moral d'une accession de toute l'Europe à leur lutte contre nous.

Le gouvernement napolitain s'en défendit avec une fermeté dont on lui doit d'autant plus de compte que sa faiblesse le mettait à la merci de nos adversaires.

Il proclama une stricte neutralité et y demeura fidèle malgré les tentatives destinées à l'en faire sortir.

L'empereur Nicolas apprécia hautement cette attitude, mais il tint compte des embarras qui pouvaient en résulter pour la cour de Naples, dans l'impossibilité où nous étions de l'assister efficacement. Le cabinet impérial lui fit parvenir le conseil de ne consulter que ses propres intérêts et les exigences de sa position,

Digitized by Google

dans le cas où elle serait obligée de se prononcer plus nettement, et l'engagea à se concerter plus particulièrement avec l'Autriche sur la marche qu'elle aurait à suivre.

Le gouvernement des Deux-Siciles a pu conserver jusqu'à la fin la neutralité absolue qu'il avait proclamée. L'attachement qu'il n'a pas cessé de nous témoigner, bien qu'il ne nous ait été d'aucune utilité, n'en a pas moins laissé les meilleurs souvenirs dans nos traditions politiques.

Piémont.—Quant au Piémont, il lui était réservé de donner un exemple à peu près sans précédents dans l'histoire.

Nos relations diplomatiques avec la cour de Turin étaient restées rompues depuis 1849. Mais les annales des deux pays étaient assez riches en souvenirs de services prêtés et rendus pour écarter de leurs rapports une hostilité sans motifs et surtout sans provocation.

Cependant le gouvernement piémontais conclut en 1854, avec les deux puissances maritimes, une convention qui mettait à leur disposition un corps de troupes considérable destiné à leur servir d'auxiliaire contre nous.

Ce corps fut transporté en Crimée, où nous avons eu à le combattre.

Cet acte d'hostilité, sans aucune déclaration de guerre, était une violation singulière de tous les principes du droit des gens.

Le cabinet impérial en témoigna hautement son indi-

Digitized by Google

gnation dans une circulaire qui fut rendue publique et rencontra en Europe l'approbation de tous les hommes impartiaux. En même temps, toute espèce de relations politiques fut rompue avec un gouvernement qui se plaçait en dehors des lois internationales.

Si quelque chose eût pu dessiller les yeux du gouvernement autrichien sur les conséquences à venir de son alliance avec la France et de son aveugle hostilité contre nous, c'était assurément cette participation du Piémont dans une lutte où l'Autriche devait s'étonner de se trouver dans les mêmes rangs avec cet implacable adversaire. C'était un avertissement. Le cabinet de Vienne, emporté par les passions de son chef, y est néanmoins demeuré sourd, comme il l'a été à toutes les prophéties du cabinet impérial.

GRÈCE

Nous avons exposé ailleurs les difficultés où la crise d'Orient plaçait le gouvernement hellénique.

Débordé par l'élan patriotique des populations soumises à son sceptre, le roi Othon ne pouvait abandonner la cause de la chrétienté sans dépopulariser sa dynastie et exposer la monarchie aux dangers les plus sérieux. Il s'efforça de concilier les exigences des cours maritimes et l'enthousiasme de son peuple en favorisant sous main les champions de l'indépendance, sans rompre ouvertement avec la Porte.

Digitized by Google

Nous-mêmes, sans provoquer ce mouvement qui nous venait en aide, nous n'avons pas cru pouvoir y rester étranger.

Mais entrepris prématurément, sans plan arrêté, ni unité d'action, il échoua plutôt par suite des mesures vexatoires des puissances maritimes et de l'attitude de l'Autriche que par la répression des Turcs.

Le cabinet impérial crut devoir attirer l'attention des cours de Vienne et de Munich sur ces mesures arbitraires qui menaçaient de dégénérer en contrainte pour forcer la Grèce à la neutralité.

Mais ces démarches devaient échouer devant l'arrogance de deux États que leur alliance rendait assez prépondérants pour qu'ils se crussent autorisés à fouler aux pieds le droit public européen, au nom même du droit et de la civilisation.

Vers la fin de l'année 1854, une division française occupa le Pirée au mépris des engagements internationaux sur lesquels reposait l'indépendance du royaume hellénique.

Devant cette pression de la force le gouvernement ne pouvait que céder en protestant.

Sans examiner jusqu'à quel point le gouvernement grec, qui se posait en martyr de la cause sainte, était sincère dans ses protestations contre une occupation qui, en définitive, le tirait d'un grand embarras, le cabinet impérial eut égard à sa situation difficile et à son bon vouloir apparent.

Notre chargé d'affaires resta accrédité auprès de la

Digitized by Google

cour d'Athènes, et plus tard nous avons pris énergiquement la défense de la Grèce pour la délivrer d'une occupation onéreuse et illégale.

La guerre d'Orient n'a point en définitive altéré sensiblement les rapports sympathiques de la nation hellénique à notre égard.

D'un côté la publication des paroles de l'empereur Nicolas à sir H. Seymour, qui excluait formellement la reconstruction d'un empire grec de Byzance, ont dû blesser vivement les aspirations ambitieuses du peuple grec. La prépondérance manifeste acquise en Orient par les cours occidentales a dû également tourner vers elles les espérances de ce pays. La faiblesse est facilement attirée par le déplacement visible de la force.

Mais, d'autre part, la généreuse initiative qui avait précipité la Russie dans une lutte inégale pour la délivrance de ses coreligionnaires a été appréciée comme elle devait l'être.

En Orient, dans le conflit permanent entre des éléments qu'on cherche en vain à concilier, le désintéressement chaleureux de la Russie s'était encore une fois manifesté avec éclat, en même temps que les vues politiques qui poussaient l'Occident à la défense des Turcs.

Cette leçon ne pouvait pas être méconnue.

L'alliance occidentale n'avait qu'un but et qu'un temps.

La Grèce a pu se convaincre qu'elle ne trouverait

Digitized by Google

de ce côté qu'une amitié douteuse et une hostilité permanente.

Si nous lui refusons l'objet de ses rêves ambitieux, elle sait que nous n'objectons pas à un agrandissement éventuel du royaume en Épire et en Thessalie, si les circonstances le favorisent, et qu'en définitive nous sommes les seuls alliés naturels du peuple hellène, alliés par la foi, alliés par les intérêts, aussi longtemps du moins que dure l'empire ottoman.

Malgré les tiraillements intérieurs des partis et les intrigues de la propagande extérieure, ces impressions ont survécu à la guerre, et, bien que l'Orient ait aujourd'hui changé de face, les événements survenus jusqu'ici ont confirmé ces sentiments.

Sans nous faire aucune illusion ni sur les allures du gouvernement hellénique, ni sur la portée des sympathies du peuple, nous continuons à leur donner des preuves d'une amitié désintéressée que le bon sens de la nation a su distinguer jusqu'ici des dispositions très-suspectes que lui témoigne l'Occident.

PERSE

Nous ne saurions terminer cet exposé de l'attitude générale des États secondaires sans faire mention de la Perse.

Cet état se trouvait, par sa position géographique limitrophe de la Turquie et de la Russie, directement

Digitized by Google

appelé à jouer un certain rôle dans les complications orientales.

La Perse et la Turquie étaient depuis un temps immémorial en conflit permanent à cause de dissensions religieuses entre schiytes et sunnites, et surtout de l'incertitude de leurs frontières habitées par des tribus nomades de mœurs très-irrégulières. L'intervention de la Russie et de l'Angleterre avait réussi à les pacifier par un traité de délimitation conclu sous leur médiation commune.

Mais les causes de mécontentement réciproque subsistaient toujours. A l'époque du débat relatif aux Saints Lieux de Jérusalem, la Porte avait fait la faute d'user envers la Perse de mauvais procédés, et une rupture avait failli éclater entre les deux puissances musulmanes.

Cet incident, survenu au moment où nos relations avec la Turquie et avec l'Angleterre se compliquaient gravement, avait causé à Londres une impression profonde. Le bruit public y rattachait la fausse nouvelle d'une expédition entreprise par nous contre les Khiviens, et l'opinion anglaise, toujours disposée à soupçonner nos vues d'ambition en Asie, se confirmait dans la conviction que le but de notre politique était d'ébranler tout le monde oriental afin d'amener la chute de l'empire ottoman.

L'active intervention de sir Stratford Canning réussit à apaiser cette querelle entre les deux États musulmans.

Digitized by Google

Toutefois la Perse, voyant se compliquer notre situation vis-à-vis de la Turquie, résolut d'en profiter pour acquérir quelques avantages aux dépens de sa voisine.

Tant que nous étions seuls en face des Turcs, le gouvernement persan, prêt à s'associer au plus fort, ne pouvait guère hésiter.

En 1853 il nous proposa la conclusion d'une alliance offensive et défensive.

Le cabinet impérial était pénétré de l'axiome établi par le maréchal Paskewitch qui connaissait bien les Persans et disait qu'il valait mieux les avoir pour *ennemis* que pour *alliés*.

Nous n'avions que faire de leur concours, qui nous eût plus embarrassés qu'aidés, mais il nous importait beaucoup de ne pas les voir se ranger du côté de nos adversaires; sans parler de leurs troupes qui, mal armées, mal payées et mal commandées, n'avaient pas une grande valeur militaire, leurs points de contact nombreux avec nos provinces musulmanes les mettaient cependant à même de nous nuire, et ils pouvaient offrir à nos ennemis un concours utile pour l'approvisionnement de leurs armées.

La Perse était alors dans une position assez semblable à celle de l'âne entre deux sacs d'avoine. D'un côté, les agents anglais lui montraient en perspective la conquête des provinces que nous avions reprises sur elle en 1828 et même celle de toute la Transcaucasie si elle se prononçait ouvertement en faveur de la coa-

Digitized by Google

lition formée contre nous. Ils en exagéraient la toute-puissance et nous déclaraient vaincus d'avance.

D'autre part, les Persans voyaient la Turquie très-embarrassée, obligée de concentrer toutes ses forces contre nous; ils avaient à leur portée d'abord les territoires limitrophes que la Porte leur contestait, et ensuite la belle et importante province de Bagdad qui plus d'une fois avait été la proie des conquérants persans.

Dans cet état de choses, quoique tout ce que nous lui demandions fût de rester neutre, il était probable que si nous n'opposions aux séduisantes promesses de nos adversaires qu'un traité de neutralité, nous l'emporterions difficilement sur leurs intrigues.

Le cabinet impérial accueillit donc avec bienveillance ces ouvertures.

Mais le gouvernement persan y mettait des conditions impossibles. Non-seulement il demandait des secours en argent, armes, munitions et même en officiers, mais encore il voulait que nous nous engageassions à lui garantir à la paix les conquêtes qu'il pourrait faire sur l'ennemi commun.

C'eût été contracter des obligations onéreuses qui nous aurait mis sur les bras, après la paix, une nouvelle guerre avec la Turquie et l'Angleterre, à des distances immenses, avec un allié très-douteux et sans aucune compensation.

Nos efforts tendirent à traîner la négociation en

Digitized by Google

longueur, en en écartant les clauses qui nous engageaient au-delà de nos intentions.

Mais dans l'intervalle notre rupture avec l'Occident, le bruit exagéré de nos échecs sur le Danube, l'activité des agents anglais firent perdre la tête aux ministres persans. Tout d'un coup leur attitude devint arrogante et leurs prétentions excessives.

La négociation fut rompue. La fermeté de notre langage leur fit comprendre que nous n'avions pas demandé leur concours et que nous saurions châtier leur hostilité, mais surtout nos succès rapides et décisifs dans la Transcaucasie les ramenèrent à d'autres sentiments.

Ne pouvant se résigner à l'idée de ne pas tirer un profit quelconque de circonstances aussi favorables, ils revinrent à la charge auprès de nous en 1854, en offrant de mettre à notre disposition un corps d'armée que le shah réunissait à Souleimanieh, près de la frontière turque.

Notre chargé d'affaires à Téhéran nous mit toutefois en garde contre la sincérité de cette offre de concours, qui au fond cachait le désir de se jeter sur la province de Bagdad. Il nous conseillait d'exiger que l'armée auxiliaire persane fût concentrée près de Khoi, c'est-à-dire au point d'intersection entre notre frontière et celles de Perse et de Turquie.

Cette combinaison était peu judicieuse.

Il était évident que si nous acceptions la coopéra-

Digitized by Google

tion de la Perse, nous ne pouvions pas trouver mauvais qu'elle songeât à ses propres intérêts.

Au contraire, du moment où ces intérêts concouraient avec les nôtres, c'était le meilleur gage de la solidité d'une alliance.

Or, le meilleur service que nous pouvions attendre des Persans, c'était de faire une diversion importante qui attirât les forces de nos ennemis loin du théâtre de notre guerre. Une expédition contre Bagdad aurait parfaitement rempli ce but, tandis qu'une concentration de troupes persanes à Khoi nous était inutile, puisque nous ne pouvions pas compter sur une coopération militaire sérieuse, et elle pouvait être nuisible vu le peu de confiance que méritaient ces auxiliaires qui au premier échec se tourneraient probablement contre nous.

Pourtant ce fut dans ces conditions que se poursuivit la négociation à Tiflis. Le général Réad, qui remplaça le prince Woronzow, après la mort de celui-ci, nous ouvrit les yeux sur ces considérations.

Mais il était déjà trop tard; ces pourparlers avaient abouti à un traité de neutralité tel que nous le désirions. Nous l'avions entouré de toutes les garanties possibles et des formes les plus solennelles afin de lier davantage le shah, sans faire d'autre sacrifice que celui de la contribution de guerre qui nous restait due par la Perse depuis 1828.

Le cabinet impérial s'est dirigé dans toute cette négociation par le principe que nous avons déjà exposé

Digitized by Google

ailleurs et qui nous a conduits à renoncer au concours des insurrections chrétiennes en Turquie et à l'armement des corsaires dans le Pacifique.

Ce principe était de ne pas aggraver la lutte en l'étendant, mais au contraire de la restreindre afin d'en hâter l'issue.

A l'égard de la Perse cette politique de prudence nous était en outre recommandée par les considérations générales qui règlent notre action dans ce pays.

Tout ce que nous désirons, c'est qu'il reste tranquille pour la sécurité de nos provinces limitrophes.

Quelque importante qu'eût été pour le moment une diversion dans le midi de la Turquie d'Asie, le moment de régler les comptes serait toujours venu, et alors nous aurions été obligés ou bien de soutenir les Persans au prix d'une guerre dispendieuse et sans profit contre les Turcs et les Anglais, ou bien de les abandonner aux ressentiments du cabinet de Londres, ce qui y aurait détruit notre influence[1].

Ces vues étaient certainement très-sages. Mais dans la situation pénible où nous nous trouvions on ne peut s'empêcher de regretter que nous ayons renoncé aux chances que le hasard mettait entre nos mains.

De toutes ces chances, celle que nous offrait la

[1] Cette politique sage et prudente a été mal récompensée! Elle n'a pas empêché lord Palmerston de faire la guerre aux Persans aussitôt après le traité de paix de 1856, afin de leur faire expier les inquiétudes qu'ils avaient données à l'Angleterre et de leur enlever définitivement le Hérat!

Digitized by Google

Perse était certainement l'une des plus importantes. Dans le moment, elle ne nous engageait point. Ni la France ni l'Allemagne n'y étaient intéressées, au contraire.

Une diversion sur Bagdad aurait été facile, car cette province était dégarnie de troupes. Elle eût pu avoir d'immenses résultats, car cette contrée, traversée par l'Euphrate, est l'une des routes de l'Inde sur laquelle s'était portée l'attention des Anglais. Il est donc difficile de dire l'effet qu'aurait eu sur leurs résolutions l'idée de la voir tomber aux mains des Persans, sous l'influence de la Russie.

La guerre faite par l'Angleterre à la Perse en 1857, pour punir cette puissance des velléités qu'elle avait témoignées en notre faveur, atteste suffisamment l'importance que ces questions ont aux yeux de la politique anglaise.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE V

—

DÉTAIL DES NÉGOCIATIONS
(1854)

AUTRICHE

Nous avons exposé la marche générale des négociations politiques de l'année 1854.

Ce résumé sommaire ne saurait donner qu'une faible idée du travail fiévreux de cette période décisive de la crise orientale.

Elle se révèle dans les rapports de nos agents dont nous allons reproduire quelques extraits.

En parlant de la mission du comte Orlow à Vienne, nous avons suffisamment exposé la phase importante de ces négociations qui se rattache au plan de campagne que nous avions formé sur la base des insurrections chrétiennes en Épire, en Thessalie, dans le Monténégro et en Serbie.

Digitized by Google

Par égard pour l'Autriche et pour désarmer l'Allemagne qu'elle entraînait contre nous en mettant en avant ses intérêts limitrophes compromis par une insurrection des Slaves d'Orient, nous avions accompli un grand sacrifice. Nous avions renoncé au concours de nos coreligionnaires, nos seuls alliés dans la guerre qu'on nous déclarait, notre seule chance de rétablir en notre faveur l'équilibre d'une lutte inégale.

Ce sacrifice, nous l'avions franchement accepté, loyalement accompli.

Nous avions déclaré à Vienne que nous ne toucherions pas à la Serbie. Notre agent avait été rappelé; toute négociation avec le gouvernement serbe pour l'enrôlement de corps francs avait été rompue; un millier de ces volontaires prêts à passer le Danube avaient reçu contre-ordre. Le maréchal Paskewitch avait rappelé nos troupes de la petite Valachie, et opéré un mouvement de concentration pour forcer le passage du bas Danube et tenter la fortune des combats sur le seul point de la Turquie qui nous restait ouvert.

Ce passage avait même eu le caractère d'un complément et d'une rectification de notre position défensive compromise sur son flanc droit par le retour que fait le fleuve avant son embouchure.

L'empereur François-Joseph avait témoigné de la joie en apprenant notre passage et exprimé à notre ministre des *vœux pour notre succès!*

Était-ce assez? Avions-nous suffisamment fait pour

Digitized by Google

témoigner à l'Autriche et à l'Allemagne notre déférence pour leurs intérêts, notre désir de les rassurer?

Allait-on enfin, sinon nous seconder, du moins se déclarer neutre et nous laisser libres de nos mouvements?

L'empereur d'Autriche affirmait au prince Windischgraetz qu'il n'avait aucun engagement avec l'Occident, qu'il n'en voulait pas prendre. Son ministre restait défiant surtout vis-à-vis de la Serbie.

L'empereur commençait à se méfier de la France. Les projets que Mazzini annonçait hautement en Italie, les brochures françaises émanées de l'entourage de Napoléon sur le remaniement de la carte de l'Europe, alarmaient le gouvernement autrichien. Il venait de renforcer l'armée du maréchal Radetzsky en Lombardie.

D'autre part, ses préparatifs militaires semblaient trop considérables en vue de la Serbie et du Monténégro, qui, d'ailleurs, étaient tranquilles.

Il y avait 80,000 hommes rassemblés sur la frontière méridionale, et des mouvements de troupes significatifs se faisaient du côté de la Galicie.

Le comte de Buol, interpellé, assurait qu'aucun engagement n'avait été pris vis-à-vis de l'Occident sur le nombre des troupes, mais depuis le rappel des semestriers personne ne croyait plus à de simples mesures de précaution; il s'agissait évidemment d'une *démonstration* contre nous, destinée sinon à nous combattre, au moins à nous gêner. De là à une agression, il n'y

Digitized by Google

avait qu'un pas. L'empereur François-Joseph et le général Hess n'admettaient pas cette éventualité comme *nécessaire*, mais ils la reconnaissaient *possible*. Le général Hess nous suppliait de rester sur la défensive, et surtout de ne rien faire en Serbie.

La haute société et l'armée se montraient indignées à la seule pensée d'une alliance avec l'Occident et d'une lutte contre nous. Tout ce qu'il y avait de sentiments d'honneur en Autriche se révoltait contre cette supposition.

Les dépêches de notre ministre à Vienne témoignent des incertitudes journalières de cette situation. Tantôt il nous rapportait les assurances de l'empereur et des principaux personnages de son intimité, tantôt il citait les paroles ambiguës et les actes plus suspects encore du comte de Buol, qui semblait se complaire à laisser peser sur nous les anxiétés de cet état de choses.

Un fait à remarquer, c'est que tous nos représentants ont séparé avec soin l'empereur François-Joseph de son ministre, attribuant à l'un tout ce qui se faisait de bon et des dispositions meilleures encore, à l'autre les plus détestables inspirations. C'était l'opinion constante du baron de Meyendorf, ce fut aussi celle du prince Gortchakow.

L'empereur d'Autriche semblait flotter entre le génie du bien et celui du mal, sincère dans ses sentiments d'amitié pour la Russie et son auguste alliée, mais accablé par la conscience de sa responsabilité comme souverain; il était déterminé à imposer silence à son

Digitized by Google

cœur devant les intérêts de son pays, et à écouter ses ministres. Le comte de Buol le berçait de l'espoir de conquérir une prépondérance décisive en Orient sans coup férir, sans lutte contre nous, rien que par des manœuvres politico-stratégiques! Quel triomphe pour l'Autriche! Comment un jeune souverain eût-il résisté à la perspective de porter son pays à ce degré de puissance et de grandeur?

Nos ministres ont peut-être subi le prestige naturel qui s'attache aux souverains, peut-être ont-ils éprouvé aussi celui de la jeunesse à laquelle on répugne à prêter les calculs égoïstes auxquels l'expérience sert d'excuse.

Toutefois, il semble difficile de concilier les sentiments personnels attribués au jeune empereur avec les actes d'hostilité qu'il laissait accomplir à son ministre. L'histoire les appréciera.

Pour nous, nous n'avons à envisager la question qu'au point de vue des intérêts bien entendus de l'Autriche elle-même, car les *intérêts* positifs resteront toujours la base la plus sûre des relations politiques entre les États. Or, qu'a gagné l'Autriche en définitive aux habiletés du comte de Buol? A cela les événements ont répondu. Et certes, on le verra plus loin, les avertissements ne lui ont pas manqué.

C'est pourquoi nous pouvons parler avec calme, tout en constatant cette funeste politique. Ce ne sont pas seulement les bons procédés qui cimentent les relations des peuples. Ils semblent devoir être d'autant

Digitized by Google

plus disposés à se rapprocher lorsque l'expérience leur démontre qu'ils ne peuvent pas se nuire l'un à l'autre sans se porter préjudice à eux-mêmes.

Le caractère de cette politique éclate dans les actes officiels avec une évidence qui n'a pas besoin de commentaires.

Elle est plus frappante encore si l'on recueille les symptômes de la politique extra-officielle qui a joué un si grand rôle durant cette crise.

Voici ce que le baron de Meyendorf écrivait le 1-13 mars 1853, c'est-à-dire au moment où nous venions de donner à l'Autriche satisfaction complète quant à la Serbie et aux insurrections chrétiennes.

« Bourqueney n'a aucun doute sur la coopération active de l'Autriche. A ceux qui lui demandent quand elle aurait lieu, il répond : « *Dans six ou huit semaines* « *quand nous serons à même de la soutenir!* Alors il y « aura une grande sommation; les Russes menacés par « nous à gauche, par Omer Pacha au centre, par « l'Autriche à droite, devront se retirer. Une fois « l'évacuation faite et les chrétiens émancipés, les « puissances négocieront, mais elles imposeront à la « Russie les conditions les plus dures. On détruira à « l'aide des flottes les points fortifiés du Caucase, on « soulèvera les montagnards d'accord avec les Turcs, « on débarquera en Crimée, on attaquera Sévastopol « par terre et par mer, on prendra les Russes à revers « en Bessarabie. Ces plans ne sont pas arrêtés quant « à la suite des faits, ils le sont quant au but qui est

Digitized by Google

« d'occuper la Crimée comme un gage pour forcer la « Russie à renoncer à ses traités et même à modifier « les circonscriptions territoriales. La perte de la « Crimée serait la ruine de la prépondérance de cette « puissance au Caucase, dans la mer Noire et en « Orient! C'est le but décidé des puissances, surtout « de l'Angleterre qui ne veut pas terminer la guerre « avant de l'avoir obtenu. »

A moins de supposer à M. de Bourqueney le don de prophétie, on doit présumer que ces convictions qu'il exprimait hautement vis-à-vis du corps diplomatique à Vienne étaient le résultat d'un plan mûrement concerté dans le secret des communications particulières entre les cabinets.

Ce programme s'est réalisé de point en point. Le gouvernement autrichien n'a pas pu l'ignorer, et, si l'on suit attentivement sa marche, on doit reconnaître qu'elle a constamment concouru à en favoriser l'entière exécution. Les moments d'arrêt ou d'hésitation qu'on y remarque ont été motivés soit par la nécessité de tourner des obstacles, soit par le désir d'éviter de se compromettre prématurément; mais toujours le cabinet de Vienne a manœuvré de manière à atteindre le but tracé par la politique occidentale, et auquel il faut croire que lui-même s'était associé dès le début.

Suivons-le dans les détours compliqués de ces manœuvres sur le double terrain de la politique et de la stratégie.

Digitized by Google

Le gouvernement prussien avait voulu profiter de l'espèce de détente qui s'était opérée dans la situation entre nous et l'Autriche, par suite de notre renonciation à tout concours de la Serbie, pour ramener le cabinet de Vienne avec toute l'Allemagne à un système de neutralité solidaire. C'était l'idée proposée par le comte Orlow.

Dans ce but, le colonel de Manteuffel avait été envoyé pour offrir à l'Autriche le renouvellement de la convention de 1851, qui lui assurait le concours de l'Allemagne pour la défense de ses territoires extra-fédéraux.

Nous avons fait remarquer ailleurs qu'en 1851 cette garantie s'appliquait à l'Italie menacée par la France. Aujourd'hui elle pouvait aussi bien s'appliquer aux provinces de l'empire autrichien voisines de nos frontières, et qui pouvaient être envisagées comme menacées par nous, par suite de l'attitude hostile adoptée par le cabinet de Vienne.

Néanmoins, la pensée du roi de Prusse avait été qu'en rassurant les intérêts de l'Autriche et de l'Allemagne, soit du côté du Rhin et de l'Italie, soit du côté de l'Orient, il empêcherait cette puissance de subir la pression des cours maritimes et la fixerait dans la neutralité.

L'empereur François-Joseph accueillit parfaitement l'envoyé prussien; il était porteur d'une lettre du roi qui dissipa toutes les méfiances existant entre les deux souverains. L'empereur se déclara prêt à s'entendre

Digitized by Google

avec la Prusse et confia au général Hess la mission de poursuivre à Berlin cette négociation.

A Vienne, l'impression fut très-vive. On crut à un changement décidé dans la marche du cabinet. Le public, surtout l'armée et l'aristocratie, s'en félicitèrent hautement. On disait que du moment où d'un côté la Prusse promettait l'appui de toute l'Allemagne en Italie et où d'un autre côté nous garantissions les intérêts de l'Autriche dans nos opérations militaires sur le Danube, il n'y avait plus aucun motif à une participation active à la lutte.

L'ambassadeur d'Angleterre se montra très-affecté de ce revirement qui enlevait l'Autriche à l'influence de l'Occident. Quant à M. de Bourqueney, il menaça de quitter Vienne. On eut beaucoup de peine à l'apaiser. De quels arguments le comte de Buol se servit-il pour le rassurer? C'est ce qu'on ignore.

Quoi qu'il en soit, l'impression générale fut que l'Autriche entrait dans une nouvelle phase politique, bien que, par dignité, elle crût devoir y procéder avec lenteur et sans bruit. Sa situation intérieure justifiait parfaitement cette position. Son papier avait éprouvé une perte de 40 p. 100 depuis une année. Son emprunt de 50 millions était coté à 90 et avait déjà subi une baisse de 3 florins. Une certaine agitation se manifestait dans les provinces slaves et en Hongrie. Quant à la Serbie, on pouvait compter sur sa neutralité tant que l'Autriche resterait neutre; mais dans la prévision d'une guerre avec nous, rien n'aurait pu retenir les

Digitized by Google

Serbes, dont l'enthousiasme aurait certainement gagné les Slaves autrichiens.

Le langage de l'empereur François-Joseph à notre ministre confirmait ces espérances. Il se félicitait de voir désormais hors de toute probabilité une lutte contre nous, qu'il n'envisageait qu'avec répugnance et remords!

Le traité d'alliance entre l'Angleterre, la France et la Turquie, publié sur ces entrefaites, avait été jugé à Vienne comme portant une atteinte bien plus grave à l'indépendance de la Turquie que les demandes du prince Menschikow.

On commençait à s'apercevoir que pour l'Angleterre il s'agissait beaucoup moins de défendre la Turquie que de nuire à la Russie par haine politique, et que pour l'empereur Napoléon il s'agissait avant tout de troubler l'Europe pour en remanier la carte.

Le cabinet de Vienne jugeait que l'existence de la Turquie était bien plus mise en danger par ses alliés d'Occident que par nous, et l'on parlait de prendre des gages en vue d'une dissolution possible de l'empire ottoman, en occupant la Bosnie et l'Herzegowine, non plus contre nous, mais contre les cours maritimes.

Enfin, la mission du duc Georges de Mecklembourg à Berlin ouvrait une nouvelle chance en témoignant de nos intentions pacifiques.

On doutait du succès de ses propositions. Les puissances occidentales étaient trop passionnées pour les accueillir. Mais elles trouvaient faveur à Berlin et

Digitized by Google

en Allemagne et agissaient sur Vienne par contre-coup.

Le comte de Buol seul conservait son attitude de méfiance et de roideur. Il craignait que du moment où nous aurions été assurés de la neutralité de l'Allemagne nous nous serions montrés moins scrupuleux en Serbie. Quant aux propositions du duc Georges, il y reconnaissait un terrain où l'on aurait pu se rencontrer, mais il insinuait que les puissances occidentales exigeraient probablement des garanties contre le retour d'une occupation des Principautés et pour la liberté du Danube et de la mer Noire.

On sait quelle part lui revient dans ces nouvelles exigences.

Du reste, les espérances qu'on avait conçues furent bientôt ébranlées par la signature du protocole du 9 avril.

Il avait été signé à notre insu. Lorsque le baron Meyendorf en demanda la communication, le comte de Buol répondit que cette communication nous serait faite après que le protocole aurait été envoyé aux autres cours.

Notre ministre releva vivement l'irrégularité de ce procédé.

« La Russie, lui dit-il, a 700,000 hommes sous les « armes; quand vous lui aurez fait la guerre et l'aurez « humiliée, elle n'en restera pas moins une nation de « 60 millions d'hommes, voisine de vos frontières. « Vous n'avez donc aucun intérêt à l'aigrir! »

Digitized by Google

Le comte de Buol répondit que ce protocole n'était pas comminatoire, qu'on ne voulait ni nous humilier, ni nous diminuer. Il récrimina sur ce que nous n'avions pas voulu entrer dans la conférence à Vienne, et sur ce que nous venions d'en proposer une à Berlin, par l'intermédiaire du duc Georges. « Vous n'avez pas « voulu, dit-il, nous donner les garanties que nous « demandions lors de la mission du comte Orlow. « Nous avons dû réserver notre liberté d'action, et « nous en usons ! »

Le baron Meyendorf chercha à obtenir quelques explications sur le sens attaché par le protocole à l'évacuation des Principautés, qui nous était posée comme condition absolue. Cette évacuation devait-elle avoir lieu *pendant* la guerre ou *après?*

Le comte de Buol refusa de se prononcer. Il était évident que sa tactique était de nous inquiéter sur l'attitude de l'Autriche sans rien faire pour nous rassurer. Il ménageait extrêmement l'Occident, quoique alarmé par la présence des alliés à Constantinople. C'est en vue des dangers prévus de ce côté qu'il avait fait insérer une clause sur l'intégrité de l'empire ottoman.

Ce protocole fit une profonde sensation. Le public y vit un nouveau pas vers une rupture avec nous, et cependant, chose étrange, la bourse de Vienne signala cette impression par une hausse, parce qu'on pensait que plus nous aurions d'ennemis, plus nous serions disposés à hâter la paix.

Digitized by Google

L'envoyé prussien témoignait son mécontentement de cet acte. Bien qu'à son avis, il n'impliquât pas l'engagement d'agir contre nous, il offrait néanmoins aux puissances occidentales un moyen de peser sur l'Allemagne pour la faire sortir de la neutralité.

On espérait du moins que la négociation poursuivie à Berlin remédierait à ces inconvénients.

Mais bientôt le traité du 20 avril les aggrava encore.

D'après les notions parvenues à notre ministre, le gouvernement autrichien avait proposé à Berlin un traité formel d'accession à l'alliance occidentale. Le général Hess crut donc avoir remporté une victoire en signant celui du 20 avril. Il espérait avoir arrêté le cabinet autrichien sur la pente de ses prédilections pour nos adversaires.

De son côté, le gouvernement prussien se flattait d'être resté maître de la position et en mesure de contenir l'Autriche. Le roi, fidèle à ses sentiments à notre égard, était décidé à ne rien exiger qui fût contraire à notre dignité. Son intention était de ne nous demander l'évacuation des Principautés qu'en nous offrant des concessions équivalentes de la part des puissances occidentales. Il travaillait dans ce sens auprès de l'Autriche, en s'appuyant sur l'Allemagne qui marcherait avec nous si nous acceptions la réciprocité. Seule, l'Autriche ne nous attaquerait certainement pas. Une fois retirés des Principautés, nous aurions été plus dangereux pour elle.

L'activité diplomatique qui se déploya en Allemagne

Digitized by Google

dans cette circonstance fut très-considérable. La conférence de Bamberg s'était prononcée. Le roi de Prusse avait envoyé à Vienne M. d'Alvensleben pour s'entendre sur la portée du traité du 20 avril.

Renfermé dans ces limites de réciprocité, il assurait à l'Allemagne une position forte, impartiale et digne. Elle prenait sa place naturelle, celle que sa situation centrale lui assignait pour ainsi dire géographiquement entre les puissances en guerre. Elle disait à l'une : Vous quitterez les Principautés; aux autres : Vous quitterez les eaux de la Turquie. La guerre cessait ainsi de fait, et les bases de la paix se trouvaient posées par les clauses du protocole du 9 avril, impliquant : intégrité de la Turquie, amélioration du sort des chrétiens, révision du traité de 1841.

Si l'Allemagne, unie sur ce terrain, s'y maintenait avec fermeté, soit par une forte attitude de neutralité armée, soit en se déclarant contre celle des deux parties belligérantes qui repousserait ces conditions, elle aurait dicté la paix à l'Europe.

Toutes ces démarches semblaient influer sur les déterminations du cabinet de Vienne. Il paraissait décidé à faire des concessions à la Prusse.

Ainsi il avait renoncé à prendre une attitude comminatoire en Galicie et en Transylvanie, avant d'avoir reçu notre réponse. Il était convenu avec la Prusse qu'on ne nous attaquerait pas tant que nous ne passerions pas les Balkans, et cette assurance transmise à Saint-Pétersbourg par le cabinet de Berlin nous laissait une

Digitized by Google

latitude suffisante pour attendre les alliés dans la plaine qui sépare le Danube des Balkans et livrer une bataille dont l'issue déciderait peut-être de la paix.

Enfin, l'empereur François-Joseph avait envoyé le baron de Hübner à Paris pour déclarer que l'Autriche resterait dans une attitude expectante, qu'elle veillerait à l'intégrité de l'empire ottoman que les alliés menaçaient autant que la Russie, en prenant à Constantinople une position qui détruisait la souveraineté du sultan.

Cette déclaration avait exaspéré le gouvernement français, et les camps qu'il avait établis sur la Manche et à Marseille, le premier de 100,000 hommes et le second de 50,000, acquéraient ainsi une signification aussi menaçante pour l'Allemagne et l'Italie que pour nous.

Cette situation s'était développée dans l'intervalle qui séparait le traité du 20 avril de la sommation qui devait nous être adressée et dont on discutait les termes.

Dans l'intervalle, des pourparlers secrets, dont nous n'avons pas la clef, ont dû se passer entre le cabinet de Vienne et les cours maritimes. Ils sont du moins attestés par les faits.

Vers la fin de mai, il s'opéra un mouvement de troupes de l'Autriche vers la Valachie.

Elle ne devait occuper cette province que sur l'invitation de la Porte et après un arrangement avec les puissances occidentales. Pour le moment il y avait une convention avec le gouvernement turc pour occuper la

Digitized by Google

haute Albanie contre les Grecs et les Monténégrins. C'était la France qui la première avait engagé l'Autriche à occuper *certains points* du territoire turc. Le but était évident. On voulait la lier davantage par cette complicité, et on lui accordait cette satisfaction d'amour-propre ou d'ambition pour la dégager de la pression de l'Allemagne. A Constantinople, il y avait accord complet sous ce rapport entre le représentant de l'Autriche et ceux des cours alliées. Sir Stratford Canning s'applaudissait hautement du progrès anti-russe à Vienne : « La Russie se trompe fort, aurait-il « dit, si elle croit que l'Autriche abandonnera cette « voie parce que les troupes russes évacuent la petite « Valachie ! »

Ainsi, le comte de Buol poursuivait à la fois une double négociation : l'une avec la Prusse et l'Allemagne, dans le sens d'une neutralité qui nous était favorable; l'autre avec l'Occident et la Porte, dans le sens d'une intervention qui nous était hostile.

Le poids des armements était lourd aux finances de l'Autriche. Elle les poursuivait cependant parallèlement avec ses allures politiques. Mais elle avait hâte d'une solution. Si elle avait pu compter sur la Prusse, elle n'aurait pas hésité dans l'espoir que nous aurions cédé sans coup férir devant une coalition de l'Europe. Le général Meyerhoffer avait été envoyé à Berlin pour négocier un concours armé de la Prusse à ses démonstrations militaires.

Mais le cabinet de Berlin se refusait à prendre une

Digitized by Google

pareille attitude. M. d'Alvensleben, qui discutait à Vienne les termes de la sommation, disait que si notre réponse assurait l'évacuation des Principautés à des conditions raisonnables, lors même qu'elles ne seraient pas acceptables par l'Occident, la Prusse considérait le but de la convention du 20 avril comme atteint et n'irait pas plus loin. Le comte de Buol craignait donc de s'engager seul dans une guerre contre nous, dont la seule idée faisait rougir tous les gens honnêtes et sensés en Autriche. Il devait d'autant plus hésiter devant cette extrémité que l'attitude militaire que nous commençions à prendre sur le Sereth lui avait fait comprendre que des mesures hostiles amèneraient non pas la paix, mais une guerre entre deux pays qui, jusqu'alors, n'avaient jamais brûlé une amorce l'un contre l'autre.

Cette situation se dénoua brusquement par la sommation qui nous fut adressée par le cabinet de Vienne sans attendre l'adhésion de la Prusse qui, cependant, était obligatoire d'après le traité du 20 avril.

Dans la note contenant cette sommation, le gouvernement autrichien exigeait que nous ne subordonnions pas l'évacuation à des conditions *qu'il ne dépendrait pas de lui d'obtenir*. C'est-à-dire qu'il excluait la *réciprocité* dont le principe avait été convenu.

Le projet primitif de la convention du 20 avril, tel qu'il avait été envoyé de Vienne à Berlin, contenait en effet une clause qui écartait la réciprocité. Le cabinet de Berlin avait rejeté cette clause. Mais il l'avait laissée

Digitized by Google

subsister dans le projet de note accompagnant la convention.

Le comte de Buol avait profité de cette inconséquence. Il avait rédigé sa note d'après les termes du projet primitif et s'était hâté de l'envoyer à Saint-Pétersbourg après en avoir donné lecture à M. d'Alvensleben, sans attendre que le cabinet de Berlin y eût adhéré.

Notre ministre pensait que la Prusse se maintiendrait sur le terrain de la réciprocité, et que si notre réponse, en adhérant aux quatre principes du protocole du 9 avril, stipulait des concessions raisonnables de la part des puissances maritimes, le cabinet de Berlin se déclarerait satisfait.

L'Autriche aspirait à la paix à tout prix, parce que ses armements l'écrasaient et qu'elle redoutait une occupation prolongée de la Turquie par les alliés, qui amènerait un dénoûment à leur profit exclusif.

Elle se verrait donc obligée ou de revenir à la ligne de conduite adoptée par la Prusse et l'Allemagne en vue de négociations pacifiques, ou bien de se joindre à l'Occident pour nous faire la guerre, mais en se séparant alors du reste de la Confédération.

Pour avoir la clef de ces marches et contre-marches de la politique autrichienne, il faut en revenir au programme de M. de Bourqueney que nous avons cité plus haut.

Il avait annoncé un concours actif de l'Autriche dans six à huit semaines, lorsque les alliés seraient en mesure de l'appuyer. C'était au mois de mars.

Digitized by Google

La sommation autrichienne est du 3 juin. La date était donc précise. Les conditions prédites par M. de Bourqueney se réalisaient avec la même exactitude. Le cabinet de Vienne achevait ses préparatifs; au 1er juillet, c'est-à-dire vers le temps où parviendrait notre réponse, il aurait 182,000 hommes, 36,000 chevaux et 376 canons à mettre contre nous.

De leur côté, les alliés s'efforçaient d'entrer en ligne. 35,000 hommes étaient déjà réunis à Varna. Les retards inattendus provenaient de la négligence des Turcs, qui, malgré leurs promesses, n'avaient préparé aucun approvisionnement. Les alliés décimés par le choléra, dans un pays ruiné, rencontraient d'énormes difficultés.

Toutefois, en présence d'une coïncidence de date et de faits aussi précise, il est impossible de ne pas admettre la préméditation.

Le comte de Buol jugeait le moment venu de démasquer les mouvements qui devaient nous *herausmanövriren* hors des Principautés, d'éloigner la guerre du Danube et de rester maître de l'objet du litige en laissant les belligérants s'épuiser dans une lutte difficile où l'Autriche n'avait rien à perdre et beaucoup à gagner.

Cet homme d'État dépassait le but tracé par la sagesse du prince de Metternich. Celui-ci avait dit : L'intérêt de l'Autriche dans cette crise est de jeter des bâtons dans les roues de tout le monde, afin que per-

Digitized by Google

sonne ne profite d'une guerre qui épuisera les vainqueurs et les vaincus. Le comte de Buol trouvait plus habile d'atteindre ce même résultat en faisant tomber entre les mains de l'Autriche tous les profits de la guerre!

Le cabinet de Vienne attendait avec anxiété notre réponse à sa sommation. Il s'efforçait d'obtenir notre consentement à l'évacuation des Principautés par toutes sortes de promesses et d'assurances.

Dans une conversation qu'il eut avec notre ministre, le général Hess exprima le regret qu'il éprouvait de devoir agir contre nous. Il assura qu'aussitôt que nous aurions évacué, l'empereur François-Joseph s'entremettrait activement en faveur de la paix. Le comte de Buol lui-même reconnaissait que l'*Autriche n'aurait plus rien à nous demander*. Il déclarerait aux alliés qu'ils ne devaient pas forcer la Russie à une paix humiliante, mais consentir à des conditions que l'Autriche jugerait équitables.

Le général Hess donnait *sa parole d'honneur* qu'aucun engagement avec l'Occident n'impliquait une coopération active de l'Autriche à la lutte, bien que, disait-il, le comte de Buol fût l'âme damnée de la France. Il déclarait que l'évacuation, pour être satisfaisante, devrait être complète et ne pas se borner à la petite Valachie, mais il reconnaissait qu'en l'effectuant nous avions droit de compter sur une cessation immédiate des hostilités. Toutefois, il ajoutait que malgré cela, et en dépit de ses finances obérées, l'Au-

Digitized by Google

triche devait garder 400,000 hommes sous les armes jusqu'à la paix.

La résolution que le cabinet impérial prit sur ces entrefaites de lever le siége de Silistrie et d'opérer la retraite de nos troupes mit le gouvernement autrichien dans un grand embarras. L'empereur Nicolas avait donné à notre ministre à Vienne l'ordre de prévenir le gouvernement autrichien de cette mesure, non comme d'une concession à ses vœux et à ceux de l'Allemagne, mais comme d'un mouvement stratégique spontané.

C'était mettre notre dignité à couvert, mais en manquant le but politique.

Informé de cette résolution et impressionné par son caractère stratégique, le comte de Buol ne savait à quoi se résoudre.

Occuper les Principautés avant notre réponse, c'eût été une provocation gratuite; laisser ces provinces à elles-mêmes, c'était risquer ou d'y voir éclater l'anarchie, ou d'y être devancé par les Turcs et leurs alliés, et manquer par conséquent son but essentiel qui était de se saisir de ce gage et d'éloigner ainsi la guerre des frontières de l'Allemagne.

Ce qui accrut ses embarras, ce fut l'attitude ferme de la Prusse.

Cette puissance venait de réaliser la moitié de l'emprunt de 30 millions de thalers voté par les chambres. Mais elle résistait à toutes les tentatives de l'Autriche

Digitized by Google

pour l'engager à s'associer à ses démonstrations militaires.

Ce qu'elle voulait, c'était la paix; ce qu'elle craignait par-dessus tout, c'était un conflit entre nos troupes et celles de l'Autriche, qui pouvait entraîner l'Allemagne dans la lutte malgré elle.

Elle déclara nettement au cabinet de Vienne que s'il occupait la Valachie avant d'avoir reçu notre réponse à la sommation, la Prusse considérerait la convention du 20 avril comme ayant cessé d'exister.

Cette déclaration était dictée par une intention correcte. Mais il eût peut-être mieux convenu à nos intérêts que le cabinet de Berlin laissât l'Autriche entrer dans les Principautés et qu'elle en profitât pour se délier des engagements du 20 avril.

Quoi qu'il en soit, le comte de Buol avait signé avec la Porte le 2-14 juin une convention relative à l'occupation de quelques parties de l'empire ottoman. Cette éventualité, restreinte d'abord à la haute Albanie, en vue des troubles sur la frontière grecque, avait été étendue à l'Herzégowine et aux Principautés. L'époque où l'occupation devait avoir lieu n'était pas indiquée. Il était dit que l'Autriche épuiserait auparavant les négociations et démonstrations propres à amener notre retraite. On maintenait l'ordre de choses garanti à ces provinces par les priviléges octroyés par la Porte, et l'on ajoutait que l'Autriche n'entrerait dans aucune négociation avec nous autrement que sur la base de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie.

Digitized by Google

Néanmoins, le comte de Buol recula devant la menace de la Prusse; il mit une lenteur calculée à ratifier la convention avec la Turquie, afin de ne se compromettre prématurément d'aucun côté, et ajourna l'occupation jusqu'à la réception de notre réponse.

Lorsque cette réponse arriva, l'empereur François-Joseph l'accueillit même assez bien. Elle était portée par le prince Gortchakow, que l'empereur Nicolas venait d'appeler au poste de son représentant à Vienne, en remplacement du baron de Meyendorf.

L'empereur François-Joseph l'assura qu'il désirait s'entendre avec nous, que nos propositions seraient appuyées à Londres et à Paris, et enfin qu'il révoquerait l'ordre donné aux troupes autrichiennes d'entrer dans les Principautés tant que les nôtres y seraient.

La Prusse, en effet, s'était déclarée satisfaite de notre réponse. Le roi était décidé à l'appuyer à Londres et à Paris, afin de soustraire les négociations aux passions personnelles du comte de Buol et de M. de Bourqueney.

La situation restait donc en suspens.

De son côté, le comte de Buol niait la portée de cette résolution, puisque nous l'avions prise comme une mesure stratégique et non comme satisfaction aux intérêts de l'Allemagne. Il avait néanmoins consenti, par égard pour la Prusse, à expédier à Londres des dépêches appuyant nos propositions. Mais il comptait sur un refus des puissances occidentales, sous la pression desquelles il paraissait complétement rentré, et il

Digitized by Google

parlait hautement d'entrer en Valachie dans quinze jours.

La Prusse nous recommandait expressément d'éviter tout conflit et de laisser, en cas de rupture, l'initiative des hostilités à l'Autriche. Cette considération lui paraissait essentielle pour l'effet moral en Allemagne.

On voit combien l'état de choses était tendu.

Notre agent militaire à Vienne nous en signalait la gravité.

L'Autriche, disait-il, se tenait prête pour le mois d'août afin d'agir selon l'issue des négociations actuelles. On s'attendait à une réponse évasive de Londres et de Paris. Il était peu probable que ces deux cours rétrogradassent au moment où leurs troupes étaient prêtes à passer le Danube à la suite des Turcs, et où une brigade française s'embarquait à Calais pour la Baltique. Que ferait l'Autriche? Elle n'avait que le choix entre éluder sa convention avec la Porte, ou bien entrer immédiatement dans les Principautés. Ce dernier parti était le plus probable, quoiqu'elle hésitât à franchir l'abîme entre la démonstration et l'action. Elle eût voulu temporiser, mais déjà les Turcs avaient passé le Danube à Giurgiewo et attaqué notre arrière-garde. Une irruption des alliés en Valachie était imminente. Elle ne voulait pas se laisser devancer. Si nous étions battus, elle se serait débarrassée de nous sans coup férir. Si nous avions des succès, alors la pression de l'Occident serait d'autant plus forte à Vienne pour amener une participation

Digitized by Google

active de l'Autriche. Cette puissance concentrait en Bukowine et en Gallicie des forces qui rendaient notre situation très-critique. Il semblait donc préférable de nous retirer complétement des Principautés, au moins temporairement. L'Autriche serait forcée de se déclarer satisfaite. Nous resterions sur la défensive vis-à-vis d'elle, en nous bornant à paralyser les alliés dans leurs projets au Caucase et en Crimée.

De son côté, le commandant en chef de notre armée d'opérations était alarmé des complications que la politique pouvait amener dans notre situation militaire. Il mandait au prince Gortchakow à Vienne que sa position ne serait pas tenable si les Autrichiens débouchaient en Valachie. Notre ministre lui répondait : « Diplomatiquement, nous avons l'Autriche sur les « bras, à moins d'une évacuation complète ; soit que « nous obtenions des conditions de retraite honorable, « soit qu'on nous les refuse, vous ne pouvez en aucun « cas rester dans une position que vous déclarez inte- « nable ! »

Chez nous les perplexités n'étaient pas moins grandes. Politiquement, le cabinet impérial s'était pénétré, d'après tous les rapports de ses agents, de la nécessité de désarmer l'Allemagne en la désintéressant, sous peine d'avoir en face de nous une coalition de toute l'Europe. Mais, militairement, l'empereur Nicolas prévoyait aussi le caractère désavantageux pour nous que prendrait la lutte le jour où, renonçant à notre position stratégique dans les Principautés, nous serions

Digitized by Google

réduits à une défensive onéreuse, en nous bornant à attendre les coups qu'il plairait à nos adversaires de nous porter sans pouvoir les leur rendre.

Indépendamment de ces considérations, l'empereur Nicolas répugnait à cette retraite devant les menaces de l'Autriche. L'indignation l'emportait sur la prudence, et jusqu'au dernier moment, même après la rentrée de nos troupes sur notre territoire, il voulait conserver des têtes de pont de l'autre côté du Pruth, pour maintenir le caractère purement stratégique et temporaire de notre évacuation.

Ces scrupules étaient certes justifiés par les sentiments que devait nous faire éprouver la conduite de l'Autriche.

Néanmoins, ils ont été blâmés au point de vue politique et militaire.

Une fois que nous reconnaissions la nécessité de désintéresser l'Allemagne, il fallait le faire franchement, en faisant même sonner bien haut cette déférence à ses vœux.

C'était le seul moyen de recueillir les fruits de ce sacrifice en enlevant tout prétexte aux machinations du comte de Buol.

Stratégiquement, il fallait prendre notre parti sans hésitation. Puisque la perte de notre position militaire agressive dans les Principautés nous réduisait à la défensive, il fallait diriger tous nos efforts sur les points menacés par les alliés et nommément sur la Crimée.

Digitized by Google

En retirant toutes nos troupes des frontières de l'Autriche pour les porter en Crimée, nous faisions disparaître toute cause de conflit possible entre cette puissance et nous. Pouvions-nous croire que le cabinet de Vienne oserait jamais se porter à un acte d'agression contre nous, alors que nous désarmions devant elle? L'Allemagne tout entière se serait soulevée contre cette attaque.

D'ailleurs, le comte de Buol ne se souciait nullement de nous faire la guerre. Il en avait grand'peur. L'opinion en Autriche, dans l'armée, en Hongrie, dans les pays slaves, en Serbie, ne lui permettait pas d'y songer. Toute sa tactique consistait en des mesures politico-stratégiques, destinées à nous paralyser en nous inquiétant. Nous aurions déjoué ces manœuvres en témoignant une entière confiance.

Lors même que l'Autriche eût osé occuper quelques parties de notre territoire, le moment serait venu plus tard de régler nos comptes.

En attendant, si nous avions porté toutes nos forces en Crimée nous aurions été en mesure de donner aux alliés une leçon terrible qui aurait influé sur les dispositions du cabinet de Vienne bien plus efficacement que des démonstrations inutiles et nuisibles, puisqu'elles nous affaiblissaient.

Des militaires compétents étaient donc d'avis d'envoyer immédiatement en Crimée toute notre armée du Danube. Le prince Michel Gortchakow avait compris cette nécessité lorsqu'il se décida, avant d'en avoir

Digitized by Google

reçu l'ordre, à faire marcher le corps du général Dannenberg sur Sévastopol, au risque de s'affaiblir lui-même. L'arrivée de ce corps amena la bataille d'Inkermann dont l'issue malheureuse tint à des circonstances exceptionnelles et dont le succès aurait eu une immense importance. La victoire n'eût pas été douteuse si, au lieu d'un seul corps, toute l'armée du Danube avait marché.

Mais il y eut chez nous un moment d'indécision et du temps perdu.

La décision de ces importantes questions militaires et des conséquences qui en seraient résultées sur les événements de la guerre ne nous appartient pas.

Nous nous bornons à les signaler, et nous revenons à la situation politique.

Elle ressort des premières dépêches du prince Alexandre Gortchakow.

Ce ministre était arrivé à Vienne en présence d'une situation excessivement tendue.

Le tableau que nous venons de tracer en indique suffisamment le caractère.

Non-seulement il résultait des dépêches du baron de Meyendorf et du comte Stackelberg, mais aussi de l'impression que le prince laissait à Saint-Pétersbourg.

En le congédiant, l'empereur Nicolas lui avait dit : « Je place entre vos mains mon honneur et celui de la « Russie. J'ai confiance en vous, mais je n'espère rien « de vos efforts et je m'attends à vous voir revenir

Digitized by Google

« avant un mois avec la nouvelle de notre rupture « avec l'Autriche. »

En passant par Varsovie, notre ministre avait vu le général Rüdiger qui l'avait supplié de traîner les choses au moins pendant un mois, pour nous donner le temps de nous préparer. Car rien n'était prêt de ce côté, et le général Rüdiger qui venait d'inspecter nos forteresses les avait trouvées dépourvues de tout.

Les détails de la première entrevue du prince Gortchakow avec l'empereur François-Joseph et son ministre doivent être lus textuellement.

Il nous mandait qu'en recevant notre réponse à sa sommation, la première idée du comte de Buol avait été de la soumettre à une conférence où nous n'aurions eu pour nous que le vote de la Prusse. Le cabinet de Berlin s'y opposa; il voulait, nous l'avons dit, soustraire la négociation à l'influence passionnée du comte de Buol et M. de Bourqueney.

Le comte de Manteuffel fut envoyé à Vienne; il trouva le chef du cabinet autrichien plus roide que jamais. « Les Principautés, disait-il, ne sont pas « évacuées ; la Russie n'a rien concédé. »

M. de Bourqueney déclarait de son côté que si la Prusse refusait des conférences, on se réunirait à trois.

Les envoyés prussiens, stimulés par notre ministre, tinrent bon et refusèrent la conférence.

L'empereur François-Joseph se rangea du même avis. Le comte de Buol dut céder.

Digitized by Google

Il eût été préférable pour nous que la Prusse, exclue de la conférence, rompît le traité du 20 avril; mais l'expérience avait démontré que le roi répugnait aux résolutions énergiques.

Le prince Gortchakow désirait sortir de cette tension dans nos rapports, rouvrir la voie des relations personnelles, se faire écouter et répondre.

Jusqu'ici, il n'avait été que le porteur de propositions. Il espérait qu'une fois les réponses arrivées de Londres et de Paris, on discuterait avec lui. En attendant, il résolut de déblayer le terrain pour l'établissement de meilleures relations.

On ignorait le sens des instructions données au représentant de l'Autriche à Londres. Mais notre ministre avait appris indirectement que le comte de Buol, fidèle à son machiavélisme politique, avait signalé l'omission par nous de la quatrième base du protocole du 9 avril, c'est-à-dire la demande de garanties pour l'équilibre européen. Il était essentiel de s'entendre à ce sujet. Quelles étaient ces garanties?

Le prince Gortchakow interpella le comte de Buol. Sa réponse embrouillée prouva qu'il n'avait pas d'opinion arrêtée. Il était soufflé par M. de Bourqueney qui savait fort bien ce qu'il faisait.

Le comte de Buol se renfermait dans des arguties diplomatiques. Notre ministre chercha à sortir de ce terrain étroit. Il en résulta l'entretien suivant :

Le prince Gortchakow. — « On a dit que l'Autriche,

Digitized by Google

s'étant fait une ennemie irréconciliable de la Russie, n'avait plus de salut que dans l'Occident. »

Le comte de Buol. — « Je le nie. »

Le prince Gortchakow. — « Je fais plus, je combats cette assertion. Il n'y a entre nous que des malentendus. Nos souverains conservent les mêmes sentiments réciproques que par le passé ; les intérêts permanents des deux pays restent identiques. Plaçons-nous sur ce terrain, car un pas de plus, et nous avons la guerre. »

Le comte de Buol (effrayé). — « Jamais nous ne vous attaquerons. »

Le prince Gortchakow. — « Mais si vous entrez dans les Principautés et que vous sommiez notre commandant de vous céder la place et qu'il refuse, n'est-ce pas la guerre? »

Le comte de Buol. — « Non! Nous vous forcerions à évacuer un territoire que vous violez et où nous serions autorisés par la Porte. Nous nous arrêterions devant vos frontières. Si vous nous attaquez, vous aurez contre vous toute la Confédération germanique qui vient d'adhérer à la convention du 8 avril. »

Le prince Gortchakow. — « C'est une distinction puérile. Dès qu'il y a des coups de fusil, c'est la guerre, une guerre fratricide, la première entre nous, car celle de 1809 n'a été qu'une comédie ! Quant à la Diète, elle n'admettra pas votre interprétation. La confédération est un pacte défensif. Pour évoquer ses forces, il faut être attaqués; or vous seriez les agresseurs. »

Digitized by Google

Le comte de Buol. — « Le cas est exceptionnel. Je ne l'ai pas caché à la Diète. Elle sait qu'elle a fait un marché onéreux, mais elle l'a accepté. »

Le prince Gortchakow. — « Nous avons tout fait par nos concessions en vue d'une entente honorable. Je sais que vous ne pouvez vouloir la guerre. Mais croyez-moi, vous y marchez sans le savoir, aussi sûrement que je suis devant vous. Si nous réglons nos différends et que vous soyez attaqués par l'Occident en Italie vous aurez avec vous toute l'Allemagne et le concours de nos forces. Vous n'aurez donc rien à craindre et vous aurez conservé une alliance consacrée par quarante ans de paix. Si au contraire vous vous joignez à nos ennemis, admettons que la Russie soit forcée à une paix désavantageuse, vous aurez derrière vous un ancien ami animé d'un juste ressentiment, 60 millions d'hommes ulcérés prêts à se lever à la volonté d'un seul. Il vous faudra pourtant coexister avec lui, car vous n'effacerez pas la Russie de la carte. Vous devrez donc rester l'arme au bras en permanence; le pouvez-vous? »

Le comte de Buol. — « Laissons là la guerre et parlons de la paix que je désire et espère. J'y travaillerai sincèrement. Croyez-vous que le reproche d'une lâche ingratitude ne me pèse pas? Laissez-moi faire. La Prusse vous dessert par sa versatilité qui lui fait perdre toute confiance. Elle ne peut rien ni à Paris ni à Londres. J'agis autrement. Eloignées de vous, renfermées dans une entente collective, l'Angleterre

Digitized by Google

et la France comptent sur mes principes. J'en profiterai. Au dernier moment je trouverai le mot qui arrêtera des exigences exagérées. Pour cela, je dois éviter même l'apparence d'une entente avec vous. Voilà pourquoi je ne vous ai pas fait part de nos instructions à Londres. Elles expliquent les garanties mentionnées dans le protocole du 9 avril. J'espère qu'il n'y aura pas de refus, mais une conversation amicale. Sinon nous vous transmettrons la réponse *sans nous y associer*. Mais un seul point touche l'honneur de l'empereur : il nous faut l'évacuation, peut-être même à terme fixe. »

Le prince Gortchakow. — « Ce sera un moment décisif. Nous avons promis d'évacuer ; le principe vous reste acquis. Pour l'exécution, j'en appellerai au sentiment d'honneur de votre souverain. »

Le comte de Buol. — « Ajournons jusqu'à votre réponse. Nous trouverons, je l'espère, un biais pour concilier l'honneur des deux souverains et les intérêts des deux pays. »

Nous ne multiplierons pas ces citations. Celle-ci suffit pour constater la franchise de notre langage en même temps que les subtilités où se complaisait la politique autrichienne, soit pour cacher ses vues secrètes, soit par suite du goût naturel du chef du cabinet pour les voies ténébreuses et détournées.

En attendant la réponse des cours occidentales à nos propositions, la Prusse s'en était déclarée satisfaite. L'Allemagne partageait ce sentiment. Elle rejetait

Digitized by Google

l'interprétation forcée que le comte de Buol prétendait donner à l'adhésion de la Diète au traité d'avril.

Le cabinet de Vienne, qui avait renoncé à entrer dans les Principautés tant que nous y serions, avait encore d'autres motifs d'hésitation. Les alliés s'étaient en effet réservé la faculté de s'y mouvoir librement malgré la présence des troupes autrichiennes. En outre, notre changement de front en Moldavie, qui menaçait l'Autriche, l'obligeait à se concentrer en Bukowine. Le langage ferme du prince Gortchakow avait fait tomber l'illusion dont le comte de Buol s'était flatté qu'une attitude comminatoire n'amènerait pas la guerre. L'entrée en Valachie était devenue impossible. Si l'occupation avait lieu, ce ne pouvait être qu'en Moldavie. Mais la Prusse déclarait de son côté que si l'Autriche nous attaquait après nos offres conciliantes, elle considérerait l'alliance du 20 avril comme dissoute.

Ce fut sur ces entrefaites qu'arriva la nouvelle télégraphique de notre évacuation complète des Principautés.

L'ordre de l'empereur au prince Gortchakow était positif. Il devait l'annoncer comme une mesure stratégique.

Cette nouvelle avait été accueillie à Vienne avec la joie la plus vive.

On assura au prince Gortchakow qu'on ferait entrer quelques troupes dans les Principautés pour y maintenir l'ordre, mais que ces troupes n'entreraient

Digitized by Google

qu'après le départ des nôtres, après un accord entre les généraux en chef, avec notre consentement et dans les formes les plus courtoises. Les troupes qui avaient été mandées d'Italie reçurent immédiatement contre-ordre. Le général Hess alla diriger l'occupation. Dans un entretien avec notre ministre, il lui dit qu'il partait le cœur saignant, lié par le devoir; que son souverain avait fait choix de lui à cause de son attachement pour nous, et qu'il espérait que nos relations se rétabliraient.

Toutefois l'empereur Nicolas déclina catégoriquement ces insinuations qui ne pouvaient inspirer aucune confiance. Il prescrivit au prince Gortchakow de répéter que l'évacuation était un acte de sa propre volonté, et de repousser toute espèce de communication sur ce sujet.

Cette défiance n'était que trop justifiée. Dès le lendemain du jour où il avait parlé d'*accord* avec nous, le comte de Buol déclarait qu'on entrerait dans les Principautés malgré nous. Les mesures militaires contremandées avec fracas se réduisaient au fond à rien. L'Autriche gardait 250,000 hommes sous les armes; elle se joignait à l'Occident pour exiger de nouvelles garanties. Malheureusement la Prusse, déjà à bout de fermeté, se mettant en contradiction avec ses précédentes déclarations, venait de s'associer à ces demandes. Le cabinet de Vienne, fier de ses *succès*, persuadé que c'était à lui qu'on devait la levée du siége de Silistrie et l'évacuation des Principautés, disait

Digitized by Google

insolemment que nous céderions encore à ses démonstrations!

Voici comment le prince Gortchakow rend compte de ces nouveaux incidents :

Le comte de Buol avait reçu des notes à peu près identiques de Londres et de Paris en réponse à nos propositions. Il évita d'en donner lecture à notre ministre et les transmit à Saint-Pétersbourg, en se bornant à lui en faire connaître sommairement le contenu.

Ces pièces contenaient les garanties réclamées par les cours occidentales. Elles étaient calculées de manière à satisfaire toutes les convoitises de l'Autriche en masquant les exigences des puissances maritimes.

M. de Bourqueney, qui, en apprenant notre évacuation, s'était écrié : « C'est le naufrage de nos plus « belles espérances », avait bientôt retrouvé son assurance habituelle. Lui et lord Westmoreland s'étaient hâtés de transmettre les notes identiques afin d'enlacer le ministre autrichien dans le réseau des notes et protocoles diplomatiques où il plaçait tout le génie de l'homme d'État.

Le comte de Buol s'était laissé prendre à l'illusion d'arriver à son but, c'est-à-dire de donner son nom à des avantages imaginaires dont il doterait l'Autriche sans risquer la guerre qu'il redoutait plus que personne, mais par une simple pression exercée en commun avec nos adversaires!

Ainsi échouaient les espérances conçues par le cabinet impérial.

Digitized by Google

Nous pouvions croire qu'après notre détermination spontanée de satisfaire aux désirs et aux intérêts de l'Allemagne, l'Autriche rentrerait enfin dans la voie d'une politique rationnelle. Les paroles de l'empereur François-Joseph, la joie qu'il avait manifestée en apprenant notre retraite, les mesures militaires qu'il avait contremandées, autorisaient cette illusion. Dès sa première entrevue avec le prince Gortchakow, il lui avait donné des assurances les plus amicales. Il les lui fit réitérer en partant pour Ischl où l'appelait la mort du roi de Saxe, en le priant de transmettre à l'empereur Nicolas la satisfaction qu'il éprouvait de ce premier pas et l'espoir que la suite lui rendrait prochainement la jouissance d'une ancienne et précieuse intimité.

Ces protestations se trouvaient en définitive n'être que des phrases.

Il était évident que le comte de Buol cherchait à se servir de notre évacuation pour resserrer les liens de l'Autriche avec les cours occidentales. Il persévérait dans son système de ne voir dans nos bons procédés qu'un moyen de nous amener d'une concession à l'autre sans même désigner les limites où s'arrêteraient ses exigences!

Actuellement même il paraissait compter aveuglément sur notre acceptation, et c'est en opposant cette confiance aux doutes qui surgissaient dans l'esprit de son souverain qu'il entretenait chez lui l'espoir d'un prompt rétablissement de nos relations intimes!

M. d'Alvensleben, qui s'était rendu à Ischl, trouva

Digitized by Google

l'empereur François-Joseph plein d'illusions, de joie de notre évacuation, d'espoir que nous accepterions les quatre propositions.

Il était temps de mettre un terme à ce système.

En attendant les déterminations du cabinet impérial, le prince Gortchakow gardait un silence qui inquiétait vivement le comte de Buol. Ce ministre cherchait à se donner de l'assurance par le langage belliqueux de la presse officielle, mais au fond il était très-anxieux.

Il avait espéré renouer les relations à propos de notre retraite des Principautés et de l'occupation *courtoise* du général Hess. Celui-ci devait se mettre en correspondance avec le commandant en chef de nos troupes, afin de régler ses mouvements sur les nôtres. Mais notre silence menaçant avait détruit cet espoir.

Dans un entretien que le prince Gortchakow eut avec lui, le comte de Buol appuyait sur le caractère *stratégique* de notre retraite. Il demanda l'explication de ce mot. Notre ministre répondit qu'il signifiait une simple mesure militaire. « Mais alors », dit le comte de Buol, « cette mesure pourrait également être dirigée « contre nous! » — « Sans doute », répliqua notre ministre, « il dépendra de votre conduite que nous y « attachions ce sens. »

Le prince Gortchakow avait également fait observer que l'entrée des troupes autrichiennes dans les Principautés paralysait l'action de notre armée et assurait à nos adversaires un avantage immense : une fois sans

Digitized by Google

inquiétudes de ce côté, ils pouvaient porter toutes leurs forces sur tel point de notre territoire qu'ils voudraient menacer; que dès lors l'Autriche n'étant pas puissance belligérante, il était juste qu'en retour du bénéfice qu'elle apportait à nos adversaires, elle stipulât qu'ils ne quitteraient pas leurs positions actuelles. « Il ne « nous appartient pas », répondit le comte de Buol, « de tracer aux alliés leur plan de campagne. »

Telles étaient nos relations. Cependant les représentants allemands à Vienne s'en montraient effrayés. Ils avaient ordre de se rapprocher de nous. Le thème du prince Gortchakow, dans ses entretiens avec eux, était que nous avions satisfait aux intérêts allemands, qu'en conséquence la Confédération n'avait plus rien à voir avec l'hostilité qu'on nous témoignait et devait se rallier à la Prusse.

Notre ministre avait développé ces vues dans une lettre pressante adressée au baron Budberg, à Berlin, et qui avait été placée sous les yeux du roi.

Malheureusement la Prusse venait de donner une nouvelle preuve d'hésitation en adhérant aux quatre points des propositions occidentales, et cet acte de faiblesse avait fourni au comte de Buol un moyen d'entretenir l'aveuglement de l'empereur François-Joseph.

Il est remarquable que ses illusions furent également confirmées par son représentant et celui de la Prusse à Saint-Pétersbourg. Tous deux avaient annoncé que nous accepterions.

Digitized by Google

Mais tous les rapports de nos agents tendaient à nous détourner d'une acceptation.

Le comte Stackelberg nous mandait que l'Allemagne n'était ni disposée à la guerre, ni prête à la faire. L'Autriche reculerait devant une banqueroute et des révolutions probables en Italie et en Hongrie. Il fallait donc tenir ferme et nous défendre chez nous, avec l'espoir que des complications ne tarderaient pas à nous venir en aide.

Le prince Gortchakow pensait que nous devions nous en tenir aux bases du protocole du 9 avril que nous avions acceptés et dont la Prusse s'était déclarée satisfaite. Une pareille réponse paralyserait la défection du cabinet de Berlin et les efforts du comte de Buol pour l'entraîner.

Enfin, une dépêche insolente de M. Drouyn de l'Huys et un article du *Moniteur* avaient donné aux bases occidentales une interprétation qui les rendait inadmissibles puisqu'elle impliquait *une limitation de nos forces maritimes dans la mer Noire.*

Les nouvelles qui parvenaient du théâtre de la guerre n'étaient d'ailleurs pas à l'avantage de nos adversaires.

Ils avaient trouvé à Varna un pays dévasté et aucun approvisionnement. Ils n'avaient aucun moyen d'avancer faute de transports. Les Bulgares brisaient les roues de leurs chariots et blessaient leurs bœufs pour n'avoir pas à servir nos ennemis. La levée du siége de Silistrie avait été pour eux un immense soulagement. Le

Digitized by Google

choléra régnait dans la Dobrutcha, une expédition tentée par les alliés de ce côté, avait abouti à un désastre. L'armée française était découragée, elle avait le sentiment d'être entraînée par les Anglais. Le maréchal Saint-Arnaud projetait une descente en Crimée avec 50,000 hommes. C'était une tentative désespérée, un va tout dont l'armée se défiait. On n'attendait pour s'y décider que de connaître notre réponse aux contre-propositions de l'Occident de peur qu'un armistice ne vînt interrompre les opérations militaires.

Ce fut dans cette situation que la réponse du cabinet impérial parvint à Vienne.

Elle était polie, mais ferme, et impliquait un refus péremptoire.

L'effet en fut d'autant plus grand qu'on s'était bercé de l'espoir contraire.

Le roi de Prusse la jugea avec équité et se chargea de l'appuyer à Vienne.

Le comte de Buol fut tout décontenancé. L'empereur François-Joseph le traita sévèrement. Sa Majesté ne voulait pas de rupture avec nous. Elle ordonna à son ministre de chercher un moyen de sortir de cette impasse.

On s'éloignait visiblement à Vienne des occidentaux, on déclarait que les quatre propositions étaient le maximum des exigences de l'Autriche.

Le comte de Buol espérait le concours du cabinet de Berlin pour renouer les négociations.

Lorsque le prince Gortchakow se rendit chez le

Digitized by Google

ministre autrichien avec notre réponse, celui-ci lui dit qu'on s'était mépris chez nous sur les quatre propositions.

Elles étaient un résultat de laborieuses négociations destinées à réduire les exigences exagérées des alliés, et le cabinet de Vienne n'avait pu les obtenir qu'en les acceptant pour sa part.

Le lendemain eurent lieu des entrevues très-vives avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre. Le prince Gortchakow qui attendait son tour d'audience vit sortir le premier pâle de colère, le second impassible.

Le comte de Buol paraissait consterné.

« L'empereur, dit-il, éprouve une vive douleur d'être déçu non-seulement dans son espoir de la paix, mais encore du rétablissement de ses anciennes relations avec la Russie. Les quatre propositions n'étaient que des bases de discussion. Chacun les aurait interprétées; l'Autriche y aurait rattaché le sens le plus favorable à vos intérêts. L'essentiel était de réunir les adversaires autour de *cette* table, où vous auriez trouvé des amis. Vous auriez pu amener un grand résultat en mettant en évidence, l'*extravagance* des alliés et *notre* dissidence avec eux. »

Le prince Gortchakow. — « Nous n'avons pas besoin d'approfondir les vues des alliés. Le discours de lord J. Russell au Parlement, la dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. de Bourqueney sont assez clairs.

« Dans notre première entrevue, vous m'avez dit :

Digitized by Google

Je me tiens loin de vous pour mieux vous servir. Qu'en est-il résulté ? Les notes du 8 août que vous avez signées avec nos adversaires, et une communication impérieuse à Saint-Pétersbourg faisant prévoir de nouvelles exigences ! Enfin, le transfert de l'Autriche avec armes et bagages dans le camp ennemi ! Sommes-nous des enfants pour qu'en nous battant on nous dise : c'est pour votre bien !

« Vous m'avez montré les quatre points, m'avez-vous dit que vous vous les étiez appropriés par écrit ? Je vous aurais arrêté ! »

Le comte de Buol. — « Si nous avons péché par la forme, nous vous en faisons nos excuses. N'y a-t-il pas moyen de s'entendre ? Vous ne parlez pas des Principautés. «

Le prince Gortchakow. — « Vous m'avez déjà mis dans une position intolérable en me donnant l'assurance d'un accord pour l'évacuation. Aujourd'hui, notre dépêche vous dit que nous nous massons derrière le Pruth, voilà tout !

Le comte de Buol. — Le général Hess ne pourrait-il pas écrire au prince Michel Gortchakow ? »

Le prince Gortchakow. — « C'est inutile. Hess n'entrera en Moldavie que quand nous en serons partis. Si les Turcs s'approchent trop, nous nous retournerons et les battrons. »

Le comte de Buol. — « Vous ferez bien. Mais l'empereur tient à cette lettre pour renouer nos relations. Il compte aussi sur Berlin. Du reste, votre réponse ne

Digitized by Google

change pas nos positions. Il ne peut pas être question de guerre entre nous, si vous ne nous attaquez pas. Je l'ai dit aux ambassadeurs de France et d'Angleterre en ajoutant que les quatre points sont le maximum de nos demandes. Sans nous ils ne peuvent rien contre vous de sérieux. Aidez-moi donc.

Le lendemain, notre ministre dit au comte de Buol: « J'ai réfléchi. Ecrivez-moi ce que vous m'avez dit hier sur votre interprétation des quatre points ou écrivez-le à Esterhazy. Cela fera bonne impression chez vous.

Mais le caméléon avait déjà changé. Il était remonté ! Il confirma ses paroles de la veille, mais comme chef de cabinet, *les écrire, c'était se rétracter!* On en resta là.

Le comte de Buol ajouta que, d'après ses informations, on attachait à Saint-Pétersbourg un sens moins absolu à notre réponse, et qu'à Berlin elle avait été moins péremptoire. Il attendrait donc ses courriers.

Il donna lecture à notre ministre des instructions au comte Esterhazy.

Le prince Gortchakow. — « C'est une suite de votre système d'intimidation. »

Le comte de Buol. — « Intimider l'empereur de Russie ! qui pouvait y songer? »

Le prince Gortchakow. — « Vous seul en Autriche. Mais j'espère que c'est le dernier essai !

Le comte de Buol résuma ainsi la situation :

« La Russie et l'Autriche ne se feront pas la guerre.

Digitized by Google

L'Autriche abandonne aux alliés les chances de la lutte, en restant libre elle-même. Cela lui coûtera de l'argent, mais à la Russie aussi. Qui soutiendra le plus longtemps ce fardeau ? L'Autriche restera fidèle à son interprétation des quatre points. Elle rejette les extravagances des alliés et *nommément la prétention absurde de limiter le nombre de vos vaisseaux dans la mer Noire.* Mais elle doit insister sur les quatre points. Pour ma part, ajouta-t-il, je donnerai ma démission plutôt que de céder sur les Principautés. Du reste, nous pouvons nous tenir tranquilles puisque nous sommes par le fait en possession de trois des points demandés et de la moitié du quatrième. Le protectorat de la Russie dans les Principautés est suspendu, ses ports sont bloqués et elle n'a plus d'action sur les chrétiens d'Orient. »

En somme, le ministre autrichien paraissait convaincu qu'en insistant avec fermeté il nous ferait reculer. Ses succès antérieurs et les concessions qu'il nous avait successivement arrachées le confirmaient dans cette conviction. Il comptait en particulier sur les nuances existant dans les réponses que nous avions faites à Vienne et à Berlin.

Le prince Gortchakow concluait que nous ne gagnerions rien à entrer en discussion.

En somme, ce qui paraissait ressortir de tout cela, c'est que pour le moment, l'Autriche ne nous ferait pas la guerre.

L'empereur François-Joseph était, sous ce rapport, beaucoup plus explicite que son ministre. Dans l'au-

Digitized by Google

dience de congé du baron Meyendorf il avait été très-affectueux. Il avait déclaré qu'il n'avait aucun motif de rompre avec nous depuis que nous avions fait droit à ses demandes, qu'aucun engagement ne l'obligeait à prendre les armes pour soutenir les quatre propositions.

En outre, le cabinet de Berlin avait fait une déclaration importante, il avait dit à Vienne que si la Russie attaquée chez elle par l'Autriche était dans le cas de repasser le Pruth, la Prusse ne se croirait pas liée par le traité du 20 avril.

Toutefois, le comte de Buol jouait alors un double jeu. Vis-à-vis de nous il était tout miel, défendant avec énergie son innocence injustement soupçonnée. Mais à huis clos et vis-à-vis du Corps diplomatique, il affectait la joie d'un succès complet de sa politique. Il attendait les nouvelles de Berlin et faisait dire par ses journaux : « Le *non* de la Russie sera aussi solide que les « murs de granit de Bomarsund. »

Cependant, en communiquant au prince Gortchakow les dépêches qu'il adressait à Saint-Pétersbourg en réponse à nos dernières communications, il lui répéta que l'Autriche n'avait nullement voulu nous adresser un ultimatum comminatoire. Son seul désir était de nous réunir avec les cours maritimes sur le terrain des négociations, et il n'avait pas trouvé d'autre moyen d'y faire consentir nos adversaires que d'adopter les quatre articles qui, à son avis, n'avaient d'autre valeur que celle d'un point de départ.

Digitized by Google

Ainsi le ministre autrichien redevenait pacificateur et modérateur bénévole entre nous et nos ennemis.

En attendant, les fruits de sa politique arrivaient à maturité.

Le 4 septembre, était partie de Varna la première expédition des troupes pour la Crimée. L'armée expéditionnaire était évaluée à 25,000 Anglais, 45,000 Français, 5,000 matelots, 5,000 Tunisiens et 10,000 Turcs.

De son côté, le général Hess avait l'ordre de disloquer dans la Hongrie septentrionale les deux corps de Gallicie, de faire passer le 11e corps d'infanterie de Bukowine en Transylvanie, et d'employer le 4e à la construction en hâte du chemin de fer de Cracovie à Lemberg.

Le comte de Buol pouvait donc se féliciter, nous étions réduits à nous défendre chez nous, nous ne pouvions plus rien contre l'Autriche. Désormais son attitude allait dépendre du plus ou moins de succès des adversaires en présence sur les champs de bataille de la Crimée; il allait pouvoir se prononcer pour le plus fort, et se tenait prêt à exploiter toutes les chances, quelles qu'elles fussent.

Ces dispositions n'étaient nullement rassurantes. Au fond nous ne trouvions que des assurances plus ou moins explicites, soit dans le langage du comte de Buol, soit dans ses dépêches et ses circulaires; il déclinait toute idée de considérer notre refus des quatre bases comme un cas de guerre, et témoignait

Digitized by Google

le désir de se rapprocher de nous, sans cependant se compromettre avec l'Occident. Le comte de Buol allait plus loin. Il essayait de nous présenter l'occupation autrichienne des Principautés comme un service qui nous était rendu! L'empereur François-Joseph s'était exprimé dans ce sens auprès du maréchal Windischgraëtz en soutenant que, grâce à cette occupation, nous étions libres de dégarnir nos frontières pour porter toutes nos forces sur les points menacés de notre territoire!

Mais de *faits*, il n'y en avait aucun qui vinssent positivement à l'appui de ces assurances, et le passé était instructif.

L'irritation que cette conduite causait chez nous retenait malheureusement sur les frontières de l'Autriche une armée nombreuse qui eût été bien plus utile en Crimée. Il y eut même alors un projet présenté par M. le général Soumarokow, et qui tendait à marcher tout droit sur Vienne[1]. Le mémoire, rédigé

[1] C'était également l'avis du maréchal Paskiéwitch et du général Jomini. Ce dernier avait adressé à l'empereur de nombreux mémoires pour démontrer :

1° Que, de toutes les positions, nous avions choisi la plus désavantageuse, c'est-à-dire une défensive sur un front de 10,000 verstes, s'étendant de Torneo à Tiflis, coupé par deux mers à la disposition de l'ennemi, qui était maître de concentrer ses forces pour nous attaquer sur les points où nous étions les plus faibles;

2° Que cette situation n'avait aucune analogie avec 1812, puisqu'alors nous avions l'alliance de l'Angleterre, qui nous garantissait sur mer, l'appui de la Suède, la neutralité de la Turquie, — ce qui ne nous obligeait à défendre qu'un front d'opération s'étendant de la Dwina aux Karpathes, avec la certitude qu'au premier échec subi par Napoléon, la Prusse et l'Autriche se tourneraient contre lui, — tandis qu'aujourd'hui nous nous

Digitized by Google

par le chancelier de l'empire, par ordre suprême, et qui réfutait cette combinaison en en démontrant les dangers, se terminait, comme on va voir, par cette phrase : « L'honneur ne nous permet pas d'accepter « des conditions de paix humiliantes; aussi n'ai-je pas « hésité à conseiller à Votre Majesté de rejeter celles « qui lui ont été dernièrement présentées. Mais l'hon- « neur ne saurait nous commander de nous précipiter « dans un abîme sans fond. »

Cette pièce atteste combien étaient vives les préoccupations causées à l'empereur Nicolas par cet état de choses.

Tout ce qu'on pouvait en conclure, c'était que l'Autriche mettait en panne et attendait les événements pour décider sa marche ultérieure. Elle espérait que l'hiver arrêterait forcément la marche des hostilités jusqu'au printemps et amènerait la reprise des négociations. Au fond, le gouvernement autrichien le désirait, car il ne pouvait soutenir longtemps le poids

exposions à avoir contre nous l'Europe entière, y compris l'Allemagne et la Suède, et même la Perse, qui finirait par être entraînée!

3° Que, pour sortir de cette position intenable, il n'y avait que deux moyens : ou bien de concentrer toutes nos forces pour une *offensive* hardie en marchant sur Vienne, afin d'écraser l'une après l'autre les armées de la coalition, sans leur laisser le temps de se réunir : ou bien, si cette résolution paraissait trop dangereuse, de concentrer notre *défensive* sur le point essentiel, le véritable objectif de la guerre, — la Crimée. — A cet effet, donner immédiatement et hautement pleine et entière satisfaction à l'Allemagne en nous retirant des Principautés, et envoyer toutes nos forces en Crimée sans nous inquiéter de l'Autriche qui, une fois désintéressée, ne nous ferait certainement pas la guerre !

L'événement a prouvé la sagesse de ces conseils. Malheureusement, ils n'ont été suivis qu'incomplétement et trop tard!

Digitized by Google

onéreux de ses armements. Dans le seul mois d'août, le général Hess venait de présenter des comptes pour 26 millions de florins. Pour les payer il avait fallu recourir à la Banque, qui n'était couverte de ses précédentes avances que par 140 millions en papier de la souscription à l'emprunt national, réalisables à des termes éloignés et avec des chances incertaines.

Mais, tout en attendant les événements, le cabinet de Vienne travaillait à fortifier la position qu'il avait prise par une adhésion complète de la Diète germanique à tous ses engagements.

Voici quelle était la situation très-compliquée en Allemagne.

La Prusse avait refusé de prendre part à une conférence pour s'approprier les quatre points formulés à Londres et à Paris.

L'Autriche seule s'y était associée par les notes du 8 août.

Dans notre réponse, nous avions décliné ces quatre propositions comme incompatibles avec notre dignité et ne pouvant, par conséquent, être discutées. Nous avions déclaré que, rentrés dans nos frontières, sur la défensive, nous attendions que des ouvertures équitables nous permissent de concilier nos vœux pour la paix avec notre dignité et nos intérêts, évitant de donner lieu gratuitement à un surcroît de complications, mais décidés à repousser toute attaque étrangère, de quelque côté qu'elle pût venir. En même temps, nous avions cru pouvoir nous référer à la dif-

Digitized by Google

férence de position existant entre l'Autriche et la Prusse, qui ne s'était pas approprié les quatre points, mais s'était déclarée satisfaite de nos précédentes déclarations.

Cette allusion donna lieu à un nouvel acte d'indécision du cabinet de Berlin.

Dans une circulaire à ses légations, il avait jugé nécessaire de repousser cette solidarité avec nous. Il déclarait que, sans considérer les quatre points comme base exclusive de négociation, il les envisageait cependant comme pouvant servir de noyau à un arrangement futur et était prêt à leur accorder son appui moral. En outre, le gouvernement prussien, déjà aux regrets de l'énergie avec laquelle il était sorti de la conférence, se disait prêt à y rentrer. La seule nuance qu'il réservait, c'est qu'en appuyant moralement les quatre points, il ne s'engageait pas à les faire valoir par une coopération militaire contre nous.

Dans cet état de choses, le cabinet de Vienne voulut forcer l'adhésion de la Diète à son attitude politique.

Il exposa donc ses vues dans une circulaire du 14 septembre.

Il regrettait que la Russie n'eût pas accepté les quatre bases de paix.

Il tenait compte cependant de l'évacuation des Principautés. Il constatait que cette retraite avait été présentée comme un mouvement stratégique ; il consentait néanmoins à y voir un sacrifice aux vœux de l'Allemagne.

Digitized by Google

En tous cas, elle faisait disparaître une des causes de la guerre, un motif d'alarmes pour l'Allemagne. Mais il ajoutait que cette mesure accidentelle, temporaire, ne portait aucune garantie au-delà des événements du jour. La Russie était sortie des Principautés, elle pouvait y rentrer. Au fond elle n'avait renoncé à aucune de ses prétentions, rien concédé, ni à l'Europe, ni à l'Allemagne.

L'Autriche devait donc rester forte et armée, prête à réaliser le but auquel elle s'était engagée à concourir.

L'Allemagne, qui s'était associée à ces engagements en adhérant au traité du 20 avril, lui devait aussi son appui.

Il s'agissait donc de préciser la portée de ce traité et de déclarer qu'aussi longtemps que la Russie ne serait pas attaquée par l'Autriche, elle ne pourrait faire de l'occupation par celle-ci des Principautés un motif de rupture sans trouver l'Allemagne tout entière unie pour défendre l'Autriche.

Le cabinet de Vienne rappelait en outre qu'il défendait dans les Principautés un intérêt européen, l'intégrité de l'empire ottoman. Il ne pouvait donc pas en exclure le sultan et ses alliés.

Quant à la paix future, il constatait l'appui moral promis par la Prusse aux quatre bases, et demandait que la Confédération s'y associât également comme à des conditions pouvant être utiles à l'Allemagne, sans pouvoir lui nuire en rien, ou que du moins elle s'ap-

Digitized by Google

propriât celles de ces bases plus directement liées à ses intérêts, en déclarant qu'une entente avec la Russie dépendrait exclusivement de l'acceptation de ces points.

Ces propositions avaient soulevé de vives discussions en Diète. Les dissensions habituelles au corps fédéral s'étaient reproduites à cette occasion.

Le plénipotentiaire bavarois avait revendiqué entre autres la participation de l'Allemagne au protectorat des Principautés.

Quant au cas de guerre, il avait nettement déclaré que si l'Autriche attaquait la Russie, elle n'aurait aucun droit de compter sur le concours fédéral; que si, par contre, elle était attaquée, l'assistance de la Confédération lui était acquise, mais à la condition que l'Autriche serait également tenue de venir au secours de la Prusse avec *toutes* ses forces, si celle-ci était attaquée, *n'importe d'où viendrait l'agression.*

Le cabinet de Berlin avait demandé des explications catégoriques sur ces propositions autrichiennes.

Ainsi, il jugeait que les intérêts allemands ne seraient garantis que si l'occupation autrichienne empêchait d'autres éléments de s'établir dans les Principautés. Il demandait si ces provinces seraient fermées aux opérations militaires contre la Russie, et ajoutait que si cette puissance, repoussant une attaque faite de ce côté par d'autres troupes que celles de l'Autriche, se trouvait amenée à un contact avec ces dernières, l'Allemagne aurait à consulter ses intérêts

Digitized by Google

particuliers avant de participer à une guerre européenne.

Ces scrupules de la politique prussienne étaient parfaitement justifiés.

Dans l'intervalle, les faits avaient marché en Crimée. La bataille de l'Alma avait eu lieu. Les nouvelles reçues de Paris par M. de Bourqueney portaient que, d'après l'avis des ingénieurs anglo-français, Sévastopol ne pouvait tenir plus de trois semaines.

La politique du comte de Buol triomphait. Cet homme d'État sortait avec un succès éclatant de la crise qui avait un moment menacé son existence ministérielle, alors que son souverain lui avait reproché de provoquer une guerre entre l'Autriche et la Russie. Actuellement il démontrait à l'empereur François-Joseph que ses calculs avaient été justes, ses prévisions réalisées. La Russie était décidément vaincue, réduite à l'impuissance contre l'Autriche et forcée de passer tôt ou tard par les conditions de paix qu'il plairait à l'Europe de lui infliger.

Son attitude devenait de plus en plus arrogante envers nous. Lui, qui pâlissait à la seule idée d'une guerre avec nous, semblait aborder en face cette éventualité.

Les alliés avaient désiré qu'Omer Pacha fît une diversion en Bessarabie pour seconder leurs opérations de Crimée et nous empêcher d'y porter des renforts. Le comte de Buol déclara à notre ministre et à celui de Prusse que, le cas échéant, l'Autriche

Digitized by Google

était décidée à ne pas entraver les opérations des Turcs.

Lorsque le prince Gortchakow lui répliqua que si nos troupes, après avoir repoussé Omer Pacha, le poursuivaient au-delà du Pruth, elles pourraient se trouver en conflit avec l'armée autrichienne, et qu'alors ce serait celle-ci qui aurait la responsabilité de la guerre, le comte de Buol ne sourcilla pas.

Son but était, soit de lasser notre patience et d'amener un conflit qui entraînerait l'Allemagne, soit de forcer celle-ci à une déclaration portant que même une démonstration agressive de la part de l'Autriche ne lui enlèverait pas le concours fédéral.

Son langage en Diète témoigne de ces dispositions hautaines.

Dans une circulaire du 30 septembre, il renouvela ses déclarations précédentes d'une manière plus catégorique, en réfutant toutes les objections de la Prusse.

L'évacuation des Principautés par la Russie était représentée comme ne faisant cesser que le danger d'une guerre *immédiate*.

Les intérêts de l'Allemagne ne seraient rassurés de ce côté que quand la Russie aurait donné des garanties positives d'une paix solide et durable.

L'Autriche n'avait jamais pu songer à exclure les Principautés du théâtre de la guerre. Les alliés avaient droit, en vertu de leur traité avec la Porte, de choisir les points du territoire turc qui leur paraîtraient convenables pour leurs opérations.

Digitized by Google

Le cabinet de Vienne déclarait qu'il ne serait satisfait que si la Diète prenait, à l'égard des quatre propositions, la même position qu'il avait assumée.

La Prusse ayant fait connaître qu'en appuyant moralement ces bases, elle se réservait d'y élever des objections, rien de pratique ne pouvait sortir d'une telle négociation.

Le comte de Buol refusait de faire une démarche commune auprès de la Diète; il attendrait que la Confédération trouvât intérêt à reprendre les délibérations sur la question qui ébranlait l'Europe.

Ainsi, il avait cessé de solliciter l'appui de la Confédération; il croyait pouvoir se passer d'elle et lui jetait une espèce de défi, et faisait clairement entendre qu'il y substituerait une alliance avec les cours occidentales.

Cette attitude frappait vivement notre ministre. Il cherchait en vain dans la position de l'Autriche ce qui pouvait motiver cette arrogance.

Les succès exagérés des alliés en Crimée ne suffisaient pas pour l'expliquer. En somme, l'issue de la guerre était très-douteuse.

Il attribuait ce revirement au crédit qu'avaient acquis le comte de Buol et M. de Bach, implacables tous deux dans leur haine pour la Russie, avides de provoquer une rupture.

L'empereur François-Joseph n'écoutait plus qu'eux. Ses intimes étaient réduits au silence.

Il n'y avait plus d'espoir à fonder sur les sentiments

Digitized by Google

personnels du souverain. Quand le bruit de la prise de Sévastopol, apporté par un Tartare, s'était répandu à Vienne et en Europe, l'empereur François-Joseph avait fait parvenir ses félicitations à Paris, comme après la bataille de l'Alma. M. de Bach disait hautement, à cette occasion : « Vous voyez combien nous « avions raison de préférer l'alliance occidentale à « celle de cet empire vermoulu ! »

Il était évident que nous devions nous attendre à tout de la part de l'Autriche; que, loin de reculer devant une guerre avec nous, elle nous eût vus avec satisfaction en prendre l'initiative, et que, convaincue de la rupture désormais complète de ses anciens rapports avec nous, elle chercherait son salut dans une déférence absolue pour les exigences des cours occidentales !

La situation que nous venons d'exposer se prolongea durant les mois de septembre et d'octobre, à travers de nombreuses péripéties signalées par les négociations du cabinet de Vienne, d'une part avec l'Occident, qui continuait de peser sur lui du poids de ses menaces, d'autre part avec l'Allemagne, qu'il cherchait à entraîner dans son orbite. Les fluctuations de cette politique se traduisaient par les diverses nuances de l'attitude militaire du gouvernement autrichien à notre égard.

De même que le nœud militaire de la crise se trouvait à Sévastopol, ainsi le nœud politique résidait à Berlin.

Digitized by Google

Le gouvernement prussien avait répondu avec une certaine fermeté à la circulaire autrichienne du 30 septembre. Le roi, en réponse à une lettre autographe de l'empereur François-Joseph, avait déclaré au comte Esterhazy que l'Autriche ne devait pas compter sur son appui si elle se portait à des actes agressifs contre la Russie.

La plupart des États de la Confédération répondirent dans un sens analogue. Le comte de Buol affectait d'être satisfait de l'attitude des États secondaires, qui lui offrait un point d'appui contre les résistances de la Prusse.

Mais, en fait, son système d'intimidation avait échoué. Le Hanovre lui-même, qui s'était déclaré prêt à soutenir l'Autriche dans toutes ses possessions si elle était menacée, protestait actuellement contre l'interprétation donnée à son vote.

Le cabinet de Vienne se décida à porter en Diète la demande de confirmer la garantie fédérale pour toutes les provinces de l'empire autrichien. Comme elle lui était acquise tant qu'il resterait sur la défensive, il s'agissait de l'étendre au cas d'une agression de sa part.

La suite a prouvé qu'il réclamait cette garantie même pour sa position dans les Principautés, qui n'entraient cependant pas dans le nombre des territoires de l'empire.

Tout dépendait donc du degré d'énergie du cabinet de Berlin.

Digitized by Google

A Vienne, la position restait la même : hostilité contre nous, irritation contre la Prusse, langage patelin vis-à-vis de l'Allemagne, soumission absolue aux volontés de l'Occident. M. de Bourqueney, qui continuait à être l'âme de toutes les trames ourdies contre nous, se montrait exaspéré contre la Prusse. Il parlait de lui forcer la main. Les journaux du comte de Buol tenaient un langage révolutionnaire, affirmant que les peuples allemands ne souscrivaient pas à la marche suivie par les souverains, et que la landwehr prussienne refuserait de marcher dans la direction tracée par le cabinet de Berlin.

Notre ministre gardait une attitude passive, observant la marche des choses. MM. de Buol et de Bach continuaient à circonvenir l'empereur François-Joseph, en le flattant de l'espoir de le placer sur le piédestal de Charles-Quint.

Depuis sa première audience de réception, le prince Gortchakow n'avait pas revu Sa Majesté. Les ministres avaient grand soin de l'empêcher d'approcher leur souverain, dans la crainte que son influence personnelle ne détruisît leurs machinations en réveillant les sentiments d'honneur de l'empereur. Il ne lui restait qu'à solliciter une audience, mais la situation était si mauvaise qu'il reculait devant toute démarche formelle et se réservait pour les moments décisifs.

Il avait à lutter contre deux considérations morales qui dominaient les conseils du gouvernement autrichien. La première était le sentiment de ses propres

Digitized by Google

torts et de nos justes griefs. On nous croyait désormais implacables, et dès lors on ne voyait d'autre garantie contre nous qu'une alliance avec l'Occident. La seconde, c'était le désir qu'on nous supposait naturellement de rompre cette alliance et pour le présent et pour l'avenir. A cela il faut ajouter la haine personnelle du comte de Buol, de M. de Bach, et l'influence de M. de Bourqueney, influence que l'inexpérience et l'isolement de l'empereur laissaient sans aucun contre-poids. Le prince Gortchakow écrivait à ce sujet : « Le plus difficile est de faire pénétrer la vérité jusqu'à l'empereur « François-Joseph. Sa Majesté est complétement barricadée. Depuis six mois, je n'ai eu que quatre « audiences. Cela crée un état de choses dont il faut « avoir été témoin pour y ajouter foi. Il suffirait d'ôter « du cadre administratif trois ou quatre personnes pour « se trouver en présence d'une tout autre Autriche. »

En effet, les deux chefs du système politique en vigueur n'avaient d'autre maxime que celle-ci : Après nous le déluge ! Ils savaient parfaitement qu'ils couraient à une banqueroute infaillible, mais ils y couraient sans sourciller et se consolaient en disant : Un grand Etat doit savoir faire banqueroute !

Mais les généraux étaient profondément blessés du rôle auquel on les condamnait. Le général Hess protestait contre les ordres qui lui étaient transmis en contradiction avec les paroles qu'il avait recueillies de la bouche de l'empereur avant son départ pour les Principautés.

Digitized by Google

Le maréchal Radetzki disait à Milan au comte de Chambord : « Je ne croyais pas à la douleur de vivre « assez longtemps pour être témoin de ce qui se passe. « On m'enlève mes troupes pour les mal employer ! « On nous ramène à 1848 ! »

Les charges de l'emprunt forcé ajoutées à toutes celles qui pesaient sur le pays augmentaient le mécontentement général.

De tous côtés, la position du cabinet de Vienne révélait un moment de crise.

Le général Hess, fidèle aux instructions verbales qu'il avait reçues de l'empereur François-Joseph, avait insisté auprès d'Omer Pacha pour qu'il évacuât les Principautés en lui déclarant qu'il ne pourrait tolérer des opérations agressives pouvant amener un conflit entre nos troupes et celles de l'Autriche.

Omer Pacha s'en plaignit à Constantinople. Le divan eut recours à sir Stratford Canning et au chargé d'affaires de France qui firent grand bruit et en référèrent à Vienne.

On reprochait à l'Autriche de se comporter comme l'alliée des Russes. Le comte de Buol adhéra pleinement à ce point de vue.

M. de Bourqueney et lord Westmoreland insistèrent vivement auprès de l'empereur, qui ordonna à son ministre de s'entendre avec eux.

A la suite d'une conférence entre les trois représentants, on jeta les bases d'une convention dont le pre-

Digitized by Google

mier secrétaire de l'ambassade de France porta le projet à Paris.

Ce fut là le germe du traité d'alliance qui devait se conclure le 2 décembre entre l'Autriche et les deux cours maritimes.

Il est à remarquer que dans le texte définitif de ce projet de convention, l'Autriche paraît avoir introduit une clause qui obligeait ses alliés d'Occident à lui garantir l'intégrité de ses possessions en Italie et en Pologne.

Cette négociation fut toutefois enveloppée d'un profond secret.

La situation du cabinet de Vienne à ce moment a été définie par l'empereur François-Joseph dans un entretien qu'il eut avec son représentant à Berlin : « Dans les circonstances actuelles, lui dit Sa Majesté, « l'Autriche ne peut pas se passer d'une alliance. Elle « a le choix entre une alliance *offensive* avec les puis- « sances occidentales, ou *défensive* avec l'Allemagne. « L'empereur, pour sa part, préférait la seconde, mais « il serait obligé de recourir à la première s'il se trou- « vait isolé en Allemagne. Il était donc urgent de fixer « une base sur laquelle l'Autriche pût négocier, car « avant tout l'empereur François-Joseph ne voulait « pas la guerre avec la Russie. Mais l'Autriche, s'étant « déjà engagée vis-à-vis des puissances occidentales à « considérer les quatre propositions comme seule base « d'une négociation avec la Russie, ne pouvait plus « se libérer de cet engagement. Mais si elle obtenait

Digitized by Google

« l'assentiment de la Russie, elle se trouverait complé-
« tement dégagée vis-à-vis de la France et de l'Angle-
« terre, et ses exigences n'iraient pas plus loin. Quant
« à s'engager formellement à s'abstenir de tout acte
« agressif contre la Russie, l'Autriche ne pourrait le
« faire tant que les assurances données par cette puis-
« sance de rester sur la défensive ne seraient pas
« *obligatoires.* »

Tel fut le langage que le comte Esterhazy eut ordre de tenir à Berlin. On y retrouvait la tactique habituelle du comte de Buol. La suite l'a bien prouvé.

Il s'appuyait sur ses engagements déjà contractés vis-à-vis de l'Occident pour attirer l'Allemagne sur le même terrain afin d'y fortifier sa position, promettant qu'alors il n'irait pas plus loin, qu'il se verrait dégagé de tout lien avec les cours maritimes et pourrait rentrer dans la neutralité que désirait ardemment l'Allemagne.

C'est ainsi qu'il l'avait successivement entraînée au traité du 20 avril, à la sommation, à la garantie de ses territoires. Mais chacun de ses pas en avant n'était que le point de départ d'un nouveau pas vers l'Occident, suivi de nouvelles négociations pour y associer l'Allemagne. Il allait répéter ces manœuvres en obtenant de ses confédérés l'adoption des quatre bases et l'extension de la garantie fédérale à sa position dans les Principautés, et, ces résultats obtenus, en se liant davantage à l'Occident par le traité du 2 décembre.

Digitized by Google

Voici comment se déroula cette situation.

La Prusse avait pris, par sa réponse à la circulaire autrichienne du 30 septembre, une attitude satisfaisante pour nous.

Elle comptait sur le concours de ses confédérés.

La défection de la Bavière vint déconcerter ses espérances.

Les ministres des affaires étrangères de Bavière et de Saxe, MM. von der Pfordten et de Beust, s'étaient rendus à Berlin pour tâcher d'amener une entente.

Ils avaient témoigné au cabinet de Berlin leurs craintes excessives d'une rupture entre la Prusse et l'Autriche. La peur les dominait évidemment, et la peur est mauvaise conseillère. M. von der Pfordten avait surtout insisté sur la position embarrassante où se trouverait la Bavière en pareil cas, placée comme elle l'était entre l'Autriche et la France. Il avait déclaré qu'elle était hors d'état de résister à cette pression réunie, et serait obligée d'embrasser le système autrichien. Il proposait en conséquence, afin de prévenir cette rupture, d'établir un accord général de l'Allemagne sur la base de l'acceptation des quatre propositions exigées par l'Autriche, à condition :

1° Que celle-ci ne se porterait à aucun acte agressif contre la Russie, si de notre côté nous lui offrions la même assurance;

2° Qu'elle maintiendrait les quatre points comme bases *définitives* de paix, et ne contracterait avec l'Occident aucune obligation qui mènerait plus loin.

Digitized by Google

Dans le cas seulement où la Russie refuserait d'accepter ces bases de négociations, l'Allemagne consentirait à comprendre l'occupation autrichienne des Principautés dans la garantie fédérale découlant du traité du 20 avril.

Ces ouvertures appuyées par divers États de second ordre , sur lesquels la Prusse avait cru pouvoir compter, ébranlèrent les résolutions du roi. Il faut y ajouter la crainte de l'Angleterre, qui pesait fortement sur Sa Majesté. Indépendamment des liens politiques qui unissent la Prusse à cette puissance, on doit reconnaître que sa pression maritime devait avoir une grande valeur aux yeux du cabinet de Berlin dans l'intérêt du commerce prussien, qui eût été gravement compromis en cas de guerre.

Le roi conjura notre cabinet d'accepter les quatre points de l'Autriche, en nous faisant pressentir que si nous les rejetions, il ne lui serait guère possible, abandonné par toute l'Allemagne, de résister au printemps prochain aux démarches pressantes des deux cours occidentales et de l'Autriche.

En même temps Sa Majesté fit une nouvelle tentative à Vienne pour ramener le gouvernement autrichien à un rapprochement avec nous. Il appuya les propositions du ministre de Bavière, et se porta garant auprès du cabinet de Vienne que nous n'attaquerions pas l'Autriche si celle-ci contractait l'engagement de ne pas nous attaquer.

Si l'expérience n'avait pas suffisamment constaté la

Digitized by Google

duplicité de la politique du comte de Buol, les illusions qui dictaient ces démarches à la Prusse et à l'Allemagne auraient été justifiées par les embarras de leur situation. Empêcher une scission au sein de la Confédération, prendre pour terrain d'une entente l'état de choses actuel, mais en liant l'Autriche par des engagements à ne pas aller au delà; ramener ainsi cette puissance à la neutralité, en la dégageant des étreintes de l'Occident, et prévenir ainsi une rupture avec nous que l'on redoutait en Allemagne comme le plus grand malheur, telles étaient les vues des cabinets. On comprend que, dans l'espoir de les réaliser, ils aient consenti à faire un pas de plus vers l'Autriche, en lui accordant les garanties demandées, et même un pas de plus contre nous, en s'associant aux quatre bases que nous avions rejetées. L'Allemagne pouvait croire qu'en définitive elle nous rendait par là un service réel en précisant les sacrifices que nous aurions à faire pour obtenir la paix, et en nous délivrant du moins de l'appréhension d'une lutte avec l'Autriche qui eût gravement compliqué celle que nous avions à soutenir contre l'Occident.

M. von der Pfordten s'était rendu de Berlin à Vienne sur l'invitation de l'empereur François-Joseph. Il n'espérait rien du comte de Buol, mais beaucoup de son influence personnelle auprès de l'empereur d'Autriche, pour l'éclairer sur les dangers que sa politique faisait courir à l'Allemagne.

Le ministre bavarois eut plusieurs entretiens avec

Digitized by Google

le prince Gortchakow. Notre ministre lui dit : « Vous « avez un drapeau; rangez-vous autour de lui, puis- « qu'il marche dans la direction de vos convic- « tions. »

M. von der Pfordten lui répondit : « Où est ce dra- « peau? Si c'est à Berlin, je l'ai vu de près, et j'en ai « scruté la solidité. »

Ainsi des deux côtés on se renvoyait l'accusation de faiblesse.

M. von der Pfordten ne renia pas les vues correctes qu'il avait exprimées auparavant, mais il ajouta : « Si « nous n'avions à faire qu'à la France seule, nous « n'en serions pas préoccupés outre mesure. Mais « toutes les fois que la France se trouve unie à l'Au- « triche, nous n'avons plus le choix. Le roi ne trou- « verait plus d'appui dans son pays. Nos libéraux et « nos démocrates vous sont connus. Même dans le « parti conservateur tous les catholiques prêcheraient « volontiers une croisade contre vous. Le roi n'aurait « plus qu'une faible minorité protestante si l'Autriche « se prononçait contre la Russie. »

A un pareil aveu, il n'y avait pas de réplique.

M. von der Pfordten demanda au prince Gortchakow de l'appuyer par quelques bonnes assurances.

Notre ministre crut pouvoir lui dire que s'il acquérait la certitude que le cabinet de Vienne donnerait par écrit les garanties qui lui étaient demandées ;

Que les quatre propositions nous seraient soumises dans les termes convenables ;

Digitized by Google

Qu'elles seraient envisagées comme de simples points de départ,

Et qu'enfin l'Autriche y verrait les conditions définitives de la paix, il chercherait à les faire agréer à Saint-Pétersbourg.

C'était assumer une grande responsabilité; du reste, ce n'est pas la seule que le prince Gortchakow prit sur lui dans le cours de ces difficiles négociations.

Voici les motifs qui le portèrent à cette grave détermination.

Tandis que ces pourparlers avaient lieu, la situation se compliquait sur le terrain militaire.

En Crimée, rien de décisif n'avait eu lieu, mais rien non plus à notre avantage.

Du côté des Principautés, l'orage suspendu sur nous s'était assombri.

L'influence de sir Stratford Canning avait poussé la Porte à tenter une démonstration contre la Bessarabie pour faire une diversion utile aux opérations des alliés en Crimée. L'ordre en avait été donné à Omer Pacha.

Celui-ci avait refusé en disant qu'il n'était pas en mesure de risquer la seule armée qu'eût conservée la Turquie, et que, comme démonstration, la seule présence de ses troupes à Galatz suffisait amplement pour nous forcer à ne pas dégarnir notre frontière.

Néanmoins, après bien des hésitations, les ordres de Constantinople devinrent si péremptoires que le serdar dut s'y soumettre. Déjà ses troupes s'étaient

Digitized by Google

mises en mouvement pour se rapprocher de nos frontières.

Dans la prévision d'un conflit imminent, le cabinet de Vienne avait enjoint au comte Coronini, commandant l'armée autrichienne d'occupation dans les Principautés, de ne point s'opposer au passage des troupes d'Omer Pacha, mais d'éloigner les siennes autant que possible pour éviter une collision avec nous. On était même allé jusqu'à déclarer que si un conflit accidentel se produisait entre des détachements isolés, on n'y verrait pas une cause de rupture. Le général Hess ne doutait pas un instant que les Turcs qui manquaient de cavalerie ne fussent battus, mais il nous suppliait, le cas échéant, de ne pas les poursuivre au-delà du Pruth.

L'empereur Nicolas, prenant cette demande en considération, avait envoyé par télégraphe à notre commandant en chef l'ordre de ne franchir cette limite qu'en cas d'absolue nécessité.

Tels étaient à cette époque nos étranges rapports avec l'Autriche, que les défiances qui nous séparaient du gouvernement n'avaient pas pu altérer les sentiments des deux armées. Le comte Nesselrode engageait le commandant en chef de nos troupes à s'entendre avec les généraux autrichiens sur les positions à prendre en cas de rencontre avec Omer Pacha, et *à renouveler le précédent de 1809!*

Ces prévisions ne se réalisèrent pas. Peut-être n'étaient-elles que des manœuvres imitées de celles

Digitized by Google

dont le comte de Buol avait fourni le modèle. Peut-être la Porte comprit-elle que la destruction de son armée la livrerait à la merci de ses alliés. La prudence excessive qui formait à peu près tout le mérite militaire d'Omer Pacha contribua sans doute à ce résultat. En outre, les alliés déjà affaiblis en Crimée commençaient à avoir besoin de se renforcer en faisant venir des troupes turques de l'armée du Danube.

Quoi qu'il en soit, cette éventualité pesa longtemps sur la situation politique et militaire.

L'attitude de l'Autriche sur ce double terrain n'était pas moins significative. Elle était conforme à la marche suivie par le comte de Buol depuis l'origine de la guerre, c'est-à-dire calculée de manière à nous laisser dans une incertitude anxieuse qui suffisait pour paralyser nos mouvements sans compromettre définitivement nos rapports avec l'Autriche.

Voici le résumé d'un entretien que notre ministre eut à cette époque avec le général de Hess. Ce général était venu à Vienne pour s'éclairer sur une situation qu'il ne pouvait apprécier de loin, mais qu'il sentait s'être modifiée profondément depuis son départ, et être arrivée au dernier terme qui précède les ruptures.

« J'ai soixante-sept ans », dit-il au prince Gortchakow; « je me mets en regard de ma conscience et de « Dieu devant lequel je ne puis tarder à paraître. Vous « pouvez donc croire que je ne suis plus à la merci « des vanités humaines. Si une rupture entre nous de- « vait avoir lieu, je considérerais les succès les plus

Digitized by Google

« éclatants que la fortune des armes m'accorderait,
« comme des calamités pour mon pays. Ne m'interrogez
« pas sur les détails, mais soyez persuadé que j'ai agi
« et continuerai d'agir d'après ce point de vue. J'aurai
« recours à tous les moyens pour faire prévaloir mes
« convictions, parce que je crois servir ainsi fidèlement
« mon souverain. Vous m'entendrez peut-être accuser
« de lenteur et d'indécision : ne vous laissez pas dé-
« router; je connais mon terrain, je dois me réserver
« le choix du moment. »

Ces assurances lui étaient toutes personnelles. Malheureusement les actes de son gouvernement autorisaient tous les doutes.

Les incertitudes qu'il manifestait ne doivent peut-être pas être entièrement attribuées au calcul. La lutte qui se livrait en ce moment entre les sentiments de l'empereur François-Joseph et les conseils du comte de Buol n'y étaient pas étrangers. L'empereur avait repoussé les avis de ses généraux, se réservant à lui seul d'apprécier la marche politique qu'il lui conviendrait de suivre. Mais l'unanimité de leurs opinions et de celle de son entourage intime ne laissa pas de l'impressionner en lui faisant envisager la honte qu'infligerait à l'Autriche la politique d'ingratitude pratiquée par le comte de Buol.

Mais dans les faits l'influence de celui-ci prédominait visiblement.

La dislocation des troupes sur les frontières, les mesures prises pour mettre l'armée au grand complet,

Digitized by Google

les travaux actifs qui se poursuivaient en Gallicie, soit pour terminer le chemin de fer de Lemberg, soit pour activer la construction de grands camps retranchés, ne permettaient pas de doutes.

Le prince Gortchakow apprit par des voies confidentielles que l'ordre avait été donné dans le plus grand secret de mettre l'armée en mesure d'entreprendre une campagne d'hiver.

Des renseignements très-positifs nous étaient parvenus à ce sujet de Berlin.

Ils portaient que l'intention de l'Autriche était de nous attaquer immédiatement. Leur point de départ devait être Lemberg. Le général Hess entrerait en Pologne, entre la Vistule et le Bug, dans la direction de Brzest Litowsk, afin d'isoler Varsovie et de couper la retraite de notre armée. Garantie par l'Allemagne contre toute agression de notre part en Gallicie ou en Bukowine, le général autrichien pourrait en retirer ses troupes. Le général Hess disposerait donc de 200,000 hommes, et il s'était ménagé une retraite sur le camp retranché de Cracovie, avec des têtes de pont sur le San.

De son côté, notre agent militaire nous envoyait de Vienne des renseignements contradictoires.

Il ne croyait pas à l'existence sérieuse des plans discutés au conseil de guerre à Vienne, sans doute par condescendance pour l'Occident. Il faisait observer que d'après les assurances du général de Hess, du comte Grünn, et de beaucoup d'officiers supérieurs en congé

Digitized by Google

à Vienne, les corps des 3e et 4e armées prenaient leurs quartiers d'hiver dans leurs cantonnements actuels, sauf quelques mouvements insignifiants.

Le recrutement et la formation des deux corps de réserve, la mobilisation des 3e et 6e corps étaient retardés et ne seraient achevés que pour le printemps, de même que le complément des quatrièmes bataillons et la mise sur pied de guerre des dépôts.

Il n'y avait donc pas à craindre une attaque immédiate en Pologne. Sans parler des inconvénients d'une campagne d'hiver, par des routes défoncées qui abîmeraient le matériel, l'Autriche ne se risquerait pas à venir seule avec la 4e armée formant un effectif de 100,000 hommes, sans le secours de la Prusse, se jeter entre nos deux armées de l'Ouest et du Midi.

Quant au second plan consistant à envahir la Russie par la vallée du Dniestr pendant que les alliés, maîtres de la Crimée, marcheraient par Pérékop sur Odessa, il n'était pas plus vraisemblable. D'abord Sévastopol tenait encore, ensuite les alliés ne se risqueraient pas à une marche en hiver à travers les steppes. Un débarquement en Bessarabie n'était pas non plus à craindre dans cette saison.

Le comte Stackelberg croyait donc ces appréhensions prématurées, et il avait confié à un agent secret le soin d'étudier sur les lieux la position des troupes autrichiennes.

Néanmoins toutes ces informations attestaient une

Digitized by Google

situation de crise qui ne pouvait durer sans aboutir à une issue quelconque.

Le prince Gortchakow en avait conclu que tout se préparait en vue du printemps, et qu'en conséquence nous nous trouvions en face des alternatives suivantes :

Ou de nous hâter de faire la paix pendant l'hiver ;

Ou de réunir tous nos efforts pour détacher l'Autriche de l'Occident et la lier à la neutralité de l'Allemagne ;

Ou enfin d'accepter au printemps la lutte contre toute l'Europe.

Voilà pourquoi il avait pris sur lui de ne pas fermer les voies à la reprise des négociations de paix sur la base des quatre propositions.

Cette détermination fut confirmée par l'issue de la mission de M. von der Pfordten.

Ce ministre avait été reçu par l'empereur François-Joseph, et lui avait présenté avec vivacité le tableau des embarras où se trouverait l'Allemagne en cas d'une rupture soit entre l'Autriche et la Prusse, soit avec la Russie.

L'empereur avait de son côté fait allusion aux dangers auxquels l'Autriche serait exposée de la part de la France si elle se plaçait sur la ligne qu'on lui proposait.

M. von der Pfordten avait répliqué qu'en pareil cas l'Allemagne tout entière se rangerait avec joie sous les drapeaux de l'Autriche.

Ce ministre avait fait usage des assurances que le

Digitized by Google

prince Gortchakow lui avait données. Elles avaient produit une profonde impression sur l'empereur.

Dans les pourparlers qui eurent lieu entre Sa Majesté et le comte de Buol, l'action personnelle de l'empereur l'emporta sur les mauvaises dispositions du ministre.

Voici ce qui en était résulté : Le cabinet de Vienne déclarerait qu'il n'est pas dans ses intentions de *dépasser les limites* des quatre propositions. Mais il refusait d'en contracter l'obligation formelle. Tout ce qu'il pourrait faire serait de consigner cette déclaration dans une dépêche à son représentant à Berlin. Une copie en serait donnée au cabinet prussien et aux autres gouvernements de l'Allemagne.

Si la cour impériale de Russie consentait à discuter sur les quatre propositions, comme préliminaires de la paix, l'Autriche leur donnerait dans la discussion l'interprétation la plus modérée, elle inviterait les puissances occidentales à prendre part aux conférences, et proposerait un armistice.

Si les cours occidentales refusaient, l'Autriche et l'Allemagne passeraient outre, se mettraient en rapports directs avec nous, et, si elles arrivaient à un résultat pratique, l'Autriche se déclarerait satisfaite par la Russie et abandonnerait la poursuite des hostilités aux puissances maritimes.

Toutefois pour ce cas, l'Autriche voulait avoir l'assurance que, quelles que fussent les chances de la guerre entre nous et l'Occident, la Russie continuerait à con-

Digitized by Google

sidérer invariablement les quatre propositions comme les conditions de son entente avec l'Autriche et l'Allemagne.

Cette certitude obtenue, le cabinet de Vienne adresserait une dernière fois aux cours occidentales l'invitation d'adhérer aux quatre articles, et, sur leur refus, se détacherait des liens qui l'unissaient à elles.

On voit avec quelle répugnance le comte de Buol s'engageait dans cette voie, et avec quel soin il nous liait d'avance aux conséquences de notre position désavantageuse, au moment même où il consentait à ne pas l'aggraver.

Ces dispositions furent encore accentuées dans la circulaire du 9 novembre, par laquelle le cabinet de Vienne confirma ces arrangements.

A la suite d'une déclaration de M. de Bourqueney, le comte de Buol eut soin d'ajouter que, tandis que la Russie restait invariablement obligée aux quatre propositions, quoi qu'il arrivât, les cours occidentales resteraient en droit de les modifier selon les chances de la guerre.

Il fut enfin convenu que dans aucun cas l'Autriche n'entreprendrait rien sans avoir recueilli l'avis des confédérés. Mais elle ne s'obligeait pas à suivre ces avis. Ce qui voulait dire qu'en définitive, elle se réservait toute liberté d'action.

Quelque pénibles que fussent ces conditions, elles ouvraient une porte que le prince Gortchakow nous exhortait à ne pas fermer.

Digitized by Google

Voici les impressions que M. von der Pfordten emportait de sa mission à Vienne et Berlin :

Si les quatre propositions étaient rejetées par la Russie, la guerre était inévitable avec l'Autriche; l'Allemagne y serait inévitablement entraînée. Le but serait un amoindrissement sérieux et durable de la puissance russe.

Bien que ce pas vers une solution pacifique fût timide et incertain, l'Autriche ne l'aurait même pas tenté si elle avait eu la conviction qu'il en résulterait une rupture entre elle et l'Occident. C'est pourquoi elle avait pris tant de précautions pour ménager les puissances maritimes.

Dans ces dispositions, c'était déjà beaucoup d'avoir amené le comte de Buol jusque-là.

Quant à la Prusse, elle aurait peut-être tenu tête à la France, sûre d'avoir pour elle l'appui des sympathies allemandes. Mais elle était sans force vis-à-vis de l'Angleterre, et la perspective d'une guerre avec cette puissance la ferait toujours reculer.

Il restait à savoir si l'engagement que le cabinet de Vienne acceptait au moyen d'une simple dépêche serait considéré comme suffisant à Berlin et à Munich. Le roi de Bavière avait prescrit à son envoyé de demander un traité, mais le comte de Buol, de peur de se brouiller avec la France, refusait tout engagement formel.

L'empereur François-Joseph, désirant concilier ces difficultés, promit d'adresser de son côté des lettres

Digitized by Google

autographes aux rois de Prusse et de Bavière, pour constater que la dépêche qui serait adressée au comte Esterhazy contenait l'expression fidèle de sa pensée.

On voit à quels subterfuges était réduite la politique de l'Autriche.

Du reste, l'empereur avait assuré M. von der Pfordten qu'il désirait vivement éviter une guerre avec la Russie; qu'aucune acquisition territoriale n'entrait dans ses vues, et qu'il considérerait même toute annexion de pays slaves à l'Autriche comme un danger.

Le prince Gortchakow, sans se livrer à des espérances exagérées, signalait néanmoins cette éclaircie dans la situation comme une chance qu'il fallait saisir, si faible qu'elle fût. Présentées sous cet aspect, les quatre propositions lui paraissaient différer assez, quant à la forme, de celles que nous avions rejetées, pour que nous ne nous crussions pas liés par notre refus précédent si l'empereur Nicolas, envisageant l'ensemble de la situation, jugeait à propos de s'y rallier.

En attendant les décisions du cabinet impérial, il s'efforçait de fortifier, par son attitude envers le comte de Buol, les lueurs encore incertaines qui pouvaient amener de meilleurs rapports.

L'empereur Nicolas prit en considération la situation politique que lui signalaient ses ministres. Il voulut donner encore une fois un gage de ses intentions pacifiques.

Le 6-18 novembre une dépêche du chancelier de

Digitized by Google

l'empire annonça à notre ministre à Berlin que l'empereur avait accepté les quatre propositions comme point de départ de négociations de paix.

Voici comment elles étaient spécifiées :

VARIANTES DES QUATRE POINTS PRÉSENTÉS PAR L'OCCIDENT

1° Les puissances demandaient la renonciation de la Russie au droit d'un protectorat exclusif sur les chrétiens sujets de la Porte. Elles s'entendraient pour obtenir de l'initiative et des intentions généreuses du sultan, l'observance de leurs priviléges religieux sans atteinte à sa dignité et à son indépendance.	1° Garantie commune par les cinq puissances des droits religieux des chrétiens d'Orient sans distinction de rite.
2° Elles demandaient la cessation de notre *protectorat* remplacé par une *garantie* collective de ces priviléges en vertu d'un arrangement à conclure avec la Porte.	2° Protectorat des Principautés exercé en commun aux mêmes conditions stipulées en leur faveur par nos traités.
3° Cet article était à peu près identique.	3° Révision du traité de 1841. La Russie ne s'y opposera pas si le sultan y consent.

Digitized by Google

4° Les puissances y ajoutaient ces mots vagues qui renfermaient toute la question : *dans un intérêt d'équilibre européen.*	4° Liberté du Danube. Elle existe de droit, et jamais la Russie n'a eu l'intention de l'entraver.

Malheureusement la dépêche du cabinet impérial contenant ces bases fut communiquée textuellement par le cabinet de Berlin à celui de Vienne.

Le comte de Buol, sur la première nouvelle télégraphique de notre acceptation, s'était montré satisfait.

Mais dès qu'il eut la pièce même sous les yeux, il releva avec aigreur les divergences qu'elle présentait avec les propositions primitives des cours occidentales. Il déclara qu'il ne pouvait prendre sur lui de considérer notre acceptation comme répondant à l'attente des puissances, et qu'il devait en référer à Londres et à Paris.

C'était faire rentrer la question dans la voie des complications bureaucratiques qui nous avait été si fatale depuis le commencement de la crise, et faire échouer cette dernière tentative pacifique.

En effet, il était évident que les cours occidentales décidées à une guerre à outrance, cherchant par conséquent à multiplier le nombre de nos adversaires, verraient un échec pour elles dans ces négociations de paix.

Le comte de Buol n'y était entré qu'à contre-cœur, et pour obéir à son souverain et tendre une amorce à

Digitized by Google

l'Allemagne. Il saisirait avec empressement le premier prétexte pour quitter ce terrain.

Le prince Gortchakow crut donc devoir prendre sur lui une nouvelle et grave responsabilité.

Elle était d'autant plus sérieuse qu'il avait été indirectement informé que la rédaction de notre dépêche à Berlin émanait de l'initiative même de l'empereur Nicolas. Il devait donc craindre de se mettre en travers de cette combinaison.

Toutefois, à son avis, le but essentiel du cabinet impérial était d'entrer en négociation en prenant les quatre bases comme point de départ, et non comme des concessions déjà faites.

Notre ministre proposa au comte de Buol de déclarer purement et simplement que *la Russie était prête à envisager les quatre propositions comme points de départ de négociations.*

Cette rédaction parut trop vague au ministre autrichien. Il y substitua celle-ci : *la Russie accepte les quatre propositions de l'Autriche comme points de départ de négociations de paix.*

Dans ces termes il s'engageait à repousser toute objection des cours occidentales quant à la sincérité de notre acceptation. Il se livra même à des épanchements de confiance, et exposa la marche qu'il comptait suivre.

Il s'opposerait à toute exigence en dehors des quatre propositions; il leur donnerait l'interprétation la plus modérée et la plus favorable à nos intérêts, il

Digitized by Google

se considérait comme entièrement dégagé vis-à-vis des cours occidentales envers lesquelles ces quatre points formaient le seul lien qu'il ne dépendait pas de lui de rompre. L'armée autrichienne serait réduite, les troupes éloignées de nos frontières, la Russie resterait libre de la disposition de ses forces, les cours occidentales n'auraient plus même l'appui moral du cabinet de Vienne. Enfin ce serait la neutralité.

Notre ministre se hâta de transmettre cette combinaison à Saint-Pétersbourg en la recommandant fortement comme l'unique moyen de prévenir au printemps une coalition de toute l'Europe, et d'enlever du même coup à nos adversaires l'Autriche et l'Allemagne.

Le cabinet impérial lui expédia sans délai par télégraphe le consentement de l'empereur Nicolas.

Un échange de notes eut lieu en conséquence pour constater d'une part notre acceptation, d'autre part la satisfaction avec laquelle le cabinet de Vienne se réservait de la faire connaître aux cours occidentales.

Il faut toutefois remarquer que dans la note autrichienne notre acceptation prenait un caractère beaucoup plus précis.

Le comte de Buol chercha à pallier cette impression en assurant à notre ministre que la révision du traité de 1841 et la liberté du Danube ne pourraient ressortir que de délibérations où aucune des parties ne serait gênée dans l'expression de sa pensée, et que quant au protectorat religieux et à celui des Principautés, ces deux principes ne seraient considérés

Digitized by Google

comme acquis que lorsque le sort des chrétiens serait assuré d'un commun accord.

« Abandonnez-moi, ajouta-t-il, la manipulation des « cours occidentales ; ce ne sera pas facile, mais j'y « mettrai ma meilleure volonté. »

Nous insistons sur ces détails parce qu'ils expliquent d'un côté les espérances que nous avons rattachées à des négociations inaugurées sous ces auspices favorables, et qu'ils fournissent de l'autre côté une nouvelle preuve de la duplicité du comte de Buol.

En résumé, l'impression du prince Gortchakow était que l'empereur François-Joseph voulait franchement la paix générale qui lui permettrait de désarmer. Quant à une guerre avec nous, elle n'entrait pas dans ses calculs.

Le comte de Buol voulait aussi la paix, mais avec tous les bénéfices qu'il attendait du développement des quatre propositions. Par-dessus tout il ne voulait pas de rupture avec l'Occident.

Quant à l'Allemagne, depuis que la Prusse s'était laissée entraîner à signer l'acte additionnel qui étendait la garantie fédérale à la position des Autrichiens dans les Principautés, elle avait perdu sa position indépendante.

C'était donc d'une entente avec l'Autriche que dépendrait l'avenir. Cette entente était difficile. Elle était subordonnée aux convoitises du cabinet de Vienne et à la pression de l'Occident.

Les représentants des cours maritimes s'efforçaient

Digitized by Google

d'agir sur ces deux mobiles. Désappointés par notre acceptation, ils cherchaient à soulever des difficultés à Londres et à Paris, et à exploiter la fausse position des Autrichiens dans les Principautés. Il était question de joindre des troupes françaises aux Turcs pour une expédition contre la Bessarabie, et l'on espérait amener ainsi une collision décisive entre nous et l'Autriche.

Telle était la situation. Elle paraissait encore fort précaire. Néanmoins une chance avait été ouverte. Il nous restait à la développer.

Sous ce point de vue, le prince Gortchakow avait rendu un service réel par la rapidité avec laquelle il avait pris son parti.

Un moment d'hésitation eût suffi pour tout compromettre. Les dispositions du comte de Buol ne permettaient aucun doute à cet égard. Notre acceptation pure et simple avait déjoué ses calculs et soustrait pour le moment l'empereur François-Joseph à son influence.

Toutefois le comte de Buol n'avait abandonné aucune de ses vues. Il était l'incarnation d'un système politique qu'il était décidé à poursuivre jusqu'au bout tant qu'il serait aux affaires.

Quelques jours après l'échange de notes constatant notre acceptation et la satisfaction du cabinet de Vienne, l'empereur François-Joseph ordonna à son ministre d'informer le prince Gortchakow qu'un traité d'alliance pour le cas d'une guerre entre la Russie et l'Autriche venait d'être signé entre le gou-

Digitized by Google

vernement autrichien et les représentants de France et d'Angleterre.

Voici l'historique de ce nouveau revirement de la politique du comte de Buol.

A l'époque où nous avions refusé les quatre propositions des cours alliées, des négociations avaient été entamées entre elles et le cabinet de Vienne en vue d'une alliance offensive et défensive.

Ces pourparlers avaient tour à tour été suspendus et repris selon les oscillations de la politique du jour et surtout la tournure des négociations avec l'Allemagne.

Le texte du traité avait enfin été arrêté, lorsque notre acceptation des quatre propositions était venue se mettre en travers.

Les représentants de France et d'Angleterre, vivement irrités de ce désappointement, qui faisait encore une fois glisser l'Autriche entre leurs mains, au moment où ils croyaient enfin l'avoir irrévocablement enlacée dans le réseau de leurs intrigues, résolurent de pousser les choses à l'extrême afin d'agir directement sur le gouvernement autrichien par la terreur, en laissant de côté les ménagements qu'ils avaient observés jusqu'ici pour son orgueil.

Ils se rendirent chez le comte de Buol et exigèrent la signature immédiate du traité. Le ministre autrichien chercha inutilement à prouver qu'il n'y avait plus lieu à un traité de guerre depuis notre acceptation, mais à des conférences de paix.

Digitized by Google

Après une discussion des plus vives, M. de Bourqueney et lord Westmoreland déclarèrent que si le traité n'était pas signé, ils demanderaient leurs passeports.

Le comte de Buol courut chez l'empereur. Sa Majesté refusa de prendre aucun nouvel engagement. Son ministre lui représenta alors que ce refus serait le signal d'une guerre immédiate avec l'Occident, et déclara que pour sa part il serait obligé d'offrir sa démission.

L'empereur l'autorisa à signer.

Personne ne fut consulté; le général Hess n'eut aucune connaissance de cette décision. Lorsqu'il l'apprit, il s'écria, dans son indignation : « Il aurait fallu « leur jeter ces passe-ports à la figure. »

L'empereur François-Joseph avait chargé le comte de Buol de représenter cette transaction à notre ministre comme destinée à obliger les cours occidentales à s'en tenir aux quatre points. Il protestait d'ailleurs que ses intentions n'avaient pas changé et priait le prince Gortchakow d'être son organe à Saint-Pétersbourg pour représenter ses déterminations sous leur véritable jour.

Notre ministre répondit qu'après les assurances qu'il avait transmises la veille même au cabinet impérial d'ordre de Sa Majesté impériale et royale apostolique, et qui ouvraient à deux battants les portes de la paix, il ne saurait expliquer ni justifier l'opportunité d'un traité avec nos adversaires, et qu'il devait

Digitized by Google

laisser à son auguste souverain le soin de décider si ses intérêts ne devaient pas être confiés à un intermédiaire plus heureux ou plus habile.

La contenance du comte de Buol était digne de pitié. Il s'efforça d'atténuer la valeur du traité, regretta surtout la malheureuse coïncidence de sa signature avec notre acceptation ; mais il avoua que, placé entre une rupture immédiate avec l'Occident ou la conclusion d'une convention toute prête, il n'avait pas pu hésiter.

Le prince Gortchakow répondit qu'il ne pouvait suivre le cabinet de Vienne dans un ordre d'idées qui avait pour point de départ le sentiment de la peur ; car, après notre acceptation, les puissances occidentales n'avaient pu insister sur le traité que pour fournir publiquement la preuve de ce qu'elles peuvent sur l'Autriche lorsqu'elles le veulent. Il ajouta qu'on était fondé à se demander quels avantages le cabinet de Vienne avait pu offrir à ses alliés en retour de leur engagement à se renfermer dans les quatre points.

Ces avantages devaient évidemment résider dans l'interprétation de ces bases. Or, on connaissait déjà l'interprétation que M. Drouin de l'Huys avait donnée à la révision du traité de 1841, dans un intérêt d'équilibre européen ; on devait en conclure que le gouvernement autrichien avait donné son adhésion à un programme qui serait le prélude d'un drame sanglant, d'une criminelle comédie où se jouerait le sang des peuples !

Digitized by Google

Le comte de Buol donna sa parole d'honneur qu'aucun échange de pensées n'avait eu lieu sur ce sujet.

« Alors », répliqua notre ministre, « les cours occi-
« dentales ont dû spéculer sur la facilité avec laquelle,
« une fois le moment venu, elles étaient certaines de
« vous imposer leur manière de voir. »

Le texte du traité restait inconnu du prince Gortchakow. Mais, d'après ce qui lui revenait de divers côtés, il s'agissait d'une alliance offensive pour le cas où, jusqu'à la fin de l'année, la paix ne serait pas rétablie sur la base des quatre points. Ce qu'il importait de savoir, c'était :

1° Si le terme fixé était péremptoire ou dépendait encore de la tournure qu'auraient prise les discussions jusqu'au mois de janvier;

2° Si le comte de Buol s'était entendu avec les puissances alliées sur une interprétation raisonnable des quatre bases; car si ce point était resté dans le vague, ou si le cabinet de Vienne acceptait l'interprétation de M. Drouin de l'Huys, c'était la guerre inévitable;

3° Si enfin, comme on le soupçonnait, il y avait en dehors du traité ostensible une convention secrète encore plus positive.

Il restait également à savoir ce que déciderait l'Allemagne. Il était impossible de lui faire un plus sanglant affront, de la traiter avec un dédain plus complet. Napoléon Ier, après une série de victoires, n'aurait pas pris une attitude plus hautaine.

La Prusse et la Confédération se résigneraient-elles

Digitized by Google

à accepter cette quasi-médiatisation? Tout ce qu'il y avait à Vienne de représentants allemands en rougissait de honte et d'indignation. Il n'y avait désormais qu'une neutralité armée, énergique et décidée qui pouvait sauver l'Allemagne de cet abaissement; sinon la route était frayée à Louis Napoléon pour ajouter à son titre celui d'empereur d'Allemagne.

Le prince Gortchakow résolut d'en appeler à l'empereur François-Joseph, et sollicita une audience de Sa Majesté.

Le prince Gortchakow parla avec une franchise et une énergie qui ébranlèrent l'empereur. Sa Majesté n'avait pas envisagé la portée de l'acte qu'on venait de lui faire accomplir. Elle avait cru faciliter la conclusion de la paix générale; mais une rupture avec nous entrait moins que jamais dans ses intentions.

Notre ministre lui avait démontré que la guerre résultait évidemment du texte même du traité, puisqu'il dépendait des cours occidentales de présenter une interprétation des quatre bases qui rendrait la paix impossible au terme fixé.

L'empereur avait promis de réfléchir et de faire communiquer, s'il était possible, au prince Gortchakow le texte de la transaction.

Cette communication fut effectivement faite.

Le traité était en sept articles.

En voici la substance : Les alliés s'engageaient à ne pas traiter isolément tant que les conditions de paix convenues entre eux n'auraient pas été obtenues.

Digitized by Google

L'Autriche s'obligeait à défendre les Principautés et à ne mettre aucun obstacle aux opérations des alliés ou des Turcs.

Une commission spéciale serait chargée de régler l'organisation provisoire des Principautés et le mouvement des armées.

Si, pour la fin de l'année, la paix n'était pas conclue sur les quatre bases, les trois cours s'entendraient sur leurs déterminations ultérieures.

Si la guerre éclatait entre la Russie et l'Autriche, les cours alliées s'engageaient à assister celle-ci en subsides et en troupes à des conditions qui seraient spécialement réglées.

Enfin, la Prusse serait invitée à accéder à l'alliance.

Le prince Gortchakow demanda au comte de Buol si c'était le *seul* acte signé entre les trois cours. Il répondit qu'il n'était pas autorisé à répondre.

En tout cas, on savait que le général Hess était chargé de négocier une convention militaire avec le général français de l'Etang.

Cependant l'invitation avait été adressée aux cours occidentales d'entrer en conférence sur notre acceptation des quatre points.

Elles avaient d'abord répondu qu'elles enverraient à Vienne leur interprétation pour en délibérer avec le gouvernement autrichien. Le résultat de cette entente serait envoyé à Saint-Pétersbourg pour être accepté comme préliminaires de paix. Ce n'était qu'après ces formalités que s'ouvriraient les conférences.

Digitized by Google

Ce programme s'écartait sensiblement de nos vues.

Ce que nous voulions, c'était précisément une discussion dont les quatre bases seraient le point de départ. Or, on voulait nous placer en face d'un ultimatum.

Notre ministre avait du moins demandé au comte de Buol de lui confier sous le sceau du secret quelle serait l'interprétation du cabinet de Vienne.

Le comte de Buol avait refusé, en disant que chacun resterait libre d'exprimer sa pensée.

Il était clair qu'on nous tendait un piége pour faire échouer notre dernière chance de paix. La suite des faits ne tarda pas à le démontrer avec évidence.

Le comte de Buol avait informé notre ministre que la conférence qui allait s'ouvrir ne se rattacherait pas à l'ancienne conférence qui n'existait plus. Les parties belligérantes et l'Autriche seules y participeraient.

La Prusse se trouvait donc exclue.

Notre ministre observa qu'à ses yeux c'était un manque de procédés injustifiable.

« Il dépendra de la Prusse d'entrer dans la confé-
« rence », répondit le comte de Buol, « et elle y
« entrera en accédant au traité du 2 décembre. »

Toutefois, les nouvelles de Berlin annonçaient que le roi avait refusé son accession.

L'intervention personnelle de l'empereur François-Joseph avait réussi à écarter la combinaison primitive des cours occidentales, celle d'envoyer leur interpré-

Digitized by Google

tation des quatre bases à Saint-Pétersbourg comme une espèce d'ultimatum.

Il avait été convenu qu'on se bornerait à *préciser* davantage les quatre bases dans une entrevue officieuse, et qu'on réserverait les *interprétations* pour la discussion en conférence.

Notre ministre était muni des pleins pouvoirs les plus étendus. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre avaient reçu les leurs. Celui de Turquie ne devait être convoqué que si les pourparlers préliminaires laissaient entrevoir la possibilité de négociations de paix.

Quant à l'entrevue officieuse, il fut convenu que M. de Bourqueney et lord Westmoreland se contenteraient de l'assurance du comte de Buol que le prince Gortchakow n'avait aucune objection à se réunir avec eux.

En outre, l'ambassadeur d'Angleterre se trouvant indisposé, notre ministre consentit à ce que la réunion eût lieu chez lui.

Avant de s'y rendre, le prince Gortchakow devait se prémunir contre les piéges qui pourraient lui être tendus sous les dehors de dispositions pacifiques. Il sentait peser sur lui une immense responsabilité. L'avenir de la Russie, peut-être les destinées de la génération actuelle en Europe, allaient dépendre de cette entrevue.

Le comte de Buol lui avait fait entendre que l'interprétation des quatre bases aurait un caractère très-vague pour amortir le premier choc des opinions et

Digitized by Google

éviter que le résultat de ces premiers pourparlers ne s'opposât à l'entrée en négociation.

Cela pouvait cacher l'intention de traîner les choses en longueur, tout en se donnant des apparences de modération, soit afin de frapper un coup décisif en Crimée, soit pour gagner la saison favorable aux opérations militaires, car l'Autriche ne serait pas prête avant le printemps. Cette combinaison eut donc été contraire à nos intérêts.

D'un autre côté, c'était peut-être un piége tendu au cabinet de Berlin. Il avait refusé d'accéder au traité du 2 décembre avant de connaître l'interprétation qui serait donnée aux quatre bases. Il était possible qu'on voulût obtenir l'adhésion de notre ministre au principe et s'appuyer sur cette adhésion pour inviter la Prusse aux conférences, sous la condition d'adhérer préalablement au traité du 2 décembre. Notre ministre rendit les envoyés prussiens attentifs à ces éventualités.

C'était donc avec une extrême défiance que le prince Gortchakow allait aborder ces pourparlers préalables.

Cette défiance ne se trouva que trop bien justifiée.

Nous nous bornerons à résumer l'issue de cette entrevue.

Les dispositions personnelles de l'empereur François-Joseph étaient favorables à la paix. Il entrevoyait avec satisfaction la chance d'une solution qui le délivrerait du poids des armements et de la honte d'une guerre contre nous. Il s'agissait pour les représentants de

Digitized by Google

France et d'Angleterre de paralyser ces bonnes intentions en amenant la rupture des pourparlers.

Dans ce but ils avaient rédigé leur interprétation des quatre bases dans des termes si blessants qu'ils espéraient un refus net du prince Gortchakow. Ce ministre comprit le piége, contint son indignation, resta maître de lui-même, et se borna à des observations qui n'impliquaient ni une adhésion impossible, ni un refus dangereux. Les représentants profitèrent alors de ce que la réunion se passait sans témoins pour dénaturer sa réponse et la faire envisager comme un refus. Lord Westmoreland insista à plusieurs reprises, en disant : « Ainsi, vous refusez. » M. de Bourqueney et lui télégraphièrent à leurs cours, au sortir de la séance : « Tout est refusé. »

Le comte de Buol, interrogé de son côté par l'empereur François-Joseph, lui répondit que tout s'était bien passé.

Notre ministre déjoua encore cette intrigue. La séance s'était terminée par la décision « qu'il en référerait à Saint-Pétersbourg ».

Mais, dans l'entre-temps, il consigna ses réponses dans un *pro memoria* qu'il fit placer sous les yeux de l'empereur.

Dans cette pièce, la principale difficulté était habilement éludée. Elle se rattachait à la révision du traité de 1841. Les représentants occidentaux l'avaient interprétée dans le sens d'une cessation de notre prépondérance dans la mer Noire. Le prince Gortchakow

Digitized by Google

n'avait pas refusé la discussion, *pourvu que dans le choix des moyens il n'y en eût aucun qui portât atteinte aux droits de souveraineté de l'empereur de Russie.*

L'empereur François-Joseph approuva cette rédaction, et en cela il restait conséquent avec lui-même, puisqu'il avait toujours déclaré que jamais il n'appuierait des exigences contraires à notre dignité.

En outre, deux clauses avaient été éloignées par le prince Gortchakow : la première impliquant une *expropriation territoriale* de la Russie sur le bas Danube, concession qui était, sans aucun doute, l'appât offert à l'Autriche par ses alliés; la seconde relative au droit que se réservaient les cours occidentales de modifier et d'aggraver leurs conditions de paix selon les chances de la guerre.

Obéissant aux ordres de son souverain, le comte de Buol déclara qu'il abandonnait ces deux clauses.

Notre ministre n'avait pas craint de signaler à l'empereur *la honte de s'arrondir aux dépens de son plus ancien allié.* Cette allusion hardie avait porté coup.

Pour le moment, la cause des négociations de paix semblait gagnée à Vienne.

Restait à connaître la décision du cabinet impérial auquel notre ministre en avait référé et celle des cours occidentales.

Le prince Gortchakow avait transmis à Saint-Pétersbourg toutes les pièces du procès. Il supplia l'empereur Nicolas de considérer celle présentée par les trois cours comme non avenue. L'empereur aurait pu

Digitized by Google

en être blessé; notre ministre lui représenta que cette pièce n'était pas officielle et que nous pouvions paraître l'ignorer. Il conjura Sa Majesté de s'en tenir purement et simplement au texte de sa réponse qui laissait ouverte la seule porte par laquelle nous pouvions entrer avec dignité dans la conférence.

Le prince ne se dissimulait pas l'écueil contenu dans la clause portant la cessation de notre prépondérance maritime dans la mer Noire.

Voici le principal argument sur lequel il se fondait pour en aborder la discussion.

Pour faire cesser la prépondérance d'une puissance, il y avait deux moyens : ou de *diminuer* la force de cette puissance, ou d'*augmenter* celle des autres afin de rétablir l'équilibre.

Le premier moyen n'était pas admissible pour nous. Mais le second était discutable. Les puissances maritimes pouvaient relever la force navale de la Turquie dans la mer Noire, soit par des subsides, soit même par un secours formel en se réservant le droit de créer des établissements maritimes sur la côte de l'Asie Mineure. Batoum serait seul excepté, à cause de sa proximité de nos frontières.

A la rigueur nous pouvions admettre cette combinaison au moins à titre temporaire. La crainte extrême témoignée par l'Autriche de la présence des forces occidentales dans la mer Noire nous promettait son concours pour la faire cesser le plus tôt possible.

En tout cas, la discussion était acceptable pour nous

Digitized by Google

sur ces bases, et c'était déjà beaucoup que d'amener une discussion de la paix alors que jusqu'ici nous n'avions eu devant nous qu'une extension de la guerre.

Les puissances occidentales préféraient de beaucoup cette dernière alternative. Elles y étaient décidées. Elles redoublaient d'efforts pour amener la chute de Sévastopol et la destruction de notre flotte, résultats positifs qui les dispenseraient d'insister dans les négociations sur des conditions que nous n'accepterions jamais. Une nouvelle division française était arrivée en Crimée. On s'était décidé à y faire venir l'armée d'Omer Pacha. Ce n'était donc qu'à contre-cœur qu'elles s'étaient prêtées à un semblant de négociations par égard pour la volonté formelle de l'empereur François-Joseph, et pour retenir l'Autriche dans leur alliance.

Ce résultat était en tout cas un succès pour nous. Il avait un premier avantage immédiat, c'était de reculer la limite du 1er janvier 1855 fixée par le traité du 2 décembre comme le terme auquel devait échoir l'alliance offensive de l'Autriche si la paix n'était pas conclue.

Les puissances maritimes venaient de consolider leur position acquise en faisant signer au cabinet de Vienne un nouveau protocole par lequel il se liait à l'interprétation des quatre bases arrêtées par les cours alliées.

Telles étaient les considérations sur lesquelles le prince Gortchakow s'appuyait pour supplier l'empereur Nicolas d'approuver sa rédaction sur notre inter-

Digitized by Google

prétation des quatre bases, mais sans dépasser cette limite de l'épaisseur d'un cheveu, car toute concession au delà serait regardée par nos adversaires comme une preuve que nous avions un besoin impérieux de la paix, et que nous reculerions devant de nouvelles exigences.

Cet argument serait surtout décisif pour le comte de Buol, dont le système avait toujours consisté à prétendre qu'une attitude ferme nous obligerait toujours à céder.

La terreur inspirée à Vienne par la certitude que nous ne reculerions pas devant la guerre et que nous étions prêts à l'accepter sur l'heure était encore le seul frein qui retînt l'Autriche.

Notre ministre s'efforçait donc par son langage d'entretenir cette conviction, et il priait le cabinet impérial de ne pas l'affaiblir.

L'empereur Nicolas, appréciant la situation dont les rapports de son ministre à Vienne lui rendaient compte, lui fit transmettre par télégraphe son entière approbation des quatre points précisés.

Le prince Gortchakow, désirant profiter de l'impression favorable que son langage énergique avait faite sur l'empereur François-Joseph, se décida à faire immédiatement usage de cette approbation sans attendre le courrier qui devait la lui confirmer.

Il se rendit chez le comte de Buol et l'informa confidentiellement de notre consentement en le priant de ne pas étendre cette confidence aux représentants de

Digitized by Google

France et d'Angleterre, mais d'en faire part à l'empereur François-Joseph en disant à Sa Majesté que ce résultat était dû à la confiance que l'empereur Nicolas plaçait dans sa parole *personnelle*.

Notre ministre se trouvait donc prêt à entrer en discussion. Le comte de Buol promit de convoquer sans délai une nouvelle réunion.

Il aborda à cette occasion la question de la Prusse.

L'empereur d'Autriche reculait devant l'idée d'exclure cette puissance moins par conscience que par égard pour les clameurs que son exclusion provoquait en Allemagne.

Le comte de Buol avait trouvé un biais. Il fit observer que la Prusse étant signataire du traité de 1841, cet acte ne pouvait pas être revisé sans elle. En conséquence, cette puissance serait invitée à prendre part à la conférence, mais seulement pour la discussion de celle des quatre bases qui se rapportait à cette transaction.

Des pourparlers avaient été entamés à Berlin sur ce sujet.

La seconde réunion officieuse des plénipotentiaires eut lieu le 26 décembre.

Le résultat de cette réunion avait été un accord sur les quatre points qui décidait de l'ouverture prochaine de conférences formelles de paix.

Cet événement important termine l'année 1854.

Digitized by Google

PRUSSE (1853 ET 1854)

Avant d'aller plus loin dans l'exposé des faits, nous croyons nécessaire de revenir sur nos pas pour étudier l'attitude du cabinet de Berlin depuis l'origine de la crise [1].

A son début, l'année 1853 trouvait la Prusse sous l'impression des circonstances qui avaient accompagné la reconnaissance de l'empire français.

Un fait remarquable caractérise la distance qui sépare le commencement de la fin de cette année mémorable.

Au mois de mars, le gouvernement français insistait

[1] Nous n'avons pas besoin de rappeler que la Prusse dont il s'agit ici est la Prusse d'alors et non celle d'aujourd'hui. Pour apprécier sa marche avec équité, il faut tenir compte des difficultés de sa position. Le tableau que nous en faisons explique comment quinze ans plus tard le comte de Bismark a tout risqué pour sortir sa patrie prussienne et la grande patrie allemande du marécage politique où elles se débattaient, et pour leur restituer le rôle qui leur appartient par la position géographique, le chiffre de la population et le haut degré de développement matériel et moral.

Ce qu'il faut constater, c'est que dans la crise d'Orient, la Prusse nous a seule en Europe témoigné tout le bon vouloir que comportait sa situation, seule elle a montré le prix qu'elle attachait par gratitude pour le passé, par prévoyance pour l'avenir, au maintien des relations d'amitié avec la Russie. Elle a eu le mérite du bon vouloir, et n'a eu que dans une mesure restreinte la responsabilité d'entraînements inhérents à sa position.

Ces précédents sont importants. Ils permettent de croire que si une crise pareille éclatait aujourd'hui, la Prusse et l'Allemagne, devenues puissantes, sauraient s'interposer efficacement, arrêter l'iniquité, et imposer des solutions justes.

C'est tout ce que la Russie est en droit d'attendre d'elles.

Digitized by Google

auprès du cabinet de Berlin sur l'entente existant entre l'Autriche et la Russie pour morceler la Turquie. Il lui proposait un accord entre la France et la Prusse pour l'empêcher, ajoutant que l'Europe avait conjuré une crise semblable en Orient par le traité de 1841, que la France envoyait sa flotte dans les eaux du Levant pour revendiquer sa part dans le règlement des affaires orientales, et qu'enfin si l'équilibre était rompu en Turquie, elle considérerait *les traités* qui fixaient cet équilibre comme *déchirés*.

Au mois de décembre de la même année, la Prusse signait avec l'Autriche, la France et l'Angleterre le protocole de Vienne contenant le germe d'une coalition contre nous.

L'intervalle qui sépare ces deux situations si différentes est rempli par les hésitations de la politique prussienne.

Elle était sollicitée par les deux courants qui se partageaient l'Europe : à l'ouest la terreur d'une invasion française, en Orient la crainte d'une complication générale.

Durant les premiers mois de l'année, toute l'attention du cabinet prussien était fixée sur le Rhin. Le voyage du roi des Belges à Berlin et à Vienne avait été le symptôme visible du mouvement qui tendait à réunir les Etats de l'Allemagne en vue de contenir l'ambition de la France impériale.

Mais à mesure que la situation s'aggravait en Orient les préoccupations de la Prusse se déplaçaient. Il

Digitized by Google

serait difficile de décider si cette puissance ne voyait pas avec satisfaction l'orage s'éloigner d'elle.

Cependant, sa position dans un conflit oriental n'était pas sans difficulté. La France et l'Angleterre pesaient fortement sur le cabinet de Berlin. L'influence britannique y était toute-puissante. On lui reprochait sa neutralité qui, disait-on, forçait l'Occident à une attitude d'autant plus prononcée que celle des deux cours allemandes était plus indécise. On le pressait de se rallier à une entente à quatre qui serait plus pacifique parce qu'elle aurait l'autorité d'un accord général de l'Europe.

Le gouvernement prussien objectait que ses liens avec la Russie ne permettraient jamais à la Prusse de participer à aucune entente contre nous, mais qu'elle était prête à se joindre aux efforts tentés pour conserver la paix, pourvu qu'ils n'eussent rien d'offensant pour nous.

Son attitude dans les différentes phases de la crise était correcte. Il appuyait à Londres et à Paris les arguments que nous mettions en avant pour justifier nos réclamations. A Constantinople, il blâmait hautement les imprudentes démonstrations navales de l'Occident qui rendaient une entente pacifique impossible parce que d'un côté elles rendaient les Turcs plus opiniâtres, et que de l'autre elles devaient nous rendre moins conciliants. Vis-à-vis de notre ministre, le roi et son cabinet n'épargnaient pas les assurances amicales. Mais elles étaient vagues et peu précises.

Digitized by Google

On sentait l'embarras où les plaçait la nécessité de choisir entre les deux camps qui divisaient l'Europe.

Le roi se montrait affligé de l'ingratitude de l'Europe envers l'empereur Nicolas. Il se rattachait néanmoins à l'Autriche, soit en alléguant les intérêts allemands, soit en vue de maintenir cette *union des trois cours,* mise en avant toutes les fois qu'il s'agissait de nous lier les mains, abandonnée dès qu'il était question de servir nos intérêts.

« A nous trois, disait le roi, nous parviendrons à « contenir la France et l'Angleterre. »

Mais en pratique il était impossible d'obtenir autre chose que des protestations. Le cabinet de Berlin était passionné pour *la neutralité,* disant qu'elle le mettrait à même de nous mieux servir. Il se retranchait derrière l'Autriche dont l'exemple était peu fait pour l'encourager à une attitude plus nette.

Lorsque le baron de Meyendorf fut renvoyé à Vienne porteur des propositions du cabinet impérial tendant à une alliance défensive entre les trois cours, M. de Manteuffel s'était rendu à Vienne sur les instances du baron de Budberg afin d'activer une entente.

Mais la réponse déclinatoire de l'Autriche à ces propositions avait naturellement entraîné celle du ministre prussien. Attendre un concours franc et décidé des deux puissances allemandes, c'était trop exiger de leurs scrupules et peut-être de leurs arrière-pensées. M. de Manteuffel était resté dans le vague, déclarant que la Prusse chercherait à se tenir en dehors des

Digitized by Google

complications orientales, mais que s'il fallait agir, elle se maintiendrait avec l'Autriche dont l'appui n'était pas douteux. Ainsi *l'union des trois cours était assurée.*

Du reste, pour expliquer cette attitude du gouvernement prussien, on doit reconnaître qu'à cette époque on pouvait encore se faire illusion sur celle de l'Autriche.

Cette puissance semblait animée d'un sincère désir de maintenir la paix. Elle y travaillait activement et espérait y arriver. La position médiatrice qu'elle avait prise entre nous et la Porte, soutenue par l'Occident, paraissait lui offrir des chances réelles de sauvegarder nos intérêts, sans donner prétexte aux velléités ambitieuses attribuées à la France. La question politique en Orient et celle de la révolution en Europe n'avaient pas encore été nettement séparées. Les menaces de la France, les événements de Suisse et d'Italie servaient à les confondre.

L'Autriche et la Prusse devaient donc pourvoir à leurs propres dangers de ce côté, et sur ce terrain elles maintenaient notre solidarité au nom des principes conservateurs. Elles nous demandaient d'y avoir égard et de ne point amener en Orient des complications qui risquaient d'allumer en Europe une conflagration dont la révolution ne manquerait pas de s'emparer.

Nous avions pris ces vœux en considération. L'empereur Nicolas était loin de répudier les engagements de notre alliance conservatrice, mais il ne séparait pas cette cause en Orient et en Europe. Ce qu'il poursuivait

Digitized by Google

en Turquie, c'était le maintien et la consolidation du *statu quo* ébranlé par les concessions faites à la France aux dépens des droits garantis à l'Église orthodoxe.

Par égard pour ses deux alliés, autant que par un désir sincère d'éviter des complications que nous n'avions ni cherchées, ni provoquées, il avait fait toutes les concessions, donné toutes les assurances compatibles avec nos droits et notre dignité, réduit enfin nos demandes à ce qui était strictement nécessaire pour obtenir la réparation et les garanties à venir qu'il croyait dues à la Russie.

Les puissances allemandes auraient dû tenir la balance égale, et, tandis que nous les assurions de notre concours en vue des périls qu'elles appréhendaient, elles auraient dû nous prêter la même assistance dans nos justes réclamations.

Mais pour cela il aurait fallu plus d'énergie vis-à-vis de l'Occident, moins de défiance à notre égard.

La pâleur de leur attitude en notre faveur, dès le début de la crise, les vagues déclarations qu'elles avaient faites de leur adhésion au principe de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie que notre intention n'était nullement d'enfreindre, avaient été interprétées en Europe comme une approbation donnée à l'intervention des puissances occidentales et un blâme aux exigences que nous faisions valoir à Constantinople [1].

[1] Le 30 mai, lord Bloomfield, ministre d'Angleterre à Berlin, écrivait à lord Clarendon :

« L'impression produite par les dernières nouvelles de Constantinople est

Digitized by Google

Les deux cours allemandes avaient été engagées par ce faux point de départ dans une voie où leurs défaillances ne devaient plus s'arrêter.

C'est ainsi qu'elles ont perdu l'occasion qui s'offrait à l'Allemagne d'accomplir un grand acte de force et de justice en s'interposant pour le maintien de la paix générale.

La Prusse n'a pas suivi l'Autriche jusqu'au bout dans ses procédés malveillants ; nous la verrons bientôt chercher à s'arrêter elle-même et à retenir le cabinet de Vienne dans ses entraînements vers l'alliance occidentale.

Mais ses irrésolutions nous étaient funestes en ce

très défavorable à la Russie. Le baron de Manteuffel pense que le prince Menschikow a dépassé tout ce qu'on pouvait attendre, et que les grandes puissances doivent s'efforcer de découvrir un moyen de concilier le différend et de prévenir une rupture. La conduite du gouvernement russe est généralement condamnée. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il est impossible à la Porte de signer un pareil traité sans encourir la perte de son indépendance. »

Plus tard le roi de Prusse émit la proposition de placer les chrétiens sous la tutelle des cinq grandes puissances pour écarter les dangers qu'une dissolution de la Turquie ferait courir à la religion chrétienne. Cette idée, sous une apparence mystique, était au fond purement politique et d'origine anglaise. C'était M. de Bunsen, ministre de Prusse à Londres, qui l'avait émise. En l'accueillant, le roi prouvait combien il appréciait peu nos intérêts en Orient.

Il est douloureux de dire que la loyauté bien connue de l'empereur Nicolas a tourné au détriment des intérêts de la Russie. On savait, on était sûr que ce souverain ne trahirait jamais la cause de la grande alliance conservatrice, et dès lors on ne se gênait pas! Si l'on avait douté de lui, si on l'avait cru capable de renoncer momentanément à ses justes réclamations en Orient, et de donner la main à Napoléon pour déchirer en Europe les traités de 1815, on eût mis plus de scrupules à le livrer aux coups de la coalition !

Digitized by Google

qu'elles nous ont empêchés de mesurer, dès l'origine de la crise, toute l'extension qu'elle devait prendre.

Deux ans après la guerre, le prince royal de Prusse, alors régent du royaume, s'étant rencontré à Ostende avec notre ambassadeur à Paris, comte Kisselew, s'entretint avec lui des événements de cette crise. Il lui avoua que si à cette époque il avait eu entre les mains les rênes du gouvernement, il n'aurait pas hésité à se prononcer nettement et franchement contre nous, dans la conviction qu'il nous aurait rendu par là un service réel, parce que le cabinet impérial aurait sans aucun doute cédé plus facilement, sans compromission de dignité, devant le vœu unanime de l'Europe, qu'il n'avait pu le faire devant l'attitude arrogante des puissances occidentales et les hésitations de ses alliés.

C'eût été, du moins, une marche franche et nette !

Il est certain que du moment où la Prusse était décidée à nous abandonner, il eût été plus avantageux pour nous, avant d'entamer une pareille lutte, de pouvoir compter le nombre de nos ennemis et celui de nos amis.

Nous ne suivrons pas en détail la politique du cabinet de Berlin. Favorable à nos réclamations, elle manquait de décision.

Tous les efforts de notre ministre consistaient à représenter au gouvernement prussien le danger de laisser s'accréditer en Europe l'opinion que la France et l'Angleterre s'efforçaient de répandre, c'est-à-dire que la Prusse était liée d'intérêt avec l'Occident. Cette

Digitized by Google

conviction ne pouvait qu'accroître les prétentions de la Porte et celles des puissances maritimes. Elle diminuait les chances de conciliation et tendait précisément à amener les complications que la Prusse tenait à éviter.

En déclarant nettement aux cabinets de Londres et de Paris que le gouvernement prussien ne les suivrait pas dans l'attitude de plus en plus hostile à notre égard qu'ils avaient assumée, M. de Manteuffel aurait incontestablement exercé une influence favorable sur la marche des événements. L'Angleterre surtout n'aurait pas facilement contracté avec la France des liens qui l'eussent exposée à se trouver en collision avec l'Allemagne.

Mais c'était précisément cette netteté qu'il était impossible d'obtenir du ministère prussien. Elle n'était pas dans ses habitudes.

Il avait reconnu la justesse de nos demandes, et en même temps il avait adhéré aux déclarations vagues de principes à l'aide desquelles les puissances occidentales s'opposaient à ce que nous obtinssions satisfaction.

Sa sollicitude pour les intérêts allemands l'engageait à ne pas se séparer de l'Autriche, et sa conduite se modelait sur celle de cette puissance au lieu d'influencer ses décisions.

Le cabinet de Vienne s'étant sincèrement appliqué à rechercher une solution équitable et pacifique, le ministère prussien l'avait suivi dans cette voie. Il avait

Digitized by Google

admis notre interprétation du traité de 1841, et décliné d'en faire déduire la garantie que lui attribuait la France.

Il avait refusé, malgré les instances de l'Angleterre, de protester contre notre entrée dans les Principautés. Invité à participer à Vienne à la conférence des quatre puissances, le gouvernement prussien s'était consulté avec notre ministre. Il avait été convenu que le représentant de la Prusse entrerait dans la conférence, mais qu'il s'entendrait en tout avec le baron Meyendorf, et qu'il déclarerait avoir l'ordre de n'appuyer que les arrangements que nous reconnaîtrions acceptables.

Cette conférence ayant abouti à la note de Vienne, la Prusse avait applaudi à notre acceptation empressée, et cependant c'était à Berlin qu'avait eu lieu l'indiscrétion diplomatique qui livra à la publicité notre interprétation des variantes turques.

Lorsque, à la suite de cet incident, les puissances occidentales refusèrent d'appuyer la note de Vienne à Constantinople, le cabinet de Berlin se maintint sur le terrain de cette note et déclara que si les puissances l'abandonnaient, la Prusse se séparerait d'elles.

Tout indiquait le désir de conciliation qui animait le gouvernement prussien, et cependant les ministres anglais disaient hautement dans leurs discours au Parlement que l'adhésion de la Prusse et de l'Autriche était acquise à la cause des puissances occidentales, et que la Russie était abandonnée même de ses anciens alliés. Le gouvernement prussien était représenté à

Digitized by Google

Londres par le chevalier de Bunsen, que ses opinions libérales nous rendaient très-hostile.

La presse se prononçait avec violence contre nous. A l'exception du parti de la Croix qui reconnaissait hautement la justice de notre cause, nous avions contre nous tous les libéraux.

Les incertitudes du cabinet de Londres vers lequel gravitait le gouvernement prussien contribuaient à l'entretenir dans ce système d'indécision.

Au mois de juin, le prince royal de Prusse avait fait un voyage à Londres. Il en avait emporté l'impression que les ministres anglais désiraient au plus tôt une issue honorable, qu'ils détestaient leur solidarité accidentelle avec la France, et n'attendaient qu'une solution pour s'en éloigner.

M. de Bunsen, au contraire, affirmait à la même époque que l'entente entre la France et l'Angleterre était complète sur l'Orient. Elles étaient décidées à nous faire la guerre si la Turquie était menacée. Elles blâmaient la prétention de la Prusse à la neutralité et approuvaient l'Autriche qui leur était favorable.

On comprend donc aisément les perplexités du cabinet de Berlin. Disposé aux théories politiques, il s'était fait un idéal de conduite que ses efforts tendaient à réaliser.

La Prusse, puissance allemande et européenne à la fois, étrangère par ses intérêts à l'Orient, devait conserver une politique indépendante, concourir à la paix

Digitized by Google

comme grande puissance, et, si la guerre éclatait, en garantir le centre de l'Europe.

Ce programme devait séduire les théoriciens de Berlin. Il devait les conduire non à dominer la situation, mais à la subir. Les événements étaient trop grands pour comporter ces subtilités. Appliquée à l'Orient seul, cette politique pouvait être rationnelle. Mais ce n'était pas l'Orient seul qui était en cause; c'était aussi la Prusse, et avec elle tout l'ancien équilibre de l'Europe.

Les faits ne l'ont que trop démontré, et leurs enseignements ont été déduits plus tard avec éloquence dans les chambres prussiennes par des orateurs de la droite.

Mais dans les circonstances du moment la prévoyance des ministres prussiens ne portait pas aussi loin.

Pour concilier à la fois les intérêts orientaux et ceux européens de l'Allemagne, il eût fallu aux deux grandes puissances germaniques une énergie et surtout un accord qui leur ont fait défaut. L'Autriche en effet était doublement engagée par sa qualité de puissance allemande et de puissance orientale et slave, et, tandis qu'elle cherchait à se rattacher la Prusse et la Confédération au nom des intérêts allemands, elle les compromettait au nom de ses intérêts particuliers.

C'est là le secret du double jeu de cette puissance et aussi des tergiversations perpétuelles de la Prusse et de l'Allemagne.

L'empereur Napoléon ne l'ignorait pas. Tel avait toujours été le rôle de la Confédération dans toutes les

Digitized by Google

grandes crises européennes, et il est probable que ce souverain a compté sur les mêmes éléments pour amener par cette crise orientale la dissolution de l'alliance des trois cours conservatrices, dissolution qui a été le but principal de sa politique.

Vers la fin de l'année, M. de Manteuffel signalait à notre ministre les dangers qui menaçaient la Confédération.

A l'ouest, les sympathies françaises se propageaient à la faveur d'intrigues actives; les princes étaient entraînés par leurs ambitions personnelles auxquelles Louis Napoléon promettait de satisfaire largement, les peuples par les tendances démocratiques que ce souverain se réservait d'appuyer malgré les allures despotiques de son propre gouvernement.

A Bade, dans la Hesse électorale et le Nassau, l'armée était complétement démocratisée depuis 1848. On y attendait une invasion française comme le signal de nouveaux bouleversements. Dans les États du midi, les princes poursuivaient leurs intérêts personnels qui ne s'accordaient guère avec les besoins de liberté de leurs peuples. Ils cherchaient plutôt à reprendre un à un les droits et priviléges qu'ils avaient dû sacrifier pendant la révolution.

Le mal réel de l'Allemagne, c'était la faiblesse des gouvernants, l'absence des généreux élans qui font même des plus petits souverains de grands monarques en leur inspirant le courage d'être les premiers serviteurs de la patrie.

Digitized by Google

La Prusse n'avait pas moins de reproches à se faire dans ce triste état de choses. Durant la crise de 1848, de mauvais ministres avaient embrassé la cause de la démocratie contre les gouvernements. Actuellement le baron de Manteuffel travaillait à abolir la constitution, et, en attendant qu'il pût le faire, il la paralysait au moyen de réformes partielles. Sa bureaucratie tracassière et sa diplomatie arrogante blessaient et humiliaient continuellement les petits États qui ne pouvaient pas lui pardonner d'avoir voulu les absorber dans l'hégémonie prussienne. Il n'était donc pas étonnant que ces petits États se jetassent dans les bras de la France et offrissent à l'empereur Napoléon les chances de réaliser son rêve favori, le remaniement de la carte de l'Europe.

Tel était le tableau que traçait notre ministre.

Il suffit à expliquer comment ni la Prusse ni l'Allemagne ne se sont trouvées à la hauteur du rôle considérable qu'elles étaient appelées à jouer dans ces grands événements.

La rivalité perpétuelle qui divisait les deux grandes puissances germaniques apportait à cette situation de nouvelles difficultés. Lors de l'entrevue qui eut lieu à Olmutz entre l'empereur Nicolas et l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse n'avait pas été invité. Il s'en montra blessé et refusa de se rendre plus tard à Varsovie, de peur de mécontenter l'Angleterre et de provoquer la France par le fantôme d'un retour de la Sainte-Alliance. Le roi colorait ces scrupules en disant

Digitized by Google

qu'il serait mieux à même de nous servir à Londres et à Paris, en restant libre; tandis que nous cherchions à lui démontrer qu'un accord ostensible avec nous ferait réfléchir nos adversaires en leur ôtant l'espoir d'ameuter toute l'Europe contre nous.

Cependant, au dernier moment, le roi, écartant les conseils de son ministre et ne suivant que l'impulsion de ses propres sentiments, partit subitement pour Varsovie.

Dans cette entrevue il n'y a rien eu d'écrit. Ce fut un échange d'idées et d'assurances personnelles rappelant les rencontres précédentes où si souvent l'empereur Nicolas avait eu l'occasion d'employer son influence pour le bien de l'Allemagne et l'union de ses alliés. Alors c'était nous qui étions en cause, et l'empereur fut à même de réitérer à ses augustes hôtes des promesses solennelles qui devaient les rassurer quant aux vues politiques qu'il poursuivait en Orient.

Le roi de Prusse se montra convaincu par la parole loyale de l'empereur et sensible à ses assurances amicales.

C'est un des traits caractéristiques de cette époque que cette prédominance des intérêts sur les sentiments.

Impossible de douter de ceux du roi Frédéric-Guillaume pour son auguste allié ! A chaque instant il en renouvelait l'assurance soit dans sa correspondance personnelle, soit dans son langage vis-à-vis de notre ministre. Mais les actes de son gouvernement étaient

Digitized by Google

loin d'y répondre. Là prédominaient l'influence du baron de Manteuffel, celle des chambres, des partis, de l'opinion, toutes basées sur les *intérêts* de la Prusse.

Ces intérêts n'étaient peut-être pas bien compris. Ils sacrifiaient l'avenir au présent. Les passions politiques y avaient une large part.

Mais ce qu'on ne peut méconnaître, c'est que dans les faits ils l'ont constamment emporté sur les dispositions personnelles du roi.

Preuve certaine que la politique de sentiment avait fait son temps.

Si cette espèce de politique est condamnée par la perfidie et l'ingratitude de l'Autriche, elle ne l'est pas moins par la faiblesse de la Prusse.

Sous ce rapport, l'exemple de cette puissance est peut-être encore plus concluant, puisque, malgré les meilleures intentions, le roi s'est laissé entraîner en faveur de nos adversaires et, malgré sa loyauté, il n'a pu mettre ses actes d'accord avec ses paroles.

Les causes ne sauraient en être attribuées à une inconsistance de caractère ou au manque de fixité des opinions. Il était convaincu de la parfaite droiture de l'empereur Nicolas; il professait le plus grand respect pour lui. Il savait que quand il avait donné sa parole, on pouvait s'y fier. Il ne partageait donc aucun des soupçons malveillants qu'on s'efforçait de répandre sur sa politique. Il trouvait sa cause juste, ses demandes honorables et modérées. Il attachait le plus grand prix à son alliance; il la considérait comme essentielle pour

Digitized by Google

la Prusse, indispensable pour le maintien de l'équilibre en Europe.

Personnellement, le roi eût donc été disposé à embrasser franchement notre parti. Mais il était placé dans une position radicalement fausse. Souverain moitié absolu, moitié constitutionnel, il ne pouvait ni faire prédominer entièrement sa volonté, ni se retrancher et s'effacer complétement devant celle des chambres. C'est ainsi qu'entre son bon vouloir et ses concessions forcées aux exigences de l'opinion, il nous a plutôt nui que servi par les hésitations continuelles de sa politique.

Le roi était entouré d'un petit cercle d'intimes tous très-sincèrement voués au culte des traditions de la Sainte-Alliance.

Mais M. de Manteuffel n'était pas moins indécis dans ses allures. Il personnifiait toutes les aspirations contradictoires de la politique de son pays.

Comme grande puissance européenne, la Prusse aspirait à jouer un rôle considérable, mais sa position géographique lui interdisait l'indépendance. Elle redoutait sur le Rhin les menaces de la France, et dans la Baltique celles de l'Angleterre. La seule idée d'un blocus de ses côtes faisait pâlir M. de Manteuffel.

Comme puissance allemande, la Prusse voulait être à la tête, non à la remorque des intérêts allemands ; elle voulait bien que ses confédérés suivissent sa politique, mais elle n'entendait pas la leur subordonner.

Elle détestait l'Autriche qui l'écrasait de sa supério-

Digitized by Google

rité. M. de Manteuffel, en particulier, avait encore sur le cœur les humiliations que le prince de Schwarzenberg lui avait fait subir en 1850, et peut-être les rancunes qu'il conservait de nos préférences pour l'Autriche ont-elles contribué à donner une nuance de roideur à son attitude vis-à-vis de nous.

Et cependant dès qu'il s'agissait d'isoler l'Autriche, de se substituer à elle au sein de la Diète et de lui enlever sa prépondérance en Allemagne, le roi et son ministre reculaient avec effroi devant la perspective d'une scission de la Confédération germanique, qui leur apparaissait comme un crime contre la patrie allemande.

C'est ce sentiment honorable que le cabinet de Vienne a surtout exploité pour faire descendre pas à pas la Prusse sur la pente où il avait placé sa propre politique.

Le cabinet de Berlin s'est flatté de l'arrêter sur cette pente en souscrivant à ses exigences afin de le rattacher à l'influence de l'Allemagne; mais à peine avait-il accordé une concession, qu'une nouvelle exigence venait le replacer dans les mêmes perplexités et l'entraîner aux mêmes faiblesses.

Si l'on ajoute à ces considérations l'activité et les prétentions des petits États, les rivalités personnelles des ministres, on aura le secret de cette politique allemande qui, embrassant sous l'apparente unité d'un grand nom les intérêts les plus divergents sur le Rhin et en Orient, en Lombardie et en Pologne, dans la Bal-

Digitized by Google

tique et dans l'Adriatique, commerciaux et industriels, catholiques et protestants, se traduisait dans toutes les crises importantes par la désunion et descendait aux proportions d'intrigues et de commérages diplomatiques, sans grandeur et sans portée.

Lorsque tout espoir de conserver la paix s'évanouit devant l'attitude de plus en plus hostile des puissances occidentales, la perspective d'une guerre générale ne fit qu'accroître les irrésolutions de la Prusse. Elle pouvait encore se tenir à l'écart tant que le conflit restait oriental; mais s'il devenait européen, elle sentait l'impossibilité de s'y soustraire, et redoutait de prendre un parti quelconque dans cette complication d'intérêts.

Ces hésitations poussèrent le cabinet de Berlin dans une politique de termes moyens qu'il décora du nom de *médiatrice* pour en dissimuler le peu d'efficacité pratique.

Nous avons déjà signalé ailleurs le rôle immense que les événements traçaient à l'Allemagne. Interposée entre les parties belligérantes, elle pouvait dicter la paix en jetant le poids de ses forces militaires dans la balance contre celles des puissances qui repousseraient des conditions équitables et tireraient le premier coup de canon. Mais pour remplir cette mission il lui manquait l'union et l'énergie nécessaires.

La Prusse y suppléa par une attitude incolore qui, à force de vouloir tout ménager, la mit à la remorque des événements et surtout de la politique plus hardie du comte de Buol.

Digitized by Google

Vers la fin de l'année 1853, ce ministre avait jugé nécessaire de définir l'attitude de la Confédération dans la crise qui s'annonçait. Il proposa au cabinet de Berlin une déclaration commune en Diète, impliquant la neutralité de l'Allemagne.

En principe, cette proposition répondait aux vœux du roi. Il y voyait un moyen d'éviter une guerre générale.

Toutefois, il se défiait avec raison du cabinet de Vienne.

L'Autriche avait besoin d'une déclaration de neutralité pour conclure un emprunt que l'état de ses finances rendait indispensable.

Mais proclamer la neutralité au moment où la Russie venait de proposer à l'Allemagne une alliance défensive, c'était en réalité se prononcer contre elle en faveur de l'Occident. Or, la Prusse avait travaillé jusqu'ici à résoudre les difficultés dans un sens équitable et satisfaisant pour nous. En outre, la proposition du comte de Buol était conçue en termes défavorables. Il rappelait les principes posés par l'Occident, ceux du maintien de l'indépendance du sultan et de l'intégrité de la Turquie, ce qui faisait supposer que nous les menacions ; il rappelait que les deux puissances germaniques s'étaient *associées* à ces principes. Quant à la *justice* de nos réclamations et à nos loyales assurances, il n'en faisait aucune mention.

Le cabinet de Berlin refusa donc cette déclaration commune. On se borna à des circulaires séparées. Celle

Digitized by Google

de la Prusse se bornait à dire que cette puissance ne prendrait aucune part aux hostilités afin de pouvoir continuer son œuvre de pacification.

Cependant, peu de temps après, le cabinet de Berlin signait à Vienne ce protocole du 5 décembre, qui renfermait évidemment le germe d'une coalition.

Aux observations de notre ministre, le roi et ses conseillers répondirent en affectant de traiter ce protocole comme un acte insignifiant, destiné à contenir l'ardeur belliqueuse de l'Occident sans s'éloigner de nous. Du reste, on rendait pleine justice à l'équité et à la modération de nos demandes, et l'on promettait de servir activement d'intermédiaire pour nous réconcilier avec l'Angleterre.

Un fait remarquable, c'est qu'au début de l'année 1854, le cabinet de Berlin témoignait une animosité particulière à l'égard de l'Autriche.

Le baron de Manteuffel nous accusait de juger la politique du comte de Buol avec trop d'indulgence. Il déclarait qu'il était impossible d'avoir confiance dans ses intentions et de marcher avec lui. Le baron Budberg, pénétré de la nécessité de maintenir l'union des trois cours, prenait la défense de l'Autriche; il demandait quelles preuves on avait de sa duplicité, et offrait de profiter de ses bons rapports personnels avec le comte de Thun pour amener une réconciliation.

Le baron de Manteuffel n'articulait pas de griefs positifs. Il accusait le comte de Buol d'intrigues, de

Digitized by Google

troubles religieux provoqués dans le grand-duché de Bade, de tentatives pour amener la Bavière et le Wurtemberg à une alliance si la Prusse se séparait de l'Autriche.

Lorsque le comte Orlow fut envoyé à Vienne avec des propositions tendant à nous assurer la neutralité allemande, notre ministre à Berlin fut chargé d'une démarche analogue. Mais il trouva le baron de Manteuffel très-roide. Il déclara qu'un protocole irriterait la France et l'Angleterre sans avoir aucune utilité. Il refusa nettement de rien signer avec l'Autriche qui ne songeait, disait-il, qu'à tromper la Prusse et à lui nuire. Il s'emportait en invectives contre le comte de Buol qu'il accusait hautement de trahison. Il déclarait que la Prusse observait la convention de 1851, par laquelle elle avait garanti la Lombardie, mais qu'elle ne la renouvellerait jamais, car ce serait se livrer pieds et poings liés aux intrigues de l'Autriche [1].

Cependant, à côté de ces difficultés, notre ministre rencontra dans sa négociation un obstacle imprévu. Il apprit que le roi venait de prendre l'initiative d'une démarche à Londres pour se lier vis-à-vis de l'Angleterre, à condition que celle-ci garantirait le territoire de la Confédération.

[1] Les événements subséquents ont porté une vive lumière sur la politique allemande. Ils ont prouvé que la rivalité permanente des deux puissances germaniques était au fond de tout. C'était à qui se placerait à la tête de l'Allemagne et des intérêts allemands. Il y avait là en même temps un lien et un élément de discorde entre Vienne et Berlin. Cela explique bien des choses.

Digitized by Google

Ce calcul inspiré par le parti anti-autrichien à Berlin avait un but évident.

En obtenant la garantie de l'Angleterre, on n'avait plus besoin de celle de l'Autriche. On pouvait en conséquence se dispenser de lui renouveler la garantie donnée en 1851 pour la Lombardie. L'Autriche restait isolée à la merci de la France.

Le roi confirma lui-même cette information au baron de Budberg. « J'ai craint, lui dit-il, des exi-« gences déshonorantes pour moi. J'ai donc jugé « nécessaire de prendre les devants. J'ai dit à Londres « que jamais je ne me laisserais entraîner à une guerre « contre la Russie, qu'on ne devait pas espérer m'y « forcer, car j'avais 400,000 hommes sous les armes et « pouvais en réunir davantage au besoin. Mais j'ai « déclaré en même temps que si l'Angleterre con-« sentait à garantir l'intégrité de la Confédération, « je promettais de ne contracter aucun engagement « quelconque durant la crise actuelle. J'attends la « réponse. Mais je suis engagé d'honneur, et je ne puis « rien signer. »

Notre ministre fit observer à Sa Majesté que les propositions portées par le comte Orlow tendaient précisément à la neutralité, en assurant à l'Allemagne les moyens de la maintenir.

Nos dépêches portaient en effet que la Prusse n'avait le choix qu'entre trois alternatives : se prononcer contre nous, se prononcer pour nous, ou bien adopter une franche neutralité.

Digitized by Google

Quant à la première alternative, le roi l'interrompit avec chaleur en s'écriant : « Comment peut-on nous « croire capable d'une telle infamie? Nous allier à « l'Occident contre la Russie! Le doute seul est offen- « sant pour nous. Je donnerai à l'empereur des assu- « rances positives; il peut compter sur moi. »

Le baron de Budberg s'efforça de démontrer qu'en tout cas la neutralité que nous recommandions était ce qui convenait le mieux à la Prusse. L'Angleterre n'avait pas pour habitude de prendre des engagements précis pour des éventualités incertaines. D'ailleurs les engagements pris par un ministère ne liaient pas ses successeurs. Elle se bornerait à promettre de soutenir à la paix l'intégrité de la Confédération, mais dominée par la peur de la France, elle ne lui déclarerait certainement pas la guerre pour défendre la Confédération, d'autant plus qu'elle était intéressée à voir ruiner les établissements industriels et la marine marchande de l'Allemagne.

Nos propositions, au contraire, ne pouvaient compromettre la Prusse, puisque nous ne lui demandions rien que la neutralité, en lui offrant notre assistance matérielle immédiate contre toute tentative pour l'en faire sortir. Nous lui promettions en outre de ne rien résoudre en Orient sans la consulter, tandis que l'Angleterre adoptait à chaque instant des mesures belliqueuses sans même en prévenir le cabinet de Berlin. Enfin après la guerre il faudrait toujours en revenir à la paix. La Prusse aurait rompu l'équilibre des anciennes

Digitized by Google

alliances. L'intérêt serait désormais la seule base des alliances nouvelles. Privée de notre amitié, séparée de l'Autriche, haïe de la France, la Prusse n'aurait d'autre appui que l'Angleterre dont la politique varie selon les intérêts du jour.

Ces réflexions ébranlaient le roi. Mais il se montrait animé contre l'Autriche qui, disait-il, réduisait la Confédération germanique à une honteuse faiblesse malgré les efforts de la Prusse pour fortifier la Diète.

Il conclut en disant : « Je ne comprends pas pour-
« quoi vous tenez tant à un acte signé lorsque vous ne
« pouvez pas douter de nous. »

Notre ministre fit observer que l'expérience du passé devait nous rendre circonspects. La Prusse s'était laissée aller à participer à la conférence de Vienne, qui avait abouti au protocole du 5 décembre et à l'entrée des flottes occidentales dans la mer Noire. Nous tenions donc à rassurer nos alliés contre les menaces qui pouvaient leur être faites en leur demandant en retour de nous assurer sur leur neutralité.

Le baron Manteuffel, qui assistait à l'entretien, protesta contre une neutralité décidée qui livrerait le commerce prussien à l'Angleterre, en fournissant à cette puissance un prétexte pour brûler tous les navires marchands de la Prusse.

Voilà sur quelles bases ce ministre fondait sa préférence pour l'alliance anglaise en face de notre ancienne intimité.

Au milieu de ces hésitations, nous pouvions du

Digitized by Google

moins relever une chose, c'était l'assurance explicite et chaleureuse *que jamais la Prusse ne se laisserait entraîner à la guerre contre nous.*

Le roi l'avait confirmée dans les termes les plus positifs par une lettre autographe à l'empereur Nicolas.

Mais voici qui caractérise la politique du gouvernement prussien.

Le cabinet impérial ayant cru devoir prendre acte de ces assurances dans une dépêche officielle au baron Budberg, M. de Manteuffel s'en montra très-irrité. Il refusa d'accepter communication de cette pièce, et prétendit que nous n'avions pas le droit de prendre au mot ces épanchements confidentiels et de les consigner dans un acte officiel qui entraînerait la Prusse dans de graves embarras s'il était connu à Londres et à Paris. Il soutint que nous blessions par là la dignité de la Prusse; car prétendre que cette puissance ne se laisserait jamais entraîner à une guerre contre la Russie, c'était enchaîner sa liberté d'action. Or elle voulait la conserver pour certain cas, par exemple celui où les Anglais menaceraient de brûler ses vaisseaux marchands dans la Baltique.

Quoi qu'il en soit, on sait que la négociation du comte Orlow échoua définitivement.

Le baron Budberg avait essayé de substituer au protocole à trois qui effrayait le cabinet de Berlin, un arrangement à contracter par l'Autriche et la Prusse qui nous serait ensuite communiqué pour obtenir notre

Digitized by Google

garantie. Cette combinaison n'eut pas plus de succès. Le gouvernement prussien se retrancha derrière sa dignité. Faire garantir la neutralité de l'Allemagne par la Russie, c'était une humiliation. Le baron de Manteuffel se plaignit hautement du ton de commandement que nous prenions vis-à-vis de la Prusse.

On avait appris à Berlin que l'Autriche objectait également à accepter les propositions du comte Orlow. L'empereur François-Joseph en avait informé le roi, en insistant surtout sur le danger des insurrections slaves en Turquie et la nécessité pour l'Autriche de maintenir le *statu quo* en Orient.

Bien que le roi de Prusse n'eût pas les mêmes motifs, cette décision le détermina à rejeter de son côté la négociation que nous avions entamée.

C'était le moment où les puissances occidentales allaient nous adresser la sommation d'évacuer les Principautés.

Elles proposèrent aux cabinets de Vienne et de Berlin de s'y associer par une convention ayant pour but l'établissement d'une marche commune en vue de la paix. C'était un préambule qui devait conduire à d'autres résultats. Le mot de neutralité n'était pas même prononcé.

Le roi de Prusse refusa positivement ces ouvertures.

Mais il n'en fut pas de même à Vienne. Le comte de Buol accepta la convention en éloignant les clauses trop ouvertement hostiles contre nous, et la fit proposer

Digitized by Google

à Berlin. Cette pièce, telle qu'elle était sortie de la chancellerie autrichienne, portait que la paix ne pourrait être conclue que d'un commun accord entre les quatre cours. Elle maintenait le *statu quo* oriental et stipulait des améliorations en faveur des chrétiens. Elle admettait la neutralité de l'Allemagne, mais n'excluait point une participation active à la guerre, dans le moment qui serait jugé opportun.

Ce fut un moment critique pour la Prusse. Débordée de tous côtés, menacée d'un blocus dans la Baltique, abandonnée de l'Autriche, ayant perdu les moyens de peser sur l'Allemagne en s'alliant franchement à nous, elle était hors d'état de résister. Un revirement complet s'opérait dans les dispositions du baron de Manteuffel et du parti anglais. On parlait de s'unir décidément à l'Autriche afin d'exercer une pression irrésistible sur nous, et de rompre en tout cas à jamais notre alliance intime avec le cabinet de Vienne.

Toutefois le roi tint bon. Il refusa formellement d'accéder à la convention, s'engageant seulement à nous *prier* amicalement de déférer au vœu des cours occidentales en évacuant les Principautés. Toutes les démarches de la France et de l'Angleterre ne parvinrent pas à l'ébranler. Le cabinet des Tuileries prétendait qu'il ne désirait cette convention que pour se *garantir* contre une attaque de l'Allemagne pendant qu'il serait occupé en Orient; mais il était prêt à accepter cet engagement sous toute autre forme qui

Digitized by Google

conviendrait à la Prusse. Le cabinet de Londres était plus péremptoire, il *exigeait* que la Prusse nous déclarât la guerre. M. de Bunsen, ministre du roi à Londres, et qui n'était pas de nos amis, s'attachait à effrayer son gouvernement par les menaces de l'Angleterre, et il avait pris sur lui de déclarer par une note à Lord Clarendon que le cabinet de Berlin était prêt à signer la convention.

Le roi fit retirer la note et envoya le général Groeben pour notifier son intention de rester dans la neutralité et au besoin de la soutenir les armes à la main.

Il écrivit à la reine Victoria pour protester de son affectueux attachement pour l'empereur Nicolas, et témoigner en faveur de la loyauté et du désintéressement de cet auguste souverain quant aux Principautés qu'il promettait d'évacuer. Il priait la reine de ne pas repousser cette base d'accommodement si l'Angleterre ne voulait pas la guerre à tout prix.

Il confia des missions analogues au prince de Hohenzollern à Paris, et au colonel Manteuffel à Vienne. Ce dernier était chargé de proposer à l'empereur François-Joseph une alliance de neutralité à laquelle l'Allemagne serait invitée à s'associer.

Ces efforts étaient dictés par les meilleures dispositions, mais ils devaient rester stériles.

Toutefois le séjour des envoyés du roi à Londres et à Paris fournit des éclaircissements importants sur la situation.

Le comte de Groeben trouva le gouvernement

Digitized by Google

anglais complétement débordé par l'entraînement des passions publiques. La reine elle-même avait fini par se laisser gagner, et le prince Albert cherchait à refaire sa popularité compromise par son opposition au parti de la guerre. L'envoyé prussien jugea donc inutile de prêcher la paix. Il se borna à déclarer que la Prusse ne participerait pas à une coalition contre nous et resterait neutre. On lui promit de ne pas l'inquiéter, mais on chercha par des raisonnements captieux à l'attirer vers une marche commune avec l'Occident.

L'empereur Napoléon fut plus explicite vis-à-vis du prince de Hohenzollern. Il jeta résolûment le masque de modération qu'il avait gardé jusqu'alors. Il déclara que la question d'Orient n'occupait désormais que le second plan. Il s'agissait d'*affaiblir* la Russie et de détruire la prépondérance qu'elle avait acquise sur les destinées de l'Europe. Si même elle acceptait les propositions qui lui étaient faites, la France n'en poursuivrait pas moins sa marche belliqueuse, sauf à obtenir de suite les fruits qu'elle attendait d'une campagne victorieuse.

L'empereur Napoléon se disait sûr de l'alliance anglaise. Quoiqu'elle fût impopulaire en France, il était décidé à la maintenir parce qu'elle répondait le mieux à ses plans. Jusqu'ici il avouait avoir été à la remorque de son alliée, mais il saurait se placer à la tête et diriger les événements.

Quant à l'Autriche, l'empereur Napoléon était éga-

Digitized by Google

lement assuré de son concours. Il ne fallait pas se laisser abuser par ses tergiversations apparentes. *Elles cesseraient,* disait-il, *dès l'apparition du premier soldat français en Turquie.* Alors la neutralité de la Prusse deviendrait impossible. Il faudrait qu'elle se déclarât contre la Russie.

Il ajouta que l'Allemagne avait besoin de grandes réformes, et insinua que la Prusse en particulier avait besoin *d'arrondir sa taille.*

Il dévoila en un mot ses vues de bouleversement et de remaniement de la carte d'Europe.

La partie la plus remarquable de ces révélations est celle qui concerne l'Autriche.

En la rapprochant des prophéties que M. de Bourqueney faisait entendre à Vienne vers la même époque, on doit arriver à la conclusion que nous avons déjà déduite : c'est que toutes les manœuvres du comte de Buol n'ont eu pour objet que de gagner le temps marqué par lui pour le développement de sa politique. Le but en était tracé d'avance ; le moment choisi était celui où la présence des alliés en Turquie mettrait l'Autriche à couvert de toute attaque de notre part ; en attendant qu'il pût témoigner son hostilité contre nous sans en courir les risques, il se bornait à des démarches diplomatiques destinées peut-être à abuser son souverain, et il assurait en tout cas sa position en entraînant l'Allemagne dans ses voies.

Cette circonstance donne à la conduite du comte de

Digitized by Google

Buol un caractère de préméditation qui la rend réellement odieuse.

Malgré le peu de succès de ses tentatives, le roi de Prusse n'en persévéra pas moins dans ses efforts en vue d'une médiation timide.

Le cabinet de Vienne insistait depuis longtemps pour que la Prusse mobilisât son armée. Le roi s'y refusa; il se borna à demander aux chambres un crédit de trente millions de thalers.

Ce fut pour les partis une occasion de se mesurer. La droite voulait un vote pur et simple; le centre libéral voulait que les considérants de la mesure fussent catégoriquement prononcés en faveur de l'Occident contre nous. Comme trait caractéristique, il faut citer un discours du général de Bonin, ministre de la guerre, qui déclara devant la commission que pour la Prusse une alliance avec la Russie serait un *parricide*. Le roi indigné désavoua ce langage, mais l'effet n'en fut pas moins produit.

Le ministre soutint habilement la mesure proposée, en lui enlevant toute signification dans un sens ou dans un autre. Il la présenta comme un résultat de la situation de l'Europe qui exigeait que la Prusse pourvût à sa sécurité.

Il est à remarquer que malgré ce caractère incolore, le vote de la proposition fut envisagé comme une victoire du parti conservateur, tant l'esprit public nous était hostile.

Cependant la mission du colonel Manteuffel à

Digitized by Google

Vienne pour offrir à l'Autriche une alliance de neutralité avait provoqué en retour l'envoi du général Hess à Berlin, chargé de négocier cette alliance.

Il s'y rencontra avec Mgr le duc Georges de Mecklembourg, envoyé par l'empereur Nicolas pour tenter un nouvel essai de pacification sur la base des concessions réclamées par les puissances occidentales en faveur des chrétiens d'Orient.

Nous avons rendu compte ailleurs de cette double négociation.

Celle confiée au duc Georges allait au-devant des vues personnelles que le roi de Prusse avait exprimées à l'empereur Nicolas. Ce fut avec une vive satisfaction qu'il accueillit nos ouvertures et se chargea d'en être l'organe à Londres et à Paris. Mais ici encore le roi fit preuve d'un défaut de décision; il s'abstint de déclarer que le rejet de nos propositions entraînerait l'abandon par la Prusse de la conférence de Vienne.

Les puissances occidentales, laissées entièrement libres de refuser, objectèrent le développement pris par les événements, l'impossibilité d'en arrêter le cours, les armements considérables qui avaient été faits. Elles firent pressentir qu'*indépendamment des conditions de paix formulées jusqu'alors, elles seraient obligées de nous demander des garanties sur nos intentions à l'avenir.*

Ainsi, dès cette époque, le but de la guerre était changé; il ne s'agissait plus du passé, mais de l'avenir, et l'on se préparait à nous poser des exigences qu'on dissimulait encore pour ne pas effrayer l'Allemagne.

Digitized by Google

Le comte de Buol, qui d'abord avait semblé accueillir avec empressement nos ouvertures, les abandonna avec la même promptitude dès qu'il apprit le refus des cabinets de Londres et de Paris.

Néanmoins le roi de Prusse ne renonça point à l'idée de la médiation; il la tint en réserve pour des temps plus favorables.

Quant à la négociation du général Hess, elle avait pour but essentiel, aux yeux du cabinet de Vienne, le renouvellement de la garantie territoriale mutuelle stipulée en 1850. Mais ce but était habilement dissimulé par les assurances du négociateur. On voilait aux regards du cabinet prussien le piége où l'on voulait l'attirer. On protestait formellement contre toute idée de guerre avec nous; on déclarait qu'une fois l'Autriche rassurée sur l'avenir de ses provinces limitrophes, elle s'abstiendrait de toute participation hostile contre la Russie.

Néanmoins elle se réservait à cet égard une liberté d'action qu'elle disait commandée par sa position, mais qui révélait ses arrière-pensées. Le général Hess offrait également sur ce sujet les explications les plus satisfaisantes. Ainsi il évitait soigneusement de s'appuyer sur les vœux des puissances occidentales. Il ne parlait qu'au nom des *intérêts allemands,* impliqués dans la libre navigation du Danube, cette grande artère commerciale, née sur le sol allemand, baignant sur tout son cours des territoires allemands, et dont il importait à la Confédération que les embouchures fussent

Digitized by Google

à l'abri de toute entrave. L'Autriche était le défenseur naturel de ces intérêts; elle avait par conséquent le droit de réclamer le concours éventuel de ses confédérés. Ce concours du reste était fort limité. On n'exigeait nullement que la Prusse prît part à des mesures comminatoires contre la Russie; on demandait seulement qu'elle admît cette faculté pour l'Autriche.

Notre ministre ne négligeait rien pour contrecarrer ce travail de captation en éclairant le gouvernement prussien sur les conséquences qu'on voulait lui dissimuler. Il approuvait entièrement l'union des deux cours. Elle pouvait rassurer l'Autriche quant à la Lombardie, et puisqu'elle était dominée par la crainte de la France, il était utile de calmer ses appréhensions. Mais il démontrait que si le cabinet de Vienne gardait la faculté d'une action isolée, la Prusse perdrait tout contrôle et ne serait plus qu'un instrument aveugle. En somme, on exigeait d'elle qu'elle se chargeât de défendre les provinces de l'Autriche au nom d'une alliance de neutralité, tandis que le cabinet de Vienne se réservait la faculté de ne pas rester neutre.

Ces vérités ne pouvaient pas être méconnues à Berlin; mais le roi était dominé par deux considérations : la crainte d'une scission en Allemagne, et l'espoir d'arrêter l'Autriche en lui donnant les satisfactions qu'elle réclamait.

Ce furent là les deux cordes que le général Hess s'attacha à faire vibrer; il apporta des ménagements et des gradations dans ses exigences; d'abord il se

Digitized by Google

borna au traité. Le roi en éloigna tout ce qui pouvait paraître hostile à la Russie et le renvoya ainsi modifié à Vienne. Alors on mit en avant l'article séparé qui contenait la véritable pensée du comte de Buol. Le roi y objecta longtemps, mais le général Hess refusa de signer le traité tant que l'article séparé ne serait pas conclu. Il fit plus, il déclara positivement que si l'Autriche n'obtenait pas les garanties dont elle avait besoin, elle ne pourrait pas se dispenser d'accepter les propositions que le gouvernement français lui faisait depuis longtemps.

Devant cette menace, le roi dut céder; il chercha du moins à apporter dans la rédaction de l'article séparé des modifications conformes à ses vues.

L'étude de ce document est curieuse; elle indique un assaut de finasseries diplomatiques où se complaît l'esprit germanique. Le texte du comte de Buol révélait ses arrière-pensées tout en les dissimulant. Les modifications du roi attestaient le désir de lier les mains à l'Autriche tout en accédant à ses demandes. De part et d'autre on croyait avoir réussi. Il en résultait un certain vague dont chacun se réservait l'interprétation; mais dans ce duel l'avantage devait rester à celui qui voulait résolûment et savait nettement ce qu'il voulait.

Toutefois, un fait essentiel ressort de cette négociation, c'est la condition expresse formulée par le roi, acceptée en principe par l'Autriche, qu'en même temps qu'on nous inviterait à évacuer les Principautés, des

Digitized by Google

réclamations analogues seraient adressées aux cours occidentales. Le roi n'admettait donc la sommation qu'à titre d'une parfaite réciprocité ; le comte de Buol en reconnaissait la justice.

De cette manière, le caractère donné à la négociation du général Hess était celui d'une *suspension d'hostilités*.

D'un côté, la Russie serait invitée à évacuer les Principautés et à ne pas étendre ses opérations au-delà du Danube ; de l'autre côté, les puissances maritimes seraient invitées à quitter la mer Noire et les détroits. De fait, la guerre cessait d'elle-même, et la voie s'ouvrait aux négociations de paix pour lesquelles on était fort près de s'entendre depuis les promesses d'amélioration du sort des chrétiens d'Orient. Le comte de Groeben avait remis à l'ambassadeur d'Angleterre une notice contenant l'état de la question.

Il constatait que la Russie avait consenti à évacuer les Principautés pourvu que les escadres de l'Occident se retirassent de la mer Noire, et que des garanties sûres lui fussent données que l'émancipation promise aux chrétiens serait *réelle* et comprendrait les droits religieux acquis aux Grecs orthodoxes.

D'autre part, les puissances occidentales avaient déclaré qu'on pouvait accorder à la Russie les garanties demandées, à condition qu'elle s'en contenterait et se montrerait sincèrement disposée à la paix.

Entre ces deux programmes, la distance n'était pas telle qu'une entente ne pût facilement s'établir.

Digitized by Google

On voit donc le plan qui avait séduit l'imagination du roi et l'avait décidé à donner à l'Autriche, par le traité du 20 avril, des garanties qui au fond n'avaient plus de motifs, du moment où la guerre devait cesser *de fait*.

Mais le comte de Buol s'était bien gardé d'inscrire, soit dans le traité, soit dans l'article séparé, la condition de *réciprocité* qui formait la base de cet échafaudage.

Sur les instances du roi, le général Hess s'était borné, après la conclusion de ces deux actes, à formuler dans une *note explicative* l'engagement de réclamer des cours occidentales la *réciprocité* dont le roi avait fait une condition absolue de sa signature.

Il en était de même des *cas* où une action hostile de l'Autriche envers nous serait tolérée par la Prusse. Des discussions très-vives avaient eu lieu à ce sujet. Le cabinet de Vienne s'était montré coulant sur les engagements généraux reposant sur la *parole donnée*, pourvu qu'ils ne fussent pas *écrits*. Il avait été convenu que ces *cas* seraient limités à ceux où la Russie s'approprierait une partie du territoire turc, et où elle passerait les Balkans et manœuvrerait sur Constantinople.

Mais ni le traité, ni l'article séparé ne contenaient aucune stipulation à cet égard. La seule réserve mentionnée était celle qu'*en aucun cas l'Autriche ne passerait à l'action sans s'entendre avec la Prusse*. Telle était

Digitized by Google

la barrière que le cabinet de Berlin croyait avoir élevée contre les entraînements du comte de Buol.

Cependant le gouvernement prussien n'avait point la conscience tranquille sur les conséquences du pas important qu'il venait d'accomplir en signant le traité du 20 avril.

Les représentations de notre ministre lui avaient fait comprendre qu'une entente loyale avec nous serait le meilleur moyen d'obtenir ce qu'on désirait, bien plutôt qu'une attitude suspecte qui ne nous offrait absolument rien en échange des sacrifices qu'on nous demandait ; qu'en tout cas une paix honorable ferait cesser les appréhensions affectées de l'Autriche à notre égard, bien plus efficacement qu'une garantie qui impliquerait une provocation éventuelle envers nous.

Le roi envoya donc M. d'Alvensleben à Vienne pour s'entendre sur l'interprétation du traité, empêcher ou du moins retarder la sommation qui devait nous être faite. En même temps il nous adressa la prière instante d'évacuer spontanément les Principautés en prenant l'initiative de conditions de paix qu'il se chargerait de faire valoir à Paris et à Londres à titre de médiateur.

L'empereur Nicolas ne crut pas pouvoir se rendre à cette demande. Nous retirer des Principautés sans obtenir aucune garantie d'une retraite simultanée des escadres, c'eût été céder, avant d'avoir tiré l'épée, ce qu'on ne pouvait exiger de nous qu'après une guerre malheureuse ou bien par une juste réciprocité.

Digitized by Google

C'était faire trop bon marché de l'honneur de la Russie.

Ces ouvertures partaient d'une intention amicale, mais elles indiquaient un manque de netteté dans les idées. L'empereur Nicolas voulut éclairer le roi sur la portée des questions en jeu.

Déjà le baron de Budberg avait soumis à Sa Majesté un mémoire destiné à prouver qu'il était injuste de nous adresser exclusivement l'invitation de ne pas étendre nos opérations au-delà du Danube, sans adresser la même invitation aux puissances occidentales qui, bien plus que nous, occupaient la Turquie et dominaient à Constantinople; que les griefs articulés par le cabinet de Vienne, quant aux Slaves d'Orient, n'étaient pas fondés; ce n'était pas nous qui les soulevions, l'empereur Nicolas en avait donné l'assurance et ne manquerait pas à sa parole. Les difficultés slaves, pour l'Autriche, ne dataient pas de la guerre actuelle; elles existaient depuis longtemps, et la faute en était au cabinet de Vienne lui-même. Comment les Slaves pouvaient-ils lui être affectionnés lorsqu'ils le voyaient donner la main aux Turcs par-dessus leur tête, au lieu de les protéger? Si l'Autriche se laissait entraîner à une rupture avec nous, cette situation deviendrait bien pire encore. Le meilleur moyen d'écarter ces griefs était donc de s'entendre franchement avec la Russie pour protéger et contenir dans de justes limites les chrétiens d'Orient.

L'empereur Nicolas tint à préciser encore plus ces

Digitized by Google

divers points. Il adressa au roi les questions suivantes dans un mémoire séparé :

1° Le roi entend-il que la garantie qu'il a donnée à l'intégrité de l'empire ottoman s'applique également à des causes de dissolution *intérieures,* comme par exemple un soulèvement des chrétiens en dehors de tout projet de conquête?

2° Admet-il également que, sans exception, à tout prix et par toute espèce de moyens, les provinces qui s'émanciperaient soient forcément replacées sous le joug ottoman, c'est-à-dire livrées à une destruction certaine, vu l'excitation qui régnait alors parmi les musulmans?

3° Est-il disposé à faire violence à ses sentiments religieux pour prendre part, même moralement, à cette œuvre antichrétienne, et, si l'Autriche s'y décidait, à assister matériellement l'Autriche?

4° Si les mesures répressives de celle-ci amenaient un conflit avec nous, le roi soutiendrait-il l'Autriche combattant les chrétiens contre la Russie les défendant des vengeances de l'islamisme?

Ces conséquences extrêmes découlant à la rigueur de l'engagement que la Prusse avait pris, soit envers l'Occident, soit envers l'Autriche, il était nécessaire que le roi envisageât la portée et les limites de ses obligations.

De la réponse qu'il ferait à ces questions dépendraient les résolutions ultérieures de l'empereur.

Sa Majesté fut vivement impressionnée. Elle déclara

Digitized by Google

que l'intégrité de l'empire turc ne pouvait être interprétée que sous le point de vue de *conquêtes* modifiant le *statu quo;* que l'éventualité d'insurrections intérieures, qui rendraient impossible la coexistence des chrétiens et des Turcs, changerait la question; que nous étions fondés à ne pas vouloir prendre l'engagement absolu de maintenir le *statu quo* oriental, d'autant plus que les puissances maritimes annonçaient le projet de faire des conquêtes aux dépens de la Russie. Mais ce qui intéressait surtout le roi, c'était de savoir dans quels cas nous considérerions une intervention de l'Autriche comme dirigée contre les chrétiens. Sa Majesté croyait savoir que le cabinet de Vienne admettait l'impossibilité de replacer de force sous le joug turc les chrétiens qui s'en seraient affranchis. Mais il pourrait intervenir pour *maintenir l'ordre,* et il est probable que déjà le comte de Buol avait fait entrevoir à Berlin cette éventualité; le roi désirait savoir si, dans ce cas, ce serait la guerre avec nous.

Malgré ce désir d'explications amicales, Sa Majesté parut froissée de voir que ses tentatives de pacification n'avaient pas été accueillies à Saint-Pétersbourg. Elle nous déclara qu'elle considérait sa médiation comme terminée.

La négociation confiée à M. d'Alvensleben à Vienne, pour fixer le sens du traité du 20 avril et spécialement la question de *réciprocité,* n'avait pas mieux réussi. Dès les premiers mots, le comte de Buol avait sèchement répondu qu'il ne contestait pas le principe, mais

Digitized by Google

qu'il n'avait pour sa part aucun moyen d'action sur les puissances occidentales pour les obliger à le reconnaître.

C'était s'incliner devant le droit de la force; car, si l'on ne pouvait contraindre nos adversaires, il était inique de prétendre exercer cette contrainte contre nous.

Néanmoins, le comte de Buol résolut de passer outre et de nous adresser la *sommation* sans consulter la Prusse.

Le roi en fut très-blessé; il fit dire à notre ministre qu'il ne s'écarterait pas du principe de la *réciprocité* et qu'il se considérerait comme délié des engagements du 20 avril.

Cette déclaration supposait une énergie qui faisait défaut à Berlin.

Cependant un moyen naturel s'offrait à la Prusse de rompre cet engagement imprudent, c'était de s'appuyer résolûment sur l'Allemagne qui, dans la réunion de Bamberg, venait de montrer clairement son désir de ne point se laisser entraîner à la guerre.

Le cabinet de Berlin pouvait se placer à la tête de ce mouvement de résistance et prouver au comte de Buol que sa politique, basée sur les *intérêts allemands,* n'avait pas l'approbation de l'Allemagne.

Le roi et son ministre s'y montraient d'autant plus disposés qu'à leurs griefs contre le comte de Buol était venu s'ajouter un nouveau motif d'irritation.

L'Autriche venait de signer à Constantinople, avec la Porte et les puissances occidentales, un nouveau

Digitized by Google

protocole stipulant l'occupation éventuelle de certaines provinces de la Turquie. Elle l'avait fait à l'insu de la Prusse, malgré l'article du traité du 20 avril, qui exigeait une entente des deux cours préalablement à toute action de l'Autriche.

C'était non-seulement violer ses engagements, mais en outre traiter le cabinet de Berlin avec un dédain blessant. Notre ministre n'eut donc pas de peine à le convaincre que la Prusse, appuyée sur l'Allemagne, était en droit de se délier des engagements que l'Autriche n'observait pas.

Mais ces résolutions ne tinrent pas contre les susceptibilités que l'empereur François-Joseph sut exploiter dans l'entrevue de Teschen. Il avait été frappé des velléités d'indépendance manifestées par les Etats secondaires. C'était toucher une corde toujours prête à vibrer en Prusse. L'empereur fit partager au roi ses appréhensions de voir les petits Etats se rapprocher de la France. Le roi et ses conseillers ne voulurent pas comprendre qu'en refusant de se placer à leur tête, ils amèneraient précisément ce résultat. Ils ne virent dans l'attitude ferme des petits Etats qu'une velléité d'influence qu'on ne devait pas encourager, une prétention de dicter la loi aux grandes puissances, que celles-ci ne pouvaient pas tolérer.

Ainsi, les rivalités d'amour-propre qui minaient l'Allemagne ne pouvaient pas s'effacer, même devant la grandeur de cette crise!

Le roi de Prusse sacrifia tout au désir de rester lié à

Digitized by Google

l'Autriche. Une communication identique fut concertée entre les deux souverains et adressée aux Etats réunis à Bamberg. Elle ne répondait que vaguement aux questions posées si nettement par la conférence et portait que les deux grandes puissances, ne pouvant s'entendre avec leurs confédérés, renonceraient à porter en Diète la proposition d'accéder au traité du 20 avril et se contenteraient de l'accession des Etats séparés.

Cette réponse entraîna l'adoption du traité par la Diète.

Abandonnés par la Prusse, il était difficile que les Etats secondaires montrassent plus d'énergie que la puissance qui semblait appelée à se mettre à leur tête.

Aux observations de notre ministre, qui s'efforçait de faire comprendre la faute immense que la Prusse commettait en perdant cette occasion de se faire le représentant des vrais intérêts de l'Allemagne, le roi et ses conseillers opposèrent comme toujours la nécessité de conserver leurs rapports avec l'Autriche, afin de la retenir dans les liens fédéraux.

Le fait est que, dans les pourparlers de Teschen, le comte de Buol avait renouvelé catégoriquement la déclaration que si l'Autriche était abandonnée par la Prusse, elle n'hésiterait plus à prêter l'oreille aux ouvertures amicales de la France. Cette menace avait produit son effet habituel sur le roi.

Du reste, le comte de Buol n'avait rien négligé pour le ramener vers l'Autriche. Il s'était efforcé d'atténuer

Digitized by Google

l'effet des engagements pris isolément à Constantinople, en affirmant que le cabinet de Vienne les avait contractés, non pas comme *allié du sultan,* mais en vue des *intérêts autrichiens* menacés par les insurrections voisines.

En somme, les résultats de l'entrevue de Teschen n'offraient rien de positif. D'après les renseignements recueillis par notre ministre, rien n'avait été conclu ni signé. Il n'y avait eu qu'un échange d'idées, à la suite duquel aucune des deux parties n'avait réussi à convaincre l'autre. Le roi de Prusse avait trouvé le comte de Buol très-hostile et très-méfiant à notre égard, l'empereur François-Joseph mieux disposé personnellement, mais dominé par son ministre.

Le baron Manteuffel ne croyait pas qu'il y eût encore d'engagements *signés* entre l'Autriche et la France, mais il pensait que le comte de Buol s'était *verbalement* compromis vis-à-vis de M. de Bourqueney.

Nous avons déjà révélé le secret de sa politique. Elle consistait à manœuvrer diplomatiquement jusqu'à ce que l'arrivée des forces alliées sur le théâtre de la guerre permît à l'Autriche de se démasquer et d'entrer en ligne contre nous *sans danger*.

Mais ces considérations n'apparaissaient pas clairement aux yeux du cabinet de Berlin, décidé à s'attacher à tout prix aux pas de l'Autriche, dans l'espoir d'enrayer sa marche dangereuse.

Aux témoignages de méfiance et de haine qu'il recueillait contre nous, le roi de Prusse n'avait eu à

Digitized by Google

opposer que des protestations amicales et bienveillantes de ses sentiments personnels envers l'empereur Nicolas, mais aucun acte énergique, aucune résolution positive.

La Prusse croyait avoir beaucoup fait en se ménageant une espèce d'indépendance apparente. M. de Manteuffel disait à notre ministre que sa *coopération n'était promise* à l'Autriche *que pour défendre le territoire autrichien*. Le roi avait persisté à poser la condition de réciprocité envers l'Occident; le comte de Buol avait continué à admettre le principe, en se retranchant derrière l'impossibilité pratique de l'appliquer aux puissances maritimes.

Toutefois, le gouvernement prussien n'avait pas abandonné ses espérances de médiation pacifique. Il nous conjurait de ne pas répondre à la sommation ou plutôt à l'invitation autrichienne en termes péremptoires, mais de laisser une porte ouverte à la reprise des négociations.

Dans ce même but il avait consenti à *appuyer* amicalement l'*invitation* autrichienne et, pour éviter tout malentendu, il avait envoyé le colonel Manteuffel à Saint-Pétersbourg avec des explications verbales et conciliantes.

La lettre et les ouvertures dont il était porteur étaient des plus pressantes. L'empereur Nicolas put se convaincre qu'un pas de plus entraînerait la Prusse et l'Allemagne dans la coalition où les attiraient les puissances occidentales, de connivence avec l'Autriche.

Digitized by Google

Sa Majesté résolut, en conséquence, de conjurer ce danger en désintéressant l'Allemagne, afin de pouvoir compter sur sa neutralité.

Ce pénible sacrifice fut accompli par la réponse à l'invitation autrichienne que le prince Gortchakow fut chargé de porter à Vienne.

Elle impliquait :

1° Notre retraite des Principautés ;

2° Notre adhésion aux principes du protocole du 9 avril, que l'Allemagne s'était plus particulièrement appropriés, c'est-à-dire l'intégrité de l'empire ottoman et la consolidation du sort des chrétiens.

En retour, nous ne demandions à l'Autriche que de nous rassurer sur sa marche ultérieure, sur ses engagements avec nos adversaires, et de nous garantir qu'une fois ses intérêts mis à couvert, elle ne suivrait pas plus loin nos ennemis dans leurs exigences.

En présence de cette décision, adoptée par égard pour elle, la Prusse allait-elle enfin se déclarer satisfaite et se dégager de liens imprudemment contractés?

Un moment nous avons pu le croire. Le roi accueillit ces ouvertures avec les démonstrations de la joie la plus vive. Il promit de les appuyer chaudement à Vienne et adressa immédiatement une lettre très-pressante à l'empereur François-Joseph. Il rappelait à l'empereur ses promesses réitérées, lui faisait observer qu'on avait obtenu de nous plus même qu'on n'avait espéré, et qu'on était désormais engagé d'honneur envers nous.

Digitized by Google

Le roi déclarait, par l'organe du colonel Manteuffel, que les intérêts allemands étaient complétement sauvegardés par nos résolutions; que les exigences de l'Occident n'avaient plus de fondement; qu'il était temps de forcer les puissances maritimes à se prononcer enfin clairement sur le but de la guerre; que la Prusse, pour sa part, était décidée à ne plus faire de nouvelles concessions, à ne point se mettre à la remorque des faits accomplis, et que, le cas échéant, elle se considérerait comme déliée du traité du 20 avril.

Ces représentations énergiques influèrent sur l'accueil que le cabinet de Vienne fit d'abord à nos ouvertures. L'entrée en Valachie fut suspendue. Les représentants des cours maritimes étaient exaspérés; notre retraite des Principautés faisait crouler toutes les combinaisons qu'ils avaient fondées sur un conflit possible entre l'armée autrichienne et la nôtre.

L'Allemagne semblait prête à secouer le joug que nos adversaires faisaient peser sur elle.

Mais ces espérances devaient encore une fois échouer par le mauvais génie du comte de Buol.

Dans sa réponse aux démarches prussiennes, le comte de Buol parut vouloir abandonner à la France et à l'Angleterre de décider si notre réponse à la sommation devait être envisagée comme satisfaisante.

Le cabinet de Berlin repoussa cette marche. Il déclara que notre réponse était destinée à régler les rapports entre la Russie et l'Allemagne, et que l'Occident n'avait pas à s'y ingérer.

Digitized by Google

Le comte de Buol voulut alors soumettre nos ouvertures à la conférence de Vienne.

Le roi refusa net de prendre part à cette conférence, si elle avait lieu.

Sa Majesté, de même que son ministre, déployèrent dans cette circonstance une fermeté méritoire. A Berlin les représentants de France et d'Angleterre s'emportèrent en reproches violents et même en menaces directes. A Vienne M. de Bourqueney alla plus loin encore et proposa de réunir la conférence à trois, sans la Prusse. A Londres et à Paris on se montrait exaspéré contre le cabinet de Berlin ; on l'accusait de faire échouer les efforts tentés pour entraîner l'Allemagne dans la coalition; on parlait de lui adresser une sommation catégorique. Le ministre de Prusse eut une vive altercation avec lord Clarendon.

« Nous sommes sûrs de l'Autriche », lui dit le ministre anglais; « elle ne demande pas mieux que de « marcher avec nous. Mais si la Prusse s'oppose à « la conférence, ce serait trop fort! »

Cependant ni le roi ni le baron Manteuffel ne fléchirent devant cet orage.

Le comte de Buol se décida alors à communiquer nos ouvertures aux cabinets de Londres et de Paris, *sans se concerter avec celui de Berlin,* et à les inviter par une démarche isolée à se prêter à une discussion.

Ce procédé fut un nouveau motif de mécontentement pour le gouvernement prussien. La communica-

Digitized by Google

tion du cabinet de Vienne était molle et vague. Elle ne faisait nullement pressentir l'attitude de l'Autriche et de l'Allemagne en cas de refus par les cours occidentales.

Elle ne mettait pas celles-ci en demeure de se prononcer sur leurs intentions dans la poursuite de la guerre et n'en séparait nullement les intérêts de l'Allemagne.

Elle n'exprimait pas même l'espoir d'une *réciprocité* de ces puissances en retour des importantes concessions que nous avions faites. Enfin, le comte de Buol leur indiquait lui-même la réponse qu'elles avaient à faire, en signalant l'omission que nous avions faite de la troisième base du protocole du 9 avril, c'est-à-dire celle qui devait rattacher l'empire ottoman à l'équilibre européen.

Le gouvernement prussien voyait donc s'évanouir une à une toutes les illusions dont s'était bercée sa politique. Repoussé à Saint-Pétersbourg, parce que sa médiation timide ne nous offrait aucune garantie, il échouait également à Vienne dans ses efforts pour reconquérir l'ascendant qu'il espérait puiser à la suite de nos ouvertures pacifiques.

Le roi en fut très-affecté. Il refusa positivement les pressantes demandes du comte de Buol, tendant à la mise sur pied de guerre de l'armée prussienne.

Dans la communication qu'il adressa aux cabinets de Londres et de Paris, il s'efforça de réparer ce que la communication autrichienne avait de défectueux. Il

Digitized by Google

constata la différence existant entre les intérêts allemands et ceux de l'Occident. Il chercha à retrouver les bases d'une médiation sérieuse pour éviter une conflagration générale et ramener la paix. Dans ce but il fit demander des explications nettes aux puissances maritimes sur le but qu'elles assignaient à la guerre, afin de sortir des phrases générales où elles s'étaient renfermées obstinément jusqu'ici. L'attitude de l'Allemagne devait dépendre de leur réponse. En même temps, pour ne laisser aucun doute sur son opinion, le roi faisait annexer à cette communication la dépêche adressée à son représentant à Pétersbourg et qui témoignait la satisfaction avec laquelle il avait accueilli nos ouvertures conciliantes.

Cette situation annonçait encore un moment décisif pour la Prusse et l'Allemagne.

Le temps des élucubrations diplomatiques était passé. Les événements, plus forts que les hommes, exigeaient qu'on prît un parti.

L'Autriche avait ses troupes rassemblées sur ses frontières, toutes prêtes à envahir les Principautés. Une convention avec la Porte et les puissances occidentales l'y autorisait. Or, quoique en principe nous eussions consenti à l'évacuation sous certaines conditions et même commencé un mouvement de retraite, nos troupes occupaient encore ces provinces. Un conflit pouvait donc facilement surgir entre nous et l'Autriche. C'eût été la guerre, et, dans ce cas, le cabinet de Vienne invoquait hautement les stipulations du

Digitized by Google

20 avril, signées par la Prusse et acceptées par l'Allemagne.

Il ne s'agissait donc plus d'argumenter sur les interprétations plus ou moins larges dont cet acte était susceptible. L'Allemagne allait se trouver en face de son application immédiate.

Il fallait se décider. Soit sentiment du danger, soit désir de s'attribuer un rôle important, les États secondaires de la Confédération s'agitaient vivement en présence d'un état de choses qui menaçait de compromettre leur neutralité.

Le baron de Beust, ministre de Saxe, s'était rendu à Berlin pour s'enquérir jusqu'à quel point on pouvait compter sur la Prusse. Les doutes à cet égard, pleinement justifiés par la conduite vacillante du cabinet de Berlin, avaient été confirmés par le langage du comte de Buol. Il avait dit : « A Berlin on ne sait clairement « ni ce qu'on veut, ni ce qu'on peut. Il y a des intrigues « de partis. En ce moment le parti Gerlach triomphe, « et c'est pourquoi l'on se tourne vers la Russie ; mais « cela ne durera pas. Le baron de Manteuffel ne par- « tage pas les entraînements du roi. Tôt ou tard la « force des choses l'emportera, et la Prusse finira par « se joindre à l'Autriche. Les États secondaires au- « raient donc tort de compter sur elle. » Ce propos avait fait le tour de l'Allemagne.

Notre ministre s'efforça de combattre l'impression qu'il avait produite sur l'esprit de M. de Beust. Il lui fit entendre que si la Prusse avait hésité jusqu'ici,

Digitized by Google

c'est qu'elle ne se fiait pas à l'appui de ses confédérés. Elle craignait que, tout en protestant contre la politique de l'Autriche, ils n'auraient pas la force de lui résister. Il importait donc de s'expliquer franchement.

Ces explications eurent effectivement lieu, et le résultat en fut très-favorable. Le ministre de Saxe put se convaincre que la divergence prétendue entre le roi de Prusse et le baron de Manteuffel n'existait pas, qu'ils étaient d'accord et animés des meilleures intentions. De son côté, il déclara que si les États secondaires avaient jusqu'ici donné une certaine préférence à l'Autriche, la faute en était au cabinet de Berlin, mais qu'ils ne demandaient pas mieux que de placer la Prusse à leur tête.

Il proposa, en conséquence, que le cabinet de Berlin communiquât à la Diète germanique les démarches qu'il venait de faire à Paris et à Londres après nos ouvertures. La Diète s'associerait à l'opinion émise par la Prusse et déclarerait que nos décisions avaient pleinement satisfait aux exigences qui nous étaient posées en vue des intérêts allemands.

Cette marche fut approuvée et adoptée.

Cependant le roi s'était rendu à Munich pour s'entendre avec les souverains de la Bavière et du Wurtemberg.

Il avait écrit de là au baron de Manteuffel une lettre contenant ce passage : « Il n'y a pas de doute que si « l'Autriche, malgré les assurances pacifiques de la « Russie, attaque cette puissance, il n'y aurait pas

Digitized by Google

« pour nous de *casus fœderis.* » Le roi ne faisait que deux réserves : 1° un démembrement de l'Autriche par des conquêtes; 2° des soulèvements révolutionnaires qui mettraient en péril la monarchie autrichienne.

Lorsque Sa Majesté revint à Berlin, notre ministre, qui jusqu'alors avait observé une extrême réserve pour ménager la susceptibilité du cabinet prussien, jugea le moment venu de lui demander des assurances catégoriques sur ses intentions.

Il trouva le roi en proie à de grandes perplexités.

Sa Majesté reconnaissait que nous avions pleinement satisfait l'Allemagne, mais elle ajoutait qu'il lui était impossible d'abandonner l'Autriche aux inspirations qui la poussaient vers l'Occident. Si jusqu'ici ses efforts n'avaient pas réussi à la ramener, ils avaient du moins diminué et retardé les chances d'une rupture. Le roi voulait à tout prix l'empêcher, et il en avait l'espoir; car l'Autriche n'attaquerait jamais *nos frontières,* et l'évacuation des Principautés par nos troupes rendrait la guerre impossible. Il regrettait seulement que jusqu'ici notre retraite se bornât à la petite Valachie. Notre ministre lui fit observer que nous avions fait cette concession par égard pour la Prusse et dans l'espoir qu'elle serait appréciée; mais qu'après l'accueil qu'elle avait rencontré à Vienne, toute nouvelle concession ne profiterait qu'à nos ennemis.

Quant à nous donner une déclaration formelle, portant que la Prusse ne se croyait plus tenue à défendre le territoire autrichien, le roi s'y refusa. En

Digitized by Google

vain notre ministre rappela que nos dernières ouvertures conciliantes avaient été faites par déférence pour les vœux de la Prusse, pour la libérer d'engagements qui pouvaient l'entraîner à une action hostile contre nous, et pour obtenir de l'Allemagne une attitude de neutralité en vue des complications que la politique autrichienne tendait à provoquer; qu'en conséquence la Prusse était engagée d'honneur, que nous ne lui demandions ni traité, ni alliance compromettante, mais simplement une garantie écrite de l'interprétation qu'elle comptait donner à ses obligations du 20 avril, et qu'enfin si ces conditions, auxquelles étaient subordonnées nos dernières concessions, n'étaient pas remplies, nous reprendrions notre liberté d'action.

Le roi admit le principe, mais il objecta l'inconvénient d'une déclaration formelle, qui serait une rupture entre la Prusse et l'Autriche, livrerait celle-ci sans contrôle à l'influence de la France, et effrayerait l'Allemagne par la perspective d'une scission.

« Vous savez », ajouta le baron de Manteuffel, « que « nous ne vous attaquerons jamais. Il me semble que « cela doit vous suffire. »

Notre ministre eut bientôt le secret de ces hésitations doublement déplorables dans un moment d'urgence qui pouvait décider de l'avenir.

Elles étaient le résultat du voyage du roi à Munich. Son entrevue avec les souverains n'avait pas été de nature à l'encourager à une attitude énergique envers l'Autriche.

Digitized by Google

Ce n'est pas que les rois de Bavière et de Wurtemberg eussent approuvé la politique du comte de Buol.

Tous deux, et surtout le roi de Wurtemberg, avaient condamné dans les termes les plus sévères cette funeste politique qui, en armant l'Autriche contre la Russie, ne profitait qu'à la France et compromettait gravement le présent et l'avenir de l'Allemagne. Tous deux étaient d'accord sur la nécessité d'empêcher à tout prix ces déplorables conséquences. Mais tous deux aussi, et surtout le roi de Wurtemberg, n'hésitaient pas à déclarer que si ces efforts demeuraient infructueux et que si, contre les vœux de l'Allemagne, la guerre éclatait entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne ne pouvait et ne devait prendre parti que pour l'Autriche.

Si la Russie, *attaquée par l'Autriche,* entrait en Gallicie ou en Hongrie, le devoir de l'Allemagne était de voler au secours de l'Autriche.

M. von der Pfordten, ministre de Bavière, disait hautement : « Rien n'est plus honteux que la conduite de « l'Autriche. Mais toute alliance avec la Russie est « *impossible* pour nous ; jamais nous ne l'accepterons ! »

Cette résolution, qui contrastait par sa netteté avec les hésitations habituelles de la politique allemande, avait plusieurs motifs :

D'abord, un certain attachement pour l'Autriche qui survivait parmi les petits États malgré tous leurs légitimes griefs.

Ensuite, le sentiment que tout échec de cette puis-

Digitized by Google

sance serait un triomphe pour la révolution, qui menaçait encore l'existence des petits États et dont l'Autriche était l'adversaire le plus constant et le plus décidé.

Enfin, une méfiance incurable contre nous, subsistant malgré le souvenir de nos services et quarante années de bons procédés.

Le roi de Wurtemberg disait que le jour où la Russie franchirait la frontière autrichienne, tous les éléments nationaux et révolutionnaires fermentant en Hongrie et dans les pays slaves se soulèveraient inévitablement, avec ou sans notre agrément; quelque loyales que fussent les intentions de l'empereur Nicolas, il était probable que dans les circonstances présentes il ne serait pas contraire à l'indépendance de la Hongrie, pourvu qu'elle fût monarchique. Mais une pareille éventualité serait la ruine de l'Autriche. L'Allemagne devait donc l'empêcher à tout prix.

Voilà comment l'Allemagne récompensait notre intervention de 1849 en Hongrie.

Du reste, le châtiment de cette ingratitude ne s'est pas fait attendre. Deux ans après la guerre d'Orient, l'Autriche et ses confédérés ont pu voir d'où partait le danger du principe des nationalités qui menaçait la Lombardie et la Hongrie.

Toutefois, les dispositions où le roi de Prusse avait trouvé ses alliés achevaient de décourager ses velléités d'énergie.

La Prusse avait abandonné les États secondaires à

Digitized by Google

Bamberg. Ceux-ci l'abandonnaient à leur tour. C'était un assaut de défaillances.

Ce spectacle n'était pas fait pour abaisser le ton hautain des puissances occidentales.

La réponse de la France à la communication prussienne relative à nos ouvertures était arrivée à Berlin.

Elle était conçue en termes arrogants. Le gouvernement français ne voulait discuter ni paix ni armistice. Il repoussait dédaigneusement la médiation allemande, préférant une attitude franchement hostile à une neutralité qui, disait-il, ne profitait qu'à la Russie.

M. de Moustier, dont le langage calme avait contrasté jusqu'alors avec celui de lord Bloomfield, était d'une extrême violence. Il trahissait une aveugle animosité contre nous et faisait pressentir des conditions de paix onéreuses, des exigences impossibles, destinées à servir de prétexte à une rupture avec l'Allemagne. Il parlait hautement de mettre la Turquie à l'abri de notre prépondérance géographique et maritime, et se montrait indigné que la Prusse eût osé déclarer nos ouvertures satisfaisantes.

L'empereur Napoléon avait atteint son but. La rupture était consommée entre la Russie et l'Autriche, elle se manifestait entre celle-ci et la Prusse; le faisceau de la Sainte-Alliance était brisé, l'équilibre de l'Europe était en question, la France travaillait à le bouleverser. Il y avait déjà entre elle et l'Angleterre

Digitized by Google

cette différence que, pour la première, l'affaiblissement de la Russie n'était qu'un moyen, tandis que pour la seconde il était un but.

Cependant, le comte de Buol avait utilisé à sa façon nos ouvertures pacifiques à Londres et à Paris. Il avait représenté aux deux cours maritimes qu'un refus absolu de ces ouvertures nous laisserait aux yeux de l'Europe tout l'honneur de la conciliation, en faisant tomber sur nos adversaires tout l'odieux de la guerre.

De ces pourparlers étaient sorties les quatre bases envisagées par ces puissances comme conditions absolues de la paix.

Poser des conditions de paix, alors qu'elles étaient parfaitement décidées à la guerre, c'était un sacrifice réel.

Elles avaient fait cette concession au cabinet de Vienne parce qu'elles sentaient l'Allemagne leur échapper à la suite de la satisfaction que nous avions donnée aux intérêts allemands.

C'est ainsi que le comte de Buol s'était fait un mérite aux yeux de la Prusse et même aux nôtres des adoucissements que son attitude apportait dans les dispositions des puissances maritimes.

Cependant ces adoucissements se résumaient à des conditions qui devaient nous paraître inadmissibles. On demandait à la Russie encore intacte ce qu'on n'eût pu exiger d'elle qu'après une guerre malheureuse. Le comte de Buol avait le premier indiqué aux puissances la plus forte de ces conditions; pour ne pas en révéler

Digitized by Google

du premier coup toute la portée, il avait obtenu qu'elle serait conçue en termes vagues : *la Turquie rattachée à l'équilibre européen par la révision du traité de 1841;* en apparence il n'y avait là rien qui pût nous répugner, ni surtout effrayer l'Allemagne. Ce fut le cabinet français qui, dans une circulaire à ses missions, se chargea de donner à cette clause toute sa signification, en la rattachant à une limitation de notre prépondérance dans la mer Noire.

Le but de ces manœuvres était facile à saisir ; l'Autriche voulait nous attirer dans des conférences de paix où elle ferait valoir les exigences qu'elle prétendait nous arracher. La France, décidée à poursuivre la guerre, voulait au contraire nous pousser à un refus. Quoi qu'il en soit, le cabinet de Berlin nous communiqua très-confidentiellement le texte de ces quatre points, ainsi que les notes par lesquelles les deux cours et l'Autriche s'étaient réciproquement engagées à ne pas traiter sur d'autres bases. Le comte de Buol avait stipulé dans la sienne une précaution assez significative; il s'était réservé la libre appréciation des conditions ultérieures que l'Autriche mettrait à la paix, *si elle prenait part à la guerre.*

Le roi de Prusse refusa d'accéder à ces quatre points comme obligatoires, se bornant à nous en recommander l'acceptation, si nous les considérions comme pouvant ouvrir les voies à des conférences de paix.

Ce refus ne fit qu'envenimer les relations déjà très-tendues entre les deux cours allemandes depuis leur

Digitized by Google

divergence radicale d'opinion quant à l'interprétation du traité du 20 avril.

Le cabinet de Berlin reprochait avec raison à celui de Vienne d'étendre à chaque instant les limites de ses engagements avec l'Occident, et de chercher à entraîner l'Allemagne dans une voie dont il était même impossible d'entrevoir l'issue définitive.

Il refusait pour sa part de suivre l'Autriche sur ce terrain, et, pour accentuer sa position, il décrétait l'armement des forteresses prussiennes sur les côtes de la mer Baltique.

Le comte de Buol insinuait que la Prusse, ayant déjà refusé de prendre part à la conférence de Vienne pour examiner nos ouvertures, se trouverait exclue du concert européen si elle persistait à ne pas accéder aux notes échangées avec les puissances relativement aux quatre points.

Les discussions entre les deux cours allemandes, dans la presse et devant la Diète, prenaient un caractère d'extrême irritation.

Elles portaient sur les points suivants :

Le roi de Prusse avait apprécié avec équité nos réponses déclinatoires aux communications par lesquelles le cabinet de Vienne nous avait transmis les quatre bases de paix.

Sa Majesté, se maintenant sur le terrain des intérêts allemands, considérait comme entièrement satisfaisantes nos déclarations de rester chez nous sur la défensive et de ne point attaquer l'Autriche. Il recon-

Digitized by Google

naissait qu'en occupant les Principautés le cabinet de Vienne devait, pour être juste, interdire une attaque des Turcs et de leurs alliés contre notre territoire, en même temps qu'elle nous interdisait toute agression contre la Turquie à travers les Principautés. Il constatait enfin que si l'on permettait une agression contre la Russie de ce côté, on ne pouvait lui interdire la poursuite, d'autant plus qu'en pareil cas elle aurait lieu, non sur un territoire autrichien, mais dans les Principautés.

Le comte de Buol prétendait de son côté amener la Confédération germanique :

1° A s'approprier les quatre points, comme découlant naturellement du protocole du 9 avril ; 2° à appliquer, par conséquent, la garantie du traité du 20 avril aux engagements nouveaux qu'il avait contractés relativement à ces quatre points, et 3° par une conséquence naturelle à étendre cette garantie à la position qu'il avait prise dans les Principautés, c'est-à-dire que, si une collision survenait entre nos troupes et celles de l'Autriche à la suite d'une attaque des Turcs ou de leurs alliés qui nous forcerait à repasser le Pruth, l'Allemagne s'obligerait, en pareil cas, à prêter au cabinet de Vienne l'assistance stipulée par le traité du 20 avril.

Dans ces discussions le cabinet de Berlin n'apportait pas constamment le même degré d'énergie. La fermeté lui coûtait de grands efforts, suivis d'alternatives de faiblesse.

Digitized by Google

Ainsi, il s'était laissé entraîner à repousser dans une dépêche adressée à son représentant à Pétersbourg, et qu'il communiqua à Londres et à Paris, toute solidarité avec notre refus des quatre points, en déclarant que, sans les considérer comme base exclusive de la paix, et sans contracter à cet égard aucune nouvelle obligation, il était prêt néanmoins à leur accorder son appui moral et à les discuter en conférence.

Aux reproches que lui en fit notre ministre, le baron de Manteuffel répondit que cette même dépêche lui avait valu de violentes altercations avec lord Clarendon, qui trouvait son attitude trop favorable à la Russie par son ambiguïté.

Le baron de Budberg s'efforçait de soutenir le gouvernement prussien dans ces défaillances. Il lui représentait qu'après tout, ce qu'on lui demandait à Londres, c'était de soutenir des intérêts et des passions britanniques par les armes de la Prusse.

Où étaient les intérêts allemands compromis dans cette crise par le fait de la Russie? Ceux que l'Autriche faisait sonner si haut dans les Principautés n'auraient-ils pas été bien plus sérieusement menacés le jour où les puissances occidentales auraient écarté sur ce terrain le contre-poids de notre influence? Certes, le commerce allemand, sur le Danube et dans la mer Noire, ne pouvait pas gagner à être livré à la concurrence britannique.

Le baron de Budberg cherchait en même temps à démontrer au gouvernement prussien la nécessité de

Digitized by Google

relever le moral des États secondaires de la Confédération par une attitude plus décidée.

Ces États se montraient vivement alarmés du manque d'entente entre la Prusse et l'Autriche. Ils commençaient à manifester une agitation dont M. de Manteuffel était préoccupé. Dans cette situation, si le cabinet de Berlin n'arborait pas d'une main ferme un drapeau autour duquel l'Allemagne pût se ranger, il était à prévoir que les États secondaires seraient poussés par la peur à se jeter entièrement dans les bras de l'Autriche.

Ces exhortations amenèrent un échange de circulaires où se dessina l'antagonisme des deux grandes puissances allemandes.

Le cabinet de Berlin, tout en regrettant que la Russie n'eût pas accepté les quatre points comme base de négociations de paix, reconnaissait que notre position, désormais purement défensive, écartait tout danger d'une attaque de notre part contre l'Autriche. Il constatait, en conséquence, que le but de l'article additionnel du traité du 20 avril devait être regardé comme entièrement atteint.

Quant aux quatre bases, il n'apercevait pas clairement jusqu'où elles pouvaient satisfaire aux intérêts allemands.

Si ces bases avaient été acceptées de part et d'autre comme obligatoires, et avaient été accompagnées d'un armistice, elles auraient certainement pu conduire à la paix; mais il n'en était pas ainsi. Un protectorat

Digitized by Google

collectif des Principautés pouvait prendre un caractère peu favorable aux intérêts allemands, et si l'entrée des troupes autrichiennes dans ces provinces y sauvegardait les intérêts fédéraux, ces mêmes intérêts pouvaient y être menacés par l'entrée simultanée des troupes turques et peut-être d'autres troupes étrangères.

Le roi ne pouvait donc pas prendre sur lui de recommander ces quatre bases à ses confédérés comme point de départ de nouveaux engagements qui ne découleraient pas d'intérêts allemands généralement reconnus. Il espérait que la modération et l'équité de l'empereur François-Joseph l'engageraient à donner une garantie que l'Autriche, rassurée contre toute attaque par les déclarations de la Russie, s'abstiendrait aussi de toute mesure agressive et écarterait par là des complications auxquelles l'alliance du 20 avril ne pourrait s'appliquer, puisque la nécessité n'en serait pas justifiée par la protection des intérêts allemands.

Les circulaires du cabinet de Vienne furent plus significatives encore.

Le moment était venu où le comte de Buol pouvait jeter le masque de modération dont il avait jusqu'ici couvert ses allures. Les alliés commençaient à être en forces sur le territoire turc ; concentrés à Varna, ils étaient à portée de soutenir les troupes autrichiennes.

Aussi le langage du cabinet de Vienne, dans la circulaire du 30 septembre, qui fit une si vive sensation en Allemagne, était-il d'une extrême arrogance. Les

Digitized by Google

questions y étaient catégoriquement posées, l'accession de l'Allemagne aux quatre points péremptoirement exigée; c'était un bill d'approbation que l'Autriche réclamait avec hauteur pour toute sa marche politique; en même temps elle repoussait péremptoirement toute prétention tendant à empêcher les opérations agressives des alliés contre notre territoire, et maintenait catégoriquement les obligations découlant pour l'Allemagne du traité du 20 avril, dans le cas où ses troupes se trouveraient en collision avec les nôtres. Mais comme elle n'avait pas obtenu le consentement de la Prusse pour une proposition commune à faire à la Diète, en vue d'une adoption des quatre points, elle se réservait soit de se passer de son concours et de faire seule cette proposition, soit d'attendre que la Diète jugeât à propos de reprendre elle-même la discussion des grandes questions qui troublaient si profondément l'Europe.

Le cabinet de Berlin avait répondu à cette pièce par une nouvelle circulaire très-vive et très-nette, mais trop volumineuse pour que nous puissions l'analyser ici.

La position respective des deux grandes puissances germaniques était donc nettement tranchée.

Le roi de Prusse avait d'ailleurs accentué la sienne par ses déclarations à notre ministre.

Interpellé sur ce qu'il ferait si nous étions obligés de poursuivre nos ennemis hors de notre territoire, et que nous nous trouvions en face des Autrichiens, Sa

Digitized by Google

Majesté répondit qu'elle espérait fermement que notre commandant en chef s'efforcerait d'éviter cette éventualité, que les généraux autrichiens avaient reçu des ordres positifs dans ce sens, et qu'ils pourraient s'entendre avec les nôtres pour régler la marche des troupes respectives ; mais il ajoutait que si, à la suite d'une attaque des alliés, notre armée poursuivait l'ennemi dans les Principautés, la Prusse n'accepterait pas la solidarité des conflits qui pourraient en résulter entre nous et l'Autriche sur un territoire non allemand, et par conséquent tout à fait en dehors du traité du 20 avril.

Il ne faut pas oublier que ces discussions n'étaient nullement théoriques, et ne se rapportaient pas seulement à des éventualités possibles. Elles recevaient des faits un caractère d'urgence exceptionnel.

C'était le moment où l'armée d'Omer Pacha recevait l'ordre de faire un mouvement agressif vers nos frontières. Les alliés y attachaient un double intérêt, d'abord celui d'une diversion utile pour leurs opérations projetées en Crimée, et ensuite celui d'une collision probable entre l'Autriche et nous.

Le comte de Buol se voyait donc placé dans un grand embarras et sentait compromise la position aventureuse qu'il avait fait tant d'efforts pour consolider par la garantie de l'Allemagne. La circulaire prussienne avait excité une vive exaspération à Paris et à Londres. Le cabinet anglais s'était particulièrement distingué par la violence de son langage. Mais en re-

Digitized by Google

vanche elle paraissait avoir été bien accueillie en Allemagne, où le sentiment public s'était soulevé avec indignation contre l'Autriche en apprenant les félicitations officielles que le cabinet de Vienne avait transmises à Paris à l'occasion des succès obtenus par les alliés en Crimée.

Le roi de Wurtemberg avait envoyé le prince Frédéric à Berlin, avec la mission secrète de déclarer que la politique de l'Autriche tendait à entraîner l'Allemagne dans des complications dangereuses, sans issue et sans profit pour elle, et d'encourager la Prusse à persévérer dans une attitude de neutralité qui seule convenait à l'Allemagne.

De part et d'autre on se défiait. Le prince Frédéric demandait au roi de définir le degré d'assistance matérielle qu'il offrirait à l'Allemagne. De son côté, le roi se disait prêt à se mettre à la tête de la Confédération, mais à condition que les armements du midi de l'Allemagne seraient réels et non fictifs.

De tout cela résultait néanmoins une tendance prononcée contre la politique autrichienne universellement et sévèrement condamnée.

Le cabinet impérial s'efforçait de développer ces germes en mettant des preuves éclatantes de modération en regard des perfidies hostiles du gouvernement autrichien.

Il faisait entendre à Berlin que notre refus des quatre points tenait plutôt à la forme blessante sous laquelle ils nous avaient été présentés, au vague de

Digitized by Google

leur rédaction qui laissait la porte ouverte aux plus dangereuses interprétations, d'autant plus qu'au lieu de s'y déclarer liés comme aux conditions définitives de la paix, les alliés s'étaient réservé la latitude de les modifier indéfiniment selon les chances de la guerre.

Mais nous étions prêts à développer les germes de pacification qu'ils pouvaient contenir, et nous demandions seulement qu'on en précisât le sens. Il était de notre intérêt de soulever les voiles derrière lesquels se cachaient les intentions définitives de nos adversaires.

Ces ouvertures avaient été extrêmement appréciées par le cabinet prussien qui s'était chargé d'y donner suite en adressant des interpellations à Vienne.

Mais ces efforts de conciliation et de rapprochement furent encore paralysés par les intrigues de l'Autriche et les défaillances de l'Allemagne.

Le comte de Buol travaillait activement auprès des États secondaires pour les détacher de la politique ambiguë de la Prusse. Il accusait celle-ci de favoriser les intentions hostiles de la Russie par son attitude douteuse qui nous permettait de concentrer nos forces militaires contre l'Autriche. Il refusait de prendre l'engagement de ne pas nous attaquer, prétendant que jusqu'ici nous n'avions pas donné un engagement semblable d'une manière obligatoire. Notre évacuation, mouvement stratégique et momentané, n'était pas une garantie. A chaque instant nous étions maîtres de rentrer dans les Principautés par un retour offensif. Le comte de Buol exigeait péremptoirement que la Diète

Digitized by Google

garantît la position de l'Autriche dans les Principautés, et qu'elle accédât aux quatre bases, ou du moins aux deux points qui intéressaient directement l'Allemagne, c'est-à-dire le protectorat collectif des Principautés et la navigation du Danube.

Le premier des quatre royaumes qui se laissa ébranler fut la Saxe. Elle fit savoir à Berlin qu'elle avait consenti à ajourner la discussion en Diète des propositions de l'Autriche, dans l'espoir qu'une entente s'établirait entre les deux grandes cours allemandes; mais que cette entente n'ayant pas eu lieu, elle serait obligée de se ranger du côté de l'Autriche.

Le Hanovre était depuis longtemps gagné à l'influence du cabinet de Vienne.

Vint ensuite la Bavière. M. von der Pfordten se rendit à Berlin. Il exposa au roi et au baron de Manteuffel la position critique où se trouverait la Bavière en cas d'une rupture qui la mettrait entre deux feux, la France d'un côté, l'Autriche de l'autre. Jamais la Bavière n'avait pu résister à cette pression; toute son histoire démontrait qu'elle avait toujours dû s'allier à l'une ou à l'autre de ces deux puissances lorsqu'elles étaient en guerre; il lui était encore plus difficile de leur résister du moment où elles étaient alliées.

Le ministre bavarois reconnaissait pleinement notre bon droit et notre modération, mais il reconnaissait aussi l'impuissance de son gouvernement à nous être utile. Les partis intérieurs s'y opposaient. Tout le parti libéral nous était contraire et demandait une

Digitized by Google

alliance avec l'Autriche et l'Occident. Quant au parti conservateur, il était dominé par les ultra-catholiques.

M. von der Pfordten ne cachait donc pas la nécessité où le roi se trouverait d'appuyer les vues de l'Autriche.

Il n'était animé d'aucune intention hostile ni envers nous ni envers l'Autriche.

Même en subissant le joug du cabinet de Vienne, il espérait favoriser un retour vers la paix. « Tant que « l'Autriche, disait-il, croira pouvoir *gagner quelque « chose de plus* par une attitude comminatoire, elle « refusera de se priver des chances de la guerre. Il « faut lui offrir des bases satisfaisantes de paix et l'y « lier d'une manière définitive afin d'empêcher de nou- « veaux engagements de sa part avec l'Occident. »

Ainsi le gouvernement bavarois se laissait à son tour bercer de l'illusion qui avait abusé la Prusse, celle de croire qu'on arrêterait le comte de Buol en satisfaisant à ses exigences. Notre ministre chercha inutilement à prouver à M. von der Pfordten que jusqu'ici toutes les concessions que nous avions successivement faites au cabinet de Vienne n'avaient été que le point de départ de nouvelles réclamations.

Il était évident que ces espérances de peser sur la politique de l'Autriche pour l'enrayer n'étaient qu'une apparence derrière laquelle se cachait une faiblesse réelle.

Le plan du gouvernement bavarois était celui-ci : amener une entente de la Prusse avec l'Autriche sur

Digitized by Google

le terrain de la garantie fédérale étendue à la position de cette dernière dans les Principautés.

On espérait, après nos assurances positives de ne pas attaquer l'Autriche, que cette garantie n'entraînerait point l'Allemagne dans une guerre contre nous.

En même temps on voulait lier définitivement l'Autriche aux quatre points en les adoptant en Diète, ou du moins en adhérant à ceux qui intéressaient particulièrement l'Autriche et l'Allemagne, mais comme bases définitives de la paix, de manière que le cabinet de Vienne, une fois obligé à ne rien exiger de plus, renoncerait à toute chance de rupture avec nous et à tout engagement ultérieur avec l'Occident.

Ces espérances reposaient surtout sur les sentiments personnels de l'empereur François-Joseph. Le comte de Buol était l'objet d'une réprobation universelle. On abandonnait toute tentative pour obtenir quoi que ce fût de sa part. Mais on pensait qu'en agissant directement sur l'empereur qui jusqu'ici persistait à ne voir que par les yeux de son ministre, on arriverait à une situation meilleure et mieux définie.

Ces ouvertures mettaient à une rude épreuve la fermeté déjà si ébranlée de la Prusse. Abandonnée par ses confédérés, sa position devenait critique. Il faut y ajouter le langage de plus en plus accentué de la France et de l'Angleterre qui menaçaient ouvertement de s'en prendre au commerce prussien.

Le baron de Budberg, en nous retraçant cet état de choses, arrivait à la conclusion qu'il était de notre

Digitized by Google

intérêt de ne pas repousser absolument les bases d'entente qu'on nous proposait, quelque désavantageuses qu'elles fussent, afin de ne pas précipiter l'Allemagne entière dans les bras de nos ennemis. Il nous conseillait d'accepter au moins la *discussion*. Car tout en reconnaissant que les quatre conditions de la paix devaient être non pas *flottantes,* mais *fixes* et *définitives,* les États allemands reconnaissaient aussi qu'elles étaient rédigées de manière à autoriser bien des interprétations. En entrant en discussion, nous avions donc la chance de gagner du temps, de prévenir toute démarche décisive de l'Allemagne contre nous, de forcer l'Autriche et peut-être l'Occident à dévoiler enfin leurs vues réelles dans la poursuite de la guerre qui nous était faite.

On nous promettait naturellement le concours de l'Allemagne quant à ces *interprétations,* et il devait en sortir, ou bien des chances de paix si elles étaient admissibles, ou bien, si elles étaient exagérées, l'abandon définitif de la politique autrichienne et occidentale par l'Allemagne.

Ces pourparlers occupaient l'attention de toute la Confédération germanique. Il y avait des nuances assez marquées dans les opinions. Le Wurtemberg et les deux Mecklembourg tenaient avec assez de fermeté pour nous. La Bavière était dominée par la peur, la Hesse électorale ne s'était pas prononcée, la Saxe témoignait un peu plus d'indépendance.

Voici ce que M. de Beust disait à notre ministre :

« Si vous refusez les bases qui vous sont offertes

Digitized by Google

« après que l'Autriche aura donné les garanties qu'on « lui demande, vous courez les chances de la guerre « avec elle ; quelque avantage que vous remportiez, vous « plongerez l'Europe entière dans un cataclysme qu'il « n'est pas de votre intérêt de provoquer. La Prusse « déclarera probablement que tout en adoptant les « quatre bases, elle ne se croit pas obligée de les dé- « fendre les armes à la main. Peut-être même ne se « chargera-t-elle pas de défendre les troupes autri- « chiennes dans les Principautés si elles vous attaquent. « Mais dans aucun cas elle ne permettra que vous « franchissiez les frontières autrichiennes. Vos opéra- « tions seront donc paralysées, et vous vous trouverez « dans l'alternative ou de laisser l'Autriche remporter « des succès, ou de voir se former contre vous une « coalition européenne. Si au contraire vous acceptez « les quatre points, remarquez bien qu'on ne vous « demande pas de les expliquer, mais seulement de « négoeier sur cette base comme étant commune à « vous et à l'Autriche. Votre guerre avec l'Occident « continuera. Pour le moment si vous avez du succès, « vous ferez donner aux quatre points une interpré- « tation qui vous sera favorable. »

Nous insistons sur ces détails pour indiquer le caractère sous lequel se présentait la situation qui nous était faite, et que le cabinet impérial avait à envisager.

Un fait était incontestable, c'est que la majorité était acquise en Diète aux propositions de l'Autriche.

La Prusse se verrait donc placée dans l'alternative

Digitized by Google

ou de se séparer de la majorité et d'amener une scission en Allemagne, ou de subir l'ascendant de l'Autriche.

Elle devait naturellement préférer une entente directe avec elle qui, tout en l'obligeant à des concessions, lui laissait entrevoir la possibilité d'en obtenir en retour et de sauver du moins en apparence l'indépendance de sa politique.

Nous ne relèverons pas les hésitations du roi entre ses bonnes intentions et les exigences d'une fausse position.

M. von der Pfordten fut invité par l'empereur François-Joseph à se rendre à Vienne.

Nous avons exposé les négociations dont il fut l'organe. L'empereur d'Autriche témoignait personnellement les meilleures intentions. Il déclarait qu'ayant promis aux puissances occidentales de considérer les quatre points comme la seule base de négociation avec la Russie, il ne pouvait pas se libérer de cet engagement, mais qu'il n'irait pas au delà; que si la Russie y consentait, l'Autriche serait complétement dégagée de l'Occident, qu'il ne comptait nullement nous imposer d'avance une interprétation quelconque, et se contenterait d'une adhésion à ces bases comme point de départ de négociations de paix.

Les pourparlers qui se poursuivirent autour de ces diverses déclarations furent d'une extrême activité. L'Allemagne entière sentait qu'il y allait pour elle

Digitized by Google

d'une question d'existence, en tout cas, d'un parti décisif.

Si l'on prend en considération la défaillance dont la Prusse et ses confédérés avaient fait preuve dès l'origine, la fausse position qui en était résultée, et les terreurs qui les assiégeaient de tous côtés, on doit reconnaître que leur désir et leurs illusions d'arriver à une entente pacifique et d'y river l'Autriche furent sincères.

L'empereur Nicolas en tint compte et se décida à déférer aux vœux pressants qui lui parvenaient d'adhérer aux quatre points.

Mais cette adhésion fut entourée par le cabinet impérial de toutes les précautions qui pouvaient en préciser le caractère.

C'était un nouveau sacrifice que nous faisions aux intérêts allemands. L'Allemagne craignait, soit une rupture avec nous, soit une scission intérieure; elle croyait trouver dans notre adhésion aux quatre bases un remède contre ce double danger. L'empereur Nicolas se décidait en conséquence à passer sur ce que ces conditions offraient de vague et pouvaient renfermer de blessant pour nous, afin de concourir au maintien de l'union fédérale et des bons rapports de l'Allemagne avec nous.

Il était donc fondé à espérer que le roi de Prusse et ses confédérés se considéreraient de leur côté comme engagés d'honneur à ne pas permettre qu'on abusât de la confiance avec laquelle nous nous prêtions

Digitized by Google

à un arrangement dont les termes étaient si imparfaitement définis, à faire respecter les conditions qui seules pouvaient rendre cet arrangement apte à conduire à la paix, et à obtenir en particulier de l'Autriche l'assurance qu'elle ne dépasserait pas les limites des quatre points, et qu'elle renoncerait à toute agression contre nous.

Ces ouvertures furent, comme toujours, parfaitement accueillies par le roi de Prusse, qui s'engagea à les appuyer à Vienne de la manière la plus pressante.

Une correspondance très-active s'ensuivit entre les deux cabinets d'Autriche et de Prusse; les deux souverains y prirent une part personnelle.

Toutefois, l'expérience nous avait éclairés sur le peu de valeur pratique des bonnes intentions de la Prusse.

Notre ministre avait en conséquence l'ordre de ne communiquer que verbalement au cabinet de Berlin l'adhésion éventuelle aux quatre points contenue dans la dépêche du cabinet impérial. Il devait la subordonner aux garanties que nous réclamions de l'Allemagne et de l'Autriche, afin que nos concessions n'aboutissent pas comme les précédentes à de nouvelles exigences à notre détriment.

C'était une adhésion conditionnelle.

Mais les instances de la Prusse à Vienne rencontraient l'invincible répugnance du comte de Buol. Chargé d'interpréter en pratique les dispositions de

Digitized by Google

son souverain, il parvenait à les dénaturer en les faisant passer par la filière de ses subtilités bureaucratiques.

Il avait refusé de prendre l'engagement *formel* de ne pas nous attaquer. Cet engagement lui paraissait beaucoup trop compromettant vis à-vis de l'Occident. Quoique M. von der Pfordten eût emporté de Vienne la conviction que l'Autriche n'était pas liée à nos adversaires au-delà des quatre points, il y avait évidemment des engagements moraux, contractés verbalement, et dont la portée était inconnue.

La suite l'a démontré. Au fond le comte de Buol suivait sa marche constante depuis l'origine de la guerre. Il attirait l'Allemagne, au moyen d'une apparente modération doublée de menaces éventuelles en cas d'abandon, sur le terrain où il se disait placé par ses engagements avec l'Occident, engagements contractés à l'insu et en dépit de l'Allemagne, mais qu'il présentait comme faits accomplis. Mais ce terrain, il avait soin d'en dissimuler les embûches. De quoi s'agissait-il en effet? D'obtenir que la garantie de l'Allemagne s'étendît à la position qu'il avait prise dans les Principautés comme sentinelle avancée des intérêts allemands, et qu'elle adoptât également les quatre bases de paix auxquelles l'Autriche s'était liée.

En retour il assurait que ces quatre bases étaient le dernier terme de ses exigences et de ses engagements avec l'Occident.

Une fois satisfaite, l'Autriche s'abstiendrait et ren-

Digitized by Google

trerait dans la neutralité ardemment désirée par l'Allemagne.

Comment celle-ci ne se serait-elle pas laissé prendre à ce piége qui lui laissait entrevoir la fin de ses inquiétudes?

Mais au fond de ces apparences se cachait l'arrière-pensée du comte de Buol; elle était tout entière dans l'interprétation de ces fameux quatre points sur lesquels ce ministre avait étendu à dessein un voile que le cabinet français avait imprudemment soulevé.

On est frappé de voir combien dans les négociations du moment ce doute se manifeste partout sans que personne veuille ou ose l'aborder : le cabinet de Vienne parce qu'il craignait de révolter, en se dévoilant trop tôt, l'Allemagne qu'il voulait attirer; la Prusse, parce qu'elle redoutait d'appeler sur ses illusions une lumière qu'elle sentait devoir les dissiper; nous enfin, parce que, éclairés sur la défaillance de l'Allemagne, nous voulions éviter de soumettre son énergie à une trop forte épreuve.

Ce fut sur ce terrain enveloppé de ténèbres qu'on s'efforçait d'amener une entente illusoire qui n'avait d'autre mérite que d'ajourner une rupture imminente.

Le cabinet de Vienne se bornait à consigner dans une dépêche à son ministre à Berlin, et dans une lettre de l'empereur François-Joseph au roi de Prusse, les engagements qu'on réclamait de lui.

Il prétendait pour se justifier que la Russie, en se déclarant prête à négocier sur la base des quatre

Digitized by Google

points, n'avait pas contracté l'engagement formel de ne pas s'écarter de ces bases.

Le cabinet de Berlin s'efforçait de nous décider à donner cette déclaration, seul moyen selon lui de lier l'Autriche à la politique que l'Allemagne voulait lui imposer.

Notre ministre ne trouvait pas les garanties données par l'Autriche assez explicites pour pouvoir communiquer à Berlin la dépêche qui formulait notre adhésion aux quatre bases.

Toutefois, sur un ordre télégraphique de Saint-Pétersbourg, il s'acquitta de cette communication. Elle eut un effet immense. Le roi et son entourage témoignèrent la plus vive reconnaissance d'une résolution due à notre déférence pour les vœux de l'Allemagne, qui rendait à celle-ci la liberté de ses mouvements, raffermissait ses bons rapports avec nous, et lui permettait de se réunir en un faisceau compacte, capable de résister à la pression de l'Occident. Il fut convenu que ce n'était pas à nous qu'il convenait de faire une démarche directe à Vienne. Le roi s'en chargeait. Il devait en même temps adresser une communication à Londres et à Paris, afin d'inviter les puissances maritimes à accepter de leur côté les bases d'arrangement auxquelles nous venions de souscrire, en constatant l'accord de l'Allemagne et en faisant pressentir la probabilité d'une entente avec nous.

Ce n'était d'ailleurs pas seulement à Berlin que notre acceptation des quatre bases avait été saluée

Digitized by Google

comme une espérance de paix. Toute l'Allemagne y rattachait la même impression, et reconnaissait les avantages de la position que nous venions de lui faire. Cette unanimité paraissait avoir influé sur les dispositions du cabinet de Vienne. Pour la première fois le comte de Buol donnait l'assurance que si une négociation s'établissait avec la Russie sur ces bases, l'Autriche aurait soin d'empêcher toute collision entre ses troupes et les nôtres, même en cas d'une attaque des Turcs contre notre territoire.

Il abandonnait une partie de ses prétentions vis-à-vis de la Diète, entre autres celle de faire reconnaître le principe que la sécurité de la monarchie autrichienne était menacée.

Nous avions déclaré que nous ne l'attaquerions pas; le roi de Prusse avait offert de s'en porter personnellement garant auprès de l'empereur François-Joseph. Toute crainte devait être écartée à cet égard, en supposant qu'elles eussent été sincères.

Notre acceptation des quatre bases donnait également une tout autre signification à l'adhésion réclamée de la Diète. Elle ne pouvait servir qu'à constater non plus nos divergences, mais notre accord avec l'Allemagne sur les bases d'une solution pacifique, et c'était un avertissement pour l'Occident.

Cependant ce fut le moment où la position de la Prusse s'était si évidemment fortifiée que le cabinet de Berlin choisit pour signer avec celui de Vienne l'article additionnel au traité du 20 avril, qui accor-

Digitized by Google

dait à l'Autriche le but constant de tous ses efforts, c'est-à-dire la garantie de sa position dans les Principautés.

Le baron de Budberg protesta vivement contre cette nouvelle concession faite avant que le cabinet de Vienne n'eût donné aucune des garanties qu'on lui avait demandées. C'était une étrange réponse à la preuve éclatante de confiance que l'empereur Nicolas avait donnée à son auguste beau-frère en déférant à ses vœux.

Il lui fut répliqué que le roi avait cru agir dans nos intérêts, en cherchant à faire sortir le cabinet de Vienne du cercle vicieux de la politique du comte de Buol.

Les cours occidentales multipliaient leurs efforts pour ressaisir l'Autriche et la séparer de la Prusse. L'Autriche hésitait; le roi avait voulu lui offrir la possibilité de modifier sa politique, si tant est qu'elle le voulût sérieusement.

Sa Majesté était persuadée que dans le cas où les troupes autrichiennes auraient été attaquées dans les Principautés, il aurait été impossible à l'Allemagne de ne pas les secourir.

Cette éventualité était écartée par suite de nos assurances. La Prusse pouvait donc donner sans crainte la garantie demandée. Mais il lui importait qu'elle ne fût pas déduite du traité du 20 avril, afin de rester libre quant à l'interprétation de cet acte.

En outre, la position de l'Autriche dans les Princi-

Digitized by Google

pautés acquérait par là un caractère strictement défensif, le cas d'une agression de sa part étant exclu de la garantie. Enfin l'article additionnel établissant comme but de l'entente entre les deux cours l'acceptation des quatre points pour les puissances belligérantes, comme la Russie y avait déjà accédé, l'Autriche se trouvait naturellement obligée d'en poursuivre l'acceptation par les puissances maritimes.

Telles étaient les subtilités où s'égarait la politique de la Prusse dans un moment aussi décisif.

Certes, on ne saurait douter des intentions du roi. Mais ce qui est certain, c'est que cette résolution détruisit en un instant tout l'effet que l'attitude pressante et unanime de l'Allemagne avait eu sur le cabinet de Vienne en lui donnant à réfléchir sur les conséquences possibles de sa politique.

La confiance des États secondaires dans la fermeté de la Prusse dut s'en ressentir, et désormais le comte de Buol était pleinement confirmé dans la conviction qui avait servi de règle invariable à sa politique, c'est-à-dire que quelles que fussent ses exigences, le cabinet de Berlin finirait toujours par y céder pourvu qu'il y persistât.

L'événement vint bientôt ratifier ses prévisions.

L'encre de cet article additionnel était à peine séchée que le comte de Buol fit présenter à Berlin de nouveaux engagements avec l'Occident.

Ils portaient que si la paix n'était pas signée avant la fin de l'année, les trois cours aviseraient à poser de

Digitized by Google

nouvelles propositions, à la condition toutefois de s'entendre préalablement.

C'était un acheminement vers le traité du 2 décembre. L'article additionnel avait été signé le 26 novembre.

Six jours avaient suffi au cabinet de Vienne pour accomplir cet acte de perfidie prémédité de longue main, au moment même où il négociait avec nous pour l'acceptation des bases posées, et où par l'article additionnel il cherchait à rassurer l'Allemagne sur ses intentions.

Du reste, c'était toujours la même manœuvre. Le comte de Buol écrivait à Berlin que, « s'étant con-
« vaincu de l'impossibilité d'obtenir des puissances
« occidentales l'engagement de ne pas dépasser la
« base des quatre points, si l'Autriche de son côté ne
« se liait pas davantage envers elles, il avait dû entrer
« en pourparlers à ce sujet avant même notre accepta-
« tion des quatre points. Il se flattait d'avoir acquis
« par là sur les résolutions des deux cours une
« influence capable de faire prévaloir des conseils de
« modération, et de *servir utilement les intérêts de la*
« *Russie.* »

C'est à l'aide de cet argument captieux qu'on avait arraché le consentement de l'empereur François-Joseph.

Mais les nouvelles de Paris et de Londres renversaient tout cet échafaudage de mensonges.

Elles constataient que les puissances occidentales étaient dans la joie du traité du 2 décembre; qu'elles

Digitized by Google

étaient convenues de poursuivre la guerre malgré les négociations, même si celles-ci avaient lieu sur la base d'une interprétation acceptée par elles.

Le roi de Prusse en fut atterré.

Toutefois, Sa Majesté fit dire à notre ministre que « la trahison de l'Autriche ne changerait rien à l'atti- « tude de la Prusse qui se maintiendrait sur le terrain « où elle s'était placée à la suite de notre acceptation « des quatre bases ».

Cette intention était correcte, mais le passé n'était guère de nature à en faire admettre la solidité.

La position de la Prusse allait être des plus fausses.

Nul doute que l'Autriche et les puissances occidentales ne fissent tous leurs efforts pour l'amener même à un semblant d'alliance.

Pourrait-elle résister à cette nouvelle pression? Aurait-elle le concours de l'Allemagne? Il était permis d'en douter. Déjà M. de Beust, qui le premier s'était exprimé dans les termes les plus violents au sujet de l'acte du 2 décembre, avait dit au ministre de Prusse : « Si tout le monde court avec l'Autriche, il « faudra que nous courrions aussi pour ne pas être « renversés et foulés aux pieds. »

Triste image de la politique allemande.

Pour le moment, l'essentiel était d'empêcher la Prusse d'accéder à l'alliance du 2 décembre. M. de Manteuffel s'était borné à se plaindre à Vienne de n'avoir pas été prévenu de la conclusion de ce traité et à déclarer que la Prusse attendrait pour se pro-

Digitized by Google

noncer de connaître les mesures auxquelles se porteraient les puissances occidentales.

Quant au roi, il était exaspéré de la conduite de l'Autriche qui, indépendamment du côté politique de la question, avait infligé à l'amour-propre national prussien une blessure profonde. L'entourage militaire de Sa Majesté le confirmait dans ces impressions en démontrant que la France, occupée en Crimée où l'élite de ses troupes se trouvait engagée, n'était pas à craindre, et que d'ailleurs on n'achèterait pas ses bonnes grâces par des complaisances. L'armée tout entière était animée des meilleures dispositions envers nous, et protestait hautement contre toute alliance avec l'Autriche et l'Occident, comme une tache pour l'honneur prussien. Le parti libéral seul se montrait favorable dans la seconde chambre à une pareille combinaison par attachement pour l'Angleterre, mais le gouvernement avait eu raison de cette opposition antipatriotique.

Autant qu'on pouvait se fier aux résolutions vacillantes du cabinet de Berlin, tout semblait indiquer un revirement complet de sa politique vers une attitude plus tranchée contre nos adversaires, plus décidée en notre faveur.

La sommation d'adhérer au traité du 2 décembre ne tarda pas à lui arriver de la part du cabinet de Vienne et des cours occidentales.

Celle du gouvernement français fut empreinte d'une violence particulière. M. de Moustier s'emporta jusqu'à

Digitized by Google

dire que « la France préférait voir la Prusse s'allier « franchement à la Russie, parce qu'alors les positions « seraient nettes, et le champ de bataille tout à fait « indiqué ».

L'invitation de l'Autriche fut sèche et froide.

Le gouvernement prussien répondit qu'il ne pourrait accéder au traité du 2 décembre que quand il connaîtrait l'interprétation donnée aux quatre points qui en faisaient la base.

Cette réponse était parfaitement correcte.

En effet, dans la situation créée par ce traité, toute la question de la paix ou de la guerre était renfermée dans le sens des quatre bases et surtout de la troisième, celle qui portait la *révision du traité de 1841, dans un sens conforme à l'équilibre européen,* et sur laquelle nos adversaires avaient intentionnellement laissé planer un vague plein de menaces.

La Prusse et l'Allemagne étaient donc fondées à ne pas vouloir s'engager sans savoir où on les conduisait.

La dépêche du cabinet français relative à ce troisième point en avait laissé entrevoir le sens. L'empereur Napoléon et ses représentants ne cherchaient point à atténuer cette impression. Il s'agissait d'après eux de prévenir le retour de nouvelles crises en Orient, et, dans ce but, on parlait de faire cesser notre prépondérance, d'exiger la destruction de Sévastopol, d'ouvrir les détroits aux flottes anglo-françaises, en les interdisant aux nôtres, et enfin de créer un établisse-

Digitized by Google

ment maritime permanent des alliés sur les côtes de la Turquie dans la mer Noire.

Le roi de Prusse nous donnait les assurances les plus positives que jamais il n'appuierait aucune clause qui pût porter atteinte aux droits ou à la dignité de la Russie.

Quelque satisfaisante que fût cette assurance, notre ministre crut nécessaire de la confirmer par écrit, en liant la Prusse par un échange de notes à l'interprétation que nous donnions nous-mêmes aux quatre bases de paix.

Il profita dans ce but des ressentiments inspirés au roi par une nouvelle blessure d'amour-propre que l'Autriche venait de lui faire subir.

Il avait été convenu à Vienne qu'on se réunirait en conférence pour s'entendre préalablement sur le sens des quatre bases.

Le plan des cours occidentales était clair. Refuser d'entrer dans cette négociation eût été mécontenter l'opinion publique qui aspirait à la paix, et assumer la responsabilité de la guerre. Les cabinets de Londres et de Paris avaient donc consenti à contre-cœur à discuter avec nous les bases de la paix, mais ils n'en étaient pas moins décidés à poursuivre la guerre à outrance. Les immenses efforts qu'ils avaient faits, le peu de succès qu'ils avaient obtenu devant la ferme résistance de notre armée, compromettaient gravement leur honneur militaire.

Digitized by Google

Elles ne pouvaient pas rester sous le coup de cet échec moral.

Le maréchal Canrobert écrivait à M. de Bourqueney : « On dit que vous allez vous réunir en conférence ; « mais quoi que vous fassiez, nous n'en continuerons « pas moins à nous battre. L'armée a des droits et des « exigences dont on doit tenir compte. »

Pour concilier ces exigences avec celles de l'opinion publique, les deux cours avaient donc décidé qu'en entrant en négociations, elles poseraient des conditions tellement exorbitantes que nous serions obligés de les rejeter et d'accepter par là la responsabilité de la guerre.

Nous avons vu ce plan se dérouler dans la conférence de Vienne.

Pour en assurer l'exécution et nous laisser seuls au sein de cette réunion en face de nos ennemis, les puissances occidentales exigèrent du comte de Buol que la Prusse en fût éliminée. Le ministre autrichien se prêta docilement à cette injonction. Il prétendit que l'ancienne conférence de Vienne étant dissoute, les puissances belligérantes avaient seules le droit de prendre part à la nouvelle avec l'Autriche, qui s'était placée sur la même ligne qu'elles par le traité du 2 décembre. Quant au cabinet de Berlin, on lui offrait un moyen d'y entrer en accédant d'abord à l'alliance des trois cours.

Il était impossible d'infliger à la Prusse un plus sanglant affront. En réglant sans elle de grands intérêts

Digitized by Google

européens, en revisant sans la consulter une transaction dont elle avait été signataire, on la faisait descendre de son rang de grande puissance et on la reléguait parmi les États de second ordre.

Le comte de Buol dévoilait enfin l'insatiable ambition qui couvait au fond de sa pensée, celle de placer l'Autriche au-dessus de toutes les autres puissances, soit en Europe, soit en Allemagne.

Cette idée était basée sur l'alliance de la France, et si pour l'empereur Napoléon elle n'était qu'un moyen, elle était par contre si sincèrement et si activement secondée par M. de Bourqueney, que le comte de Buol se faisait la plus complète illusion sur sa solidité *politique*. Cette alliance mettait l'Autriche à même de dominer à la fois l'Orient et l'Europe *catholique;* elle lui permettait de s'appuyer sur les races latines pour refouler à la fois le protestantisme du Nord et le slavisme orthodoxe de l'Est et du Midi.

Tel était le rêve gigantesque conçu par le comte de Buol et qui avait séduit l'imagination de son jeune souverain. Pour arriver à le réaliser, ce ministre foulait résolûment aux pieds les principes traditionnels de la politique de l'Autriche et ses devoirs de puissance germanique.

Il est facile de comprendre l'impression que ce nouvel outrage causa à Berlin.

Le roi envoya immédiatement le colonel Manteuffel à Vienne, pour éclaircir personnellement cette grave situation.

Digitized by Google

Sa Majesté partait de l'idée que l'empereur François-Joseph, trompé par son ministre, ne se rendait pas compte du rôle qu'on lui faisait jouer. Le colonel Manteuffel avait pour mission de le lui faire envisager sous son véritable jour et de lui demander le renvoi du comte de Buol comme une nécessité impérieuse afin de rendre à l'Autriche la confiance de ses anciens alliés.

D'après ce que le baron de Budberg put recueillir sur cette mission, l'envoyé du roi trouva l'empereur François-Joseph un peu embarrassé, mais très-conciliant et très-modéré dans ses paroles. Il protesta que son intention en concluant l'alliance du 2 décembre avait été de lier les puissances occidentales à une politique de paix; qu'aucune clause de ce traité n'obligeait l'Autriche à passer à l'offensive, et que quant à l'interprétation des quatre bases, il n'était nullement d'accord avec ces puissances. Les quatre bases n'étaient *qu'un point de départ;* le sens en serait fixé dans la conférence. On poserait des principes généraux en établissant d'abord les points sur lesquels on était d'accord, pour passer ensuite à ceux où il y aurait divergence d'opinion. L'Autriche serait à même de soutenir nos intérêts dans la discussion.

Ces assurances étaient diamétralement opposées au langage et aux vues du comte de Buol. Voici comment ce ministre avait défini la situation dans ses entretiens avec le baron Manteuffel : « La tâche de l'année 1854 « a été de faire évacuer les Principautés; la tâche de

Digitized by Google

« l'année 1855 sera la paix pendant l'hiver, ou, si l'on « n'y parvient pas, la guerre afin de la conquérir. »

En somme, l'empereur, moins acerbe que le comte de Buol dans sa manière de parler, n'exprimait au fond que les opinions de son ministre, et dès lors aucun revirement n'était à prévoir dans l'attitude de l'Autriche.

Telle fut l'impression rapportée par le baron de Manteuffel; elle détruisait toutes les illusions qu'on s'était obstiné à entretenir sur les dispositions personnelles du jeune empereur. Si inexpérimenté et si étranger aux affaires qu'on le supposât, les faits étaient trop graves et parlaient trop clairement pour qu'il pût en méconnaître la signification. Il fallait donc en conclure que tout en se retranchant derrière son ministre, ce souverain approuvait sa politique et en partagerait la responsabilité.

Le cabinet de Berlin se prêta en conséquence aux combinaisons suggérées par le baron de Budberg.

Le roi approuva entièrement le sens des quatre bases formulé à Vienne par le prince Gortchakow et consentit à un échange de notes constatant que Sa Majesté trouvait notre interprétation satisfaisante et se joignait à nous, quant à la nécessité de sauvegarder les droits de souveraineté de l'empereur de Russie.

Cette adhésion était importante. Elle faisait tomber la clause relative à une expropriation territoriale sur le bas Danube, réclamée par l'Autriche au nom des intérêts allemands. Quant au point capital pour nous, c'est-à-dire la révision du traité de 1841, elle écartait

Digitized by Google

toute interprétation contraire à notre honneur, l'équilibre dans la mer Noire devant être établi non par une *diminution* de notre puissance, mais par une *augmentation* de la puissance turque, selon l'interprétation formulée par le prince Gortchakow.

Le roi ne s'arrêta pas là dans son opposition à la politique autrichienne.

Le cabinet de Vienne avait adressé à celui de Berlin comme au reste de l'Allemagne l'invitation de mobiliser l'armée dans la prévision que le moment pouvait ne pas être éloigné où il faudrait passer à l'offensive.

Le roi fit télégraphier à Vienne que « l'idée d'une « attitude offensive contre la Russie l'avait sérieusement « blessé ; que l'Autriche le trouverait prêt à la défen- « sive, jamais à l'offensive ».

La demande de mobilisation fut péremptoirement déclinée. Le cabinet de Berlin allégua qu'après notre acceptation des quatre points et la promesse de ne point attaquer l'Autriche, aucune des prévisions du traité du 28 avril n'était applicable. Il fit en outre entendre que si le roi était dans le cas de mobiliser ses troupes, ce serait pour défendre l'indépendance et le rang de la Prusse si l'on prétendait l'exclure du concert européen. Il ajouta enfin que si la Prusse était attaquée sur le Rhin ou sur les côtes de la Baltique, l'Autriche était obligée de lui prêter assistance aux termes du traité du 28 avril.

L'impression produite par la conduite du comte de

Digitized by Google

Buol tendait donc à rapprocher de nous le cabinet de Berlin.

Notre ministre s'efforça de développer ces germes favorables.

Si la maladresse commise par le gouvernement autrichien d'exclure la Prusse des conférences avait pu décider le roi Frédéric-Guillaume à une alliance ouverte avec nous de concert avec le reste de l'Allemagne, un pareil résultat aurait sans aucun doute profondément modifié la situation.

Mais quelle que fût l'indignation ressentie par le roi, l'expérience nous défendait malheureusement de trop compter sur la durée de ses impressions.

A travers la véhémence de son langage au sujet de l'Autriche, on voyait percer malgré lui l'irrésolution dans ses actes.

C'est ainsi qu'au lieu de rompre résolûment ses engagements du 20 avril, il avait déclaré à notre ministre que la Prusse ne s'en croirait déliée que si l'Autriche s'écartait des quatre bases de paix ou si elle passait à l'offensive contre nous dans les Principautés.

En outre, le roi, emporté par la direction mystique de son esprit, semblait plutôt frappé des conséquences religieuses de l'alliance austro-française que de ses conséquences politiques. Il voyait le protestantisme mis en danger par cette ligue catholique et cherchait à signaler ce danger à l'Angleterre pour en faire le point de départ d'un rapprochement avec cette puissance.

Digitized by Google

Dans ce but, il avait envoyé à Londres M. d'Usedom pour s'expliquer avec le cabinet anglais. Une pareille tendance ne pouvait pas nous convenir, puisqu'elle aurait eu pour résultat de resserrer les liens de la Prusse avec l'un de nos ennemis les plus acharnés.

Toutes ces demi-mesures, au moment où la blessure qu'on lui infligeait était toute fraîche encore, indiquaient assez les limites de la fermeté du cabinet de Berlin. Pourrait-il résister à la pression menaçante de l'Occident? Les craintes qu'on lui inspirait pour la sécurité de son commerce dans la Baltique ne paralyseraient-elles pas son énergie? Trouverait-il une assistance assez décidée parmi les États secondaires de l'Allemagne? N'était-il pas au contraire à prévoir que la Prusse, menacée d'un isolement qui l'épouvantait, finirait par subir toutes les exigences de nos adversaires pour se faire rouvrir les portes de la conférence?

Ces considérations firent penser à notre ministre qu'il était préférable pour nous de faire rentrer la Prusse dans cette conférence où nous pourrions du moins compter sur une voix amie.

Il insista donc avec force auprès du roi et du baron de Manteuffel sur l'impossibilité pour la Prusse de se laisser exclure du concert européen. Il les engagea à profiter du moment pour reprendre la suprématie en Allemagne où la conduite de l'Autriche était l'objet d'une réprobation unanime. A cet effet il leur conseilla

Digitized by Google

de réclamer pour la Confédération germanique le droit d'être représentée aux conférences.

Le roi goûta cette idée et se mit en communication avec les cours royales. Nos représentants près de ces cours furent invités à l'appuyer. On pouvait d'autant plus espérer le succès de ces efforts que le désir de jouer un rôle dans les affaires européennes avait toujours été caressé par les États secondaires avec une prédilection particulière.

Nous avions ainsi la chance de nous ménager l'assistance de l'Allemagne dans les négociations de la paix, à défaut de son concours en vue des éventualités de la guerre.

Telles étaient la situation et les dispositions où la fin de l'année 1854 laissait la Prusse, au moment où s'ouvrait à Vienne la conférence de 1855.

Le cabinet de Berlin avait descendu degré par degré l'échelle des concessions que l'Autriche lui avait arrachées. Il avait perdu toutes les occasions que les événements lui offraient de s'emparer de l'ascendant politique en Europe et en Allemagne.

Avec les intentions les plus amicales et les plus loyales, il nous avait causé presque autant de mal que nos adversaires et desservi à la fois ses intérêts et les nôtres.

Toutes ces hésitations n'avaient abouti en définitive qu'à faire rejeter dédaigneusement la Prusse hors du concert européen et à la faire descendre au second rang des puissances.

Digitized by Google

Mais ces tristes résultats d'une politique irrésolue avaient du moins eu pour effet de réveiller quelque énergie parmi les conseillers du roi.

C'était la dernière chance qui s'offrait à la Russie pour prévenir la coalition que l'on préparait contre elle.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE VI

—

FAITS GÉNÉRAUX

(1855)

L'année 1855 s'ouvrait sur une espérance de paix.

Des conférences formelles allaient s'établir à Vienne. On n'attendait que la désignation des plénipotentiaires et l'arrivée de leurs pleins pouvoirs.

Toutefois cette apparence était loin d'être entièrement rassurante.

Au contraire, on avait le sentiment que ces symptômes pacifiques étaient plutôt dus à l'imminence d'une guerre générale qu'à des dispositions réellement conciliantes.

La paix n'était pour ainsi dire pas possible aux alliés. Ils avaient fait trop de bruit de leurs intentions haineuses contre nous, trop multiplié leurs préparatifs et leurs dépenses militaires; leurs succès partiels avaient trop peu répondu à leur mise en scène pour qu'ils

Digitized by Google

pussent se contenter d'un demi-résultat. Leur honneur était engagé.

Ils s'étaient prêtés à des négociations par les raisons suivantes :

L'opinion publique en Europe était lasse de cet état de trouble, qui paralysait les affaires et causait un malaise général dont on n'entrevoyait pas l'issue. On nous avait toujours représentés comme les auteurs de ces calamités. Mais en nous déclarant prêts à négocier sur les bases qu'on nous proposait, nous avions donné un démenti éclatant à cette accusation. Si les puissances occidentales s'étaient refusées aux pourparlers, elles auraient assumé la responsabilité de la prolongation de la guerre.

Leurs efforts pour entraîner l'Allemagne dans leur cause étaient jusqu'ici demeurés infructueux, mais le moment était venu où l'attitude indécise de la Confédération germanique devait cesser. Il fallait qu'elle prît un parti.

En dernier lieu, elle s'était plutôt éloignée de l'Occident; on pouvait craindre, en la poussant à bout, de la décider sinon à une alliance avec nous, du moins à une forte neutralité qui aurait pesé sur l'attitude de l'Autriche, nous aurait rendu la pleine disposition de nos forces militaires, et eût réduit nos adversaires à une guerre exclusivement maritime qui aurait pu se prolonger indéfiniment au préjudice de leurs finances.

Il était donc indispensable de ménager l'Allemagne par un semblant de négociations pacifiques qui auraient

Digitized by Google

pour effet, soit de traîner les choses en longueur, soit de rejeter sur nous l'odieux d'une rupture.

Une autre circonstance avait pesé sur les déterminations des alliés.

Lorsque les principes cessent de présider à la politique, celle-ci doit nécessairement se plier à la mobilité des faits.

De même que les premiers succès des alliés en Crimée avaient réagi sur les dispositions de l'Autriche en leur faveur, de même la résistance que nous leur opposions à Sévastopol, les difficultés et les lenteurs du siége, les rigueurs de l'hiver et les pertes considérables subies par nos adversaires, avaient fait pencher de notre côté la balance politique.

Il importait donc aux cours occidentales de gagner par d'inutiles pourparlers le temps nécessaire pour frapper un coup décisif.

Telles étaient les dispositions que nos adversaires apportaient à la conférence. C'était par les mêmes motifs que nous avions opposé à ces calculs une attitude énergique sur le terrain militaire, pacifique sur celui des négociations, afin de nous ramener l'opinion en Allemagne.

Au fond tout se réduisait de part et d'autre à des efforts destinés, pour les alliés, à multiplier le nombre de nos adversaires; pour nous, à le réduire au seul chiffre des quatre puissances avec qui nous étions déjà en guerre.

Aussi, tout en consentant à négocier, les cours mari-

Digitized by Google

times poursuivaient activement leurs tentatives auprès des États de second ordre.

L'Angleterre donnait un triste exemple, en embauchant partout des volontaires pour suppléer à la pénurie de soldats qui révélait à l'Europe le manque d'esprit militaire et de patriotisme de la nation britannique. Des agents allaient racoler en tout pays des légions d'étrangers, dont le concours mercenaire, sans fortifier beaucoup l'armée anglaise, tendait à dénaturer le caractère des guerres entre pays civilisés.

Ces tentatives amenèrent même entre le cabinet de Londres et le gouvernement des États-Unis d'Amérique un conflit diplomatique qui faillit dégénérer en rupture ouverte.

La Sardaigne venait d'accéder à la coalition par un traité formel. Ce n'étaient certainement pas les 15,000 hommes de troupes auxiliaires que la cour de Turin mettait au service des alliés, qui pouvaient les renforcer beaucoup, mais moralement c'était un exemple qui pouvait en entraîner d'autres. C'était principalement une leçon et une menace à l'adresse de l'Autriche. Tant que Louis Napoléon avait été satisfait de la conduite de cette puissance, il avait décliné les ouvertures du Piémont. Mais du moment où le cabinet de Vienne avait osé manifester des velléités de paix, le traité avait été signé. Il stipulait l'accession du Piémont, non pas à l'alliance du 2 décembre à laquelle participait l'Autriche, mais au traité du 8 avril, entre la France et l'Angleterre seules. Quel appât avait-on présenté au

Digitized by Google

gouvernement sarde pour le décider à prendre une part active à une lutte qui ne le concernait pas?

Ce n'était assurément pas seulement la promesse de lui garantir un emprunt indispensable pour entretenir l'état militaire excessif qui pesait sur ses finances. On lui avait promis qu'à la paix il serait admis aux conférences sur le pied d'un Etat de premier ordre. C'était le premier germe des vues de la France sur l'Italie; le Piémont ne le comprit pas autrement. Ses troupes restèrent longtemps à se former à Alexandrie, dans l'espoir d'une prochaine rupture entre la France et l'Autriche qui lui permettrait d'employer son corps auxiliaire dans le Milanais, au lieu d'aller en Crimée à la recherche de lauriers douteux!

Il est incroyable que cet incident n'ait pas fait tomber le voile qui couvrait les yeux du comte de Buol. Cependant il en ressentit une impression pénible qui ne fut sans doute pas étrangère au changement de son attitude.

Quoi qu'il en soit, le cabinet impérial avait dû flétrir, dans un langage énergique adressé à l'Europe, le mépris de toute notion de droit qui armait contre la Russie, sans aucune provocation ni déclaration de guerre, un Etat avec lequel elle était en paix.

Ces tentatives d'embauchage ne s'étaient pas bornées au Piémont. En Suisse, en Belgique, en Espagne, en Danemark et en Suède, des démarches analogues avaient été faites par les puissances occidentales. Il leur fallait à tout prix une coalition. Nous verrons plus

Digitized by Google

tard que la Suède fut le seul État qui répondit à cet appel.

De son côté, le cabinet impérial apportait une égale activité à contrecarrer ces manœuvres.

Pour nous, le nœud de la question était en Prusse. Si cette puissance tenait ferme dans sa neutralité, il y avait espoir qu'elle y rattacherait l'Allemagne et, indirectement, les puissances scandinaves.

La faute commise par le comte de Buol en faisant exclure la Prusse des conférences nous offrait des éléments d'action auprès du cabinet de Berlin.

Le roi Frédéric-Guillaume ne pouvait pas pardonner au gouvernement autrichien cet acte de perfidie, qui non-seulement le déconsidérait en Allemagne et en Europe, mais lui créait encore de sérieuses difficultés dans sa politique intérieure.

Il repoussa avec fermeté toutes les insinuations que le comte de Buol lui faisait parvenir afin de l'engager à souscrire au traité du 2 décembre, pour rentrer dans la conférence.

Il déclina de même les démarches des cours occidentales, en déclarant nettement qu'il n'accepterait jamais des conditions incompatibles avec son honneur.

Le roi accueillit avec satisfaction nos efforts à Vienne pour protester contre l'exclusion de la Prusse. Mais il désira que nous nous abstinssions de réclamations formelles qu'il ne trouvait pas conformes à sa dignité.

Tout ce qu'il voulait, c'était la reconnaissance du principe qu'une transaction européenne devait être

Digitized by Google

revêtue de la signature de toutes les grandes puissances.

Ce fut dans ce sens qu'il agit à Londres et à Paris. On lui offrait de conclure avec les deux cours maritimes un traité *séparé* dans le même sens que celui du 2 décembre, afin de lui épargner l'humiliation d'accéder à une transaction faite sans la Prusse. Le roi envoya M. d'Usedom à Londres et M. Wedell à Paris pour négocier cette affaire.

Ces deux envoyés eurent ordre de déclarer que la Prusse s'en tiendrait au protocole qu'elle avait signé à Vienne, moyennant deux conditions : 1° qu'il n'y aurait, en cas de guerre, aucune demande de passage de troupes étrangères par le territoire allemand; 2° qu'il ne serait dirigé aucune entreprise pour rétablir la Pologne.

Ces négociations devaient échouer contre la malveillance des cours occidentales. Elles répondirent que la Prusse pouvait fermer son territoire au passage de troupes étrangères, mais qu'elle n'avait pas le droit de parler au nom de l'Allemagne. Le gouvernement français prétendit même que les États du midi de la Confédération étaient disposés à y consentir. Quant à la Pologne, le cabinet des Tuileries répondit que l'empereur Napoléon, qui avait combattu la révolution en France, ne pouvait être soupçonné de poursuivre une politique révolutionnaire. Mais il ne voulait prendre aucun engagement.

Les craintes que le roi avait manifestées à Londres,

Digitized by Google

d'une prépondérance décidée du catholicisme, n'avaient pas eu plus de succès.

Lord John Russell, se rendant à Vienne, s'était arrêté à Berlin. Il se montra fort pâle dans ses entretiens. Selon lui, l'Angleterre voulait la paix, mais elle n'était pas maîtresse de la situation, tout entière aux mains de la France. Le roi se plaignit vivement de la conduite des puissances occidentales envers lui, et ajouta qu'il ne s'associerait pas à des exigences injustes envers la Russie.

Il fit déclarer à Londres et à Paris qu'en excluant la Prusse des conférences, on la déliait des engagements des protocoles de Vienne.

On lui répondit par la menace de l'exclure également du protectorat collectif des Principautés si elle s'obstinait à rester en dehors du concert des puissances.

Le cabinet de Berlin fit savoir à celui de Vienne que, si cette menace se réalisait, il se croirait libéré de ses obligations envers l'Autriche.

Les rapports allaient donc toujours en s'envenimant. La Prusse avait inutilement offert d'adhérer au protocole signé à Vienne le 28 décembre, où avaient été précisées les bases de la paix.

Ce qu'il fallait à nos adversaires, c'était, non que la Prusse adhérât à des principes acceptés par nous, mais qu'elle se placât sur une même ligne avec eux, en vue d'une lutte éventuelle avec nous.

Ils n'admettaient pas de *neutralité,* et prétendaient

Digitized by Google

insolemment que quiconque n'était pas *pour* eux était *contre* eux.

C'est ainsi qu'ils entendaient l'indépendance des États!

Le roi avait tenu bon. Malgré les intrigues de l'Autriche et la pression menaçante de l'Occident, il s'était énergiquement opposé à la demande faite en Diète, par le comte de Buol, de la *mobilisation* des contingents fédéraux.

Cette demande, au moment où allaient s'ouvrir des conférences de paix, indiquait évidemment la connivence de l'Autriche avec nos adversaires.

Le cabinet de Vienne prévoyait d'avance l'issue de ces conférences, où nos adversaires n'arrivaient qu'avec l'intention arrêtée de les faire échouer.

L'Autriche alors devait, aux termes de ses engagements, entrer immédiatement en ligne contre nous, et le comte de Buol voulait entraîner l'Allemagne à sa suite.

Le cabinet de Berlin rejeta péremptoirement la mobilisation, en disant que les cas prévus par l'alliance du 20 avril n'étaient nullement échus. Si la majorité se prononçait pour l'Autriche, il déclara qu'il se réserverait l'interprétation des engagements prévus par cette alliance, que les États de la Confédération avaient contractée isolément, en dehors de leurs rapports fédéraux. Il plaçait ainsi l'Autriche dans l'obligation d'invoquer les stipulations du pacte fédéral.

Mais, en cas d'une guerre où l'Allemagne était

Digitized by Google

appelée à prendre part, ces stipulations réservaient à la Diète de décider, à la majorité des voix, jusqu'à quel point ses intérêts étaient impliqués dans la lutte, et il était douteux qu'en pareil cas l'Autriche réunît le nombre de voix nécessaire.

Cette ferme contenance entraîna les cours secondaires. Le Hanovre et la Hesse électorale votèrent seuls pour la proposition autrichienne. Le Wurtemberg et la Saxe marchèrent avec la Prusse. La Bavière chercha un terme moyen dans la *Kriegsbereitschaft* qui fut votée, mais n'avait nullement la même valeur que la mobilisation.

Ce fut un échec sensible pour la politique du comte de Buol. Elle ne contribua pas à améliorer les relations entre les deux cours germaniques.

Si l'indignation que ressentit le roi de son exclusion des conférences eût pu lui donner l'énergie nécessaire, et si surtout nous avions pu compter sur un concours décidé du reste de la Confédération, cette exclusion n'aurait pas été défavorable pour nous.

Mais l'expérience du passé devait nous faire craindre un retour de faiblesse. Tous nos efforts tendirent, en conséquence, à fortifier la position de la Prusse.

D'abord, nous avions réussi à obtenir du roi un échange de notes constatant que Sa Majesté se ralliait aux quatre points, tels que notre ministre à Vienne les avait précisés dans la réunion préparatoire du 28 décembre.

Ensuite, nous avions cherché à donner à la politique

Digitized by Google

prussienne une base fixe en dehors de la Confédération, dont les discordes perpétuelles ne permettaient de fonder aucune combinaison solide.

Cette base, nous l'avions cherchée dans la similitude de sa position avec celle des deux puissances scandinaves, riveraines de la Baltique. La Prusse avait certainement de ce côté des intérêts beaucoup plus directs que dans la mer Noire. La crainte d'un blocus de ses côtes et d'une interruption de son commerce avait exercé une influence fâcheuse sur les irrésolutions de son gouvernement. Le Danemark et la Suède étaient aussi intéressés qu'elle à donner à leur indépendance et à leur neutralité un fondement plus solide que des déclarations isolées. La Prusse se serait naturellement trouvée placée à la tête de ce système de neutralité du Nord, système purement défensif, qui ne pouvait en rien compromettre la position des trois cours, mais qui créerait des germes utiles pour l'avenir, assignerait à la Prusse un rôle prépondérant dans l'intérêt du repos continental, et ferait expier à l'Autriche le tort d'en avoir méconnu l'importance. Car, selon toute vraisemblance, les petits États de l'Allemagne se seraient trouvés heureux de pouvoir sortir de leur isolement en se rattachant à une combinaison fortement organisée, dont le cabinet de Berlin aurait été le centre. L'Autriche aurait donc compris les conséquences d'une politique qui, après avoir pactisé avec la Turquie sans le consentement de l'Allemagne, transigé avec l'Occident à l'insu de la Prusse, avait mis le comble à ces

Digitized by Google

procédés en prétendant délibérer à Vienne sur les plus graves intérêts de l'Europe sans le concours d'un plénipotentiaire prussien!

Malheureusement ces propositions, si conformes aux intérêts des cours du Nord et aux traditions d'une saine politique, échouèrent devant leur incurable faiblesse. La peur des puissances maritimes les paralysa. Leur neutralité isolée leur assurait une position faible, mais déjà acquise. Elles craignirent de la compromettre en la fortifiant.

C'est une preuve de plus de l'immense danger que présage une alliance entre la France et l'Angleterre. La prépondérance absolue que leur assure leur puissance maritime annule entièrement l'indépendance de l'Europe. Cette considération ne doit jamais être perdue de vue par une saine politique.

L'échec de cette tentative ne nous arrêta pas. La Prusse et l'Allemagne n'avaient d'autre courage que celui de chercher des points d'appui pour résister aux entraînements du dehors. Ces points d'appui, nous ne négligions aucune occasion de les leur offrir.

Le cabinet de Berlin nous témoigna la crainte qu'en cas de rupture des conférences de Vienne, la Russie ne retirât son consentement aux bases de paix, et nommément aux deux conditions qui intéressaient plus spécialement l'Allemagne, c'est-à-dire la liberté du Danube et le protectorat collectif des Principautés.

Nous lui offrîmes de nous lier à ces deux points, à condition que de son côté elle s'obligerait : 1° à se

Digitized by Google

considérer comme libérée des engagements du traité du 20 avril si l'Autriche se portait à des actes d'agression contre nous ; 2° à soutenir, dans les conférences de paix, notre interprétation des quatre bases.

Quelque équitable que fût cette proposition, le roi, tout en admettant le principe, refusa néanmoins de s'engager par un acte écrit. Malgré l'expérience du passé, Sa Majesté gardait la conviction que, pour se prémunir contre les exigences de nos adversaires, il était indispensable de ne pas se lier vis-à-vis de nous.

Toutefois, les relations des deux cabinets n'en furent pas altérées. L'empereur Nicolas avait la parole du roi et lui avait engagé la sienne. Sa Majesté Impériale ne pouvait douter des intentions de son auguste beau-frère.

Cependant, le moment approchait où la conférence, retardée par les puissances occidentales sous divers prétextes, allait s'ouvrir à Vienne.

Les cours de Londres et de Paris avaient affecté le désir de donner à cette réunion une solennité toute particulière en envoyant comme premiers plénipotentiaires, l'une le ministre des affaires étrangères, M. Drouin de l'Huys, l'autre lord John Russell.

Voici la marche que l'empereur avait tracée au prince Gortchakow, qui restait chargé de la négociation, avec l'assistance de M. Titow.

Le point essentiel auquel Sa Majesté attachait le plus d'importance était le principe posé par le prince Gortchakow dans les conférences préliminaires : *qu'il ne*

Digitized by Google

serait formulé aucune proposition blessante pour l'honneur et les droits de la Russie. Les représentants de France et d'Angleterre y avaient adhéré en déclarant qu'il n'entrait pas dans la pensée de leurs cours de mettre en avant de pareilles propositions. Le gouvernement autrichien s'était joint à cette déclaration et l'avait confirmée par écrit dans ses dépêches à son ministre à Saint-Pétersbourg. L'empereur François-Joseph s'y était engagé d'honneur.

Si, par conséquent, les puissances essayaient d'articuler des propositions contraires à ces déclarations, nos plénipotentiaires devaient rappeler ces assurances et leur laisser la responsabilité de la rupture.

Quant à l'article Ier, ils devaient réclamer contre l'expression *abolition du protectorat russe,* par la raison très-simple qu'aucune de nos transactions antérieures avec la Porte n'avait consacré ce mot de *protectorat.* On devait donc se borner à stipuler que le régime acquis aux Principautés serait placé dorénavant sous la garantie collective des puissances.

L'article II était relatif à la liberté de navigation du Danube.

Ce qui nous importait, c'était d'en faire ressortir le caractère purement commercial, et de restreindre la commission mixte qui devait être établie aux seuls besoins du commerce.

Le plus difficile était l'article III, qui devait rattacher la Turquie à l'équilibre européen, en faisant cesser notre prépondérance dans la mer Noire.

Digitized by Google

Le prince Gortchakow était autorisé à déclarer :

Que nos transactions avec la Porte n'avaient jamais fait de la mer Noire une mer close. Bien au contraire, c'était la Russie qui, par le traité d'Andrinople, avait eu le mérite d'ouvrir cette mer aux navires marchands de toutes les nations.

Quant aux bâtiments de guerre, la fermeture des détroits découlait de l'ancienne législation ottomane.

Le traité de 1841 avait confirmé ce principe, inhérent aux droits de souveraineté des sultans, puisqu'ils possédaient les deux rives des détroits.

Ils étaient libres d'ouvrir ce passage, comme de le tenir fermé.

Tant qu'il avait été clos, la mer Noire était naturellement restée accessible aux seuls vaisseaux de guerre de la Russie et de la Porte.

L'infériorité maritime de cette dernière étant un sujet d'alarmes pour l'Europe, la Russie était disposée à la faire cesser en consentant à l'ouverture de la mer Noire au pavillon militaire de toutes les puissances, à condition d'une parfaite réciprocité, c'est-à-dire que ses bâtiments de guerre fussent libres à leur tour de traverser les détroits.

L'article IV avait trait aux immunités religieuses des chrétiens. L'empereur Nicolas y attachait une extrême importance.

Nos plénipotentiaires avaient ordre de faire bien constater la parfaite égalité de tous les chrétiens, sans distinction de cultes, pour le présent comme pour

Digitized by Google

l'avenir, quant à ces immunités, et de veiller à ce qu'elles reçussent des garanties propres à les rendre efficaces.

Telles étaient les instructions avec lesquelles le prince Gortchakow et M. Titow se présentaient à la conférence.

Mais au moment où l'empereur Nicolas vouait ainsi ses soins à la réalisation de cette œuvre de paix au dehors, en repoussant avec fermeté, au dedans, la coalition que des haines aveugles avaient organisée contre lui, les décrets de la Providence mettaient un terme à sa glorieuse carrière.

Nous n'insisterons pas sur la douloureuse impression causée par cet événement. Aucun de ceux qui ont eu l'honneur de servir sous cet auguste souverain, et de rendre hommage à sa grandeur d'âme, n'oubliera cette date néfaste.

Mais, même au point de vue politique, elle devait avoir en Europe un immense retentissement. Bien des haines devaient tomber devant ce cercueil qui se fermait sur une noble existence, et l'empereur Alexandre II avait les mains plus libres pour signer la paix.

Ce fut le sentiment général. De toutes parts l'empereur recevait des témoignages de la plus cordiale sympathie.

L'Allemagne surtout comprit que l'Europe conservatrice avait perdu le drapeau autour duquel elle s'était groupée depuis quarante ans pour la défense des principes d'ordre contre la révolution. En Prusse, nommé-

Digitized by Google

ment, l'effet de cette perte douloureuse fut de faire sentir au gouvernement et à la nation le besoin de resserrer de plus en plus les liens traditionnels qui les rattachaient à la Russie afin de combattre les idées ambitieuses qu'on voyait avec effroi percer dans la conduite de l'Autriche.

Quant à l'empereur François-Joseph, il se montra atterré. Il se rendit en personne chez le prince Gortchakow, et lui exprima en termes chaleureux sa profonde douleur de perdre *un ami éprouvé au moment où il espérait lui donner des preuves de sa gratitude et d'un retour sincère aux anciennes voies.*

On doit admettre que cette impression fut vive et vraie. Elle n'est sans doute pas restée étrangère à une certaine amélioration qui se manifesta dans l'attitude personnelle de l'empereur François-Joseph.

Toutefois ce n'est point sur ce sentiment que notre ministre à Vienne fonda ses calculs. La pression des faits était le seul levier qui eût une action permanente sur la politique autrichienne. La paix lui était impérieusement commandée par ses finances. M. de Bruck, dont le crédit commençait à prévaloir, disait nettement que la guerre était une banqueroute infaillible. C'était là le meilleur argument en notre faveur.

Quoi qu'il en soit, les événements étaient trop fortement engagés pour pouvoir subir un revirement immédiat.

S. M. l'empereur, en montant sur le trône, devait

Digitized by Google

sa première pensée à la Russie, atteinte dans son honneur, blessée dans ses intérêts.

Son manifeste d'avénement fit connaître au pays sa ferme intention d'accomplir les vues de ses augustes prédécesseurs l'empereur Pierre le Grand, l'impératrice Catherine II et l'empereur Alexandre Ier.

Dans son discours au corps diplomatique, Sa Majesté parlait à l'Europe; elle exprima des intentions conciliantes, mais fermes. Elle les confirma dans une circulaire à nos missions qui fut rendue publique.

Dans cette pièce le cabinet impérial déclarait que S. M. l'empereur n'entendait changer en rien la politique de son auguste père. Prête à repousser énergiquement toute condition incompatible avec l'honneur de la Russie, Sa Majesté maintenait dans toute son étendue l'acceptation des quatre points comme bases des négociations de paix.

A cet effet le souverain s'empressa de faire renouveler les pouvoirs de ses plénipotentiaires.

Aucun obstacle n'était donc apporté par nous à l'œuvre de pacification si impatiemment attendue par toute l'Europe.

Malgré le mauvais vouloir évident des cours occidentales, et leurs efforts pour empêcher ou retarder des négociations, la conférence s'ouvrit à Vienne le 15 mars.

Plusieurs réunions préparatoires avaient déjà eu lieu entre les plénipotentiaires. Elles avaient eu un résultat important, celui d'amener une entente sur les deux

Digitized by Google

premiers points. Nos représentants n'avaient rien négligé pour activer cette entente et la rendre complète. Ces deux articles étant précisément ceux qui touchaient aux intérêts de la Confédération germanique et qu'elle s'était plus particulièrement appropriés, il s'ensuivait que l'Allemagne se trouvait entièrement désintéressée dès le début de la discussion. Tout prétexte était enlevé à l'Autriche pour l'entraîner avec elle à la remorque des puissances occidentales.

Restait le troisième point.

La position de nos plénipotentiaires dans cette discussion était des plus pénibles. Dès la première séance il s'était manifesté quelques nuances dans l'attitude des représentants. Les plus mauvais étaient ceux de la France. Lord J. Russell se montrait plus conciliant. Dans la forme, les Autrichiens, embarrassés de leur rôle ambigu, s'effaçaient volontiers derrière leurs alliés, toujours prêts à soutenir les interprétations les plus malveillantes. Mais ce qui éclatait avec une entière évidence, c'était l'isolement des nôtres. La conférence ne présentait nullement le spectacle d'une délibération digne et sérieuse entre hommes d'État du premier rang sur les plus grands intérêts de l'Europe dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle, mais plutôt celui d'un tribunal prévenu, hostile, devant lequel nous étions appelés à comparaître avec la certitude d'être condamnés d'avance.

La lecture des protocoles révèle clairement cette situation. Elle ne laissait à nos représentants qu'une alter-

Digitized by Google

native, celle d'essayer de désarmer ce faisceau compacte d'hostilités à force de calme, de prudence et de dignité, en faisant au besoin appel à l'intervention personnelle de l'empereur François-Joseph. Ce souverain paraissait en effet revenu de ses illusions à l'endroit du comte de Buol. Il semblait commencer à s'en défier, et surveillait ses rapports avec les représentants de la France qui, de leur côté, ne négligeaient rien pour s'assurer la coopération active de l'Autriche, quelle que fût l'issue des conférences. L'empereur ne voulait entendre parler que de la paix. Il avait pris sérieusement à cœur la réussite de l'œuvre entreprise sous ses auspices. Ce n'était pas seulement pour lui une affaire de sentiment, mais d'intérêt. L'Autriche avait doublement à gagner à la paix : d'abord des avantages réels sur le Danube et dans les Principautés; ensuite d'éviter une guerre avec nous, contre laquelle protestait l'opinion unanime de ses généraux; enfin d'alléger ses finances aux abois du fardeau de dépenses excessives.

L'empereur François-Joseph semblait avoir enfin compris la nécessité de ne pas aller plus loin dans la voie tracée par la politique de son ministre. Jamais la lutte du double courant qui se heurtait dans les conseils de ce souverain n'avait été plus vive. Le comte de Buol était rivé à la politique occidentale. C'était pour lui non-seulement une conviction, mais une question personnelle. Il devait rester ou tomber avec ce système. Le gouvernement français consacrait tous

Digitized by Google

ses efforts à ressaisir son ascendant sur le cabinet de Vienne, usant tour à tour des menaces et des cajoleries. Il tenait la clef de l'Italie, et, par le traité avec la Sardaigne, il venait de montrer l'usage qu'au besoin il en pourrait faire. Il enlaçait l'Autriche dans un réseau de combinaisons financières dont celle-ci avait besoin pour se créer des ressources.

Le thème le plus habilement exploité par la politique française, c'était l'implacable ressentiment que l'Autriche devait nous supposer, et contre lequel elle n'avait d'autre protection dans l'avenir que l'appui de la France.

Une mauvaise conscience devait malheureusement frayer la voie à cette conviction dans l'esprit du comte de Buol.

L'empereur Napoléon avait hautement manifesté l'intention de se rendre en Crimée. Il devait en passant s'arrêter à Gênes, puis à Trieste, peut-être à Vienne, pour s'y entendre personnellement avec l'empereur François-Joseph sur l'envoi d'une armée française à travers la Lombardie, en Gallicie et en Pologne. On discutait à Paris des projets gigantesques de remaniement de la carte d'Europe : à l'Autriche une partie de la Turquie ; au Piémont la Lombardie ; à l'Angleterre Chypre et Candie ; à la France la Savoie, l'île de Sardaigne et la Belgique à la mort du roi, dont le successeur serait dédommagé par le trône de Pologne.

D'autre part, l'opinion publique murmurait en France contre cette guerre lointaine et dispendieuse,

Digitized by Google

où les intérêts anglais semblaient plus en jeu que ceux de la France. Les partis s'agitaient, et cette circonstance n'avait pas été étrangère à la remise du voyage de l'empereur Napoléon en Crimée. On lui objectait que son absence serait le signal d'un mouvement révolutionnaire contre sa dynastie. Tout récemment un attentat avait été commis contre sa personne par un Italien.

Tout cela faisait réfléchir le cabinet de Vienne sur la valeur d'une alliance qui reposait en définitive sur la tête d'un seul homme. Le gouvernement anglais, jaloux de la prépondérance militaire assurée aux Français dans la guerre d'Orient, commençait également à se rapprocher de l'Autriche et de l'Allemagne.

Ces diverses circonstances, qui modifiaient d'un jour à l'autre l'équilibre politique, avaient dicté au prince Gortchakow la marche qu'il avait à suivre.

Evidemment les conférences de paix n'étaient qu'une indigne comédie dont le dénoûment avait été fixé d'avance.

Tout ce que nous pouvions désirer, c'était de ne pas mettre de notre côté le tort d'une rupture, et de dégager ainsi l'Autriche de la pression de l'Occident. La convention militaire entre les trois cours était toute rédigée et prête à être signée. Si nous rompions les négociations, l'Autriche était inévitablement entraînée. C'était la tactique du comte de Buol et de ses alliés.

La nôtre devait être diamétralement opposée.

L'empereur François-Joseph était lié d'amour-pro-

Digitized by Google

pre au succès des conférences de paix. Il fallait lui donner toutes les satisfactions possibles afin de mettre notre modération en regard du mauvais vouloir de nos adversaires, et de faire comprendre à l'empereur le danger de s'associer à des exigences toujours croissantes.

Si nous réussissions à amener une divergence, ce serait une brèche que le temps ne manquerait pas d'élargir. L'empereur Napoléon, dont l'honneur militaire et peut-être l'existence dynastique se jouaient sur les champs de bataille de Crimée, ne pardonnerait jamais à l'Autriche de l'avoir abandonné au moment décisif.

Ce fut dans ces dispositions que nos plénipotentiaires abordèrent dans la séance du 14 mars la discussion de ce troisième article qui était le nœud même de la situation.

Nos adversaires étaient embarrassés de formuler leurs demandes. En effet, se borner à des propositions raisonnables, c'eût été risquer de perdre tout le fruit de leurs précédentes manœuvres, et surtout des chances qu'on espérait encore obtenir en Crimée. Mettre en avant des conditions exagérées, c'était s'exposer à dévoiler toutes leurs arrière-pensées, à s'aliéner l'Autriche, et à la faire passer dans notre camp.

Ils évitèrent cette double difficulté par une ruse assez habile. Ils nous laissèrent l'initiative des mesures à proposer afin de réaliser la pensée contenue dans les trois points, c'est-à-dire la *révision du traité de 1841, dans un sens qui devait rattacher l'existence de l'empire*

Digitized by Google

ottoman à l'équilibre européen, et faire cesser notre prépondérance dans la mer Noire.

Le piége était toutefois trop grossier pour ne pas être aperçu par nos plénipotentiaires qui se voyaient mis en demeure, ou d'être les artisans de notre propre préjudice, ou de formuler des demandes que nos adversaires se seraient empressés de déclarer insuffisantes pour faire retomber sur nous la responsabilité de la rupture.

Le prince Gortchakow déclina en conséquence d'assumer cette initiative sans en référer au gouvernement impérial qui approuva entièrement cette résolution.

Dans la séance suivante il déclara que sa cour, tout en appréciant l'intention des puissances, ne se sentait pas appelée à prendre l'initiative de propositions sur le troisième point. C'étaient les puissances qui avaient proposé la révision du traité de 1841, en vue de la sécurité de la Turquie ; c'était donc à elles à en indiquer les moyens. Les plénipotentiaires de Russie étaient prêts à les discuter loyalement, *pourvu qu'il n'y en eût aucun qui portât atteinte aux droits de leur souverain.*

Il rappela les assurances qu'il avait reçues à cet égard des représentants des grandes puissances, le plénipotentiaire anglais ayant entre autres déclaré formellement *que les meilleures conditions seraient celles qui satisferaient à la fois l'honneur de la Russie et la sécurité de l'Europe.*

Cette réponse déconcerta nos adversaires. Ils n'y

Digitized by Google

étaient point préparés , et quoiqu'on dût supposer que leurs idées étaient fixées sur un sujet depuis si longtemps soumis à leurs réflexions, ils ne purent qu'articuler cette réplique évasive :

« Que les alliés, regrettant de voir renvoyer aux « auteurs de la proposition l'initiative qu'ils avaient « déférée à la Russie, ne se trouvaient pas en mesure « de formuler sur-le-champ leurs propositions. »

Le motif de leur embarras était évident. Bien que la pensée des cours occidentales se fût clairement révélée dans les discours du Parlement anglais et des chambres françaises, ainsi que par les articles des journaux, elle n'avait jamais jusqu'alors été formulée officiellement.

Elles avaient déclaré que : « les moyens à adopter « dépendaient trop directement des événements de la « guerre pour qu'on pût d'avance en préciser la base ».

Ces paroles signifiaient que nos adversaires avaient en vue la destruction de Sévastopol. Selon leurs calculs, les opérations militaires en Crimée marchant de front avec les délibérations diplomatiques devaient peser sur le sort des conférences de Vienne.

L'événement toutefois n'avait pas ratifié ces prévisions. L'héroïque résistance de nos armées avait empêché jusqu'ici que le nom de Sévastopol fût prononcé.

Il fallait donc arriver au même résultat par des voies détournées. Ce fut dans ce but que nos adversaires mirent en avant un projet dont voici le résumé :

Digitized by Google

1° Participation de l'empire ottoman aux avantages de l'équilibre européen, garantie commune par les puissances du respect de son indépendance et de son intégrité;

2° En cas de conflit entre la Porte et une des puissances, obligation pour celle-ci de mettre les autres en mesure de prévenir cette extrémité par des voies pacifiques avant de recourir à la force;

3° Clôture des détroits comme principe général;

4° Limitation des forces maritimes dans la mer Noire à quatre vaisseaux, quatre frégates et petits bâtiments pour chacune des deux puissances riveraines;

5° Faculté pour chacune des autres puissances de faire entrer dans la mer Noire, avec l'agrément du sultan, des forces égales à la moitié de celles des riverains;

6° Latitude au sultan d'ouvrir les détroits à toutes les forces de ses alliés en cas de nécessité;

7° Engagement pour les riverains d'admettre des consuls dans tous leurs ports de la mer Noire.

De ces articles, les deux premiers furent immédiatement acceptés par nos plénipotentiaires comme un gage de nos intentions pacifiques envers la Turquie. Ils ne firent qu'une réserve : *celle que la garantie territoriale n'obligerait pas la Russie à l'emploi de ses forces.* Cette réserve était pleinement justifiée par l'immense étendue de l'empire turc sur trois continents, et l'incertitude de ses limites. Aden, l'Égypte, Tunis en fai-

Digitized by Google

saient partie. Devrions-nous verser du sang russe pour garantir ces possessions à la Porte chaque fois qu'elles seraient menacées ?

Nous nous engagions à respecter l'indépendance et l'intégrité de la Turquie. Les puissances contractaient la même obligation. Cela semblait suffisant. Si l'empire ottoman était attaqué, l'intérêt que nous portions à sa conservation ne nous permettrait certainement pas d'y rester indifférents; mais nous voulions demeurer libres de notre action.

Quant au reste des articles, fondé sur le principe d'une limitation de nos forces dans la mer Noire, le prince Gortchakow les rejeta péremptoirement.

Il rappela ses déclarations antérieures contre tout moyen blessant pour la dignité ou les droits de la Russie, les assurances qui lui avaient été données à cet égard, et nommément *que les meilleures conditions seraient celles qui concilieraient l'honneur de la Russie avec la sécurité de l'Europe.*

Le projet présenté par le plénipotentiaire français ne répondait pas à ce programme et ne pouvait par conséquent être admis par la Russie.

Après s'être acquitté de ce devoir, le prince Gortchakow présenta à son tour un contre-projet fondé sur le principe de l'ouverture des détroits et de la libre navigation de la mer Noire.

Il lut à l'appui un mémoire destiné à prouver :

« Que l'infériorité maritime de la Turquie n'était le « fait ni de nos traités, ni même de la prépondérance

Digitized by Google

« de nos forces navales. La Turquie possédait un déve-
« loppement immense de mers et de côtes des plus
« favorables à sa puissance navale. Elle possédait dans
« les détroits et à Constantinople une position que la
« nature avait faite imprenable.

« La Russie, obligée de disséminer ses flottes sur
« trois mers séparées par de grandes distances, était
« loin d'avoir les mêmes ressources. Le danger dont
« on prétendait que ses établissements maritimes me-
« naçaient la Porte était illusoire. En somme, nos
« escadres ne pouvaient débarquer qu'environ 20,000
« hommes en cinq ou six semaines. Ce ne pouvait être
« une menace sérieuse pour la Turquie, mais ce pou-
« vait être un utile appui. L'année 1833 l'avait dé-
« montré. Les escadres anglaises et françaises de Malte
« et de Toulon n'étaient pas moins dangereuses que
« les nôtres pour l'empire ottoman. Dès lors l'existence
« de nos forces navales était une condition nécessaire
« de l'équilibre général.

« La clôture des détroits n'était pas de notre fait.
« C'était un ancien principe turc. Nous avions au con-
« traire les premiers ouvert ce passage au commerce.
« Il dépendait du sultan de l'ouvrir à la marine de
« guerre. Dès lors sa sécurité serait complétement
« garantie, puisque les flottes étrangères seraient tou-
« jours en mesure de surveiller les événements et
« d'accourir au secours du sultan dès qu'il se trou-
« verait menacé. »

Mais quelque justes que fussent ces idées, elles

Digitized by Google

devaient échouer devant le mauvais vouloir de nos adversaires.

Ceux-ci ne pouvaient pas se contenter d'un aussi mince résultat pour prix de leurs sacrifices dans le cours de cette guerre.

Il leur fallait un affaiblissement réel de la Russie.

L'Autriche n'était pas moins contraire à une combinaison qui eût livré la mer Noire à la concurrence étrangère, surtout à la prépondérance britannique et aux idées révolutionnaires qui l'accompagnent ordinairement.

Les représentants des puissances refusèrent de discuter ce contre-projet et déclarèrent leurs instructions épuisées.

Lord John Russell se hâta en conséquence de quitter Vienne, révélant par ce départ précipité qu'à ses yeux la conférence n'avait été qu'une comédie, et que la pièce était jouée.

Si ce résultat fût demeuré définitif, il eût donné gain de cause à nos adversaires.

Nos plénipotentiaires obtinrent toutefois que les travaux seraient repris malgré l'absence du premier représentant de l'Angleterre, et ils saisirent immédiatement la conférence d'une nouvelle proposition.

Les puissances occidentales s'étant montrées décidément opposées au principe de *l'ouverture* des détroits, et le représentant de la Turquie ayant particulièrement déclaré que c'était un point sur lequel la Porte ne pourrait jamais transiger, le nouveau projet présenté

Digitized by Google

par le prince Gortchakow était basé sur le principe contraire, celui de la *fermeture*.

Il consistait en deux articles :

Le premier confirmait l'ancienne règle de la fermeture des détroits ; le second laissait le sultan juge souverain des cas où sa sécurité exigerait une déviation de cette règle et l'appel soit des flottes de l'Occident, soit de celles de la Russie.

Cette combinaison était particulièrement conçue en vue de l'Autriche, dont les intérêts s'accommodaient beaucoup mieux du principe de la mer close que de celui de la mer ouverte.

Elle venait très à propos pour arrêter l'empereur François-Joseph, auquel le comte de Buol avait réussi à persuader que notre projet d'ouvrir les détroits révélait des arrière-pensées malveillantes pour l'Autriche et pour la Turquie. Sa Majesté était toute prête à promettre son concours matériel, et M. Drouin de l'Huys croyait sa cause gagnée.

Les plénipotentiaires d'Autriche déclarèrent en conférence que notre second contre-projet, quoique insuffisant, renfermait des éléments de rapprochement qu'on pouvait développer. Mais les représentants de l'Occident repoussèrent toute discussion, sous prétexte que leurs instructions étaient épuisées.

La conférence se sépara donc sur une double déclaration.

Le comte de Buol fit savoir que l'Autriche ne considérait pas toute chance de paix comme fermée ; qu'elle

Digitized by Google

se ferait un devoir de rechercher dans les divers projets qui venaient d'être présentés des éléments susceptibles d'amener une entente, et qu'elle se réservait, en conséquence, de saisir la conférence d'une proposition qu'elle allait élaborer.

Le prince Gortchakow accéda avec empressement à cette ouverture; mais il ne voulut pas que la conférence se séparât sans constater solennellement que les deux derniers projets de solution du troisième point émanaient des plénipotentiaires de Russie, qui avaient ainsi largement dégagé leur parole.

Il serait difficile de définir exactement ce qui se passa alors entre les représentants des trois cours sans être initié aux secrets de leurs pourparlers.

Que promettait-on à l'Autriche pour l'entraîner vers l'Occident? Par quels motifs parvint-elle à justifier ses hésitations? On parlait d'un *traité d'alliance défensive,* d'un nouveau *Munchengraetz* retourné contre nous. Cette alliance avait pour prétexte de défendre la Porte, afin de suppléer à notre refus de garantir ses territoires, mais au fond elle avait plutôt pour but réel de prémunir l'Autriche contre le danger de nos ressentiments.

Quoi qu'il en soit, le comte de Buol se concerta avec lord John Russell et M. Drouin de l'Huys sur les bases de sa nouvelle proposition, que ceux-ci emportèrent à Paris et à Londres, avec promesse de l'appuyer auprès de leur cabinet.

Digitized by Google

Malheureusement c'était s'engager au-delà du possible.

Les deux plénipotentiaires, placés pendant deux mois en face de l'attitude loyale et digne de nos représentants, avaient rougi du triste rôle qu'on leur faisait jouer. Ils avaient voulu prendre leur mission pacifique au sérieux.

Mais, à Paris et à Londres, ils trouvèrent les gouvernements et l'opinion tout entiers à leurs passions, les yeux exclusivement fixés sur Sévastopol, où notre résistance opiniâtre tenait leurs armes en échec. On ne voulut pas entendre des paroles de conciliation, on reprocha aux deux ministres de s'en être faits les organes. Lord John Russell fut accueilli en Angleterre avec une défaveur marquée. A Paris, M. Drouin de l'Huys alla plus loin encore. Il donna sa démission de ministre des affaires étrangères. Napoléon l'accepta et lui donna pour successeur le comte Walewski.

C'était révéler clairement à l'Europe l'hostilité systématique de nos adversaires, en regard de la modération qui n'avait pas cessé de présider à notre attitude.

L'effet de ces convictions ne fut pas entièrement perdu.

L'opinion, même en Autriche, se souleva contre M. de Buol. L'action personnelle de l'empereur François-Joseph se ranima en présence de résultats tout en notre faveur. Nous pûmes espérer que le cabinet de

Digitized by Google

Vienne allait enfin s'arrêter dans la voie où il avait fait tant de chemin depuis deux ans.

Après plus de cinq semaines d'interruption, la conférence fut de nouveau convoquée par le comte de Buol.

Cet intervalle avait été nécessaire pour connaître les décisions que prendraient les cabinets de Paris et de Londres sur les nouvelles propositions autrichiennes.

Le moment était en effet décisif pour nos adversaires aussi bien que pour nous.

L'Allemagne semblait échapper encore une fois à leur ascendant. L'Autriche faisait un pas en arrière, la Prusse tenait ferme. Elle alla jusqu'à offrir à Vienne l'assurance de son concours matériel si les conférences aboutissaient à une rupture entre l'Autriche et les puissances occidentales. On voulait la paix, une paix honorable pour tous. Les alliés voulaient la guerre ; l'honneur de leurs armes l'exigeait impérieusement.

La conduite de l'Autriche et de l'Allemagne les irritait profondément. Leurs journaux étaient d'une extrême violence. Prétendant défendre en Turquie les intérêts de l'Europe, ils contestaient à l'Autriche, qui n'avait pas voulu prendre une part active à la lutte, le droit de dicter la paix. Mais en même temps ils sentaient la nécessité de contenir leurs rancunes. Les puissances maritimes avaient ameuté contre nous une coalition morale, en nous représentant comme les perturbateurs du repos général, en nous accusant de braver l'Europe et de mépriser ses vœux.

Digitized by Google

En se refusant à des négociations, elles auraient prouvé qu'elles seules étaient l'obstacle au rétablissement de la paix, qu'elles mettaient leurs propres passions au-dessus de l'opinion, et que par conséquent leur alliance était bien plus dangereuse pour l'indépendance du continent que les vues ambitieuses attribuées à la Russie.

Il était donc naturel qu'il y eût une longue hésitation entre Paris et Londres. Les deux cours cherchaient à se renvoyer l'une à l'autre l'odieux de la paix qui eût été pour elles une amère déception.

Cependant il fallait du moins en apparence se prêter à des négociations, mais avec la ferme intention de les faire encore une fois échouer. Dès ce moment, le parti de nos adversaires était pris. Désespérant d'entraîner l'Autriche et l'Allemagne, toute leur attention se portait sur la Crimée. Pour eux le nœud de la question était là. Sévastopol détruit, le troisième point recevait tout naturellement une solution de fait conforme à la fois au but de la guerre et à l'honneur militaire des alliés. Tout se préparait donc avec une fiévreuse activité pour porter là des coups décisifs.

Un instant, le découragement causé par l'insuccès du siége avait suggéré l'idée de l'abandonner et de porter le gros des forces alliées soit sur Pérékop pour couper notre armée, soit sur la Bessarabie. Mais ces vastes opérations exigeaient le concours de l'Autriche. Puisqu'on devait y renoncer, il ne restait plus qu'à poursuivre le siége avec un redoublement d'énergie.

Digitized by Google

Des renforts considérables allaient y porter le nombre des troupes alliées à près de 200,000 hommes ; le commandement des opérations avait été retiré au général Canrobert et remis aux mains énergiques du général Pélissier. Tout annonçait la ferme résolution de réussir à tout prix. En attendant, on consentait à écouter pour la forme les propositions pacifiques de l'Autriche, afin de la retenir au moins dans la neutralité.

Ainsi se préparait la brèche que notre ministre s'était efforcé d'ouvrir dans les relations du cabinet de Vienne avec ses alliés d'Occident; il nous restait à en tirer le meilleur parti en l'élargissant autant qu'il serait possible.

Le principal obstacle était comme toujours la personnalité du comte de Buol. Ce ministre avait dû s'incliner devant la volonté de son souverain, mais il n'avait renoncé à aucune de ses convictions ni de ses passions. Toute son habileté consistait à éluder dans l'exécution les ordres de l'empereur François-Joseph.

Il nous donna dans cette circonstance une nouvelle preuve de son mauvais vouloir.

Dans ses entretiens avec notre ministre avant la convocation de la conférence, il lui avait communiqué non le texte, mais la substance de ses nouvelles propositions. Elles réglaient le troisième point au moyen d'une *entente directe* entre nous et la Porte, sur le chiffre des bâtiments de guerre que chacune des deux puissances riveraines se réservait d'entretenir dans la mer Noire.

Digitized by Google

Sous cette forme, la proposition était acceptable. Elle ne portait pas atteinte à nos droits; nous les limitions de notre plein gré, nous étions maîtres de désigner un chiffre que la Turquie ne pourrait pas atteindre. Il n'était pas dit qu'elle pourrait à son tour en fixer un qui nous obligerait à réduire nos forces navales. Le comte de Buol pressa vivement notre ministre d'accepter ces propositions séance tenante, afin de mettre nos adversaires dans leur tort. Il ne pouvait comprendre, disait-il, l'intérêt que nous pouvions avoir à accroître le chiffre de notre flotte. La mer Noire restant fermée était pour elle une prison, et du moment où nous repoussions toute idée de menacer la sécurité de la Turquie, pourquoi charger nos finances du poids de ces dépenses stériles?

Le prince Gortchakow n'était pas éloigné d'accepter, bien qu'il n'eût pas le temps de recevoir même par télégraphe les ordres de S. M. l'empereur avant la séance. Il jugeait qu'une adhésion aurait l'avantage d'établir une entente en principe avec l'Autriche en faisant ressortir son désaccord avec l'Occident.

Un tel résultat aurait eu une importance qu'on ne pouvait méconnaître.

Toutefois, avant de se décider, notre ministre cherchait à obtenir du comte de Buol une déclaration explicite sur les intentions de l'Autriche en cas de refus des puissances occidentales. Se laisserait-elle

Digitized by Google

mener à la remorque de projets qu'elle-même taxait d'exagérés, et qui la condamnaient à une tension fatigante pour ses finances ?

N'eût-il pas été plus digne de dire fermement : « Voici une solution du troisième point que nous trou- « vons juste et honorable. C'est aux belligérants à « décider. D'après ce qu'ils décideront, l'Autriche « prendra telle ou telle position. »

Mais un pareil langage était au-dessus des forces du cabinet de Vienne. Le comte de Buol objectait les engagements du 2 décembre, qui le liaient en lui interdisant tout accord isolé avec nous. Il reconnaissait bien que si les alliés persistaient à se lancer dans les aventures, l'Autriche s'en éloignerait forcément ; mais c'était une assurance vague à laquelle il était difficile d'attacher beaucoup de valeur.

Cependant le prince Gortchakow se rendit à la conférence avec l'intention arrêtée de ne point rejeter la proposition autrichienne. Mais sa surprise fut grande lorsqu'en écoutant la lecture du texte que le comte de Buol avait refusé de lui communiquer, il vit que la solution du troisième point s'y trouvait rattachée à une condition dont ce ministre s'était bien gardé de faire mention, et qui tendait à fixer une *limite* au chiffre de nos forces navales.

Voici comment cette solution était formulée : « La « Russie et la Porte proposeront d'un commun accord « à la conférence l'effectif égal des forces navales que « les deux puissances riveraines entretiendraient dans

Digitized by Google

« la mer Noire et *qui ne devra pas dépasser l'état* « *actuel des bâtiments russes à flot dans cette mer*. L'ar- « rangement pris à cet égard fera partie intégrante du « traité. »

Malgré la perfidie de ce procédé, le prince Gortchakow se contint et ne changea rien à son attitude. Il prit la proposition *ad referendum,* en réservant la décision au cabinet impérial.

Interpellé par le plénipotentiaire français, il déclara qu'il ne s'arrêtait pas à la condition du chiffre fixé comme limite à nos forces maritimes parce que c'était une atteinte aux droits de souveraineté de la Russie, atteinte qu'il avait toujours repoussée dès l'origine des conférences, et parce que le comte de Buol lui-même avait annoncé l'intention de ne proposer que des conditions honorables.

Toutefois notre cause était gagnée. Les plénipotentiaires de France et d'Angleterre étaient déconcertés. Le premier se montrait d'une extrême violence; il s'emporta jusqu'à dire qu'il n'assistait à la séance qu'avec l'ordre formel de rompre. Lord Westmoreland était beaucoup plus calme, et son attitude pâle répondait peu à la fougue de son collègue. A chaque instant M. de Bourqueney le poussait du coude en lui disant à demi-voix : « Mais parlez donc! Montrez vos ins- « tructions! Vous avez l'ordre de rompre. » Tous ses efforts ne réussirent pas à obtenir de lord Westmoreland une déclaration nette de rupture ; et après la séance celui-ci se plaignit vivement à lord Clarendon

Digitized by Google

du manque de tact et de la violence de M. de Bourqueney.

Cette différence d'attitude fut saisie comme un indice de refroidissement dans l'alliance des deux cours. L'Angleterre, qui depuis Inkermann ne jouait plus qu'un rôle effacé dans les opérations de la guerre, était jalouse de la prépondérance française; elle sentait la dynastie de l'empereur Napoléon ébranlée, et cherchait à se ménager une porte de retraite en se rapprochant de l'Autriche.

En somme le résultat avait tourné à notre avantage.

Les plénipotentiaires de l'Occident déclarèrent que, les propositions formulées par le gouvernement autrichien ne réalisant pas entièrement les conditions indiquées par les instructions de leurs cours, ils regardaient pour leur part la mission de la conférence comme définitivement terminée.

Malheureusement, le comte de Buol, au lieu de profiter de cette déclaration pour ressaisir sa pleine liberté d'action, se borna à dire que l'Autriche avait épuisé ses propositions, mais qu'elle restait prête à accueillir toutes celles qu'on lui ferait en vue de la paix.

Le prince Gortchakow et M. Titow se hâtèrent de leur côté de consolider la position qu'ils venaient d'acquérir en constatant que si, *de fait,* les conférences de paix avaient cessé, ils ne s'en feraient pas moins un devoir de porter les propositions autrichiennes à la connaissance de leur cour. Ils ajoutèrent que par égard

Digitized by Google

pour la puissance qui avait voué ses soins à la rédaction de ce projet, ils résumeraient leur opinion en déclarant qu'ils trouvaient dans les principes généraux proposés par le comte de Buol les bases d'une solution possible de la troisième garantie.

Telle fut l'issue des conférences de Vienne. Si la paix n'en était pas sortie, du moins nous avions réussi à constater solennellement aux yeux de l'Europe et surtout de l'Allemagne que la Russie voulait la paix, et que la prolongation des calamités de la guerre devait être imputée au mauvais vouloir des puissances occidentales.

Le bénéfice moral de cette conviction nous resta acquis par la publication des protocoles.

Le roi de Prusse rendit hautement justice à notre modération et se consola d'avoir été exclu d'une conférence dont les résultats avaient si mal répondu à l'attente générale. Il entrevit la possibilité de se replacer avec l'Allemagne dans la voie de médiation qu'il avait ambitionnée dès le début de la crise. Le cabinet de Vienne lui-même fut forcé de partager ces sentiments. Notre ministre chercha à les développer dans l'esprit de l'empereur d'Autriche. Sa Majesté avait pris envers lui l'initiative d'une audience dans laquelle elle le remercia de l'esprit conciliant dont il avait fait preuve. L'empereur ajouta que nos adversaires s'étaient mis dans leur tort en rompant les négociations. Il déclara qu'il demanderait à la Russie de continuer à regarder les quatre points comme bases de la paix, et

Digitized by Google

de ne point rentrer dans les Principautés où les troupes autrichiennes resteraient comme par le passé. En retour il s'engageait à déclarer que l'Autriche ne permettrait pas d'attaque contre nous de ce côté.

L'empereur s'efforça d'atténuer le procédé par lequel son ministre avait introduit à l'insu du nôtre le principe d'une limitation de nos forces navales. Sa Majesté déclara qu'en aucun cas elle ne ferait de cette condition un ultimatum obligatoire pour nous.

Le prince Gortchakow voulut obtenir des assurances plus catégoriques sur la position que prendrait l'Autriche. Il fit observer qu'elle voulait la paix, tandis que les puissances maritimes poussaient évidemment à la guerre. Lors même qu'elles remporteraient un succès à Sévastopol, ce ne serait pour la Russie que le commencement de la véritable lutte; si, au contraire, elles éprouvaient des revers, il leur faudrait une revanche.

Notre ministre appuya sur la nécessité de rétablir entre l'Autriche et nous les rapports cimentés par un demi-siècle d'expérience et auxquels ne pouvaient suppléer de nouvelles alliances qui, en définitive, reposaient sur une seule tête.

L'empereur François-Joseph se borna à répéter qu'il empêcherait toute attaque contre nous dans les Principautés. Quant à nos frontières, où la présence de ses troupes paralysait nos mouvements, il ne voulut prendre aucun engagement. Ni le mot de *réduction* ni celui de *neutralité* ne furent prononcés. L'empereur s'en

Digitized by Google

remit au *temps* qui modifierait graduellement les situations; il déclara que jamais il ne suivrait une direction hostile à la Russie.

Bien que ces assurances fussent loin de répondre aux espérances de notre ministre, elles contenaient néanmoins un bon germe. Il était évident qu'en nous adressant des propositions directes, l'Autriche s'écartait des stipulations du 2 décembre.

Malheureusement ces dispositions furent gâtées dans l'exécution par l'influence pernicieuse du comte de Buol. Il réussit à réveiller les scrupules de son souverain en lui prouvant que des demandes isolées adressées à la Russie seraient une violation de ses engagements du 2 décembre, et qu'interdire aux alliés des opérations actives dans les Principautés amènerait une rupture avec eux.

Il en résulta que dans les communications officielles que le cabinet de Vienne nous adressa il n'y eut pas de demandes formelles, mais un simple exposé de situation, et qu'aucune mention n'y fut faite de la garantie promise contre toute attaque du côté des Principautés. Le prince Gortchakow invoqua inutilement les paroles expresses de l'empereur François-Joseph. Le comte de Buol refusa d'en référer à Sa Majesté, et comme d'habitude l'influence du ministre prévalut sur la volonté du souverain.

Néanmoins le coup était porté.

L'ambassadeur de France ne cachait pas son désappointement. Il accusait hautement le comte de Buol

Digitized by Google

d'avoir concerté avec nos plénipotentiaires la scène finale des conférences.

L'empereur Napoléon en conserva une irritation facile à comprendre, si l'on se reporte à l'incertitude qui régnait encore sur l'issue probable des opérations de la guerre. Le sort de la dynastie napoléonienne se jouait en Crimée. Dans l'état des esprits, un échec définitif eût été mortel. L'empereur des Français se voyait donc abandonné par l'Autriche dans un moment très-critique. Obligé d'user ses forces devant les remparts de Sévastopol, il reprocha au cabinet de Vienne de ne pas se montrer plus fidèle allié que loyal ennemi. Il ne lui pardonna pas cette défection, qui non-seulement aggravait sa position présente, mais attestait en outre pour l'avenir la force des liens qu'il avait voulu briser entre l'Autriche et nous.

De son côté, le cabinet de Vienne apporta peu à peu dans son attitude des modifications favorables.

L'empereur François-Joseph partit pour inspecter les troupes concentrées près des frontières. Il était accompagné du général Hess, dont l'influence contribua à fortifier ses bonnes dispositions. Par ses soins, un projet de réduction de l'armée avait été élaboré. Il était appuyé par M. de Bruck, appelé récemment au ministère des finances, et qui en avait fait la base de son système comme la plus impérieuse nécessité, puisque, malgré une recette grossie de toutes les ressources extraordinaires, les dépenses présentaient un excédant de 100 millions de florins.

Digitized by Google

Interpellé par les puissances occidentales, le gouvernement autrichien déclina toute participation *active* à la guerre.

Il nous fit savoir que, bien que le traité du 2 décembre subsistât encore, l'Autriche ne se croyait pas obligée de nous déclarer la guerre pour faire prévaloir une solution du troisième point contraire à sa manière de voir; qu'elle se tiendrait désormais en dehors des vicissitudes de la guerre, et qu'elle attendrait le moment où toutes les puissances belligérantes se rencontreraient dans des dispositions également favorables à une entente sérieuse pour reprendre l'œuvre de la paix sur la base des quatre garanties.

Ces ouvertures étaient confirmées par des faits assez significatifs pour servir de réponse aux efforts des puissances occidentales afin d'entraîner l'Autriche dans une alliance active.

Outre la réduction de l'armée dont le projet s'élaborait, la dislocation même des troupes autrichiennes restées sous les armes donnait plus de liberté à nos mouvements et nous permettait de pourvoir avec plus de sécurité à notre système de défense.

Toutefois il nous était difficile d'accorder à ces dispositions une entière confiance.

La parole était restée aux faits de guerre; ils devaient exercer une influence décisive même sur l'attitude de l'Autriche. Il nous importait donc de consolider autant que possible les éléments avantageux que nous venions d'acquérir.

Digitized by Google

Dans ce but, le cabinet impérial eut soin de prendre acte des assurances du gouvernement autrichien, en lui déclarant que, comme lui, nous attendrions que les puissances en guerre avec nous témoignassent des dispositions plus sincèrement pacifiques, et qu'alors nous reprendrions les négociations sur la base des quatre garanties, en nous réservant la pleine liberté de nos décisions.

Le prince Gortchakow fut confirmé en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Vienne. Dans son audience pour la remise des lettres qui l'accréditaient en cette qualité, il eut l'occasion de développer notre attitude politique et de recevoir de nouvelles assurances sur les vues de l'empereur François-Joseph.

Sa Majesté lui déclara nommément « *que le troi-* « *sième point des garanties restait un terrain vierge,* « *et que de droit le passé n'y avait laissé aucune* « *trace* ».

Nous nous empressâmes de porter ces assurances à la connaissance des gouvernements de l'Allemagne, autant pour les placer en quelque sorte sous leur garantie morale que pour rassurer en même temps ces gouvernements et pour fortifier leur neutralité qui entraînait aussi celle des États du nord.

Le cabinet impérial fit plus. Il résolut d'offrir spontanément à l'Allemagne et sans conditions l'assurance qu'elle avait désirée, quant au maintien des deux premiers points des quatre garanties que la Confédé-

Digitized by Google

ration s'était plus spécialement appropriées comme touchant aux intérêts allemands.

Les pourparlers entamés précédemment avec le gouvernement prussien sur ce sujet avaient échoué devant les scrupules du roi, parce qu'en retour de cette concession nous avions demandé qu'il se liât de son côté à notre interprétation du troisième point.

Le cabinet impérial, abandonnant toute demande de réciprocité, fit déclarer à Berlin et à Francfort que ces deux points resteraient acquis à l'Allemagne aussi longtemps que l'Autriche et la Confédération ne participeraient pas à la guerre.

Cette démarche trouva partout un accueil très-empressé. Sur la demande expresse du cabinet de Berlin, elle fut communiquée officiellement à la Diète germanique, et, pour éviter toute susceptibilité, le mot même de neutralité fut éliminé de cette communication. Nous ne demandions à l'Allemagne que de maintenir l'attitude qu'elle avait adoptée et de ne point prendre part à la guerre contre nous. Cette précaution était nécessaire pour déjouer l'opposition du cabinet de Vienne, qui s'efforçait de démontrer à la Diète que, depuis le traité du 20 avril, l'Allemagne avait cessé d'être neutre. De son côté, le gouvernement anglais avait protesté à Francfort contre notre déclaration, en faisant observer qu'elle n'avait aucune valeur, puisque la Russie n'était pas seule maîtresse de dicter la paix.

Toutefois, l'opposition même que rencontrait ce témoignage de notre modération en prouvait l'à-propos

Digitized by Google

et l'habileté; elle achevait de mettre l'Allemagne hors de cause dans le débat qui allait se poursuivre.

Cette mesure de prévoyance était pleinement justifiée par les tendances du cabinet de Vienne, qui peu à peu rentrait dans ses anciens errements.

Ses rapports avec les puissances occidentales avaient eu un moment de tension très-forte à l'issue des conférences de Vienne. Plus l'empereur Napoléon avait compté sur sa coopération active en cas de rupture des négociations, plus il avait dû être désappointé lorsqu'il avait vu le gouvernement autrichien refuser de prendre part à la guerre. Ces sentiments avaient trouvé leur expression la plus vive au mois de juin, lorsque l'empereur des Français ouvrit la session législative. Son discours annonçait l'intention de rappeler l'Autriche à l'exécution de ses engagements. Le cabinet de Vienne y avait répondu par la réduction de son armée et par quelques démarches de conciliation envers la Prusse et la Russie.

Nous avions cherché, de notre côté, à développer ces bons germes.

Mais bientôt le comte de Buol s'était effrayé de son isolement en Europe.

Il chercha d'abord auprès de la Diète germanique l'appui dont il sentait le besoin, en obtenant un bill d'indemnité en faveur de sa politique, et en liant l'Allemagne aux quatre points de garantie, de manière à la rendre solidaire de ses engagements envers l'Occident.

Digitized by Google

Ce fut le sens d'une proposition qu'il adressa à la Diète après avoir réclamé des États de la Confédération l'envoi de pleins pouvoirs autorisant leurs représentants à les accepter d'avance.

Il se fondait sur l'assurance que nous lui avions donnée de renouer les négociations sur la base des quatre garanties quand le moment en serait venu. Mais il avait soin de passer sous silence les restrictions dont nous avions accompagné cette déclaration en nous réservant notre pleine liberté d'action dans les négociations futures; il évitait également de faire mention des assurances de l'empereur François-Joseph au prince Gortchakow, *que le troisième point restait un terrain vierge où le passé ne laisserait aucune trace.*

Il prétendit que notre déclaration constituait un engagement formel d'accepter les quatre bases, et qu'il en résultait pour l'Allemagne l'obligation de se les approprier également par une déclaration formelle.

Le gouvernement prussien apporta dans cette circonstance la même fermeté amicale pour nous. Il répondit que la conférence de Vienne n'ayant pas abouti et les puissances occidentales ayant déclaré qu'elles ne se croyaient plus liées par les déclarations émises, nommément à l'égard du troisième point, il n'y avait pas lieu pour l'Allemagne de prendre aucun engagement à ce sujet.

Malgré les efforts du cabinet de Vienne pour se concilier le vote des petits États, l'opinion générale se

Digitized by Google

rangea du côté de la Prusse. La Diète commençait à s'habituer à la neutralité et à en apprécier les avantages. Depuis que nous l'avions mise hors de cause en lui accordant les deux premiers points, elle était désintéressée dans la question. Elle refusa donc de se déclarer solidaire de la politique antérieure de l'Autriche et de contracter des obligations en dehors de la neutralité.

Plus d'une fois le cabinet de Vienne renouvela ses efforts pour l'engager à se lier aux quatre bases, mais il échoua constamment devant la persévérance du cabinet prussien, qui n'était pas revenu de sa défiance contre la politique du comte de Buol.

En effet, les tentatives de ce ministre auprès de la Diète n'étaient pas seulement dictées par le désir de se ménager l'appui de l'Allemagne. Elles avaient évidemment pour but de se réconcilier avec les puissances occidentales, en leur offrant sur le terrain diplomatique une compensation pour le concours militaire qui leur avait été refusé.

L'irritation de l'empereur Napoléon contre l'Autriche avait peu à peu cédé à la réflexion et aux conseils de l'Angleterre. Il avait compris qu'à moins de vouloir porter la guerre en Italie, il n'avait pas d'intérêt à se brouiller avec le cabinet de Vienne et à le jeter dans les bras de la Russie.

De son côté, le comte de Buol, alarmé de sa position isolée en Europe, n'avait pas tardé à faire des démarches de conciliation à Paris et à Londres.

Digitized by Google

Il en était résulté un échange d'assurances réciproques destiné à rétablir les anciennes relations.

Les cours occidentales avaient accepté les raisons données par le cabinet de Vienne pour expliquer son refus de nous faire la guerre, mais en y mettant pour condition :

1° Que l'Autriche ne prendrait pas ostensiblement de mesures militaires de nature à nous offrir des garanties de sécurité ;

2° Qu'officiellement elle continuerait à se considérer comme liée à l'Occident, et ne fortifierait pas notre position politique par une défection ouverte des principes qu'elle avait proclamés jusqu'ici.

On lui fit entendre que si elle déchirait l'alliance du 2 décembre, les cours maritimes seraient libres de s'arranger avec la Russie sans la participation de l'Autriche, et même aux dépens de l'Autriche, et d'abandonner les quatre points de garantie si conformes aux intérêts autrichiens ; mais que si, au contraire, on était satisfait de sa conduite, ces quatre points seraient maintenus parmi les futures conditions de la paix.

Ces menaces et ces promesses avaient eu leur effet. Le cabinet de Vienne était peu à peu complétement rentré sous le joug occidental. Il avait été convenu que, malgré les promesses formelles données au prince Gortchakow par l'empereur François-Joseph, l'occupation autrichienne des Principautés resterait uniquement dirigée contre la Russie, c'est-à-dire que l'armée

Digitized by Google

autrichienne repousserait toute armée russe qui voudrait y entrer et laisserait les armées turques et alliées parfaitement libres de nous attaquer.

Le cabinet de Vienne s'était engagé à ne point entrer isolément en communication avec nous. Il avait pleinement reconnu aux puissances alliées le droit de demander plus que les quatre garanties comme conditions futures de la paix.

De leur côté, les puissances avaient consenti à envisager l'alliance du 2 décembre comme ayant encore pleine vigueur. Elles s'étaient engagées à maintenir les quatre garanties au nombre des futures conditions de paix et à admettre l'Autriche à participer comme précédemment aux négociations qui viendraient à s'ouvrir avec la Russie.

C'est ainsi que le comte de Buol était parvenu à défaire successivement tous les résultats des conférences de Vienne et à reprendre la position suspecte qui le mettait en mesure d'attendre les événements sans se compromettre et d'en recueillir les bénéfices en se rangeant du côté du plus fort. La seule nuance que l'on pouvait relever, c'était que jusqu'alors l'Occident avait ménagé l'Autriche dans l'espoir de son concours actif, tandis qu'actuellement on la ménageait pour éviter son hostilité.

C'était un avertissement donné au comte de Buol que sa politique à double face lui avait fait perdre un ancien allié sans lui valoir de nouveaux amis.

Les événements militaires absorbaient l'attention

Digitized by Google

générale. En Crimée, la crise approchait du dénoûment qui seul pouvait modifier la situation politique.

Malgré l'insuccès du premier assaut, le général Pélissier n'avait pas ralenti ses efforts. La bataille malheureuse de Traktir n'avait été qu'un sanglant et inutile épisode. Tous les jours se resserrait autour de Sévastopol le cercle de feu qui écrasait ses héroïques défenseurs.

La position devenait intenable. Enfin, la prise de Malakoff, le 27 août/8 septembre, et la retraite opérée par le prince Gortchakow avaient mis un terme à ce drame sans précédent dans les annales militaires.

Cet événement devait produire dans toute l'Europe une immense sensation.

Sévastopol n'était pas seulement le véritable objectif de la guerre, le but pratique auquel s'attachaient toutes les espérances de nos adversaires et surtout les passions haineuses de l'Angleterre contre nous.

Il avait été moralement le lien qui avait maintenu contre nous le faisceau de la coalition et le principal écueil devant lequel s'étaient brisées toutes les tentatives de pacification.

L'empereur Napoléon y avait engagé son honneur et l'avenir de sa dynastie.

Mais une fois ce but atteint, les calculs politiques devaient reprendre le dessus, et les divergences d'opinions et d'intérêts, auxquelles on avait imposé silence, allaient se manifester.

Digitized by Google

Quelle serait l'attitude des grandes puissances dans cette nouvelle situation?

En somme, les résultats produits par la guerre étaient très-compliqués.

La Russie avait subi un échec grave, mais non sans compensation. Elle avait tenu tête pendant deux ans, avec honneur et fermeté, à la plus formidable coalition des temps modernes.

Malgré toutes leurs forfanteries, les alliés n'avaient pas réussi à accomplir leur programme de destruction. Dans la Baltique et la mer d'Azov leurs hauts faits s'étaient bornés à des actes de vandalisme qui leur avaient aliéné l'opinion. Nulle part notre territoire n'avait été sérieusement entamé.

Après onze mois de siége, la partie sud de Sévastopol était tombée en leur pouvoir, mais cet avantage avait été payé bien cher. 4 milliards dépensés, plus de 100,000 hommes tués dans les combats ou morts dans les hôpitaux, et pour résultats des ruines dominées par le canon de nos forts, tel était le bilan de la campagne.

Ce succès était en partie compensé par ceux que nous avions obtenus en Asie. Là, aucune des illusions du cabinet de Londres ne s'était réalisée. Les Turcs avaient partout été battus et dispersés; les rebelles du Caucase étaient demeurés à peu près étrangers à la guerre; l'expédition tentée par Omer Pacha en Mingrélie avait été une rude leçon, propre à décourager tout projet de ce genre. Enfin, Kars n'avait pas moins

Digitized by Google

fini par tomber devant la constance de nos troupes, et cette place importante nous ouvrait l'Asie Mineure.

Militairement, tout l'honneur de la guerre revenait, parmi les alliés, à l'armée française qui, à ses brillantes qualités reconnues, avait joint une constance et une solidité dans les épreuves qu'on lui avait refusées jusqu'alors. Mais l'armée anglaise était bien loin d'offrir le même tableau.

L'Angleterre avait prouvé une fois de plus qu'elle ne possède pas les éléments de la puissance militaire. Malgré la force et la beauté de ses troupes, leur rôle avait été effacé. Les vices d'organisation, révélés par la presse avec une brutale franchise, avaient, il est vrai, provoqué de prompts et énergiques remèdes. Néanmoins, le mal était fait, et l'armée britannique réduite à n'occuper qu'une place secondaire. L'amour-propre national en avait été vivement froissé, et la prépondérance éclatante de la France avait semé entre les deux alliés des germes de jalousie.

Moralement, le rôle de l'Angleterre n'avait guère été plus brillant. Manquant de soldats, et ne trouvant pas chez elle assez d'esprit militaire ou de patriotisme pour combler les vides faits par les combats dans les rangs de son armée, elle recrutait dans tous les lieux suspects de l'Europe des vagabonds et des aventuriers, conviés à prix d'or à la défense de la civilisation et de l'humanité. Ses agents embauchaient même des soldats des puissances neutres, trop faibles pour se défendre contre cette violation de leurs lois. Ses navires de

Digitized by Google

guerre stationnaient dans les ports et les fleuves neutres et recevaient à bord, sous les yeux des autorités impuissantes, des recrues enrôlées au mépris de tous les droits. Des scènes scandaleuses, provoquées par ce trafic de chair humaine, avaient compromis sérieusement, surtout aux États-Unis, les agents officiels du gouvernement britannique.

Les droits du commerce des neutres n'avaient pas été mieux respectés. La mer Baltique avait été le théâtre d'actes de violence qui transformaient la guerre en piraterie organisée. Le pavillon parlementaire même, considéré comme sacré chez tous les peuples civilisés, avait servi plus d'une fois à couvrir des entreprises illégales.

Le gouvernement britannique, loin de dissimuler ces actes odieux, s'en faisait pour ainsi dire un mérite. Il importait, disait-il, que la guerre fût accompagnée de calamités assez redoutables pour qu'aucune puissance ne fût tentée de s'y exposer légèrement[1].

La presse anglaise, appliquant ces théories, se livrait aux violences de langage les plus outrageantes contre tous les États assez osés pour revendiquer leur indépendance et refuser d'épouser ses passions.

L'Allemagne, et surtout la Prusse, n'avait pas été épargnée.

On reprochait amèrement au cabinet de Berlin, non-

[1] Cette réponse fut faite par l'amiral Dundas aux autorités russes de la Finlande, qui lui reprochaient les actes de rigueur exercés contre de pauvres villages et de pauvres pêcheurs finlandais.

Digitized by Google

seulement son attitude politique, mais surtout le concours qu'il prêtait à l'écoulement de nos produits.

La Grèce était traitée par les représentants de la coalition en pays conquis; le souverain et la nation y étaient abreuvés d'outrages.

Enfin les horreurs commises dans la Baltique et la mer d'Azov contre de pauvres villages, des navires inoffensifs et des cités pacifiques où plus d'une fois l'Europe avait puisé des ressources précieuses dans les moments de disette, avaient donné à réfléchir sur le caractère de cette guerre entreprise en apparence pour la cause de l'humanité, ainsi que sur les conséquences de l'alliance entre les deux puissances maritimes qui se disaient à la tête de la civilisation.

Toutes ces considérations avaient été rendues plus évidentes encore par la modération dont la Russie avait fait preuve en se prêtant loyalement aux tentatives de conciliation, en même temps qu'elle poursuivait avec énergie la lutte entamée contre elle.

En France même, l'opinion ne nous était point contraire. L'irritation qu'on était parvenu à exciter à force de mensonges était toute factice. L'armée s'était jetée dans cette guerre avec son entrain habituel, et l'esprit public l'avait suivie par vanité nationale. Notre ferme résistance nous avait conquis l'estime même de nos adversaires. Il n'y avait aucune animosité naturelle entre la France et nous. Même au point de vue politique, tous ceux qui raisonnaient se demandaient jusqu'à quel point la destruction de nos forces navales

Digitized by Google

pouvait intéresser la France. En tout cas, si la guerre avait eu quelque faveur à son début, la prolongation n'en était pas populaire. Les sacrifices qu'elle avait nécessités pesaient lourdement sur le pays; la cherté excessive occasionnée par deux mauvaises récoltes, et la stagnation des affaires, causaient un malaise général dont la démagogie profitait pour s'agiter. On n'était pas éloigné, malgré l'ivresse du succès, de demander au gouvernement compte de tout ce sang versé, de cet argent dépensé, et surtout des sacrifices que le pays aurait encore à supporter.

L'Angleterre seule avait gardé toutes ses haines et ses passions belliqueuses. Là, l'opinion moins mobile, plus lente à exciter, était aussi plus difficile à apaiser une fois mise en mouvement. La nation britannique aime à peser en tout les profits et les pertes. Le bilan ne lui paraissait pas en sa faveur, et elle n'avait pas pour se consoler les fumées de la gloire. L'opinion était humiliée et irritée du rôle peu brillant joué par l'Angleterre. Elle aspirait à prendre sa revanche en nous portant des coups plus décisifs par une campagne maritime dans la mer Baltique, où la supériorité lui appartiendrait sans conteste. Le gouvernement avait préparé de longue main tous les éléments d'un succès auquel il serait difficile de le faire renoncer.

Telle était la situation qui se dessinait en Europe au moment de la prise des forts du sud de Sévastopol.

Elle se manifesta immédiatement sur le terrain militaire. Délivrés des soucis du siége, libres de leurs

Digitized by Google

mouvements et maîtres de la mer, les alliés pouvaient, en poussant les opérations avec vigueur et habileté avant l'hiver, se rendre maîtres de la Crimée.

La position de notre armée était des plus critiques. S. M. l'empereur s'était rendu à Nicolaiew pour être plus à portée des événements. Là avait été discutée la grave question de savoir si nous pouvions tenir dans la péninsule Taurique, ou s'il ne fallait pas l'abandonner immédiatement pour attendre l'ennemi chez nous.

Le prince Gortchakow fut d'avis qu'il fallait se maintenir à tout prix. La perte de la Crimée eût été irréparable; elle eût compromis de la manière la plus grave notre position à peine entamée. Une fois établis dans ce triangle presque imprenable sans la possession de la mer, les alliés seraient à même de s'y fortifier, de manière à ce qu'il nous fût impossible de les déloger. La Crimée eût probablement à jamais été perdue pour nous, et avec elle toute notre position dans la mer Noire et au Caucase.

Le prince Gortchakow préféra tout risquer et attendre l'ennemi dans la forte position qu'il avait prise à Symphéropol, en assurant ses communications avec Pérékop.

Cette opinion prévalut, et ce fut un immense service rendu à la Russie.

Le commandant en chef de notre armée du midi avait sainement apprécié la situation politique en présumant que la chute de Sévastopol ferait tomber l'ar-

Digitized by Google

deur des Français, et qu'ils laisseraient arriver l'hiver sans entreprendre rien de décisif.

Cette latitude suffisait pour donner aux éléments de négociation le temps de se développer.

D'après les informations qui nous parvenaient de l'Occident, il était évident qu'un moment d'arrêt allait se produire en tout cas. La guerre devait prendre une face nouvelle.

L'empereur Napoléon l'avait fait pressentir dans son discours d'ouverture de l'Exposition universelle. « Il « faut », avait-il dit, « que l'Europe se prononce. En « définitive, c'est à l'opinion publique qu'appartient « le dernier mot. »

Cette déclaration avait, il est vrai, été interprétée comme une menace éventuelle à l'adresse des neutres.

Le gouvernement français multipliait ses efforts pour recruter des alliés. En Espagne, le maréchal O'Donnell n'avait pas positivement décliné ses demandes de fournir un corps de troupes auxiliaires, mais son adhésion éventuelle avait été subordonnée à la condition que l'état intérieur du pays ne réclamerait pas la présence de toutes ses forces militaires. Cette condition rendait peu probable l'accession active de l'Espagne, qui d'ailleurs rencontrait peu de faveur à la cour et dans le pays.

Les intrigues ourdies à Copenhague pour entraîner le Danemark n'avaient pas eu de succès. Le cabinet français, irrité de cet échec, avait menacé de donner le Holstein à la Prusse et s'en était ouvert à Berlin.

Digitized by Google

Toutefois le gouvernement prussien avait décliné péremptoirement ces ouvertures, et s'était entendu avec la cour de Copenhague pour les repousser. La diplomatie française n'avait donc trouvé là qu'une humiliation. Mais en Suède ses tentatives avaient eu plus de chances.

Les pourparlers entre les alliés et la cour de Stockholm dataient de loin. Déjà l'hiver précédent, au moment où les escadres allaient quitter la Baltique, ils avaient proposé à la Suède d'occuper les îles d'Aland, mais cette offre avait été déclinée par la raison que la cour de Stockholm n'aurait pu les garder pendant l'hiver.

Plus tard, à mesure que se développait la résistance que nous opposions à Sévastopol aux efforts des alliés, la conviction s'était faite que l'Orient ne resterait pas le véritable théâtre de la lutte, et que les coups décisifs se porteraient dans la Baltique. Les journaux anglais avaient contribué à accréditer cette opinion par irritation contre le rôle secondaire que les troupes britanniques jouaient en Crimée. Le traité du 2 décembre, entre les alliés et l'Autriche, avait encore confirmé ces suppositions.

La cour de Stockholm n'avait pas beaucoup de chemin à faire pour entrer dans une voie où elle était vivement sollicitée par l'opinion publique dont la haine contre nous était stimulée par l'espoir de rentrer en possession de la Finlande.

Toutefois le roi Oscar rencontrait à Paris des dé-

Digitized by Google

fiances qui avaient leur source dans les souvenirs de 1812 et certaines réminiscences dynastiques.

Ce fut avec prudence et dans le plus grand secret qu'il fit sonder les dispositions du cabinet des Tuileries. Il mettait alors pour condition à son concours la garantie par les puissances maritimes de l'intégrité de son territoire et une assistance matérielle qui, outre les subsides, devait s'élever à 100,000 hommes. Le roi promettait d'y joindre 60,000 Suédois et Norwégiens. Il envoya, à cet effet, un mémoire détaillé sur ses ressources militaires.

Toutefois, au moment où ces ouvertures furent faites, l'empereur Napoléon se trouvait à Londres, et là on était convenu de porter en Crimée tout l'effort militaire de la coalition durant la campagne de 1855, afin de ne point disséminer les forces dont on pouvait disposer. Les opérations dans la Baltique devaient se borner à des démonstrations maritimes.

Ce n'était pas ce qu'avait espéré la cour de Stockholm. Les pourparlers furent en conséquence suspendus. Mais après la prise des forts du sud de Sévastopol, il devint évident que si la guerre se prolongeait, la Baltique en serait le théâtre. Le roi Oscar revint à ses rêves d'ambition et renouvela ses démarches secrètes à Paris, où elles furent bien accueillies. Les bases d'une entente ayant été posées, un échange de décorations entre les deux souverains servit de prétexte à l'envoi de l'amiral Virgin à Paris et du général Canrobert à Stockholm.

Digitized by Google

Jusqu'à ce moment le plus grand mystère avait plané sur ces négociations. Notre ministre n'en avait eu aucune connaissance. La mission du général Canrobert nous inspira quelques soupçons. Toutefois, sauf l'accueil empressé qu'il reçut de la cour et du public, rien ne transpira d'un projet d'alliance formel. Ce fut donc avec surprise que nous apprîmes, par une indiscrétion venue d'Allemagne, qu'un traité avait été conclu le 9-21 novembre entre la Suède et les puissances occidentales.

Ce traité n'avait, il est vrai, qu'un caractère défensif. Il stipulait que la Suède s'engageait à ne rien céder de son territoire à la Russie, à ne lui laisser prendre aucun droit de pêche, de pâturages ou d'usages sur ses terres et sur ses côtes, et à dénoncer immédiatement aux puissances occidentales toute proposition qui lui serait faite à cet égard. Ces puissances s'engageaient de leur côté à fournir à la Suède l'assistance matérielle nécessaire pour résister, au besoin, aux empiétements de la Russie.

Le but de ces stipulations était de garantir la Suède et l'Europe contre l'éventualité d'une invasion russe du côté du nord. Les limites de la Laponie russe et norwégienne n'étaient pas bien définies. Nous avions avec le Finmark norwégien certaines transactions mutuellement avantageuses aux deux pays qui assuraient à nos pêcheurs quelques priviléges dans le port de Hammerfest et accordaient en échange aux habitants de Finmark le droit d'exporter d'Arkangel une quan-

Digitized by Google

tité déterminée de blé indispensable à leur subsistance. Le port de Hammerfest, situé dans la direction des courants chauds qui remontent du golfe du Mexique vers le nord de l'Europe, a le privilége de ne point geler. De là les alarmes réelles ou simulées des sentinelles de la presse occidentale chargée d'épier tous les indices d'une invasion des Barbares du Nord contre la civilisation de l'Occident ! On nous prêtait la pensée de faire de Hammerfest, par une série d'empiétements habilement combinés, un second Sévastopol, menaçant le nord de l'Europe des mêmes dangers dont nous menacions, au midi, l'Orient et le bassin de la Méditerranée.

Ces absurdités seraient à peine croyables si elles n'avaient pas reçu la sanction d'un traité formel.

Cet acte était donc une œuvre d'injurieuse défiance envers la Russie. Le cabinet de Stockholm s'est efforcé de le justifier dans une circulaire officielle fort embrouillée où il invoquait l'expérience du passé, les preuves récentes de nos vues d'empiétement en Orient et le devoir de tout souverain de pourvoir à la sécurité de ses Etats. On ignore si cette transaction fut accompagnée de quelque article secret, destiné à offrir à la Suède quelques avantages plus pratiques en retour du témoignage d'hostilité par lequel elle venait d'altérer nos anciennes relations.

En tous cas, c'était un précédent d'une extrême importance dans les circonstances d'alors. Il ébranlait la position déjà vacillante des neutres, et donnait un ap-

Digitized by Google

point moral d'une grande valeur à nos adversaires dans un moment où la guerre menaçait de prendre en se prolongeant un caractère général.

Il serait difficile de déterminer les intentions réelles de l'empereur des Français en se prêtant à cette alliance.

Peut-être n'était-ce dans sa pensée qu'une mesure de précaution pour le cas où la lutte devrait continuer, ou bien un moyen de nous forcer à la paix en augmentant le nombre de nos ennemis ; peut-être n'était-ce qu'un de ces germes que la prévoyance de ce souverain aimait à semer en vue de l'avenir.

D'après les informations qui nous parvenaient de différentes sources, l'empereur Napoléon se trouvait arrivé à un point culminant de sa politique ; il avait à choisir entre la voie des aventures aboutissant par la prolongation de la guerre au bouleversement de l'Europe et au remaniement de la carte avec l'aide de l'Angleterre et de la révolution, ou bien la voie d'une politique conservatrice fondée sur la paix et un rapprochement avec la Russie.

Il paraissait incliner vers ce dernier parti. Outre les difficultés intérieures et financières dont nous avons parlé, il semblait fatigué de sa complicité avec l'Angleterre. Ce n'était pas qu'il renonçât à l'alliance de cette redoutable voisine, mais son instinct politique l'avertissait que jamais l'Angleterre ne servirait franchement un intérêt national français. Jusqu'ici, dans la guerre d'Orient, il avait plutôt fait les affaires de

Digitized by Google

l'Angleterre que celles de la France. Sans méconnaître l'intérêt traditionnel qui pouvait porter le cabinet des Tuileries à combattre une prépondérance trop exclusive de la Russie en Orient, ce cabinet entraîné par les exigences de l'amour-propre militaire avait dépassé la mesure. Notre flotte de la mer Noire était une alliée naturelle de la France ; si des questions de principes nous avaient séparés, le cabinet des Tuileries pouvait nous rappeler par des faits qu'en dehors des principes il y avait un terrain politique où son amitié pouvait nous être utile et son hostilité dangereuse. Mais de là à détruire nos forces navales, il y avait une immense distance. Malheureusement elle avait été franchie. L'empereur Napoléon trouvait sans doute une excuse dans l'entraînement des événements qu'on ne domine pas à son gré ; son nom et les traditions évoquées au début de son règne lui avaient fait une loi de ne point remettre l'épée dans le fourreau sans avoir ajouté une gloire de plus à celles dont les annales militaires de la France sont déjà si riches. Mais si son esprit avait la portée politique qu'on lui attribuait, il devait déplorer cette nécessité, et s'arrêter aussitôt qu'il en aurait la possibilité.

Irait-il sacrifier encore le sang et l'argent de la France pour aider l'Angleterre à accomplir dans la Baltique la même œuvre de destruction qui venait de s'effectuer à Sévastopol ? Quel intérêt français pouvait l'y porter ? Les deux alliés s'étaient interdit tout avantage particulier dans la poursuite de cette guerre ; par con-

Digitized by Google

séquent, la France n'avait rien à y gagner, et elle y perdait certainement l'appoint que nos forces maritimes pouvaient ajouter aux siennes pour faire contrepoids à la prépondérance exclusive de l'Angleterre.

Aussi, d'après les plans qui circulaient en vue de la prochaine campagne, il paraissait convenu entre les deux cours alliées que la guerre aurait désormais un autre caractère. On ne chercherait pas à pénétrer sur notre territoire. 1812 était là avec ses terribles souvenirs.

On laisserait à Sévastopol les forces nécessaires pour garder le point occupé, et l'on se bornerait, dans la mer Noire, à un blocus, et dans la Baltique, à des opérations maritimes contre nos ports. Le gouvernement anglais avait préparé dans ce but des engins de guerre rendus plus formidables par toutes les applications de la science moderne.

Mais même dans ces limites l'action de la France n'apparaîtrait qu'au second rang et le résultat probable serait tout à l'avantage de l'Angleterre. Plus celle-ci y attachait de prix, plus il semblait naturel que la France hésitât[1].

[1] Nous avons eu plus tard le secret de ces hésitations. En 1863, lors de la crise polonaise, le gouvernement français a publié des dépêches que M. Drouyn de l'Huys adressait, en 1855, à l'ambassadeur de France à Londres. Elles portaient que la guerre ayant été jusqu'alors moitié *militaire*, moitié *maritime*, les deux puissances y avaient pris une part à peu près égale et s'étaient interdit tout avantage exclusif. Mais Sévastopol une fois tombé, la guerre ne pouvait se prolonger sans devenir *continentale;* la France serait appelée à y jouer le principal rôle *militaire* et à en supporter le fardeau. Elle ne pouvait accepter de pareils sacrifices sans des compen-

Digitized by Google

Les symptômes de ces dispositions dans l'esprit de l'empereur Napoléon nous parvenaient par plusieurs indices. Dès le mois d'octobre, M. de Malaret, chargé d'affaires de France à Berlin, avait sondé avec une certaine vivacité le baron de Manteuffel pour savoir s'il n'avait pas reçu de Saint-Pétersbourg quelques ouvertures de conciliation, en ajoutant qu'il serait regrettable que personne ne voulût faire le premier pas, parce qu'alors la guerre se prolongerait indéfiniment sans aucune nécessité. M. de Manteuffel s'était borné à lui répondre que si quelqu'un pouvait prendre l'initiative, ce n'était pas la Russie sous le coup d'un échec, mais la France qui venait d'obtenir un succès important.

Les représentants de l'Allemagne à Paris avaient également saisi des indications analogues; l'esprit public s'en était emparé avec avidité. Les gouvernements germaniques reprenaient leurs idées de médiation, et leur diplomatie s'agitait avec une recrudescence d'activité.

Le roi de Prusse renvoyait M. de Hatzfeld à Paris,

sations suffisantes pour les justifier. Ces compensations, elle les trouverait dans la *restauration de la Pologne*, qui, d'un côté, préciserait le but de la guerre, et de l'autre offrirait à la France et à l'Europe des avantages politiques importants.

Lord Palmerston refusa *catégoriquement*.

Preuve que la restauration de la Pologne n'a jamais été et ne sera jamais un intérêt anglais! Mais preuve aussi qu'en s'alliant à l'Angleterre contre nous dans la mer Noire, la France avait servi les intérêts exclusifs de cette puissance égoïste qui n'était nullement disposée à lui rendre la pareille sur le continent! Pour le moment, ce refus démontra clairement à Napoléon que la France n'avait rien à gagner à la continuation de la guerre.

Digitized by Google

en le chargeant de pressentir les vues de l'empereur Napoléon dans l'intérêt de la paix. Les ministres des affaires étrangères de Saxe et de Bavière s'étaient également rendus dans la capitale de la France sous prétexte de visiter l'Exposition universelle. Ils y avaient reçu un accueil très-amical et s'étaient trouvés à même de plaider avec chaleur la cause de la paix générale.

Le cabinet impérial suivait attentivement cette situation. Notre contenance restait ferme et résolue. Nos forces militaires n'étaient pas sérieusement entamées. Nous désirions la paix, mais il ne nous appartenait pas de la demander. L'expérience nous avait appris que loin de désarmer le mauvais vouloir de la coalition, les concessions ne faisaient qu'accroître à la fois les exigences de nos adversaires et la faiblesse de nos anciens alliés. Nous attendions, prêts à repousser les attaques de nos ennemis aussi bien qu'à accueillir leurs ouvertures de conciliation.

Il importait en effet de savoir ce qui allait se dégager de cet état de choses.

Les velléités pacifiques de l'empereur des Français l'emporteraient-elles sur les aspirations belliqueuses de son alliée maritime? Les deux puissances, fières de leur récent succès, apporteraient-elles de nouvelles exigences en sus des quatre points qui jusqu'alors avaient été considérés comme bases de la paix? Quelle serait enfin l'attitude de l'Allemagne et de l'Autriche dans cette nouvelle phase de la crise? La Confédération s'affermirait-elle dans sa neutralité, tenterait-elle une

Digitized by Google

médiation décidée, ou bien se laisserait-elle entraîner à la suite de l'Autriche à de nouveaux actes de pusillanimité ?

La tâche de résoudre ces questions n'appartenait pas à la diplomatie officielle. Elle eût rencontré sur sa route trop d'engagements formels qui entravaient la liberté d'action des cabinets. C'était donc en dehors de la diplomatie et dans des voies confidentielles qu'on pouvait espérer de développer les germes d'une entente.

D'après les premiers indices, trois choses étaient évidentes : d'abord que l'empereur Napoléon ne pourrait pas accepter une médiation; il fallait une entente directe; ensuite que l'initiative d'ouvertures formelles devait venir de nous, la France étant liée à l'Angleterre qui ne voulait pas entendre parler de paix; enfin que de part et d'autre on était fatigué de l'ingérence de l'Autriche et qu'on serait charmé de s'en passer en transportant ailleurs le centre des négociations.

Tels étaient les éléments d'après lesquels nous avions à agir.

Deux négociations parallèles et presque simultanées s'établirent entre nous et la France.

La première fut confiée au baron de Seebach, gendre du comte de Nesselrode. Honoré de la confiance de notre auguste maître et du chef de notre cabinet, personnellement bien vu à la cour des Tuileries, autorisé en quelque sorte à cet office d'intermédiaire par l'attitude récente de son gouvernement, M. de Seebach

Digitized by Google

apporta à cette tâche beaucoup de zèle et d'empressement.

Sa correspondance secrète avec le comte de Nesselrode prouve qu'au début le cabinet français n'entrait qu'avec une certaine timidité dans cette voie pacifique. Les dispositions personnelles du comte Walewski étaient bonnes. Sa correspondance avec le ministre de Saxe passait sous les yeux de l'empereur Napoléon et acquérait ainsi toute l'autorité nécessaire.

Mais la crainte de l'Angleterre dominait ce souverain. Il ne voulait pas se compromettre vis-à-vis de son alliée dont les dispositions étaient toutes à la guerre.

La tactique du comte Walewski tendait à se faire pour ainsi dire forcer la main par la pression des faits et de l'opinion, afin de trouver un point d'appui assez fort pour peser à son tour sur l'Angleterre. Ses premières ouvertures étaient donc enveloppées de circonlocutions prudentes. Elles avaient pour but de témoigner un désir de rapprochement avec nous, sans nous laisser aucune illusion ni sur la durée de l'alliance anglaise que l'empereur Napoléon était résolu à maintenir, ni sur la solidité et la puissance de cette alliance qui restait inébranlable et irrésistible et pouvait faire de la paix un mérite, mais non une nécessité pour la France.

Ce n'était donc pas à elle à faire des propositions, mais à nous. Il fallait que ces propositions fussent satisfaisantes et pratiques, qu'elles ne fussent pas con-

Digitized by Google

çues en termes généraux, mais répondissent à la nouvelle situation des choses de manière à permettre au gouvernement français de vaincre les difficultés qu'il prévoyait pour les faire accepter à Londres.

Le comte Walewski indiquait à peu près le sens de ces propositions. La principale restait toujours le troisième point. La solution mentionnée par le comte Walewski tournait autour de deux combinaisons : la limitation de nos forces, par une *entente directe* entre nous et la Porte, ou la *neutralisation* de la mer Noire. Le gouvernement français préférait la première comme plus simple et allant droit au but. Mais si notre dignité nous défendait de l'accepter, il recommandait la seconde, qui, disait-il, établirait entre nous et la Porte une certaine égalité, puisque nous conserverions le droit d'avoir des vaisseaux de guerre dans la mer d'Azov comme les Turcs en auraient dans la mer de Marmara.

Ces mêmes ouvertures avaient été faites à notre ministre à Vienne par l'intermédiaire du comte de Morny, mais avec plus de netteté.

D'abord le comte de Morny en avait pris l'initiative par des voies secrètes. Ensuite, si sa position personnelle auprès de l'empereur Napoléon assurait le même crédit à sa correspondance qui passait également sous les yeux de son souverain, son caractère non officiel donnait plus de liberté à son langage que ne pouvait en avoir celui du comte Walewski, ministre des affaires étrangères.

Digitized by Google

M. de Morny constatait que la France et la Russie n'avaient aucune raison pour se haïr, et en avaient beaucoup pour s'estimer; qu'il n'y avait entre elles aucune animosité, mais le sentiment d'une énergique attaque et d'une vigoureuse résistance; qu'elles ne pouvaient l'une et l'autre que perdre à la prolongation indéfinie d'une guerre désormais sans motifs, et qui ne profiterait qu'à l'Autriche seule. Il nous offrait, comme le comte Walewski, le choix entre la limitation et la neutralisation, en appuyant également sur la faculté que nous aurions d'entretenir des flottes dans la mer d'Azov. Mais pour nous amener à accepter ces conditions, il était plus explicite. Il nous faisait entendre que des concessions semblables avaient maintes fois été introduites dans des traités; qu'un souverain puissant ne se déshonorait point en y consentant par *raison d'État*, et pour *réserver* l'avenir de son pays; que François Ier aurait peut-être refusé d'y souscrire, mais qu'à coup sûr Charles V les eût acceptées; que de *pareils traités ne durent généralement qu'autant que les circonstances qui les ont amenés*, mais que peu à peu, à mesure que les haines s'éteignent et que les situations se modifient, ils s'effacent et s'oublient, et que *souvent c'est la nation qui a imposé la condition d'une limitation des forces qui est la première à en demander la violation*.

Néanmoins, quelque satisfaisants que fussent les germes contenus dans ces ouvertures, ils n'aboutirent pas au résultat désiré.

Digitized by Google

Les motifs qui les ont fait avorter étaient très-complexes.

D'abord, au moment où ces négociations furent entamées, S. M. l'empereur était à Nicolaiew. La lenteur des communications apporta des délais nuisibles au succès des pourparlers. L'occasion demandait à être saisie au vol. Le bon vouloir de l'empereur Napoléon ne tenait qu'à un fil bien léger. Le cabinet impérial insistait fortement pour que nous en profitassions avec empressement, surtout pour prévenir une nouvelle intervention de l'Autriche. Ce qu'il y avait, en effet, de plus frappant dans les propositions du gouvernement français, c'était la modération avec laquelle il s'en tenait aux quatre points, malgré le récent avantage obtenu dans la partie sud de Sévastopol.

C'était beaucoup que les conditions de la paix n'eussent pas été aggravées dans l'enivrement du succès.

S. M. l'empereur n'attacha pas beaucoup de confiance à ces témoignages de bon vouloir de la France. Sa Majesté s'était imprégnée du sentiment de notre honneur militaire en séjournant au milieu de ses armées. Elle était peu disposée à transiger avec nos adversaires, au moment où allaient commencer pour eux les vraies difficultés de la guerre.

Les souvenirs de 1812 électrisaient chez nous l'enthousiasme patriotique, et le désir même que la France témoignait d'un rapprochement pacifique indiquait que les chances de la guerre n'étaient point épuisées pour nous.

Digitized by Google

A son retour de Nicolaiew, au mois de novembre, S. M. l'empereur avait en conséquence ordonné au comte de Nesselrode de répondre aux avances du gouvernement français de manière à ne point décourager ses bonnes dispositions, mais à rappeler en même temps ce que nous commandait le sentiment de notre dignité. Elle excluait des conditions humiliantes, et la limitation de nos forces était de ce nombre, de quelque manière qu'on voulût la déguiser. Quant à la neutralisation de la mer Noire, elle était d'une application difficile; en tout cas, c'était un principe vague qui demandait à être précisé.

Le prince Gortchakow fut invité à suspendre sa correspondance secrète avec M. de Morny, pour ne pas nuire à celle que poursuivait à Paris le baron de Seebach. M. de Morny avait offert de se rendre personnellement à Dresde, pour s'aboucher avec notre ministre. On pouvait beaucoup espérer de son crédit et de ses dispositions favorables pour nous.

En considérant la suite des événements, on ne peut s'empêcher de regretter que nous n'ayons pas profité de cette circonstance. Elle eût peut-être pu nous éviter l'ingérence de l'Autriche et nous épargner ainsi l'une des conditions les plus blessantes de la paix.

Mais déjà l'attention du cabinet de Vienne était éveillée. Une indiscrétion de M. de Beust l'avait mis sur la trace des pourparlers du baron de Seebach. L'Autriche, après avoir aspiré à un rôle prépondérant dans cette grande crise politique, se voyait menacée

Digitized by Google

d'être mise de côté. Elle désirait vivement la paix dont l'état de ses finances lui faisait un besoin impérieux. La prolongation de la guerre eût sérieusement compliqué sa position, et il était difficile d'espérer un succès permanent des manœuvres moitié politiques, moitié stratégiques qui jusqu'ici n'avaient réussi à constater son habileté qu'aux dépens de sa loyauté.

Mais si le comte de Buol voulait la paix, c'était une paix autrichienne, sinon dictée par lui, du moins élaborée par ses soins, de manière non-seulement à maintenir les avantages acquis à l'Autriche, mais encore à lui en assurer de nouveaux.

Le cabinet de Vienne profita avec une incontestable habileté du moment d'incertitude qui, après le dénoûment du siége de Sévastopol, présida à la marche des cabinets, et des tâtonnements qui caractérisaient les premières démarches en faveur de la paix.

Ce qui le servit surtout, ce fut la malveillance notoire de l'Angleterre décidée à aggraver, du moins autant que possible, les conditions de la paix si elle ne pouvait l'empêcher.

Quant à l'empereur Napoléon, il serait difficile de définir exactement ses intentions. Qu'il eût le désir d'un rapprochement avec nous, c'est ce dont on ne saurait douter.

Ce résultat était le complément naturel de sa politique. Il pouvait croire nos anciennes alliances à jamais rompues, et par conséquent le terrain préparé à de nouvelles combinaisons où une entente entre la

Digitized by Google

France et la Russie occuperait la première place. La prolongation de la guerre ne lui offrait pas d'avantages. La paix et l'alliance de la Russie ouvraient, au contraire, un vaste champ à son ambition qui déjà se portait sur l'Italie.

Mais il ne voulait ni ne pouvait briser ses liens avec l'Angleterre. Il était, par conséquent, obligé à de grands ménagements. L'attitude bienveillante qu'il prenait à notre égard créait un contraste suffisant entre sa position et celle de l'Angleterre et de l'Autriche. Plus l'influence haineuse de ces deux puissances aggraverait pour nous les conditions de la paix, plus nos ressentiments contre elles devaient s'envenimer. La modération de la France n'en ressortirait qu'avec plus d'éclat. C'était un germe qu'il déposait en laissant à l'avenir le soin de le développer. En attendant, il évitait par là de compromettre le présent. Il pouvait arriver, en effet, que, soit à cause des exigences excessives de la coalition, soit par suite de notre résistance, la paix ne sortît pas des négociations actuelles ; l'empereur Napoléon devait se réserver des chances pour cette éventualité.

C'est ce que le comte de Buol avait parfaitement compris.

En renouant les pourparlers avec Paris et Londres sur la base des quatre points, il avait fait entrevoir que cette fois sa coopération active et immédiate serait acquise à la coalition en cas de refus de notre part, et cette assurance formelle avait fortement pesé sur les

Digitized by Google

déterminations des gouvernements de France et d'Angleterre.

Averti de ces démarches de l'Autriche qui nous présageaient de nouvelles difficultés, le cabinet impérial avait de son côté imprimé plus d'activité à la négociation du baron de Seebach. Il s'était attaché plus particulièrement au principe émis par le comte Walewski d'une *entente directe* entre nous et la Porte, comme pouvant sauvegarder notre dignité.

En conséquence, le ministre de Saxe à Paris avait été autorisé à formuler nos propositions dans les termes suivants : 1° les détroits resteraient fermés; 2° aucun pavillon militaire ne serait admis dans la mer Noire, à l'exception des bâtiments de guerre que les deux puissances riveraines jugeraient nécessaire d'entretenir; 3° le nombre de ces bâtiments serait réglé par une entente directe entre nous et la Porte sans aucun intermédiaire.

Ces ouvertures avaient été bien accueillies par le comte Walewski, qui s'était même montré disposé à demander aux puissances si elles étaient prêtes à s'entendre sur les préliminaires de la paix.

Malheureusement les choses avaient marché avec rapidité entre Vienne, Londres et Paris, et les informations qui nous parvenaient nous indiquaient une entente comme imminente entre les trois cours pour nous adresser, sous la forme d'un *ultimatum,* des conditions que nous devions supposer aggravées par la malveillance de l'Autriche.

Digitized by Google

Cette conviction détermina le cabinet impérial à prendre les devants en communiquant au gouvernement autrichien les conditions auxquelles nous étions prêts à souscrire. Pour leur donner plus de poids, elles furent simultanément portées à la connaissance des cours germaniques.

Toutefois, cette démarche ne put arrêter l'impulsion décidée que l'habileté du comte de Buol avait su donner à sa négociation séparée en y ajoutant tout le poids d'une promesse *de concours immédiat* de la part de l'Autriche.

Le gouvernement français fléchit sous la double pression exercée sur lui de Londres et de Vienne.

Le comte Walewski affecta de nous reprocher les ouvertures que nous venions de faire à Vienne, et en prit occasion pour déclarer sa tâche terminée.

Ce prétexte n'est point sérieux. Si la France l'avait fermement voulu, elle eût pu se séparer de l'Autriche et de l'Angleterre. L'opinion publique en Europe l'aurait certainement appuyée, et sa décision aurait probablement fini par entraîner celle de ses alliés.

L'empereur Napoléon ne sut pas ou ne voulut pas s'emparer de ce rôle brillant d'arbitre de la paix. Il se contenta d'une position d'intermédiaire bienveillant pour nous, mais moins efficace dans ses résultats que nous n'avions pu l'espérer. Peut-être faut-il croire que, dans les calculs de sa prévoyance politique, ce souverain n'était pas fâché de voir l'aveuglement haineux de l'Autriche nous infliger une dernière blessure dont

Digitized by Google

tout l'odieux retombant sur cette puissance creuserait entre elle et nous un abîme infranchissable !

Le dernier entretien que M. de Seebach eut avec l'empereur Napoléon indique assez bien ses diverses préoccupations.

L'empereur lui dit qu'il y avait deux moyens de terminer une grande guerre : ou bien par l'épuisement complet de l'une des deux parties, ou bien par une égalité de position laissant l'honneur sauf. Ce dernier cas était, à son avis, celui qui se présentait. Dans la Baltique, les alliés n'avaient rien accompli de sérieux; nulle part la Russie n'était entamée. En Crimée, les alliés avaient remporté un avantage sérieux, mais il avait coûté cher; notre résistance avait été glorieuse; les belles dispositions stratégiques du prince Gortchakow avaient assuré le sort de la Crimée pour l'hiver, tandis qu'en septembre, avec plus de vigueur et d'habileté, les alliés auraient pu lui en disputer la possession.

Voilà pour le passé. Quant à l'avenir, les chances étaient, selon l'empereur Napoléon, toutes en faveur des alliés. On ne porterait pas la guerre dans l'intérieur de la Russie, l'expérience ayant démontré que ce moyen réussissait mal, mais on profiterait des perfectionnements apportés dans la science navale pour nous attaquer sérieusement dans la Baltique et détruire Cronstadt. Dans la mer Noire, le blocus des escadres nous forcerait à garder au midi un état militaire dispendieux. Où tout cela mènerait-il? A une effusion

Digitized by Google

de sang et à des dépenses inutiles qui ne profiteraient qu'à l'Autriche.

L'empereur Napoléon témoignait de son désir d'un rapprochement durable avec la Russie, mais il ajoutait que la Russie, étant sans alliés, devait faire des sacrifices. Les conditions qu'on lui posait étaient le *minimum* possible; quelque pénibles qu'elles fussent, la raison d'État conseillait de les accepter. Du moins l'avenir n'était pas compromis.

L'empereur Napoléon insistait sur les difficultés énormes qu'il avait rencontrées à Londres. Les ministres anglais s'étaient révoltés contre toute idée de paix, sûrs qu'ils étaient de leur chute immédiate en pareil cas. Il assurait avoir épuisé ses efforts pour écarter les prétentions exorbitantes des Anglais. Ils voulaient étendre à la mer d'Azov le principe de la neutralisation et exiger la destruction du port de Nicolaiew; on avait eu toutes les peines possibles à leur démontrer qu'il était absurde de réclamer une chose qu'on ne possédait point. Mais il était incontestable que le cabinet de Londres serait heureux si nous rejetions les conditions de paix, parce qu'il aspirait à se relever des terribles échecs de la dernière campagne.

Cette considération seule devait nous porter à accepter.

Le baron de Seebach fit l'observation que dans tout cela il ne voyait pas de place à une négociation. Il demanda si ces conditions seraient absolues.

L'empereur Napoléon se borna à répondre qu'il

Digitized by Google

désirait se rapprocher de nous, et qu'il en donnerait des preuves dans le cours des discussions.

C'était une promesse d'un concours bienveillant, mais il était évident que nous devions renoncer à une assistance plus active.

Bientôt, en effet, nous fûmes informés que les préliminaires de la paix avaient été définitivement arrêtés à Vienne, qu'ils allaient nous être portés par le comte Esterhazy, et qu'un protocole avait été ouvert sur une entente des trois cours quant aux mesures militaires à prendre en cas de refus, entente dont la première conséquence serait la rupture de nos relations diplomatiques avec l'Autriche. Quant aux bases mêmes des préliminaires, elles nous étaient inconnues, les trois cours ayant mis pour condition absolue qu'elles ne seraient pas communiquées à notre ministre à Vienne, dont on craignait l'opposition décidée.

Ainsi, malgré nos efforts, nous allions nous retrouver, comme à la fin de l'année dernière, en face de propositions formulées par les alliés du 2 décembre, mais cette fois avec un caractère plus péremptoire encore.

L'attitude de l'Allemagne ne nous offrait guère de chances favorables. La Prusse conservait, il est vrai, les dispositions amicales; elle nous pressait d'accepter le principe de la *neutralisation,* afin de pouvoir réunir le camp des neutres sur des propositions formelles et de repousser les combinaisons qui tendaient à diviser et entraîner l'Allemagne. Mais son action était usée et elle était isolée.

Digitized by Google

Les États secondaires de la Confédération s'étaient précipités avec ardeur sur les chances qui semblaient s'offrir au rétablissement de la paix. Mais il n'y avait pas à se dissimuler : le sentiment qui les dominait, c'était la peur, et, sous cette impression, il était à croire que ces gouvernements seraient plus portés à se ranger du côté de la coalition, pour briser notre résistance, qu'à nous prêter leur concours pour modérer les exigences de nos adversaires.

Déjà les informations qui nous parvenaient de Munich nous faisaient envisager comme imminente une défection de la Bavière. Le roi et même M. von der Pfordten étaient débordés par l'alliance des ultramontains avec les libéraux. Le cabinet de Vienne exploitait ces divers éléments; d'une part il faisait ressortir l'impossibilité de résister à la France, d'autre part les avantages qui résulteraient pour l'Allemagne catholique d'une prépondérance de l'Autriche appuyée sur la France. Il s'efforçait en même temps de rassurer les esprits sur l'éventualité d'une participation à la guerre. Elle ne serait pas immédiate; les troupes allemandes se borneraient à occuper les provinces allemandes et italiennes de l'Autriche, afin de permettre à celle-ci de porter toutes ses forces contre nous. Le roi de Bavière prévoyait le moment où il serait obligé de se ranger contre nous, et, pour se justifier, il nous accusait d'avoir les premiers ébranlé les traités en entrant dans les Principautés.

La Prusse était hors d'état de lutter contre les entraî-

Digitized by Google

nements qui nous présageaient une coopération active de l'Allemagne contre nous si la guerre se prolongeait.

Enfin, le traité conclu par la Suède le 9-21 novembre indiquait combien dans cette éventualité la position des neutres était ébranlée.

Ce fut en présence de cette situation, dont nous ne pouvions pas méconnaître la gravité, que nous parvinrent enfin les préliminaires de paix arrêtés à Vienne.

Les premiers articles différaient peu en somme de nos propres conditions. Ils stipulaient :

1° L'abolition de tout protectorat étranger dans les Principautés, qui seraient dotées d'un système de défense national et d'une organisation conformes à leurs besoins, sous la suzeraineté de la Porte et la garantie collective des grandes puissances de l'Europe.

2° La liberté du Danube sur la base des principes posés au congrès de Vienne.

3° La neutralisation de la mer Noire qui, fermée aux marines militaires, resterait ouverte aux marines marchandes de tous les pays ; il n'y serait ni conservé, ni établi d'arsenaux militaires maritimes. Il serait introduit dans tous les ports des institutions conformes aux droits internationaux et aux usages consacrés pour la protection des intérêts commerciaux.

4° Une *entente directe* entre les riverains, qui réglerait le nombre et la qualité des forces maritimes qui seraient jugées nécessaires pour la sécurité de leur commerce et de leurs côtes. Le résultat de cette entente

Digitized by Google

devait être agréé par toutes les puissances contractantes et inscrit au traité définitif.

5° Enfin, la consécration des immunités accordées par le sultan à ses sujets chrétiens à la suite de délibérations auxquelles la Russie serait invitée à s'associer à la conclusion de la paix.

Mais, ainsi que nous l'avions prévu, la malveillance de l'Autriche et de l'Angleterre avait fait ajouter à ces bases deux clauses qui les rendaient bien plus onéreuses.

La première portait la cession à la Moldavie d'une portion du territoire de la Bessarabie, en échange des territoires et places fortes occupés par l'ennemi sur le sol de la Crimée.

C'était le développement de la pensée d'expropriation territoriale sur le bas Danube déjà apparue aux dernières conférences de Vienne, mais péremptoirement rejetée alors par notre plénipotentiaire et désavouée par la conscience de l'empereur François-Joseph. C'était le prix de la défection de l'Autriche envers nous, et la justification de sa politique aux yeux de l'Allemagne, dont elle avait toujours prétendu défendre les intérêts sur le Danube.

La seconde clause impliquait l'addition d'un article par lequel les puissances belligérantes se réservaient la faculté de produire de nouvelles conditions dans un *intérêt européen,* durant le cours des négociations.

C'était une porte ouverte aux rancunes de l'Angleterre et à ses vives répugnances pour la paix. Les

Digitized by Google

mots *dans un intérêt européen,* qu'on y avait ajoutés, n'étaient pas de nature à nous rassurer sur le vague de cet article. Il pouvait autoriser toutes les interprétations, et remettre à lui seul en question tous les résultats acquis à la négociation, alors même qu'un accord eût eu lieu sur tous les autres points.

Tels étaient dans leur ensemble les préliminaires de paix recommandés à notre acceptation.

Bien que le cabinet de Vienne nous les eût représentés comme le dernier mot de la coalition et la dernière voie ouverte par son *entremise* au rétablissement de la paix, le cabinet impérial s'abstint de relever le prix que l'Autriche mettait à cette *entremise.*

En acceptant dans leur ensemble et dans leurs principes essentiels les bases qui nous étaient communiquées, nous pensions donner des gages suffisants de nos dispositions pacifiques pour le repos de l'Orient et l'équilibre de l'Europe.

Le cabinet impérial se borna à demander la radiation pure et simple du dernier article, à cause du vague de sa rédaction, et à substituer à la clause désignée sous le nom de rectification des frontières le principe d'un échange des territoires occupés.

En effet, si les alliés se trouvaient en possession de la partie sud de Sévastopol, nous étions de notre côté en possession de la forteresse de Kars, clef stratégique de cette partie de l'Asie Mineure, et qui, par conséquent, pouvait offrir un moyen de compensation suffi-

Digitized by Google

sant pour les points de notre territoire occupés par l'ennemi.

Ces contre-propositions communiquées aux cours allemandes y furent généralement appréciées.

Mais à Vienne le comte de Buol avait pris son parti. Malgré les avis exprimés par ses confédérés, malgré sa position financière qui, après la réduction de l'armée et l'aliénation des domaines de l'État, se soldait encore par un déficit de 80 millions de florins, il avait saisi avec une grande habileté le moment décisif non-seulement pour reprendre son influence sur la marche des affaires, mais encore pour acquérir à l'Autriche un avantage exclusif sur le bas Danube.

Il nous répondit que, lié envers les puissances maritimes, il n'était pas en son pouvoir d'entrer en discussion sur nos propositions; il n'était qu'un intermédiaire; ce qu'il attendait de nous, c'était une *acceptation* ou un *rejet* pur et simple dans un délai fixé au 6-18 janvier. L'acceptation conduirait à la paix, le rejet amènerait la rupture immédiate de nos relations diplomatiques avec l'Autriche.

Cependant, pour atténuer les divergences formulées par notre contre-proposition, le comte de Buol nous donna une double assurance :

D'abord que la délimitation nouvelle à établir en Bessarabie serait réservée à une entente finale lors des négociations définitives ;

Ensuite que les puissances maritimes ne se prévaudraient point de la faculté qu'elles s'étaient réservée de

Digitized by Google

présenter de nouvelles conditions, pour exiger des indemnités de guerre ou des cessions de territoire, et qu'en général elles n'useraient pas de cette latitude de manière à apporter de nouveaux obstacles à la paix.

C'est en présence de cette situation que S. M. l'empereur fut appelé à prendre une résolution qui décidât de la paix ou de la guerre, d'une paix onéreuse, accompagnée de clauses humiliantes, auxquelles la Russie n'était point habituée, ou d'une guerre qui se présentait avec les chances les plus désavantageuses[1].

[1] Il faut remarquer que notre ministre à Vienne avait été soigneusement tenu par les coalisés en dehors de cette négociation. Lorsque cependant nos contre-propositions transmises par son organe eurent été rejetées par l'Autriche, le prince Gortchakow s'empressa de télégraphier à Saint-Pétersbourg qu'à son avis, il fallait rejeter l'ultimatum de l'Autriche et s'adresser directement à Napoléon avec des propositions qui satisferaient la France, mais excluraient du programme la clause ajoutée par le comte de Buol, sur la cession territoriale en Bessarabie, qui était un intérêt purement autrichien. Le prince Gortchakow avait puisé dans son expérience politique et dans sa correspondance secrète avec M. de Morny la conviction que l'empereur Napoléon, irrité contre l'Autriche, ayant déjà les yeux sur l'Italie et désirant un rapprochement avec nous, aurait saisi avec empressement l'occasion de négocier par-dessus la tête de l'Autriche, de lui enlever le rôle d'arbitre de la paix que la conduite de cette puissance ne lui avait certainement pas mérité, et de conclure la paix sans elle. — Le comte de Nesselrode ne partagea pas cet avis. On l'a accusé d'avoir soustrait ce télégramme à la connaissance de S. M. l'empereur. — Cette accusation n'est pas fondée. Mais le télégramme en question ne fut pas communiqué au conseil. — Plus tard, le prince Orlow a affirmé au prince Gortchakow que s'il en avait eu connaissance, il aurait voté pour le rejet de l'ultimatum autrichien. — En effet, il est très-probable que si nous avions suivi cette marche, nous serions arrivés à la paix en évitant la clause humiliante de la cession d'une partie de la Bessarabie.—Le comte de Nesselrode était si frappé de la nécessité de la paix, si impressionné par les nombreuses occasions que nous avions manquées par nos concessions trop tardives, qu'il ne voulut point courir encore une fois ce risque dans un moment aussi décisif. C'est pour ainsi dire les yeux fermés qu'il était décidé à signer la paix. Ses intentions étaient irréprochables. Mais le fait doit être regretté. — En tout

Digitized by Google

Le 3-15 janvier 1856, Sa Majesté réunit un comité pour délibérer en sa présence sur les propositions de l'Autriche. Il était composé : de S. A. I. le grand-duc Constantin, du comte Worontzow, du comte Orlow, du prince Dolgoroukow, du comte Kisselew, du comte Bloudow, du comte de Nesselrode et du baron de Meyendorf.

L'empereur ayant exposé en peu de mots l'objet de la délibération, le chancelier de l'empire demanda la permission de lire un mémoire qui concluait à l'acceptation des cinq préliminaires de paix.

Voici sur quels motifs il fondait son opinion.

La question se posait pour nous entre ces deux termes :

Ou une acceptation pure et simple des propositions autrichiennes sur la promesse du cabinet de Vienne qu'elles seraient converties en préliminaires de paix.

Ou un rejet pur et simple, dont la première conséquence serait la rupture de nos relations diplomatiques avec l'Autriche, et le résultat probable, l'accession active de cette puissance à la coalition, accession qui menaçait d'entraîner celle de l'Allemagne et des cours scandinaves.

cas, constatons ici que le prince Gortchakow n'a voulu prendre aucune part à la conclusion d'une paix contre laquelle protestait son patriotisme. Il en a répudié hautement la responsabilité devant la Russie et devant l'histoire. — Une fois chargé de la direction du ministère des affaires étrangères, il n'en était que plus libre de consacrer toutes ses forces à effacer de nos annales les clauses humiliantes du traité de 1856. Cette tâche, il l'a glorieusement remplie en 1870!

Digitized by Google

Certes, la résistance de la Russie n'était pas brisée ; les ressources qu'elle puisait dans l'énergie de son gouvernement et le patriotisme de la nation n'étaient point taries.

La lutte pouvait être prolongée, mais l'expérience de deux années nous permettait d'apprécier les chances désavantageuses d'une guerre défensive sur un théâtre de 1,800 lieues, coupé par deux mers intérieures, dont la possession assurait à nos adversaires une prépondérance incontestable.

Obligés de disséminer nos forces sur d'immenses distances, nous étions exposés avec des forces décuples à paraître inférieurs en nombre sur les points attaqués.

Maître de choisir le théâtre de ses opérations, l'ennemi pouvait nous porter partout des coups sensibles; nous ne pouvions l'atteindre nulle part, si ce n'est en Asie Mineure; mais là les obstacles du terrain, l'absence de ressources locales, la nécessité de nous éloigner à chaque victoire de notre base d'opérations, paralysaient notre action militaire et lui imposaient d'infranchissables limites.

Un succès de la part de l'ennemi pouvait atteindre des points et des intérêts vitaux de l'empire.

Un succès de notre part n'annulait que momentanément un des moyens d'action des alliés.

La rupture dont l'Autriche nous menaçait aggravait encore cette situation.

Il est vrai que le cabinet de Vienne, fidèle à son

Digitized by Google

double rôle, déclarait à Paris et à Londres qu'il lui serait impossible d'entrer en ligne durant l'année 1856.

Toutefois, un conseil de guerre tenu à Paris avait décidé que les efforts de la coalition seraient concentrés dans la mer Noire. 100,000 Anglais, Turcs et Sardes opéreraient de Batoum et de Trébisonde; le gros des troupes françaises agirait sur le Danube et en Bessarabie, en maintenant l'occupation de la Crimée pour diviser nos forces.

La guerre se trouverait transportée dans le voisinage de l'Autriche, qui, sûre d'être appuyée contre nous, pouvait se laisser entraîner à des hostilités effectives.

Son attitude aurait pesé sur celle des États neutres, déjà ébranlée par la défection de la Suède.

La Prusse elle-même, malgré les dispositions personnelles du roi, pourrait difficilement résister à la pression qu'on exercerait sur elle.

Ainsi, le nombre de nos adversaires menaçait de s'accroître et de nous mettre aux prises avec toute l'Europe.

Enfin, en écartant même ces chances extrêmes auxquelles pouvait répugner l'instinct pacifique de l'opinion, il restait aux coalisés une arme puissante contre nous, le *blocus*.

La présence de leurs escadres sur nos côtes, un réseau de stipulations étendu d'abord à l'Autriche et aux puissances scandinaves, peut-être plus tard aux États allemands, eussent séquestré la Russie et compromis son avenir politique et commercial.

Digitized by Google

Une pareille position serait devenue intolérable à la longue. Tôt ou tard il nous eût fallu accepter la paix. Mais alors les conditions s'en seraient aggravées dans la mesure de nos embarras, des succès et des sacrifices de nos adversaires. Les dispositions de l'Angleterre ne nous laissaient aucun doute à cet égard. C'était avec peine qu'on l'avait amenée à consentir aux cinq points. Elle s'était réservé d'en formuler de nouveaux en cas de rejet.

En acceptant au contraire les propositions de l'Autriche, nous déconcertions les vues de nos ennemis, qui comptaient sur notre refus. Nous avions la chance de dissoudre une coalition composée d'éléments hétérogènes et antipathiques. Les exigences d'une lutte poursuivie en commun en étaient le seul lien. Déjà des divergences d'intérêts s'étaient produites. La guerre leur imposait silence, la paix les développerait.

La France se montrait sympathique envers nous. L'empereur Napoléon hésitait à poursuivre la voie politique où cette guerre l'avait jeté. Il en avait épuisé, dépassé même les profits; il le sentait et voulait s'arrêter. Un refus de notre part le rejetait pour toujours peut-être dans les bras de l'Angleterre. Notre acceptation, en dégageant son amour-propre, le rendait l'arbitre de la paix, qui permettrait à la Russie comme à la France, éclairées toutes deux par l'expérience de cette crise, d'imprimer à leur politique une direction nouvelle, où leurs intérêts et leurs tendances trouveraient des éléments plus favorables.

Digitized by Google

Quant au fond des propositions autrichiennes, en y adhérant nous ne faisions que reconnaître des principes considérés comme pouvant servir de base à des négociations de paix.

La plupart de ces principes généraux avaient déjà été admis par nous; quant aux détails, la délimitation entre la Moldavie et la Bessarabie était réservée à une entente finale; la question de Nicolaiew et celle de Kars n'étaient pas mentionnées. La discussion restait donc ouverte, nous pouvions y trouver des appuis; et si en définitive nos efforts devaient échouer devant le mauvais vouloir de nos adversaires, nous aurions du moins donné à l'Europe une nouvelle preuve de nos sentiments pacifiques, rejeté la responsabilité de la guerre sur les puissances alliées et fourni aux États neutres un prétexte suffisant pour se tenir en dehors de la lutte.

Le prince Worontzow reconnut combien la paix, sur les bases qui nous étaient proposées, était pénible. Mais il ajouta qu'en envisageant la continuation de la guerre il ne voyait aucune probabilité d'obtenir de meilleures conditions. Au contraire, toutes les chances se réunissaient pour faire prévoir une paix plus humiliante encore, qui affaiblirait la Russie pour de longues années, en lui imposant des sacrifices de territoire, d'hommes et d'argent impossibles à calculer. La Crimée, le Caucase et même la Finlande et la Pologne pouvaient à la longue être menacés. Puisque la lutte devait forcément s'arrêter à une certaine limite, il

Digitized by Google

valait mieux ne pas attendre d'aussi dures extrémités, mais prendre la résolution de faire la paix avant d'y être contraints par l'épuisement de nos ressources et tant que la résistance était encore possible.

Le comte Orlow s'appliqua à réfuter les objections contre la paix. Quelque vif que fût le sentiment public, la masse de la population, fatiguée des sacrifices imposés par la guerre, recevrait avec joie la nouvelle de la paix. C'était au gouvernement, mieux informé, pouvant seul embrasser la situation dans son ensemble, qu'il appartenait de décider la question sans tenir compte des préventions sans fondement.

Le comte Kisselew se prononça dans le même sens en faisant principalement ressortir les dangers résultant de la continuation de la guerre. La Russie n'avait conquis ses nouvelles provinces que depuis un demi-siècle, terme trop court pour rendre possible une fusion complète avec le reste de l'empire. La Volhynie et la Podolie étaient travaillées par des émissaires; les mécontents s'y montraient fort actifs. La Finlande, malgré sa bonne volonté, était sollicitée de rentrer sous la domination de la Suède. La Pologne enfin était si désaffectionnée qu'elle se soulèverait tout entière dès que les opérations militaires des alliés en donneraient la possibilité. Tous les pays dont la situation était incertaine devenaient pour nous des causes de faiblesse en présence de la supériorité numérique de l'ennemi; et s'ils venaient à être occupés, il était difficile de prévoir quand, comment et au prix de quels

Digitized by Google

efforts nous pourrions les reconquérir. Comparés à de telles éventualités, les sacrifices qu'on nous demandait étaient minimes, et à son avis il n'y avait pas à hésiter plutôt que de courir des chances aussi désavantageuses.

Le prince Dolgoroukow entra sur notre situation militaire dans des détails qui tendaient également à démontrer l'impossibilité de continuer la guerre.

Le baron de Meyendorf puisa la même conclusion dans l'état de nos finances.

Le ministre des finances avait déclaré que la continuation de cette lutte nous conduirait infailliblement à la banqueroute. Elle nous coûtait déjà 300 millions de frais extraordinaires, tandis que les recettes présentaient un déficit croissant et que le capital productif de la nation était déjà attaqué par le nombre considérable de bras enlevés à l'agriculture.

Si nous persévérions dans une lutte si onéreuse, nous nous trouverions à la conclusion de la paix dans une position analogue à celle de l'Autriche après le congrès de Vienne. Epuisée par la guerre contre la révolution, elle avait dû abdiquer toute initiative politique et suivre le système de la paix à tout prix. En 1847, le prince de Metternich voulait envoyer 30,000 hommes en Suisse pour y étouffer la révolution. Les finances de l'Autriche ne le lui permirent pas. La révolution triompha en Suisse et bientôt à Paris et à Vienne. La Suède nous offrait un autre exemple de ce que devient un pays dont le gouvernement s'obstine dans une lutte inégale.

Digitized by Google

Au commencement de ce siècle, elle était une puissance considérable.

Les guerres de Charles XII l'ont épuisée; le pays est tombé au rang d'un Etat de troisième rang, et ne s'est jamais relevé.

Si, au contraire, la Russie consentait maintenant à une paix qui n'entravait nullement le développement de ses ressources et ne préjugeait point l'avenir, il était évident que dans quelques années, avec un système de gouvernement économique, elle serait aussi forte qu'avant la guerre, et qu'elle pourrait alors accomplir ce que les circonstances actuelles ne lui permettaient pas de faire. Aujourd'hui la paix pourrait n'être qu'une trêve. Mais si on la retardait d'une année ou de deux, elle laisserait le pays dans un tel état de faiblesse, qu'il faudrait cinquante ans pour le relever, et alors nous serions bien forcés d'observer cette paix puisque nous serions hors d'état pour longtemps d'affronter une nouvelle guerre, sans compter qu'en attendant bien des questions européennes se résoudraient sans nous et contre nous.

Le comte Bloudow fut le seul qui parla contre la paix, sans cependant la repousser nettement. Les larmes aux yeux, il termina par ces mots : « Je dirai comme « le comte de Choiseul : puisque nous ne savons pas « faire la guerre, faisons la paix ! »

L'unanimité des membres du comité se prononça pour l'acceptation des propositions autrichiennes.

Telle fut l'opinion des conseillers de la couronne.

Digitized by Google

D'autres avis se produisaient hors des voies officielles. Le sentiment national s'indignait à la seule idée d'une paix humiliante. La Russie n'était pas vaincue; elle avait encore une nombreuse armée, glorieusement éprouvée; elle avait ses souvenirs, son patriotisme, sa persévérance, les difficultés que son immense territoire et son climat sévère opposent à toute invasion; elle pouvait attendre l'ennemi chez elle, renouveler les exemples de 1812, le laisser s'épuiser en efforts impuissants, le lasser à force de patience et attendre pour l'accabler le moment favorable. Elle ne resterait pas sans alliés dans cette lutte formidable. Elle avait pour elle le peu de cohésion de la coalition, les divergences d'intérêts, les discordes, les défaillances des intérêts matériels si puissants chez les nations énervées par l'industrialisme, les sympathies des peuples slaves qui n'assisteraient pas impassibles en Autriche et en Orient à cette lutte héroïque.

Ces sentiments se faisaient jour avec une extrême vivacité, mais, il faut le dire, sans présenter ni la maturité d'opinions sagement pesées dans la balance de la froide raison, ni l'irrésistible énergie des passions indomptables qui surexcitent parfois la fibre populaire.

Nous devons le répéter, il y a d'héroïques folies, des actes impossibles qu'un peuple peut tenter avec succès dans le paroxysme de la fièvre révolutionnaire, parce qu'alors, emporté par la passion qui ne calcule ni ne raisonne, il joue ses destinées. Mais on ne saurait demander de pareilles résolutions à un gouverne-

Digitized by Google

ment régulier héritier du passé et responsable de l'avenir du pays.

Partout en ce monde il y a un mal à côté de tout bien. L'humanité n'a que le choix entre les chances plus ou moins désavantageuses de la vie pratique. La Russie avait joui pendant vingt-cinq ans d'un repos absolu, sous l'égide de son gouvernement. Mais elle n'avait pu acquérir cet avantage qu'en aliénant sa volonté et son libre arbitre entre les mains du souverain. Il était difficile d'attendre d'elle les efforts spontanés dont l'énergie domine les grandes crises.

Sans doute, si la lutte se fût prolongée, la vue de l'ennemi envahissant le sol de la patrie aurait réveillé au plus profond de la nation les sentiments qu'une longue paix n'avait fait qu'engourdir. Mais si les souvenirs de 1812 l'avaient électrisée, les mêmes souvenirs devaient éclairer nos adversaires. Ils auraient évité les fautes qui à cette époque leur furent si fatales. Les chances de la lutte auraient été différentes, et elles n'étaient point en notre faveur. Tandis que nous étions restés à peu près stationnaires, les autres puissances avaient fait d'immenses progrès industriels qui mettaient à leur service des ressources immenses en moyens de transport, facilités de communications, armements et matériel de guerre.

Politiquement la situation était tout autre. En 1812 nous avions le concours maritime et les subsides de l'Angleterre, l'alliance de la Suède et la neutralité de la Turquie.

Digitized by Google

Aujourd'hui nous avions contre nous toutes ces puissances, et leur domination absolue sur nos mers intérieures multipliait leurs moyens d'attaque. Ce n'était plus seulement sur notre frontière occidentale que nous avions à nous défendre; c'était de Tornéo et d'Arkhangel jusqu'à Tiflis, de Varsovie jusqu'au Kamtchatka.

Cette lutte gigantesque eût exigé des sacrifices hors de toute proportion, non-seulement avec nos forces, mais avec son issue possible, même avec les meilleures chances.

L'existence de l'empire eût été sérieusement menacée, et cet édifice immense, construit avec tant de peines et de persévérance à travers les siècles sous l'énergique impulsion des tzars, eût peut-être été à jamais compromis.

S. M. l'empereur dut peser ces graves considérations devant Dieu et dans sa conscience.

Au seuil d'un avenir que ses décisions suprêmes allaient irrévocablement engager, Sa Majesté eut avant tout en vue les intérêts de ses peuples, les souffrances qu'ils avaient supportées avec tant de dévouement, et que la prolongation de la guerre allait encore leur imposer.

La Russie se trouvait à l'intérieur dans une de ces situations où il ne fallait qu'une impulsion salutaire pour faire entrer la nation dans une voie de progrès. La paix seule pouvait les réaliser. La guerre aurait peut-être ajouté quelques pages glorieuses à nos annales

Digitized by Google

militaires; mais, à moins de ces événements imprévus dont la Providence a seule le secret, nous n'avions en perspective qu'une lutte gigantesque sans compensation, qui en attaquant la prospérité nationale dans sa base qui est la population, dans son principal levier qui est le crédit, eût rejeté la Russie pour un siècle en arrière.

L'empereur se décida à accepter les propositions autrichiennes.

Le protocole constatant l'adhésion des puissances à ces préliminaires de paix fut signé à Vienne le 20 janvier/1er février.

Il portait l'engagement d'envoyer, dans le délai de trois semaines, des plénipotentiaires à Paris pour y signer des préliminaires formels, suivis d'un armistice et d'un traité définitif.

L'aide de camp général comte Orlow et le baron Brunnow furent chargés de représenter la Russie à ces conférences.

Ces résolutions furent accueillies partout avec un enthousiasme et une reconnaissance qui se portèrent sur l'auguste souverain dont l'initiative généreuse promettait de rendre à l'Europe les bienfaits de la paix.

Les aspirations dans ce sens, répandues en tous pays, excepté en Angleterre où l'amour-propre national était blessé, se firent jour avec une énergie qui devait forcer les gouvernements à une prompte solution.

La conférence s'ouvrit à Paris le 13-25 février 1856.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE VII

—

CONFÉRENCE DE PARIS ET TRAITÉ DU 18-30 MARS 1856

Voici sous quels auspices s'ouvrait cette négociation.

Les préliminaires n'avaient été que paraphés à Vienne. Leur signature formelle avait été réservée à la conférence de Paris.

Rien de décisif n'avait donc préjugé l'issue de ces délibérations. Tout pouvait être défait. Les dispositions de l'Angleterre étaient notoirement hostiles. Son vœu le plus ardent semblait être un échec final de ces tentatives de paix et la reprise des opérations de guerre. Le cabinet de Vienne, sans aller aussi loin dans son hostilité, était résolu à aggraver autant qu'il dépendrait de lui les conditions qui nous seraient faites. Sa voix était donc acquise d'avance à nos adversaires.

Nous n'avions certainement pas à compter sur la

Digitized by Google

Turquie, quelque désireuse qu'elle fût de s'affranchir par la paix de la tutelle onéreuse de ses amis. Elle avait complétement aliéné son indépendance entre leurs mains.

La Prusse se trouvait exclue en fait de la conférence.

Il n'y avait donc absolument que la France qui nous offrît quelque chance d'appui.

L'empereur Napoléon, ainsi que nous l'avons déjà dit, ne tenait point à poursuivre la guerre. Il avait atteint et dépassé même son but. Il n'entrevoyait pas l'avantage de s'associer aux passions de l'Angleterre. En outre, pour recueillir les fruits de sa politique, il désirait un rapprochement avec nous.

Ces deux directions principales de sa pensée le rendaient favorable à la paix.

Mais il ne fallait pas se dissimuler que ce souverain ne voulait à aucun prix se brouiller avec l'Angleterre.

Il craignait trop cette puissance, leur communauté d'action était trop récente ; on avait trop chaudement prôné en France cette alliance depuis deux ans pour qu'il pût songer à la rompre.

L'hostilité de l'Angleterre et de l'Autriche à notre égard ne lui déplaisait pas. Il y voyait un motif pour nous de rechercher son alliance, un moyen pour lui de se donner les bénéfices de la médiation sans aucun risque.

Tout ce que nous pouvions raisonnablement espérer

Digitized by Google

de sa part, c'était des dispositions conciliantes et un vote personnel favorable.

Le cabinet impérial eut en vue cette situation en traçant les instructions du comte Orlow.

Il fallait nous appuyer autant que possible sur les bonnes dispositions de l'empereur Napoléon afin d'arriver à une paix définitive.

Pour développer ces germes, il fallait lui témoigner de notre côté des sentiments d'amitié, confier nos intérêts entre ses mains et lui créer une position d'arbitre.

Le premier écueil que nous allions rencontrer était le cinquième point dont la rédaction vague renfermait les vues haineuses de l'Angleterre, et celui relatif à la nouvelle délimitation en Bessarabie qui résumait l'hostilité de l'Autriche.

Le cabinet de Londres exigeait que le cinquième point fût formellement porté aux préliminaires; il était probable que dès le début la discussion s'engagerait sur ce terrain. Nous ne pouvions pas deviner les piéges qu'il nous cachait. S'il ne s'agissait que de l'engagement de ne point relever les fortifications de Bomarsund et des îles d'Aland, nous étions prêts à y consentir.

Mais cette concession et la possession de Kars étaient nos seuls moyens de négociation. Il nous importait de les réserver pour écarter, s'il était possible, ou du moins réduire la clause stipulant une cession de territoire en Bessarabie.

Digitized by Google

Pour le reste des articles, les principes étaient déjà posés ; il ne s'agissait que d'en préciser la rédaction de la manière la plus conforme à nos intérêts présents et à venir.

Dès son arrivée à Paris, le comte Orlow put mesurer toute la difficulté de la tâche qu'il avait à remplir.

Son premier soin fut d'établir les relations qui lui étaient prescrites avec l'empereur Napoléon. L'accueil qu'il reçut de ce souverain fut tel que nous pouvions l'attendre.

Les dépêches par lesquelles notre plénipotentiaire en rend compte sont d'un vif intérêt.

Quoique toujours prudent dans l'expression de sa pensée, l'empereur des Français laissa cependant plus d'une fois percer les calculs d'avenir qu'il rattachait à un rapprochement politique avec nous. Le comte Orlow répondit à ces ouvertures de manière à laisser entrevoir qu'éclairés par l'expérience des dernières années, nos dispositions n'apporteraient aucun obstacle à ces calculs. Il sut se concilier par sa franchise la confiance amicale de l'empereur Napoléon, et lui faire accepter le rôle d'arbitre que nous désirions lui déférer. Dans le cours des délibérations, chaque fois que nos plénipotentiaires se trouvèrent en face de difficultés insurmontables, ils firent appel à l'intervention personnelle de ce souverain, et ils n'eurent qu'à se louer du résultat.

Ce cas se présenta dès la première conférence. Il s'agissait de préciser formellement les préliminaires.

Digitized by Google

Ainsi que nous l'avions prévu, le cinquième point amena une discussion des plus vives entre nos représentants et ceux de l'Angleterre. Les plénipotentiaires autrichiens se rangeaient du côté de nos adversaires. Ceux de la France gardaient une contenance molle et embarrassée.

Lord Clarendon déclara formellement que jamais l'Angleterre n'accepterait l'abandon de Kars comme un moyen de compensation ou de négociation pour nous. Il éleva au sujet de notre frontière asiatique une longue discussion qui ne tendait à rien moins qu'à mettre en question toutes nos possessions transcaucasiennes, et prétendit nous interdire la reconstruction de tous les forts du littoral.

Ce débat irritant menaçait d'amener dès le début la rupture des négociations.

Ce fut alors que le comte Orlow en appela à l'empereur Napoléon, afin d'opposer sa volonté à la malveillance de nos adversaires. Ce souverain n'hésita pas à tracer la limite précise des concessions qu'il nous recommandait en vue de la paix, et au-delà desquelles il refusait de s'associer aux exigences de l'Angleterre.

Il s'en expliqua très-nettement avec le plénipotentiaire britannique, et son intervention fut décisive.

Abandonnées par la France, les prétentions anglaises furent réduites à néant par nos représentants qui, les traités en main, réfutèrent l'argumentation de lord Clarendon, et revendiquèrent pour leur auguste maître

Digitized by Google

l'exercice absolu de ses droits sur les pays soumis à sa domination.

Après une délibération très-orageuse, le cinquième point fut réduit à une entente réciproque sur la non-reconstruction des forts de Bomarsund et sur une vérification de notre frontière asiatique, *en dehors de toute cession gratuite* de territoire.

Ainsi l'*inconnu* qui pesait sur la négociation se trouva écarté ; elle rentra dans la voie du *connu* et marcha plus rapidement.

Une difficulté restait encore : celle de la délimitation nouvelle entre la Bessarabie et la Moldavie. Le comte de Buol, soutenu par les plénipotentiaires anglais, prétendait nous faire accepter purement et simplement le tracé indiqué par le protocole de Vienne, qui nous enlevait la moitié de la Bessarabie. En vain nos représentants objectèrent l'impossibilité d'appliquer ce tracé, qui soulevait des difficultés locales tout à fait gratuites, puisqu'après tout il s'agissait simplement de nous éloigner du Danube. Le ministre autrichien se montrait intraitable.

La roideur et l'arrogance de son attitude dans le cours de ces délibérations resteront un témoignage des illusions de l'Autriche. Il y avait peu d'habileté à aggraver par d'inutiles humiliations les ressentiments qu'elle devait nous supposer.

Le comte Orlow dut encore recourir, dans cette conjoncture, à l'empereur Napoléon, qui intervint personnellement auprès des plénipotentiaires d'Au-

Digitized by Google

triche et d'Angleterre, et les contraignit à adopter un tracé proposé par nous et qui réduisait à des proportions plus modestes, quoique tout aussi efficaces, le sacrifice d'amour-propre qu'on exigeait de nous.

A la suite de cette entente sur les préliminaires de paix, un armistice fut conclu. Là encore se manifesta le mauvais vouloir de nos adversaires. Ils tenaient à laisser suspendue sur nous la menace d'une reprise des hostilités, afin de peser sur nos déterminations.

Non-seulement l'armistice ne fut conclu qu'à très-bref délai (jusqu'au 31 mars), mais encore le blocus maritime fut maintenu dans toute sa rigueur.

Les négociations pour le traité définitif commencèrent aussitôt. Elles durèrent deux mois.

Les protocoles des séances attestent les difficultés contre lesquelles nous avons eu à lutter, principalement sur la fixation du nombre des bâtiments à entretenir dans la mer Noire, et la stipulation d'immunités en faveur des chrétiens de la Turquie.

Nous nous bornerons à résumer ici les clauses essentielles du traité.

Il contient un préambule, motivé par la nécessité d'expliquer l'admission de la Prusse à une négociation presque entièrement achevée sans son concours.

Ce fut comme signataire du traité du 15 juillet 1841 que cette puissance fut invitée à participer à la nouvelle transaction. Nos plénipotentiaires furent les premiers à demander sa participation. Ceux de l'Angleterre lui témoignèrent tant de rancunes et de mal-

Digitized by Google

veillance que les représentants prussiens furent au moment de quitter la conférence.

Les articles Ier à VI stipulent le rétablissement de la paix, l'évacuation réciproque des territoires occupés durant la guerre, l'amnistie et la mise en liberté des prisonniers.

Les articles VII et VIII consacrent l'admission de l'empire ottoman dans le concert européen.

L'article IX établit les immunités des chrétiens. Cette clause avait amené de vives discussions. Nous en avions fait l'un des principaux objets de notre sollicitude. La guerre avait eu pour cause ou pour prétexte notre intervention en faveur de nos coreligionnaires. Il nous importait que la paix consacrât les fruits de nos sacrifices. Les représentants de la Turquie ne voulaient pas que le traité contînt aucune clause formelle à cet égard, le sultan ayant promulgué spontanément un firman qui remplissait toutes les conditions requises.

Cette opposition dut céder devant l'unanimité des puissances. Pour mieux combattre nos vues politiques, elles avaient dû pendant la guerre s'ériger en protectrices des chrétiens, en même temps qu'elles se faisaient les défenseurs du sultan. Leur honneur était engagé à ce que le traité de paix portât l'empreinte de cette double politique.

Il restait à déterminer la place qu'occuperait cette stipulation. Nous avions demandé qu'elle suivît immédiatement celle qui admettait la Turquie dans le concert

Digitized by Google

européen, afin de bien établir la corrélation de ces deux clauses. L'Angleterre et l'Autriche s'y opposèrent énergiquement, et ce fut encore l'intervention personnelle de l'empereur Napoléon qui nous vint en aide pour vaincre cette résistance.

Quant à la rédaction, nos plénipotentiaires avaient présenté deux projets ayant pour but d'exprimer bien clairement que les immunités accordées aux chrétiens étaient placées sous la garantie de l'Europe. Nos adversaires s'y opposèrent en invoquant l'indépendance souveraine du sultan.

Le comte Walewski présenta un troisième projet beaucoup plus explicite qui ne put cependant être imposé au représentant de Turquie que par une pression très-décidée.

Nous y donnâmes notre adhésion après avoir réclamé et obtenu : 1° l'insertion du nom des populations chrétiennes en faveur desquelles le firman avait été proclamé ; 2° la déclaration que cet acte du sultan servait à *consacrer* les institutions nouvelles destinées à améliorer le sort des chrétiens.

La garantie morale de l'Europe fut très-difficile à préciser. Il fallut avoir recours à des circonlocutions diplomatiques qui ont, il est vrai, le mérite de concilier les divergences, mais aux dépens de la clarté et en compromettant l'avenir.

On avait stipulé que les puissances *prenaient acte* des immunités contenues dans le firman du sultan, qui leur avait été *communiqué* par la Porte.

Digitized by Google

Le représentant de Turquie rejeta cette expression, sous prétexte qu'elle n'avait pas d'équivalent en langue turque.

On proposa d'y substituer ces mots : « les puissances « *constatent la haute valeur* de cette communication ». Les représentants d'Angleterre firent ajouter : « qu'elle « ne donnerait en aucun cas aux puissances le droit de « s'immiscer, soit isolément, soit collectivement, dans « les affaires intérieures de l'empire ottoman ».

Rien de plus vague que ces stipulations. Elles peuvent être interprétées au gré des vues politiques des cabinets et renferment le germe de graves complications.

L'article X confirme solennellement le principe de la fermeture des détroits.

Les articles XI à XIV neutralisent la mer Noire, en accordant aux deux puissances la faculté d'entretenir un nombre de bâtiments légers suffisant pour le service et la sécurité de leurs côtes.

Les articles XV à XIX assurent la libre navigation du Danube, avec une *commission européenne temporaire* pour ordonner les travaux nécessaires, et une *commission riveraine permanente* pour les mettre à exécution.

Les articles XX et XXI tracent les limites de la rectification territoriale entre la Moldavie et la Bessarabie.

Les articles XXII à XXIX stipulent le maintien du régime privilégié des Principautés. Toutes les expres-

Digitized by Google

sions blessantes pour nous, quant à l'abolition de notre ancien protectorat, ont été exclues. En outre, il y est fait mention du maintien des priviléges de la Serbie.

L'article XXX règle la nomination d'une commission mixte pour l'*examen* de notre frontière asiatique, en prenant pour base la *possession légale* du territoire avant la rupture.

L'article XXXI détermine l'évacuation du territoire ottoman par les alliés.

L'article XXXII renouvelle les traités antérieurs entre les puissances belligérantes dans tous les points où ils ne sont pas en contradiction avec la nouvelle transaction.

L'article XXXIII est relatif à la convention séparée sur les îles d'Aland.

L'article XXXIV règle le terme de l'échange des ratifications.

Enfin, trois conventions séparées sont annexées au traité : la première est relative à la fermeture des détroits; la deuxième, entre la Russie et la Porte, stipule le nombre et la dimension des navires de guerre que les deux puissances riveraines entretiendront dans la mer Noire; la troisième, entre la Russie, l'Angleterre et la France, stipule qu'il ne sera élevé ni fortifications, ni établissements militaires sur les îles d'Aland.

A ces diverses clauses, relatives à la question qui avait motivé la guerre, la conférence, désirant terminer,

Digitized by Google

comme le congrès de 1815, par un acte de civilisation générale, ajouta une déclaration en trois articles sur les droits des neutres en temps de guerre. Elle stipule l'abolition de la course, l'inviolabilité de la marchandise ennemie à bord des navires neutres, et celle de la marchandise neutre à bord des navires ennemis, à l'exception de la contrebande de guerre, et l'obligation d'un blocus effectif.

Ces principes qui en d'autre temps avaient fait l'objet des traités de neutralité armée, et que l'Angleterre avait toujours repoussés, ont été acceptés par cette puissance avec une facilité qui a lieu de surprendre.

Elle paraît regretter aujourd'hui cette adhésion, qui lui enlève un des principaux éléments de sa supériorité maritime.

La plupart des États européens, en dehors de la conférence, ont adhéré plus tard à cette déclaration. Les États-Unis d'Amérique seuls ont refusé d'y souscrire, tant qu'elle ne sera pas étendue de manière à assurer l'inviolabilité complète de la propriété privée sur mer, comme dans les guerres territoriales.

Nous ne saurions, en outre, passer sous silence une remarquable discussion qui n'a pas eu de suites immédiates, mais devait avoir de graves conséquences. Elle fut soulevée par le comte Walewski. Il appela l'attention de la conférence sur les diverses causes d'agitation existant sur certains points de l'Europe, et entre autres en Italie, par suite de l'occupation

Digitized by Google

militaire des territoires romains et de la mauvaise administration des États du saint-siége et du roi de Naples. Lord Clarendon appuya cette opinion, que le comte de Cavour avait développée avec beaucoup de chaleur.

C'était le germe de la crise italienne de 1859.

Toutefois, le comte de Buol ayant refusé de s'engager dans cette discussion, et notre plénipotentiaire s'étant déclaré sans instructions, la conversation en resta là.

Une fois entrées dans cette voie, il était difficile que les puissances occidentales ne fissent pas mention de la Pologne. Nous avions appris indirectement que telle était leur intention. Le comte Orlow avait eu l'ordre de prendre les devants. Dans ses entretiens avec notre plénipotentiaire, l'empereur Napoléon avait manifesté ses sympathies pour la Pologne. Notre plénipotentiaire lui donna l'assurance des intentions généreuses de S. M. l'empereur envers ce pays, dont le bien-être et la prospérité lui inspiraient la même sollicitude que ceux du reste de l'empire; mais il ajouta que la dignité de la Russie ne permettait pas que cette question fût discutée.

Ces assurances, depuis lors, ont été interprétées comme une espèce d'engagement. Dans un discours prononcé un an après au parlement, lord Clarendon affirma qu'il avait eu des motifs sérieux pour croire que la Russie renoncerait au système de sévérité à l'égard des Polonais et leur accorderait des garanties

Digitized by Google

d'autonomie administrative, de liberté religieuse et d'éducation publique; il ajouta que cette conviction avait seule décidé les plénipotentiaires à ne pas aborder cette question[1].

Il est probable que la fermeté des déclarations du comte Orlow et le désir de l'empereur Napoléon de ne point nous blesser dans un moment où il recherchait un rapprochement avec nous, furent les vrais motifs de l'abstention du congrès de Paris.

La conférence termina ses travaux en exprimant le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux eussent recours, avant d'en appeler aux armes, aux bons offices d'une puissance amie. Tous les plénipotentiaires y donnèrent leur adhésion.

[1] Les dépêches anglaises et françaises qui ont été publiées (1863) attestent que dès l'année 1855 le cabinet des Tuileries insistait pour soulever la question polonaise, mais que lord Palmerston s'y était opposé. Elles indiquent aussi qu'au congrès de Paris, les plénipotentiaires anglais ont jugé convenable de ne point aborder cette question dans l'espoir que l'empereur Alexandre se montrerait disposé à adoucir le sort de ses sujets polonais. — S'il pouvait y avoir quelques doutes sur la valeur de ces prétendues sympathies pour la Pologne, ce qui se passe en Irlande suffirait pour éclairer l'opinion. Malgré tous les efforts du gouvernement anglais pour se réconcilier ce pays, l'Irlande est littéralement devenue pour l'Angleterre une seconde Pologne, et l'on ne voit pas que le cabinet de Londres pousse l'amour de l'humanité jusqu'à compromettre l'intégrité et la sécurité de l'empire britannique pour le plaisir d'émanciper ces incorrigibles populations. Elle est sans contredit dans son droit; mais elle devrait aussi permettre que la Russie envisage au même point de vue les exigences de son intégrité et de sa sécurité. — Il est évident que la question polonaise n'a jamais été pour la politique anglaise qu'un moyen de créer des embarras à la Russie et surtout de semer la désunion entre elle et la France. C'est ce que le cabinet de Londres a fait avec succès en 1863, grâce à l'aveuglement du gouvernement français, et cette faute capitale a été le point de départ des bouleversements accomplis en Europe.

Digitized by Google

Telle est la substance du traité du 18-30 mars 1856.

Nous ne poursuivrons pas plus loin l'analyse de ce document, pas plus que celle du fameux traité secret du 15 avril conclu entre l'Angleterre, l'Autriche et la France pour s'engager solidairement à la garantie de l'empire ottoman.

Inspirées par le même esprit, ces transactions sont suffisamment connues.

Nous dirons plus : elles sont jugées. L'histoire a prononcé son arrêt.

Quinze ans à peine se sont écoulés; qu'est-il resté debout de ces monuments d'une fausse sagesse ?

La France a vu crouler en quelques semaines ce second empire qui avait débuté par une gloire de mauvais aloi. Les puissances qu'elle avait blessées se sont abstenues, celles qu'elle avait servies l'ont payée d'indifférence ou d'ingratitude. Elle s'est trouvée seule à l'heure du péril, et malheureusement elle a expié chèrement — trop chèrement — les fautes politiques auxquelles elle avait imprudemment applaudi.

L'Autriche a vu glisser entre ses mains les alliances auxquelles le comte de Buol avait sacrifié les antiques relations de l'empire ; elle a vu se réaliser la prédiction du prince Gortchakow. Elle avait blessé un ancien allié sans pouvoir l'anéantir; elle a dû coexister avec un voisin puissant et outragé ; sa position politique a dû s'en ressentir; ses ennemis et ses rivaux ont eu le champ libre. Repoussée de l'Italie, rejetée hors de l'Allemagne, elle cherche aujourd'hui un nouveau

Digitized by Google

centre de gravité au milieu d'une confusion intérieure aggravée par ses revers. Nous souhaitons qu'elle en sorte heureusement; car si nous déplorons et réprouvons la politique passée de l'Autriche, nous n'avons jamais cessé de considérer cet empire comme un élément indispensable de l'équilibre européen. La Russie, comme voisine, est intéressée à ce qu'il soit prospère et bien ordonné. Il est à croire que l'expérience acquise fera cesser un antagonisme nuisible aux deux pays. Déjà, en 1860, au moment de l'entrevue de Varsovie, le comte de Rechberg faisait dire au cabinet de Saint-Pétersbourg par M. de Werther : « L'Autriche « et la Russie se sont fait réciproquement beaucoup de « mal. Nous vous avons fait perdre la Bessarabie, vous « nous avez fait perdre la Lombardie. Jusqu'où irons-« nous dans cette voie? Ne pouvons-nous nous consi-« dérer comme quittes et abandonner le terrain des « représailles pour nous placer sur celui d'une « entente? » — Espérons que ces sages paroles, qui ont reçu des faits une si éclatante confirmation, deviendront le programme des deux cabinets.

De tous les coalisés de 1854, l'Angleterre seule a échappé aux conséquences de sa funeste politique; son isolement insulaire la met en dehors du courant européen. Néanmoins, elle a dû modifier ses allures sous le poids des difficultés économiques et sociales qui la préoccupent et sous la pression redoutable de la rivalité américaine. La politique anglaise d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était. L'abstention a succédé

Digitized by Google

à sa participation trop active d'autrefois dans les affaires de l'Europe. Elle a effacé de ses propres mains la clause du traité de Paris qui, pour elle, était le but essentiel de la guerre. Elle l'a fait avec une sagesse et une modération qui honorent ses hommes d'Etat. Rien n'est plus instructif que de mettre les négociations qui ont amené et accompagné la guerre de Crimée en regard de celles qui, à quinze années de distance, ont abouti à la révision par la Conférence de Londres du traité de 1856. Quelle leçon pour les peuples dont on dépense le sang et l'argent dans des luttes dont plus tard on doit constater la stérilité!

Néanmoins, en présence de cette conversion de la politique anglaise, il ne reste qu'à vouer le passé à l'oubli, et qu'à souhaiter que cette nation puissante et éclairée, en position d'exercer une si salutaire influence sur les affaires de l'Europe et du monde, rompe à jamais avec les traditions néfastes qui, sous lord Palmerston, en avaient fait un boute-feu universel.

N'est-il pas également instructif de voir que la Prusse, qui, au milieu de ce déchaînement d'animosités, a été la seule puissance qui soit restée fidèle à ses vieilles traditions d'amitié envers la Russie, la seule qui ait cherché à l'aider dans la mesure du possible, au moins de son bon vouloir, soit aussi la seule qui ait bénéficié des bouleversements de ces dernières années? Certes, elle a dû déployer une profonde habileté et une grande énergie pour trancher d'un coup des questions autour desquelles l'Europe luttait

Digitized by Google

depuis des siècles : la prépondérance de la Prusse en Allemagne, l'expulsion de l'Autriche, l'unité germanique, la restauration de l'empire allemand sous le sceptre des Hohenzollern, l'abaissement de la France et la conquête des clefs stratégiques du centre de l'Europe disputées depuis Louis XIV; quels exploits en quatre années et deux campagnes ! Mais qui pourrait dire que la Prusse aurait osé y songer et pu les accomplir sans le profond désarroi où la guerre de Crimée avait jeté l'Europe ?

Nous ne croyons pas que jamais leçon plus éclatante et plus rapide soit sortie de l'enchaînement des faits et de la logique de l'histoire.

Quant à la Turquie, qu'elle fasse elle-même le bilan de sa politique et de ce qu'elle a gagné à substituer la tutelle de l'Europe à ses anciens rapports avec la Russie. Les revirements de la politique européenne ont dû lui faire faire des réflexions philosophiques sur l'instabilité des choses humaines et le danger des alliances à long bail. Elle doit comprendre que la Russie est, de par la géographie, un voisin avec lequel il fallut toujours compter, et que cette puissance, avec ses intérêts permanents et sa politique fixe, est peut-être encore l'allié le plus sûr et le moins dangereux dont elle puisse rechercher l'amitié. La sagesse qu'elle a montrée lors de la récente révision du traité de 1856 prouve que cette expérience n'a pas été perdue pour elle. Aujourd'hui elle prête une oreille anxieuse à tous les bruits qui lui viennent d'Europe, dans l'espoir d'y trouver

Digitized by Google

place à de nouvelles combinaisons. En attendant, elle prétend se passer d'alliances, et *fare da se*. Dans ce but, elle compte sur le développement de sa force militaire, multiplie ses armements et consomme sa ruine financière.

Laissons-la à ses expérimentations. Personne aujourd'hui ne peut souhaiter une crise violente en Orient, parce qu'une telle crise, loin de faire entrevoir une solution, serait le point de départ de calamités sans issue prévoyable. Mais le *statu quo* a aussi ses conditions. Le jour où la Porte comprendra qu'à notre époque la puissance des Etats est en raison de leur prospérité financière, économique, sociale et politique; que l'unique moyen de réaliser cette prospérité est d'assurer le développement des ressources matérielles du pays et la satisfaction de ses besoins moraux par de bonnes lois et une administration équitable garantissant à chacun sa sécurité personnelle, celle de ses propriétés et de ses transactions, — et que ceux qui la poussent dans des voies différentes ne sont pas ses véritables amis, — ce jour-là, la Porte pourra compter sur le meilleur vouloir de la Russie et sur de bonnes et solides relations avec elle.

Ces adversaires ne sont pas les seuls qu'ait eus la Russie. D'autres plus infimes, mais non moins acharnés, ont eu leur part dans l'explosion de haines, fomentées par la presse de tous les pays, qui a salué la croisade entreprise contre elle en 1854. Que sont devenus aujourd'hui le cléricalisme ultramontain, le

Digitized by Google

radicalisme de toutes nuances, le polonisme et le pseudo-libéralisme hébraïque? Ils sont jugés d'après leurs œuvres et frappés d'un discrédit bien mérité.

C'est en toute humilité que nous constatons cette confusion des ennemis de notre pays. Nous le répétons, les événements sont trop grands pour comporter une puérile satisfaction.

Mais ce qui rend ce résultat plus frappant, c'est que la Russie n'a rien fait pour le provoquer. Elle a abandonné les choses à leur cours naturel.

Pendant ces quinze ans, elle s'est repliée sur elle-même. Elle s'est recueillie. Toute sa sollicitude, toutes ses forces se sont concentrées sur le travail intérieur dont la guerre de Crimée avait révélé l'urgence. Sous l'initiative d'un souverain honnête homme, aimant son pays et se fiant à lui, la Russie a entrepris une série de réformes capitales dont certainement l'histoire d'aucun peuple ne présente d'exemple dans de pareilles dimensions et dans un si court espace de temps. Elle les a accomplies heureusement et pacifiquement par l'intime union du souverain et de la nation.

Grâce à ce travail fécond, la Russie occupe matériellement et moralement dans l'estime du monde la place dont on avait prétendu la faire déchoir. Sa position militaire défensive, sa situation financière, politique, économique, sont incontestablement meilleures qu'elles ne l'étaient avant la guerre. C'est ainsi qu'elle a pu amener ses adversaires d'autrefois à reviser les

Digitized by Google

stipulations du traité de 1856 qui la blessaient dans ses intérêts et sa dignité, non-seulement sans verser une goutte de sang, mais encore en faisant de cette question qui pouvait devenir la cause de graves complications le point de départ d'une réconciliation et d'une bonne entente offertes aux puissances qui l'avaient combattue.

Et néanmoins, malgré cette pacifique abstention, un fait irrécusable reste acquis au domaine de la science politique contemporaine : *Il a suffi que la Russie se soit retirée des affaires de l'Europe pour que son absence momentanée en ait rompu l'équilibre et ait livré la paix générale aux plus dangereux bouleversements!* Telle est la réponse que les événements ont faite aux insensés qui prétendaient l'exclure du concert européen!

Nous leur abandonnons d'en tirer la conclusion.

La nôtre se dégage d'elle-même :

Tandis que les puissances qui avaient été nos adversaires subissaient les conséquences d'une politique violente, haineuse, agressive, cherchant son bien dans le mal d'autrui, la Russie a assisté, non indifférente, mais calme, aux agitations de ces dernières années. Elle a recueilli les fruits d'une politique juste, modérée, pacifique, ne plaçant pas l'intérêt particulier du moment au-dessus de l'intérêt général, et reconnaissant la grande loi de solidarité à laquelle la Providence ou la force des choses a soumis les affaires humaines.

Tout doit donc l'engager à persévérer dans les voies

Digitized by Google

correctes qu'elle a choisies. Nous sommes convaincus qu'elle ne s'en écartera pas, non-seulement parce que telle est la pensée de ses gouvernants actuels, mais encore parce que c'est le caractère de ses intérêts d'être essentiellement stables, conservateurs, pacifiques et modérés ; il n'y en a pas un seul qui ne soit honnête et hautement avouable, pas un qui ne s'accorde avec les intérêts généraux de l'Europe. C'est là la meilleure des garanties.

Nous faisons des vœux pour que, de son côté, l'Europe, éclairée par la terrible expérience des vingt dernières années, suive la Russie dans cette direction. Elle évitera ainsi bien des calamités, car, il ne faut pas se faire d'illusion, les événements contemporains renferment autre chose qu'un enseignement : ils contiennent des germes de nouvelles luttes politiques et sociales bien redoutables pour la paix du monde.

Ce ne sera pas trop de toute la sagesse des gouvernements et des peuples pour en arrêter le développement.

Nous voudrions pouvoir exprimer en terminant l'espoir que cette voix si éloquente des faits — dont nous ne sommes que l'humble écho — sera entendue et comprise. Nous n'osons en formuler que le vœu. Malheureusement notre époque est à la passion, bien plus qu'à la raison, et les gouvernements eux-mêmes ne sont plus assez forts pour subordonner les entraînements du présent aux prévisions de l'avenir.

Mais ce que nous croyons pouvoir affirmer, c'est que

Digitized by Google

si cette tâche est entreprise, le concours de la Russie n'y fera pas défaut.

Plus d'une fois déjà elle a contribué au salut de l'Europe. Peut-être lui sera-t-il donné d'y travailler encore, et bien qu'elle en ait été mal récompensée, nous sommes persuadés que, le cas échéant, elle ne reculera pas devant cette ingrate mission.

FIN

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DU TOME SECOND

Pages.

CHAPITRE PREMIER. — Depuis la déclaration de guerre jusqu'à l'acceptation des quatre points (1854)..... 1

CHAPITRE II. — Évacuation des Principautés (1854)..... 13

CHAPITRE III. — Adoption des bases de paix (1854)..... 44

CHAPITRE IV. — Attitude des États de second ordre (1854)..... 63

CHAPITRE V. — Détail des négociations (1854)..... 105

CHAPITRE VI. — Faits généraux (1855)..... 303

CHAPITRE VII. — Conférence de Paris et Traité du 18-30 mars 1856 403

Évreux, A. Hérissey, Imp. - 774.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY
WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH
DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY
OVERDUE.

OCT 14 1940 M.
10/28/40
24Nov'57PT
REC'D LD
JUN 4 1957
11 Ja'58PT
REC'D LD
JAN 3 1958
JUL 31 1970 81
Aug 31
REC'D LD AUG 8 '70-1 PM 23

LD 21-100m-7,'39 (402s)

Digitized by Google

YD 18457

917361 DK215
E8
v.2

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Digitized by Google

Digitized by Google